

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PRESSE EN BULGARIE

THÈSE DE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 26 avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Petko PETKOFF

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants : MM. CHAVEGRIN, professeur.
JEZE, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

41, Rue Victor Cousin, 41

—
1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PRESSE EN BULGARIE

THÈSE DE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 26 avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Petko PETKOFF

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants : } *MM. CHAVEGRIN, professeur.*
 } *JÈZE, professeur.*



PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

41, Rue Victor Cousin, 41

1910

A MES PARENTS

Je dédie cet ouvrage.

Avril 1910.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

THONISSEN (J.-J.). — La Constitution belge annotée, 1 vol.
in-8°. Bruxelles, 1876.

SCHUERMANS (H.). — Code de la presse. Bruxelles, 1882.

LARNAUDE. — Cours de droit public fait à la Faculté de Droit
de Paris (1908-1909).

DUGLAS (J.). — Le Journal, 1 vol. Bruxelles, 1909.

Annuaire de législation étrangère.

BOBTSCHEFF (S.). — Prégled na balgarskia perioditcheski pet-
chat (Revue de la presse périodique bulgare), publié
dans Ioubiléene sbornik na balgarskata journalis-
tika (Recueil du journalisme bulgare fait à l'occa-
sion de son jubilé), 1 vol. Sofia, 1894.

KIROFF (S.). — Crititcheski poglède varhou texta na bal-
garskata Constitoutzia (Aperçu critique sur le texte
de la Constitution bulgare), publié dans Godichnik
na Sofiiskia Ouniversitet (Annuaire de l'Université
de Sofia), 1 vol. Sofia, 1905.

KIROFF (S.). — Tchène 47 ot Constitoutziata (Article 47 de la
Constitution), 1 vol. Sofia, 1903.

Iouriditchesko Spisanié (Journal juridique), 1895, p. 317 et
suiv. Article de M. Iv. Katzaroff.

Iouriditcheski Prégledé (Revue juridique), années IV, VIII
et IX.

Spisanié na Iouriditcheskoto Droujéstvo (Journal de la So-
ciété juridique), années II, III et V.

- ARNAOUDOFF (Chr.). — Palno sobranié na darjavnité zakoni na Osmanskata Impéria (Recueil complet des lois de l'Empire ottoman), 2 vol. Constantinople, 1871.
- ARISTRARHY-BAY. — Législation ottomane, 5 vol. Constantinople, 1874.
- Sbornik na deïstvouiouchtité sadébni zakoni v. Kgnajestvoto (1878-1906). (Recueil des lois en vigueur dans la principauté). Sofia, 1906.
- Procès-verbaux des séances de l'Assemblée régionale et du Comité permanent de Roumélie orientale (1879-1884).
- Procès-verbaux des séances de la Chambre des députés (1879-1908).
- Darjaven Vestnik (Journal officiel), années 1881, 1883, 1885, 1887, 1893, 1894, 1896, 1900, 1901, 1904, 1907 et 1908.

LA PRESSE EN BULGARIE

INTRODUCTION

Avant d'aborder la matière que nous nous proposons d'étudier, il faut préciser le cadre dans lequel nous nous renfermerons. La presse peut être l'objet d'études multiples. On peut en effet envisager son côté historique, économique, politique, on peut l'étudier au point de vue littéraire ou se borner à une étude purement juridique des différentes lois sur la presse. Pour notre part nous examinerons uniquement la presse en Bulgarie au point de vue politique; ce serait donc l'étude de la presse en tant que liberté de droit public que nous nous proposons de faire. Plusieurs raisons nous obligent d'étudier le côté politique de la presse par préférence à toute autre. D'abord il ne serait pas de notre compétence d'entreprendre une étude littéraire ou purement historique. A ce point de vue, des études très intéressantes ont été faites par M. I. Ivanoff dans son ouvrage: *La presse périodique bulgare depuis sa naissance jusqu'à présent* (1891), et aussi par M. S. Bobtcheff,

Revue de la presse périodique bulgare (1844-1894) dans le recueil publié à l'occasion du cinquantième anniversaire de la presse. D'autre part l'étude économique de la presse bulgare tout en étant très intéressante à faire est loin de présenter le même intérêt que l'étude politique. Aucune autre matière n'a été l'objet d'une si féconde législation. En un espace de trente ans, seize lois sur la presse se sont succédé l'une à l'autre. C'est dire jusqu'à quel point la presse a dû subir les vicissitudes de la vie politique très mouvementée par elle-même. Nous serons donc obligé de relater les circonstances politiques qui ont précédé chaque loi, afin qu'on puisse se faire une idée plus complète sur la vraie portée de chacune.

En effet souvent la conduite du législateur ne peut être expliquée que par les circonstances.

Rarement une matière a été l'objet de discussions si passionnées dans la Chambre. Les lois sur la presse ont toujours provoqué de longs débats. Et pourtant sur cette question qui a si vivement passionné les politiciens on a peine à constater l'existence d'une littérature. A part quelques articles et dissertations parues dans des journaux et revues juridiques il n'existe aucun ouvrage important, traitant le côté politique. Nous sommes loin de croire qu'avec cet ouvrage nous allons combler une lacune dans la littérature politique bulgare. Nous espérons seulement qu'en traitant ce sujet, l'attention des esprits critiques sera attirée à lui pour qu'il soit l'ob-

jet d'études bien plus érudites, de sorte qu'une manière de voir sur la liberté de la presse juste et conforme aux principes de la Constitution soit dégagée pour servir de base à une loi exemplaire sur cette matière.

Dans une première partie de cet ouvrage nous étudierons l'histoire de la liberté de la presse, en examinant successivement les différentes lois qui se sont succédé, ainsi que les circonstances politiques qui les ont déterminées. Après quoi dans une seconde partie nous ferons l'étude critique du régime actuel de la presse.

Cependant avant il nous semble utile et intéressant de donner quelques renseignements sur la naissance et le développement de la presse bulgare et aussi une idée sur son organisation économique actuelle. Par ces notions quoique sommaires notre étude sera plus complète et donnera une idée de la presse à ceux qui ne sont pas au courant des détails de la vie bulgare.

Le fondateur de la presse périodique bulgare est Constantin Fotinoff qui le premier édita en 1844 un journal littéraire. C'était une entreprise hardie et pleine de difficultés. Deux imprimeries possédant des caractères de l'alphabet slave existaient en tout dans l'Empire Ottoman, l'une à Constantinople l'autre à Smyrne. A une époque où le nombre des gens riches et lettrés était fort restreint, où les communications étaient défectueuses, entreprendre la publication d'un journal bulgare en vue de réaliser des bénéfices ne

pouvait être qu'une folie. Cependant Fotinoff veut être utile à ses frères bulgares, il ne s'arrête pas devant les risques d'une telle entreprise du moment qu'il s'agit de réveiller le sentiment d'instruction et d'éducation chez un peuple opprimé. Son journal fut mensuel et parut durant deux années à Smyrne. *Liouboslovié* tel était le titre du journal, fut imprimé en caractères slaves, certains numéros étaient même illustrés. Mais le bon patriote n'a pu vaincre les difficultés pécuniaires. Quoique soutenu par certains riches bulgares de Constantinople, il a dû renoncer à sa noble entreprise.

L'honneur de la fondation du premier journal politique et d'information dans la forme d'une gazette, revient à J. Bogoroff, docteur en médecine de l'université de Paris. C'était un homme très actif et intelligent, la littérature bulgare lui doit beaucoup de choses. C'est lui qui a édité le premier dictionnaire franco-bulgare.

En 1846, à Lipiska, le 20 avril, sous sa rédaction a paru la première gazette bulgare, sous le titre *L'Aigle bulgare*. De ce journal ont paru seulement trois numéros à des intervalles espacés. Le dernier en effet a été édité le 1^{er} janvier 1847. Le D^r Bogoroff va à Constantinople et là il fonde un journal qui a eu une existence très longue, quoique ayant changé de propriétaire. Ce fut le *Journal de Constantinople* édité pendant treize années à partir de janvier 1848. Ainsi l'exemple fut donné et jusqu'en 1860 plusieurs journaux ont été édités à Constantinople. Leur nom-

bre allait en augmentant avec la lutte que le peuple bulgare a entreprise contre le patriarche grec, lutte qui se couronna de succès en 1870 quand par un firman du 28 février l'Église nationale fut reconnue. Constantinople à cette époque fut le centre intellectuel des Bulgares, c'est là qu'a pris naissance et s'est développée notre littérature contemporaine grâce à l'ardeur des jeunes publicistes aidés généreusement par les riches Bulgares.

Mais la libération spirituelle ne suffisait pas aux Bulgares. Le mouvement révolutionnaire pour l'indépendance politique commençait à s'accroître très nettement à partir de 1870. C'est à Boukarest où s'étaient réfugiés les émigrés que fut le centre révolutionnaire bulgare. Et jusqu'en 1877 nous assistons au développement d'une presse révolutionnaire dont les grands patriotes Karaveloff, Rakovski et Boteff furent des dignes représentants.

La guerre russo-turque (1877-1878) fit arrêter ce mouvement littéraire. Presque tous les journaux ont cessé de paraître. Mais une fois la guerre finie, la Bulgarie libérée, les journalistes bulgares recommencèrent leur œuvre.

A Philippopolis parut sous la rédaction de M. Ch. Danoff le journal *Maritza* dès le mois de juillet 1878. Son existence prit fin avec la Roumélie Orientale en 1885. Le même sort fut réservé à *La Voix du Peuple* fondé par M. D. Mantchoff en juin 1879.

Pendant la même époque ce qui caractérisait les journaux de la Bulgarie du Nord c'était leur carac-

rière purement politique et leur existence très éphémère. C'étaient les organes de deux partis politiques qui sortirent de l'Assemblée Constituante. Leurs organisations intérieures furent très simples. Le propriétaire du journal c'était en général son rédacteur principal et son éditeur. L'existence du journal tenait le plus souvent à la personne de son fondateur et de ses moyens financiers. Ces journaux étaient en général bi-hebdomadaires et paraissaient en petit format de 4 à 8 pages. Plus de 40 journaux de ce genre ont vu le jour jusqu'au 6 septembre 1885.

A partir de ce jour la Bulgarie va traverser une crise dont elle ne sortira réellement que bien après 1894. A peine la paix fut-elle rétablie à la suite de la révolution en Roumélie Orientale et la guerre serbo-bulgare, que le Coup d'État du 9 août 1886 est venu empirer la situation. Sous le gouvernement de Stambouloff la censure fut pratiquée. Il n'y avait que les journaux du gouvernement qui paraissaient librement. Cette circonstance provoqua le développement de la presse littéraire et aussi l'apparition de la presse socialiste.

A cette époque on peut constater un journal édité en grand format, ayant l'aspect d'une feuille européenne. Ce fut *Svoboda* (La Liberté), organe du gouvernement édité sous la rédaction de Dimitre Petkoff, lequel journal devint quotidien.

Avec la chute de Stambouloff les journaux politiques abondent. Et jusqu'en 1900 la presse en Bulgarie ne se présentera que sous cet aspect. Les journaux

sont les organes des différents partis politiques. Le nombre de leurs lecteurs étant forcément restreint, ils ne peuvent pas compter sur le produit de l'abonnement ou de la vente pour assurer leur existence. Ce sont les fonds du parti qui font face aux frais de l'édition. Le journal s'imprime dans sa propre imprimerie en un format plutôt réduit. Le tirage ne dépassera pas 3.000 à 4.000 exemplaires. Cependant quand le parti est au pouvoir il peut aller au double de ce chiffre. En même temps le produit des annonces qui en temps d'opposition est insignifiant, va prendre quelque importance. En général ces journaux paraissent trois fois par semaine. Ce caractère la presse politique le conserve encore aujourd'hui avec cette différence que la plupart des journaux sont devenus quotidiens.

C'est en 1900 seulement que la presse d'information a paru en Bulgarie avec le journal *Pochta* (Le courrier) de M. Changoff.

Il a fait en Bulgarie la même chose qu'Emile de Girardin en France avec *La Presse*. Son journal ne fut l'organe d'aucun parti, le prix du numéro ne fut que de 0 fr. 10 au lieu de 0 fr. 15 des autres journaux. Son succès fut grand. Plus tard son journal fut appelé *Vetcherna Pochta* (le Courrier du soir) et sous ce nom il continue de paraître actuellement. L'exemple fut suivi et bientôt parut le journal à un sou, ce fut *Dnevnik*. A l'heure actuelle ces deux journaux s'impriment à six pages et se vendent 0 fr. 05 Leur tirage est environ de 20.000 exemplaires. A Sofia

paraissent en outre plusieurs journaux quotidiens de moindre importance se prétendant indépendants ; ils sont pourtant des organes de partis politiques.

Signalons aussi l'existence de quelques journaux de province, présentant un intérêt purement local.

Tous ces journaux d'information sont la propriété des sociétés en nom collectif ou par commandite. Les propriétaires le plus souvent sont en même temps les principaux collaborateurs.

En outre de la presse politique et d'information il faut dire quelques mots de la presse littéraire et scientifique. Ce sont généralement des journaux mensuels édités par des sociétés d'études et souvent subventionnés par le ministère de l'Instruction publique. Le plus ancien journal de ce genre c'est le *Journal Périodique* de la Société littéraire. Avant la guerre russo-turque le siège de cette société était à Braila (Roumanie). C'est là qu'en 1870 fut édité pour la première fois son journal. Arrêtée par la guerre l'édition fut recommencée en 1882 à Sofia.

La presse en Bulgarie est encore en voie de développement. Jusqu'à présent on peut dire que les conditions pour ce développement surtout de la presse périodique n'existaient pas. En effet il ne suffit pas seulement que les journaux fassent des efforts pour se répandre dans le public. Le journal à un sou et à six pages nous l'avons déjà. Cependant il n'est lu que dans les villes, très peu de journaux paraissent à la campagne ; cela tient à plusieurs raisons. D'abord à la défectuosité de la poste rurale, en effet il y a

des villages très importants qui sont desservis seulement deux ou trois fois dans la semaine. Ce n'est pas de nature à faciliter la pénétration du journal dans la population rurale.

Quand les communications seront améliorées, quand le réseau des chemins de fer sera achevé pour que le journal puisse arriver dans les vingt-quatre heures dans les pays reculés, la clientèle des journaux augmentera sensiblement, d'autant plus que le nombre des gens lettrés et pouvant se payer le luxe d'un journal va de plus en plus en augmentant. D'autre part un nouveau débouché s'ouvre aux journaux bulgares avec le régime constitutionnel en Turquie. Les journaux bulgares en effet y circulent librement depuis 1908, et ils trouveront de nombreux lecteurs parmi le million et demi de Bulgares qui habitent la Turquie d'Europe.

Le jour n'est pas éloigné où nous aurons des grandes feuilles du matin (1) ayant un tirage de 60.000 à 80.000 exemplaires et répandu dans les endroits les plus reculés où l'on parle le bulgare.

1. Aujourd'hui tous les journaux paraissent le soir. Un seul essai a été fait par le journal *Vetcherna Pochta* mais il n'a pas réussi.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN BULGARIE DEPUIS 1878

CHAPITRE PREMIER

Du régime de la presse en Roumélie Orientale

Logiquement il n'y a pas lieu de se préoccuper des institutions de l'ancienne Roumélie Orientale, car jusqu'au 6-19 septembre 1886 elle reste une province ottomane jouissant d'une autonomie. De sorte qu'elle a été bien plus liée à l'Empire Ottoman qu'à la Principauté Bulgare. Il peut sembler que nous sortons de notre cadre si nous étudions ce qu'était la liberté de la presse dans cette province ottomane.

Cependant si le traité de Berlin de 1878 créait la Roumélie Orientale et en faisait une province ottomane de toutes pièces, nous ne pouvons faire abstraction des institutions d'un pays qui à peine avait-il donné signe de vie qu'il était uni en fait à la Bulgarie. Par son origine et par sa population la

Roumélie Orientale est un pays exclusivement bulgare. Son histoire appartient davantage à la Bulgarie qu'à la Turquie. Cet ouvrage serait incomplet si nous passions sous silence les tentatives faites dans ce pays par les esprits libéraux pour introduire un régime plus doux pour la presse.

Créée par le traité de Berlin de 1878, la Roumélie Orientale était dotée d'un Statut Organique où des principes libéraux avaient trouvé place. En ce qui concerne le droit d'opinion et la liberté de la presse nous avons les dispositions des articles 39 et 40. L'article 39 consacre le droit pour chacun d'exprimer librement son opinion soit verbalement, soit par écrit à condition toutefois de se conformer aux lois. Voilà ce que nous trouvons dans le Statut Organique, c'est la proclamation de la liberté mais si nous entrons dans les détails et si nous nous demandons comment cette liberté a été appliquée il faut constater qu'elle a été régie par la loi ottomane sur la presse de 1865 qui était loin d'être libérale. C'est en étudiant les lois sur la presse en Bulgarie que nous ferons l'analyse de cette loi car elle y a été appliquée jusqu'en 1883.

En vertu de l'article 11 du Statut Organique les lois de l'Empire Ottoman n'étaient applicables en Roumélie Orientale que si elles n'étaient pas contraires à ce statut. La question quoique non douteuse a été cependant soulevée et la Cour suprême par une décision en 1881 s'est prononcée dans ce sens.

Avant d'examiner comment il fallait combiner l'ar-

ticle 40 du Statut Organique avec la loi de 1865, laquelle combinaison a régi la presse en Roumélie Orientale jusqu'en 1885 passons rapidement en vue les tentatives faites par le Gouvernement pour faire une loi sur la presse conforme à l'esprit libéral du Statut Organique.

Dès 1880, la première année de l'existence de la Roumélie Orientale on constate l'apparition de trois journaux politiques et deux littéraires, qui ont été suffisants pour attirer à eux l'attention du Gouvernement et faire sentir la nécessité d'une loi sur cette matière. Aussi parmi les projets-lois dont la nouvelle province a eu un besoin pressant nous voyons figurer un projet de loi sur la presse.

Le 3 février 1880 une commission de trois membres a été élue par le Comité permanent de l'Assemblée régionale avec la mission d'élaborer un projet de loi sur la presse. Le 28 novembre 1880 le projet a été discuté par l'Assemblée régionale et adopté par une voix de majorité. Mais la Sublime Porte n'a pas approuvé cette loi. A Constantinople on a pensé sans doute qu'elle donnait trop de liberté. Une des raisons pour laquelle l'approbation n'a pas été donnée a été, paraît-il, le fait que la loi ne permettait pas aux sujets ottomans d'être éditeurs de journaux. Le 7 avril 1881 le Gouvernement a communiqué au Comité permanent la réponse négative de la Sublime Porte. Le Comité a émis le vœu que ce projet soit appliqué comme un règlement d'administration public, mais le vœu n'a pas été pris en considération.

Le Gouvernement voulait une loi et un nouveau projet a été présenté à l'Assemblée régionale le 16 octobre de la même année. Renvoyé à la commission des affaires intérieures le projet a été discuté par l'Assemblée et accepté en principe le 27 octobre 1881. Dans son rapport la commission dit qu'elle a eu pour base la loi rejetée par la Porte et surtout la nouvelle loi française sur la presse du 29 juillet 1881. En effet la plupart des dispositions de ce projet étaient la traduction littérale des articles de cette loi. Malgré sa rédaction tout à fait libérale ce projet a été trouvé encore trop restrictif et n'a pas pu aboutir. Des débats très curieux ont eu lieu et qui font ressortir la complète ignorance des députés libéraux sur ce qu'il faut entendre par la liberté de presse. Les mesures exigées simplement pour assurer la répression ont été considérées comme une entrave à cette liberté. Ainsi la déclaration que doit faire le fondateur d'un journal a été confondue avec l'autorisation préalable. Dans l'obligation de déposer un numéro à la préfecture ou au parquet on a vu un impôt imposé à la presse contraire à l'esprit de l'article 40 du Statut Organique. On a supprimé l'article 5 du projet qui exigeait un éditeur responsable et tous les articles qui en dépendaient. Finalement on ne savait pas bien ce qu'on voulait, ce qui a fait dire au député Iouroukoff : « Nous sommes des libéraux mais nous ne comprenons pas ce que nous devons faire. Nous rejetons une loi d'une manière qui fait voir une ignorance complète et que nous ne sommes pas préparés

pour avoir une loi libérale sur la presse. » Voici un homme qui a fait preuve de bon sens. On s'est aperçu qu'en rejetant l'article 5 qui prévoyait l'éditeur responsable tout le projet devenait caduc, et on a voté de nouveau cet article. Mais l'attitude de l'Assemblée a été non moins incohérente quand elle a passé au vote du chapitre III sur le délit de presse. Certains des articles ont été votés mais la plupart et les plus importants furent rejetés. Ainsi successivement furent rejetés les articles punissant les provocations à commettre des délits non suivies d'effet, l'excitation des militaires à l'inobéissance, la publication des fausses nouvelles, les injures et les attaques contre la morale et les bonnes mœurs, contre les religions reconnues, enfin les attaques contre le chef d'État de l'Empire ottoman ou des autres États, ainsi que contre le gouverneur général. Le rejet de ce dernier article a épuisé la patience du commissaire du Gouvernement qui soutenait le projet et il l'a retiré. Ainsi à force de vouloir trop de liberté on n'en a pas eu du tout. C'est donc la loi ottomane qui est restée en vigueur en combinaison avec l'article 40 du statut organique et qui a régi la presse en Roumélie Orientale jusqu'à septembre 1885.

D'après l'article 11 du Statut Organique la loi ottomane sur la presse ne pouvait être applicable que dans les parties qui n'étaient pas contraires à ce statut, en espèce à l'article 40 qui proclamait la liberté de la presse. Ainsi toutes les dispositions de la loi ottomane ayant un caractère préventif devraient être

écartées. Comme telles citons l'autorisation préalable (art. 2) ; dans le système des peines, la suspension et la suppression administrative ; enfin c'était une commission administrative qui instruisait certains délits. Mais si l'autorisation préalable manifestement contraire à l'idée de liberté n'était pas exigée, les peines administratives et la juridiction d'exception ont été maintenues. Nous constatons le même fait en Bulgarie jusqu'en 1883.

Voilà ce que nous devons dire sur le régime de la presse en Roumélie Orientale jusqu'au 6 septembre 1886, date à partir de laquelle ce pays fait partie de la Bulgarie.

CHAPITRE II

Le régime de la presse en Bulgarie jusqu'à la loi du 14 décembre 1883.

§ 1. — Régime de la presse jusqu'au 24 mai 1881.

Pendant cette période jusqu'à l'élection du prince Alexandre, la Bulgarie du nord a été occupée par les Russes. A la tête du Gouvernement était placé le prince Doudoukoff Korsakoff, à qui incombait la tâche très difficile de pourvoir aux premiers besoins du nouvel État. Bien entendu que la question de la réglementation de la presse n'était pas mise au premier plan. Il fallait avant tout organiser les finances, l'armée, la justice, l'administration, tout était à faire. Des besoins plus pressants préoccupaient donc le Gouvernement. Du reste pendant ces quelques mois, on peut dire qu'aucune presse n'existait, ou à peu près.

En effet, c'est seulement à la fin de cette époque que des journaux commencèrent à paraître. Pendant la guerre russo-turque en octobre 1877 à Roustchouk commence à paraître *Le Bulgare*. C'était le même journal qui auparavant paraissait à Giourgevo (Rou-

manie) et qui a été transféré en Bulgarie avec le but d'être plus près des opérations militaires pour en donner des nouvelles. C'était le seul journal de l'époque, les nombreux journaux bulgares paraissant soit à Bucarest soit à Constantinople s'étaient arrêtés pendant la guerre. Une fois tout rentré dans l'ordre leurs rédacteurs commencèrent de nouveau des éditions différentes dans la Bulgarie libre. C'est donc vers le milieu de 1879, après la première grande Assemblée Constituante au sein de laquelle s'étaient désignés les deux partis politiques, les conservateurs et les libéraux, que nous voyons paraître les premiers journaux politiques, organes de ces partis. De sorte que le gouvernement du Prince Doudoukoff n'avait pas eu l'occasion d'intervenir en matière de presse.

Pour la première fois la question de la réglementation de la presse fut posée à l'Assemblée Constituante. Elle fut discutée à deux séances. Le projet primitif fut bref et peu explicite; il disait: La presse est libre, mais quiconque abuse de cette liberté répondra d'après une loi spéciale à cet effet (art. 74). Il fut largement modifié et complété sur la proposition du député M. Stranski, laquelle n'était que la traduction de l'article 18 de la Constitution belge, à savoir: La presse est libre; aucune censure n'est permise de même aucun cautionnement n'est exigé de la part des écrivains, éditeurs ou imprimeurs. Lorsque l'auteur est connu et habite la Principauté, l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas poursuivis. Le second article concernant la presse visait la juridiction.

C'était l'article 74 qui disait : Les délits de presse sont jugés dans les institutions judiciaires communes. Mais il fut adapté avec un amendement dont on a voulu plus tard tirer une importante conséquence, et on s'en est servi comme argument principal pour défendre les thèses toutes opposées. A la suite de la phrase « les procès sont jugés » on a ajouté les mots « d'après la loi ». Deux interprétations ont été données à ces mots. La première soutenant qu'il s'agissait d'une loi spéciale sur la presse, la seconde au contraire entendait par là la loi commune.

Enfin un troisième article fut voté après d'assez longs débats sur la proposition de l'Evêque Milletti. La proposition disait : Les ouvrages d'une rédaction religieuse ou dogmatique, les Saintes Écritures et les livres de sacerdoce peuvent être imprimés et distribués seulement avec l'autorisation préalable du Saint-Synode. En d'autres termes c'était une censure pour les livres religieux, touchant à l'ordre intérieur de l'Eglise orthodoxe.

Mais telle qu'elle a été présentée, la proposition n'allait-elle pas dépasser son but ?

Que fallait-il entendre en effet par ouvrages dogmatiques et religieux ?

Le Saint-Synode n'allait-il pas se prévaloir plus tard de cet article pour pouvoir exercer une censure sur les ouvrages religieux des autres églises reconnues en Bulgarie, du moins des Églises chrétiennes, et par là violer le traité de Berlin qui imposait la tolérance religieuse. Il fallait s'expliquer. Le député

M. Tzankoff fit une proposition d'après laquelle seulement les livres religieux destinés à l'usage des Églises et écoles orthodoxes devraient être soumis à l'approbation du Saint-Synode. C'est avec cette modification que la proposition de l'évêque Milletti fut votée et devint l'article 80 avec la rédaction définitive suivante : les Écritures Saintes, les livres de sacerdoce et ouvrages dogmatiques destinés à l'usage des Églises orthodoxes, ainsi que les traités de catéchisme et Histoire Sainte destinés à l'usage des écoles orthodoxes sont soumis à l'approbation préalable du Saint-Synode.

Ainsi rédigée, la constitution en cette matière ne fut pas modifiée, lors des différentes revisions qu'elle dut subir plus tard.

Les mêmes textes sont en vigueur aujourd'hui, c'est pour cela que nous en ferons l'examen critique en étudiant le régime actuel de la presse dans la deuxième partie de cet ouvrage.

La Constitution fut publiée le 16 avril 1879 et à partir de ce moment il y a un texte qui pose des règles en ce qui concerne la liberté de la presse.

La vie politique commence. Les partis politiques sont déjà formés et après l'élection du prince Alexandre il fallait conformément à la Constitution convoquer la première Chambre, ce qui fut fait. Le premier ministère fut composé par les membres du parti conservateur, mais le pays envoya une majorité libérale à la Chambre. Dans le discours du trône que prononça le prince Alexandre, une longue liste

de projets de loi fut annoncée. Parmi ceux-ci on voit figurer un projet de loi sur la presse, on sentait déjà qu'une telle loi serait bientôt de première nécessité et on voulait en avoir une. Mais la première Chambre ne put s'occuper d'aucun de ces projets, à peine a-t-elle siégé un mois, hostile au gouvernement elle fut dissoute. La deuxième Chambre élue n'en fut pas moins libérale. Le prince fut obligé de confier le Gouvernement aux libéraux, mais une année plus tard en avril 1881 il s'en séparait pour tenter son coup d'État à l'aide des généraux russes.

Pendant toute cette époque est-ce que seuls les articles 79 à 81 de la Constitution ont régi la liberté de la presse ? Est-ce que d'autres dispositions légales ne devraient pas être appliquées ? Nous faisons allusion à la loi ottomane sur la presse et à certains articles (66, 138, 213, 214) du Code pénal ottoman.

Les tribunaux bulgares de l'époque n'appliquaient pas cette loi ottomane sur la presse. Nous avons un exemple du tribunal d'arrondissement de Sofia qui par un jugement du 12 mars 1881, n° 15 (1), a acquitté le rédacteur du journal *Vitocha* poursuivi pour injure faite aux députés en motivant sa condamnation de ce fait que la loi ottomane sur la presse ne pouvait pas être appliquée étant donné qu'elle n'a pas été mise en vigueur par une promulgation. Il n'est pas certain que cette publication était néces-

1. Voir *Journal Officiel* de la même année.

saire pour l'application de la loi sur la presse. La pratique sauf de rares exceptions était dans le sens contraire. Le Code pénal ottoman en effet n'était pas l'objet d'une promulgation. Les lois les plus indispensables à la vie juridique ont été traduites et publiées par des particuliers, et les tribunaux se servaient de ces textes. La loi sur la presse n'était pas traduite en Bulgarie et on s'abstenait de l'appliquer. Elle n'était pas néanmoins en vigueur comme les autres lois ottomanes qui devaient être appliquées jusqu'au jour où elles auraient été remplacées par d'autres. Tel a été du reste l'avis de la Cour de cassation qui étant appelée à se prononcer sur cette question, comme nous le verrons plus bas, a pris une décision dans ce sens, que la loi ottomane sur la presse est applicable, sauf dans ses dispositions qui sont contraires à la Constitution et les délits de presse peuvent être régulièrement poursuivis et punis. Quoi qu'il en soit ce qui est certain c'est que la loi ottomane sur la presse n'était pas appliquée par les tribunaux dans les rares cas et de peu d'importance qui se présentaient devant eux.

§ 2. — La loi ottomane sur la presse
du 19 décembre 1865.

Aussitôt que la question sur l'application de la loi ottomane présenta un intérêt pratique elle fut soulevée par le gouvernement princier.

C'est aussi pour la première fois que le Gouverne-

ment prit des mesures de rigueur contre la presse. Aussi croyons-nous utile d'exposer les circonstances dans lesquelles la presse a été poursuivie.

Le prince Alexandre sous l'influence russe se décide à suspendre la Constitution laquelle avait à peine vécu qu'on craignait déjà qu'elle donne trop de liberté à un peuple longtemps oppressé et qui, paraît-il, ne savait pas faire un usage raisonnable de cette liberté.

Le 27 avril 1881 le général russe Ernort est nommé ministre-président, ministre de la Guerre, et par intérim ministre des Affaires intérieures. Les autres places sont attribuées pour la plupart à des généraux russes mais le ministre de la Justice est un Bulgare, M. Stamatoff.

Le 11 mai par un rescrit le prince ajourne la session de la Chambre et expose les pouvoirs dont il veut être investi par une Grande Assemblée au détriment de la Constitution. Au mois de juin, des élections ont eu lieu mais sous la surveillance directe dans chaque arrondissement des commissaires extraordinaires du Gouvernement, si bien que la Chambre élue était toute favorable au prince. Réunie le 1^{er} juillet à Svistov, elle lui donna les pouvoirs voulus avec acclamation. La Constitution fut mise à l'écart pour un moment.

Bien entendu le parti libéral mena une opposition acharnée dès que le Prince avait exprimé ses intentions et finalement il a eu gain de cause. Deux ans plus tard le prince dut renoncer aux généraux rus-

ses, rétablir la Constitution et appeler au pouvoir les libéraux modérés avec M. Tzankoff à la tête.

Dès le mois de mai, l'organe des libéraux *l'Indépendance* (Nezavimost) se remarque par sa rédaction violente. Dans son numéro 69 le journal avait reproduit un article du journal serbe *Samouprava* d'une violence telle que le Gouvernement du général Ernort s'est cru en devoir d'agir. Mais un conflit surgit entre le général et le ministre de la Justice M. Stamatoff. Le général demanda que des poursuites soient exercées contre le rédacteur de ce journal. Mais le ministre de la Justice s'y refusa en alléguant qu'il était impossible de poursuivre en vertu de la loi ottomane sur la presse, attendu que cette loi n'était pas applicable étant donné qu'elle n'a pas été traduite et publiée comme on la pratiquait pour les autres lois turques.

La majorité des ministres était d'avis que la loi ottomane soit en vigueur, mais pour plus de certitude la question a été envoyée à la Cour de cassation pour être tranchée définitivement. En attendant il fallait agir et le ministre-président fit signer au Prince le lendemain un décret fort inconstitutionnel. N'oublions pas qu'à cette époque la Constitution était encore en vigueur. Aux termes de ce décret le ministre de l'Intérieur fut autorisé « comme mesures extraordinaires » de prendre contre les délinquants en matière de presse des mesures d'ordre administratif jusqu'à ce que la Cour suprême décide si la loi ottomane sur la presse était en vigueur en Bulgarie.

Si la Cour de Cassation se prononce dans un sens contraire le ministre de l'Intérieur pourra continuer à appliquer des peines par voie administrative en matière de presse.

Enfin c'est l'autorisation donnée au ministre de prendre aussitôt des mesures administratives contre les personnes coupables du délit commis par le n° 69 du journal « *Nezavisimost* » lesquelles personnes devraient être remises à l'autorité judiciaire si la Cour Suprême décidait que la loi ottomane soit en vigueur.

Dans le rapport du Conseil des ministres qui accompagne le décret et qui n'est pas signé par le ministre de la Justice nous trouvons que ce décret est demandé en vertu des articles 47 et 76 de la Constitution et tandis que le décret se borne à dire que des mesures seront prises contre les coupables, le rapport spécifie davantage en demandant dans tous les cas et surtout dans le cas présent le pouvoir pour le ministre de l'Intérieur d'arrêter les coupables c'est-à-dire le rédacteur et l'imprimeur en vertu de l'article 79 de la Constitution (1).

La première question qui se pose c'est de savoir si ce décret en lui-même est constitutionnel, si l'on était aux termes des articles 47 et 76 de la Constitution. Cette question nous la retrouverons plus tard en 1900 quand toujours en vertu de ces articles des mesures contre la presse ont été prises. C'est une question d'ordre constitutionnel qui ne nous appar-

1. Voir *Journal Officiel* du 25 mai 1881.

tient pas d'examiner de près. Cependant à notre sens ce décret était irrégulier quant à la forme et quant à sa base. A la forme puisqu'il n'était pas soussigné par tous les ministres comme l'exige l'article 47 et quant à sa base car on était loin des conditions exigées par les articles 47 et 76. En effet l'article 47 entre autres exige que l'on se trouve dans l'impossibilité de convoquer la Chambre. Or ce n'était pas le cas qui se présentait en mai 1881. La Chambre quoique prorogée n'en existait pas moins et aucun obstacle matériel de nature à rendre impossible sa réunion ne se présentait. De plus il n'est pas bien certain que les auteurs du projet pouvaient sérieusement se baser en vertu de l'article 76 qui autorise les gouvernements à déclarer l'état de siège ou tout au moins à prendre des mesures attentatoires à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile. En effet nous voyons dans le décret même que ces mesures ne sont prises qu'autant que la Cour Suprême se prononce à la non-application de la loi ottomane et que si au contraire celle-ci est déclarée applicable, les accusés seront remis entre les mains de la justice. N'est-ce pas là un aveu de la part du Gouvernement qu'il n'y avait aucun danger et que s'il était certain que la loi ottomane soit en vigueur il n'aurait pas eu recours à des mesures administratives car il fait la promesse et il s'engage à se dessaisir au profit de la Justice.

Pour nous ce qui est intéressant à considérer ce sont les dispositions concernant la presse. On cher-

chait surtout à porter un coup au journal *Nezavici-most* et le gouvernement en saisissant l'occasion voulait en même temps instaurer un régime pénal pour les délits de presse dont il pouvait ensuite se servir à défaut de la loi ottomane. Résumons donc les dispositions de ce décret. Une première disposition générale c'est l'autorisation donnée au ministre de l'Intérieur de prendre des mesures administratives contre les délinquants en matière de presse jusqu'à ce que la Cour suprême se prononce. C'est une disposition manifestement contraire à l'article 76 de la Constitution qui pose le principe que personne ne peut être puni sans une condamnation définitive du tribunal compétent. Mais étant donné que l'effet de cet article peut être écarté en vertu de l'article 76 en cas d'événements qui sont de nature à compromettre la sécurité publique, comme dans d'autres cas le Gouvernement se prévalait de cet article il se pose une question de fait de savoir si ces événements ont existé. Nous avons déjà dit que le Gouvernement même ne croyait pas que c'était bien le cas, car la mesure n'était prise qu'en l'absence d'une loi sur la presse. Quoi qu'il en soit, supposons que le Gouvernement ait été en droit de se baser sur l'article 79, il n'en reste pas moins la rédaction imprécise du décret laissant une marge de nature à favoriser les abus administratifs. Que devait-on entendre en effet par des mesures administratives, qui étaient coupables, voilà ce qu'il est difficile de préciser. Disons tout de suite que ces mesures administratives, ces peines ne pouvaient être de nature

à violer l'article 75 de la Constitution qui interdit l'application de peines non prévues par les lois ainsi que la question et la confiscation. Mais à part cela l'administration pouvait, il nous semble, faire prononcer des emprisonnements et amender jusqu'aux maximums prévus par les lois au moins dans les cas où l'inculpé ne tombait pas sur l'application de la loi pénale ottomane qui était en vigueur. De sorte que si le délit commis par la presse était prévu et puni par le Code pénal, l'administration n'était plus compétente. C'était notamment le cas des articles 66, 138, 213 et 214 du Code pénal ottoman.

En ce qui concerne les coupables on n'avait qu'à se rapporter à l'article 79 de la Constitution et les punir dans l'ordre établi. Mais ce qui pouvait aggraver la situation de la presse c'était la réserve que le Gouvernement faisait dans le décret d'appliquer pour l'avenir ces mesures administratives si la Cour Suprême venait de déclarer que la loi ottomane n'était pas applicable. La mesure provisoire devrait être transformée en mesure définitive et cela en dépit de la Constitution. On sortait des cadres des articles 47 et 76 sur lesquels on se basait. Il aurait résulté en effet l'institution des délits et des peines sans aucune loi par l'administration. Si cela se comprenait comme mesures extraordinaires et pour les cas où il y avait un danger pour l'État c'était moins concevable comme un régime définitif et permanent jusqu'à ce qu'une loi intervienne régulièrement. On ne pouvait plus parler de droit mais cela étonnait peu d'un gouvernement qui

se préparait à porter un coup mortel à la Constitution.

Enfin la dernière disposition visait le journal *Nezavisimost* qui était la cause de tout cela ; en attendant la décision de la Cour, le ministre était autorisé de prendre des mesures administratives contre les personnes coupables. Les coupables c'étaient le rédacteur et l'imprimeur car l'auteur d'après le rapport était inconnu et dans tous les cas habitant en dehors de la principauté et cela en vertu de l'article 79 ! Se prévaloir d'un article qui consacre la responsabilité successive pour poursuivre collectivement deux personnes ce n'était pas banal de la part de généraux russes. La mesure administrative devait consister en la mise aux arrêts de ces deux personnages tout au moins jusqu'à ce que la décision de la Cour de cassation soit connue. Ajoutons que le journal *Nezavisimost* n'a pas paru longtemps. Les rédacteurs, les chefs du parti libéral ont émigré à Philippopolis d'où ils ont recommencé l'édition. On dit même que pour pouvoir l'introduire dans la principauté tout comme la *Lanterne* sous Napoléon III on la faisait imprimer sur papier à cigarettes et envoyer par la poste sous pli cacheté. Heureusement pour les journalistes bulgares de l'époque les mesures administratives n'ont été appliquées qu'à ce journal seulement, car la Cour Suprême n'a pas tardé à rendre la décision que la loi turque sur la presse est en vigueur.

En exécution du décret le ministre de la Justice a

saisi de la question la Cour de cassation le 26 mai. Le même jour celle-ci a rendu sa décision et elle déclare la loi turque sur la presse en vigueur dans toutes ses dispositions qui ne sont pas contradictoires aux autres lois bulgares et que le délit de presse pouvait être poursuivi et puni conformément aux articles 66, 138, 213, et 214 du Code pénal ottoman aussi bien qu'en vertu de la loi sur la presse. Par cette décision la Cour admet qu'il n'est nullement nécessaire que la loi soit traduite et publiée pour être applicable et qu'elle a toujours été en vigueur quoique non appliquée dès la création de la Bulgarie par le traité de San Stephano. Néanmoins la loi ottomane sur la presse a été traduite et publiée le 30 mai par les soins du ministre de la Justice. A partir de ce moment et jusqu'à la loi du 6 février 1883 elle est en vigueur d'une manière non équivoque.

Pour plusieurs raisons il est intéressant de faire l'étude de cette loi, non seulement parce qu'elle a été la première qui a régi la presse bulgare mais il ne faut pas oublier qu'elle a été en vigueur tout le temps en Roumélie Orientale jusqu'au 6 septembre 1885. D'autre part il est intéressant de connaître la loi qui a régi sous la domination ottomane la jeune presse bulgare, cette presse qui a victorieusement soutenu la lutte contre le patriarche grec et qui ensuite prépara les esprits bulgares pour l'indépendance politique.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES. — Avant de procéder à l'étude de la loi, disons tout de suite qu'elle ne régle-

mente que les journaux politiques et littéraires, la loi l'a dit en maintes reprises et nulle part il n'est question des livres et des brochures, cela échappe à la réglementation de la loi. Si en Turquie la censure pouvait empêcher l'édition des livres peu agréables au Gouvernement en Bulgarie sur ce point c'était la liberté, les seules dispositions applicables c'étaient celles de la Constitution. La loi ne contient aucune disposition relative au métier annexé à la presse, comme l'imprimerie, la librairie ou le métier de distributeur. De sorte que tous ces métiers restaient libres en Bulgarie ; la loi ottomane ne s'occupe donc que de la presse périodique.

DU PRÉVENTISME DANS LA LOI OTTOMANE. — L'article 1^{er} de la loi consacre une disposition préventive par excellence, c'est l'autorisation préalable donnée discrétionnairement par l'Administration pour former un journal. Mais il nous semble que cette disposition ne devrait être appliquée en Bulgarie car elle va à l'encontre du principe même consacré par l'article 79 de la Constitution qui commence par les mots : « La Presse est libre. » La loi ottomane, d'après la décision de la Cour de cassation n'était applicable, que dans ses dispositions ne contredisant pas les lois déjà en vigueur et en premier lieu la Constitution. Or cette petite phrase par où commence l'article 79 ne signifie pas autre chose que l'exclusion de toute idée d'autorisation préalable, institution qui est la négation même de la liberté de presse surtout quand elle est souverainement accordée par l'admi-

nistration. Cependant tel n'avait pas été l'avis du Gouvernement princier et il exigeait l'autorisation préalable. Nous avons même des exemples. Ainsi quand la fraction libérale a voulu commencer l'édition du journal *Svétlina* (La Lumière) le 10 juillet 1882 l'autorisation a été demandée par le rédacteur M. le Dr Pomianoff, plus tard garde des Sceaux ; elle a été donnée par le général Soboleff.

Par contre la loi ottomane ne contient ni le cautionnement ni la censure, quoique celle-ci ait existé et existe peut-être encore en fait en Turquie. De sorte que ces deux institutions expressément interdites par la Constitution ne figurant pas dans la loi ottomane, n'ont pas été appliquées à cette époque en Bulgarie. Du reste l'autorisation préalable est discrétionnaire, combinée avec les autres dispositions de la loi et surtout avec le droit donné à l'Administration d'arrêter dans certains cas le journal, donnent au Gouvernement assez de pouvoir pour s'en débarrasser et faire taire les journalistes trop gênants sans avoir recours au cautionnement ou à la censure.

MESURES PRÉVENTIVES D'ORDRE RÉGLEMENTAIRE. — La loi turque est bien complète sur ce point. Toutes les mesures tendant à faire connaître les rédacteurs, les imprimeurs, etc., sont exigées. Ainsi le fondateur du journal, éditeur ou rédacteur responsable sur la demande signée par lui, doit indiquer le nom du journal, le lieu où il sera imprimé, et combien de fois il paraîtra. Lors de chaque édition un numéro signé par le rédacteur est remis à l'Admi-

nistration. Le nom du gérant doit figurer imprimé sur chaque feuille ou exemplaire. Pour tout changement dans la personne du rédacteur, le nom du journal, les jours de l'édition ou le lieu de l'impression, l'Administration doit être avisée. Toutefois les journaux existant sont dispensés de demander l'autorisation. Aussi sur ce point la loi ottomane ne laisse rien à désirer et l'on peut espérer que par tous ces moyens la répression sera assurée. Toutes ces dispositions ont été applicables en Bulgarie car aucune d'entre elles n'est contraire aux lois de l'époque.

Voyons maintenant quelles sont les conditions exigées de la personne qui veut fonder un journal. A ce point de vue la loi n'assigne aucune fonction déterminée dans le journal à la personne qui demande l'autorisation. Elle parle indistinctement du journaliste, du rédacteur, du gérant responsable, du propriétaire du journal et de l'éditeur. Celui qui veut fonder un journal peut remplir une de ces fonctions ou les deux à la fois, la loi s'en désintéresse. Ce qu'elle veut c'est que pour chaque journal il y ait une personne qui ait obtenu l'autorisation préalable, et à défaut de l'auteur ce sera cette personne qui sera poursuivie. Quelles conditions donc faut-il remplir pour pouvoir formuler une demande en vue de la création d'un journal ? En premier lieu il faut être sujet ottoman, les étrangers ne peuvent obtenir la permission qu'autant qu'ils renoncent au régime des capitulations. Ensuite avoir 30 ans, jouir pleinement et réellement de ses droits civiques et surtout n'avoir subi pour délits et

contraventions prévus par le Code pénal aucune condamnation. Arrêtons-nous sur cette dernière condition. D'abord par là on s'assurait la moralité du journaliste, mais surtout c'était l'impossibilité qui résultait pour lui d'obtenir de nouveau une autorisation. Une fois condamné pour la moindre infraction à la loi on le privait pour toujours du droit de fonder un journal. C'est vraiment excessif et en allant plus loin nous pensons que cette privation d'un droit public qui s'ensuit implicitement de toute condamnation et qui, circonstance aggravante, n'est point limitée quant au temps, est un exemple plutôt rare dans les systèmes pénaux. Des incapacités perpétuelles et résultant de plein droit d'une condamnation sont attachées généralement aux condamnations à des peines les plus grandes. L'article dit pour des condamnations des délits prévus par la loi pénale, il sera bon de restreindre cela aux délits et contraventions prévus uniquement par le Code pénal ottoman de sorte que les journalistes ne subissent pas cette incapacité pour une condamnation pour délits ou infractions prévus dans la loi sur la presse. Il s'agit de savoir le sens exact des mots « la loi pénale ». Visait-on simplement le Code pénal ou ainsi englobait-on en même temps toutes lois quelconques spéciales, y compris celle de la presse qui prévoit des délits ou contraventions. Il est probable que c'est dans le second sens qu'il faut entendre l'expression « la loi pénale ». Mais la pratique ne nous révèle rien dans un sens ou dans l'autre.

PERSONNE RESPONSABLE. — C'est l'auteur qui est poursuivi seul et celui qui a signé l'article est sensé être l'auteur. A défaut de l'auteur, c'est-à-dire quand l'article n'est point signé, c'est le journaliste qui est responsable, celui qui a obtenu l'autorisation pour fonder le journal. C'est donc un système de responsabilité par cascade limité à deux degrés seulement. La loi ne dit rien de l'imprimeur et des distributeurs, ils ne seront pas inquiétés et cela se conçoit dans un système où la loi suppose que la personne qui a obtenu l'autorisation sera toujours présente pour répondre. Si toutefois le rédacteur fait défaut, alors il y aura toujours quelqu'un qui a édité le journal sans autorisation et qui tombera sous le coup de l'article 10. Cela peut être l'imprimeur lui-même, si on ne le connaît pas ce sera le distributeur qu'on poursuivra s'il est porteur d'imprimés ne portant aucune indication, et s'il se refuse à faire reconnaître l'auteur ou l'imprimeur, mais le distributeur sera poursuivi alors comme étant l'auteur. Il y avait lieu certainement d'appliquer en Bulgarie l'article 79 de la Constitution dans toute sa teneur pour l'ordre des responsabilités en ne retenant que la disposition qui dit que l'auteur connu sera celui qui a signé l'article.

Mais la loi ottomane va plus loin, l'alinéa n° 2 de l'article 7, ajoute que quand il s'agit des articles incriminés aux règlements et aux lois, lors même qu'ils sont signés par l'auteur, le journaliste est responsable en même temps que lui. Donc c'est une responsa-

bilité solidaire et nous nous demandons si ce deuxième alinéa n'enlève pas toute la portée du premier. Car si un article est poursuivi c'est parce qu'il contient les éléments d'un délit, or pour qu'un délit existe, il faut une loi, tout article délictueux sera nécessairement contraire à la loi et fera encourir la responsabilité solidaire de l'auteur et du rédacteur. Supposons, par exemple, qu'un journal injurie une personne privée, l'article injurieux est contraire à la loi sur la presse qui punit l'injure, la personne injuriée peut poursuivre l'auteur en même temps que le rédacteur. Mais cette responsabilité collective contraire au système de l'article 79 ne pouvait être appliquée en Bulgarie. Peu importe la nature du délit, les poursuites ne pouvaient avoir lieu que dans l'ordre établi par la Constitution.

SYSTÈME DES DÉLITS. — En premier lieu nous avons les délits contre la chose publique. D'abord c'est l'article 13 qui prévoit la provocation à commettre des délits ou des crimes prévus par les articles 55 à 66 du Code pénal ottoman, délits qui nuisent à la sécurité et à la tranquillité de l'État. La loi suppose la provocation suivie d'effet, dans ce cas le rédacteur et l'auteur seront punis de la même peine que ceux qui ont commis le délit, c'est-à-dire avec les peines prévues par les articles 56 à 66. Dans ce cas également quoique la loi ait soin de rappeler que les rédacteurs et auteurs seront responsables ensemble, l'article 79 de la constitution s'oppose à cela et les poursuites ne peuvent avoir lieu que dans l'ordre établi.

L'article 14 prévoit les délits contre la morale publique, les bonnes mœurs, et outrages à une des religions reconnues dans l'État. Sont punis également les outrages faits au chef d'État, à sa famille, aux chefs d'État des pays vassaux et les ministres, et aussi les chefs d'État des pays amis et alliés. La loi punit les expressions où les mots outrageants à l'égard de ces personnes. Il faut entendre l'injure aussi bien que la diffamation quand elles sont adressées aux personnes ci-dessus et si la loi emploie l'expression de mots outrageants, c'est que la preuve dans ces cas n'est jamais admissible. A leur égard il ne peut y avoir que l'offense.

Cela est certain puisque la loi nous donne de suite après et dans un article spécial (art. 18) la définition de l'injure et de la diffamation; et ensuite elle prévoit et punit l'une et l'autre quand elles sont adressées à différentes personnes publiques ou privées, excepté celles que nous avons énumérées plus haut.

Il n'était pas admissible en Bulgarie, pays constitutionnel à responsabilité ministérielle, où les ministres sont tout simplement les plus hauts fonctionnaires, que la preuve des faits diffamatoires les concernant soit interdite comme dans un pays de monarchie absolue, où il sont plutôt les serviteurs personnels du souverain. La portée de la question n'est pas grande car la loi ottomane n'a été en vigueur que depuis le 30 mai 1881. Or le 1^{er} juillet, la Constitution fut suspendue, la Bulgarie devint en fait

une monarchie absolue et les ministres profitèrent de cette situation exceptionnelle.

La loi comme nous l'avons vu dans l'article 18 fait la distinction entre la diffamation, l'allégation des faits qui nuisent à l'honneur et à la considération, et d'autre part l'injure, toute expression outrageante. La loi prévoit la diffamation à l'égard de personnes publiques, corps constitués, fonctionnaires, ambassadeurs et enfin les personnes privées et la preuve de la vérité n'est admise qu'à l'égard des fonctionnaires et agents publics.

L'article 26 prévoit le délit des fausses nouvelles et la reproduction inexacte des documents et papiers, mais il exige la mauvaise intention de la part du journaliste, ce qui sera difficile à prouver.

Quelle était la situation que la loi fait aux journaux politiques édités à l'étranger ?

Leur introduction était interdite, s'ils étaient édités dans un but hostile à l'égard du Gouvernement. Donc les journaux étrangers qui n'étaient pas édités dans ce but pouvaient être introduits librement quoiqu'ils aient pu contenir parfois un article isolé hostile au Gouvernement. L'article 26 ne précise rien, quant à la sanction, aucune peine n'est prévue contre le distributeur, mais il est évident que c'est le Gouvernement qui d'une manière ou d'une autre prononcera l'interdiction et fera confisquer les numéros introduits.

LE SYSTÈME DES PEINES. — Des peines prononcées par l'administration consistant dans la suspension

ou suppression au journal sont prévues par la loi. La suspension ne pouvait être prononcée que pour un mois seulement et dans des cas déterminés. Ainsi les peines prévues pour les délits des articles 15, 16, 17 et 21 (outrages au chef d'État, sa famille, les ministres, les autres chefs d'États étrangers et leurs ambassadeurs) pouvaient être remplacées au gré de l'administration par la suspension.

En ce qui concerne la suppression elle était prononcée par l'administration temporairement ou définitivement dans le cas où le rédacteur était condamné pour un délit contre la sûreté de l'État (art. 13) et en second lieu si le journal a subi trois condamnations dans l'espace de deux ans. La loi ne précise pas mais il semble que c'est l'autorité chargée de donner l'autorisation qui devait prononcer la suspension ou la suppression.

Ces deux peines ne pouvaient pas être prononcées par l'administration seule en Bulgarie. En effet l'article 73 de la Constitution dit que personne ne peut être puni sans une condamnation définitive du tribunal respectif. Donc pour que l'administration puisse prononcer ces peines à elle seule, il fallait mettre à l'écart l'article 73 ce qui n'était possible qu'en vertu de l'article 76 de la Constitution, dans le cas des événements menaçant la sécurité de l'État. Du reste nous avons déjà vu un exemple lorsque le Gouvernement voulait arrêter et punir le rédacteur du journal *Nézacimoste*, le décret se basait sur l'article 76.

Après le 1^{er} juillet 1881 nous avons un autre exem-

ple de suspension prononcée par le ministre de l'Intérieur le 26 novembre 1881 contre le journal *Balgarski Glas* (La Voix Bulgare) qui avait attaqué le pouvoir du prince. Aucune sanction spéciale n'existait pour le cas où le journal paraîtrait malgré la suspension et la suppression. On pouvait peut-être appliquer l'article 10 qui était général et visait le cas où le journal paraîtrait sans autorisation préalable.

L'article 28 impose l'insertion intégrale de la condamnation dans le mois qui suit sa notification. Elle peut être publiée dans un ou plusieurs journaux aux frais du condamné. Comme réparation du préjudice causé, la loi consacre au profit de toutes personnes le droit de réponse, laquelle ne peut dépasser plus de deux fois l'article qui l'a provoqué. Le Gouvernement a droit à l'insertion gratuite des avis officiels. Enfin l'article 33 prévoit le cas de récidive, les peines peuvent être portées au double tout au plus.

Terminons l'étude des peines par une remarque fort importante, c'est l'article 13 d'après lequel quand il s'agira des délits contre la sécurité de l'État (art. 55 à 66 Code pénal ott.) commis à la suite de provocation d'un journal, les journalistes et l'auteur de l'article sont réputés comme complices et punis de la même peine que les auteurs du crimes. Dans ce cas la peine de mort ou de la déportation perpétuelle pouvaient être appliquées. De même en vertu de l'article 210 du Code pénal ottoman la dénonciation calomnieuse était punie de la même peine que celle

qu'on devait appliquer à la personne dénoncée si c'était vrai. Étant donné que le rédacteur était responsable en même temps que l'auteur de l'article il pouvait arriver qu'un journaliste n'étant pour rien dans une affaire pouvait se voir condamner à la peine de mort. Il faut espérer que les choses ne sont jamais allées jusqu'à ce point.

LA PROCÉDURE. — Les poursuites ne sont intentées qu'à la suite de la plainte de la personne lésée à l'exception toutefois des cas d'outrage au chef d'État, sa famille, ses ministres, à la morale et aux bonnes mœurs. Si c'est une des religions reconnues qui a été attaquée par la presse, pour que la poursuite ait lieu il fallait non seulement une plainte émanant du chef de l'Église restrictive mais aussi que le Gouvernement juge utile de poursuivre. Cela se comprend dans un pays où les luttes religieuses révèlent un caractère national et sont souvent cause de troubles.

Dans les circulaires qui accompagnent la publication de la loi ottomane, le ministre de la Justice précise que ce seront les procureurs près des tribunaux de 1^{re} instance qui intenteront les poursuites.

La prescription en matière de délit de presse est de six mois d'après la loi.

JURIDICTION. — La loi turque instituait une juridiction d'exception mais d'une façon incomplète, en ce qui concerne seulement les délits prévus par les articles 15, 16, 17, 19, 20, 21, 25. Ce sont les articles

qui punissent les outrages au chef d'État, sa famille, ses ministres, les chefs d'États vassaux ou autres amis et alliés, la diffamation et l'injure contre les corps publics, conseils, fonctionnaires publics et ambassadeurs étrangers. Dans tous ces cas les procès étaient instruits par une commission de cinq membres nommés par la Sublime Porte et étaient jugés en vertu de son rapport par la Cour Suprême. Il était certain que cette institution ne pouvait pas s'appliquer en Bulgarie, en effet le dernier alinéa de l'article 81 de la Constitution spécifie que les procès sur la presse sont jugés dans les institutions judiciaires communes. Il n'y a pas de place pour des juridictions d'exception, du reste la même circulaire ministérielle précisait que ce serait le tribunal de 1^{re} instance juge de droit commun qui serait toujours compétent et d'autre part exclut toute compétence de juge de paix, qui en matière de simple police pouvait intervenir dans certain cas.

UKASE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1881. — Il nous reste à parler de l'ukase qui deux mois et demi plus tard après la mise en vigueur de la loi ottomane intervint pour déterminer l'autorité qui devait accorder les autorisations et où devaient être adressées les demandes pour fonder un journal. D'après la loi ottomane c'était au ministre de l'Instruction publique que les demandes étaient adressées, si elles étaient faites par des sujets ottomans et au ministre des Affaires étrangères si c'étaient des étrangers qui les avaient faites. Le ministre devait examiner et accorder les

autorisations qui était délivrées par le bureau de la presse.

Si le journal était édité dans une province la demande devait être faite au gouverneur général qui la transmettait à son tour au ministre de l'Instruction publique, ou des Affaires étrangères, pour qu'il soit statué. L'ukase donnait la compétence dans tous les cas au ministre de l'Intérieur, que le demandeur soit bulgare ou étranger peu importe. De même le dépôt d'un numéro de chaque édition devait être fait au Ministère de l'Intérieur qui devait en payer le prix.

En ce qui concerne les journaux existants l'ukase les dispensait d'autorisation mais les obligeait à faire les déclarations prévues par l'article 4 de la loi sous peine de l'amende prévue par l'article 10 consistant en 40 livres turques par édition parue et aussi la peine de suppression administrative. Ainsi complétée la loi ottomane resta en vigueur jusqu'au 6 février 1883 lorsque la première loi bulgare a été publiée.

§ 3. — La loi du 6 février 1883.

L'année 1883 était marquée par deux lois sur la presse, une qui nous occupera pour le moment et une autre du 14 décembre qui l'a remplacée. Celle du 6 février qui était le premier acte législatif bulgare en matière de presse n'avait pas l'honneur d'être discutée par une Chambre bulgare, elle fut préparée au sein d'un corps, création du régime autocrate

du prince Alexandre à la suite de la suppression de la Constitution. C'était le Conseil d'État créé le 14 septembre 1881 et destiné à suppléer à la Chambre existante en même temps qu'on lui avait attribué certaines fonctions judiciaires. Des membres de droit, d'autres nommés par le prince et enfin une minorité élue voilà sa composition. C'était un corps dont la majorité était assurée au Gouvernement. A lui donc incombait la tâche de préparer une loi sur la presse pour remplacer la loi ottomane, ce qui fut fait.

Nous avons vu que la loi ottomane se bornait à réglementer la presse périodique, il n'y avait rien en ce qui concerne le livre, l'imprimerie. Tous ces points la nouvelle loi les réglementait, donc elle était bien plus complète et embrassait plus de matières. Toutefois les métiers de libraire ou de distributeur n'y sont pas réglés et à ce sujet il en résultait la liberté complète de ces professions. En lisant la loi on se rend vite compte qu'elle a pour base la loi ottomane, les dispositions de laquelle ont été mises en harmonie avec les institutions bulgares. Certaines imperfections que nous avons signalées ont été corrigées. Enfin beaucoup de dispositions sont empruntées à la loi française du 29 juillet 1881, laquelle a servi d'exemple ainsi qu'en Roumélie Orientale comme nous l'avons déjà constaté.

MESURES PRÉVENTIVES D'ORDRE PRÉVENTIF. — La première chose que nous constatons, c'est la disparition de l'autorisation préalable. La loi même prend le

soin de le dire expressément. Comme pour l'imprimerie, le livre et la brochure ainsi que pour la presse périodique la loi commence par déclarer le principe de la liberté, en écartant expressément l'autorisation préalable et la censure. En supprimant l'autorisation préalable on corrigeait cette inadvertance juridique d'avoir d'un côté une constitution qui proclame en terme exprès la liberté de la presse, et d'autre part une disposition légale qui la réduit à néant, car il faut dire que la constitution ne fut pas suspendue en bloc, il n'y avait que les prérogatives de la Chambre qui furent attribuées au prince.

MESURES PRÉVENTIVES D'ORDRE RÉGLEMENTAIRE. — A ce sujet la loi était fort minutieuse, toutes les déclarations usuelles étaient exigées lors de l'ouverture d'une imprimerie, ou la fondation d'un journal, sous peine de fortes amendes. De même tout changement devait aussi être indiqué à l'administration. En ce qui concerne l'imprimerie ou la lithographie celui qui voulait en ouvrir une devait avertir le préfet en indiquant l'endroit où elle serait établie. Pour tout changement le préfet devait être averti également.

Pour la presse périodique la loi faisait une distinction. Les déclarations de la part du fondateur d'un journal n'étaient obligatoires que s'il s'agissait d'un journal politique, donc la presse littéraire, scientifique, etc., n'y était pas astreinte. Cette déclaration devait se faire au Ministère de l'Intérieur et cela même pour les journaux édités en province sauf

pour les livres et brochures qui étaient exemptés de toute déclaration. Mais une sanction très forte (de 50 à 300 francs d'amende et la confiscation) était prévue s'ils ne portaient pas la mention du nom de l'éditeur ou de l'imprimeur.

Du reste en règle générale le nom de l'imprimeur devait figurer sur tout imprimé sortant de chez lui. La loi exigeait de chaque journal qu'il ait un rédacteur responsable, pas d'une manière expresse, il est vrai, mais elle exigeait que son nom figure sur chaque numéro et qu'on avertisse le ministre de l'Intérieur préalablement, pour tout changement dans sa personne. Ces deux dispositions n'étaient pas sanctionnées, de sorte que l'institution du rédacteur responsable était facultative. D'ailleurs la loi en réglant l'ordre des responsabilités parlait de l'éditeur, c'est-à-dire le fondateur, et du rédacteur responsable en les plaçant sur le même pied.

CONDITIONS POUR FONDER UN JOURNAL. — Ce que nous constatons tout d'abord c'est que la profession de l'imprimeur était ouverte à tous, il n'y avait aucune restriction à cet égard. De même aucune condition n'était exigée de la part de l'éditeur des livres. Seulement la personne voulant fonder un journal devait remplir certaines conditions. Tout d'abord il fallait être sujet bulgare. Contrairement à la loi ottomane les étrangers étaient exclus de ce droit, probablement pour les difficultés qui pouvaient résulter par suite de l'application des capitulations. Les consuls étrangers ne reconnaissaient pas

à leurs ressortissants le droit de renoncer aux bénéfices des capitulations.

Toutes les autres conditions de la loi ottomane ont été reproduites ; notamment il fallait jouir de ses droits civiques et politiques pleinement et réellement, avoir l'âge de 30 ans et n'avoir subi aucune condamnation pour délit ou crime. La loi du 6 février ne parlait pas de contravention, sur ce point, elle était plus douce que la loi ottomane. A cette liste déjà longue la nouvelle loi venait d'ajouter une condition qui pour l'époque a dû être particulièrement gênante, c'était l'exigeance de l'instruction secondaire.

Peu de gens en effet possédaient une instruction secondaire et parmi les hommes de 30 ans c'était plutôt rare. Cependant ce qui était à craindre c'était d'obliger le journal après chaque condamnation à se procurer une personne instruite. Or le système de responsabilité admis par la loi, permettait que les peines soient subies non pas par l'éditeur, c'est-à-dire le fondateur qui devait posséder l'instruction voulue, mais par le rédacteur responsable qui pouvait n'en avoir aucune, pourvu que le journal se donnât la peine d'avoir un rédacteur. Ce n'était point une disposition libérale pour la Presse, nous la retrouvons plus tard en 1896 appliquée au rédacteur responsable, quand elle souleva de violentes discussions, et c'est alors que nous en ferons l'étude.

Comme dernière mesure tendant à opérer la répression, l'article 43 obligeait les journaux politiques à faire gratuitement le dépôt d'un exemplaire de cha-

que édition au Ministère de l'Intérieur. En plus la loi prenant le souci d'enrichir la bibliothèque nationale à Sofia ordonnait le dépôt gratuit de deux exemplaires pour tout journal, livre ou brochure.

SYSTÈME DES PERSONNES RESPONSABLES. — Une curieuse distinction était faite par la loi sur ce point suivant qu'il s'agissait de la presse périodique, où des livres et brochures.

Tout d'abord comment la responsabilité était-elle organisée quand il s'agissait du journal? C'était le système de la loi ottomane que nous avons déjà vu qui était corrigé dans ce qu'il y avait d'inutile. Plus de distinction entre les articles contraires ou non aux lois pour savoir si le rédacteur sera poursuivi en même temps que l'auteur. La loi du 6 février nous dit que pour tous les articles délictueux sera poursuivi non seulement l'auteur, mais aussi l'éditeur ou le rédacteur responsables. Voilà ce qui est rationnel, il fallait rejeter en effet cette distinction des articles contraires ou non aux lois, car il est évident qu'un article délictueux sera toujours contraire à la loi.

Nous sommes donc en présence d'une responsabilité solidaire entre l'auteur, l'éditeur, ou le rédacteur. Rien ne pouvait être plus en désaccord avec les termes exprès de l'article 79 de la Constitution. D'après la loi quoique l'auteur fût connu on devait poursuivre en même temps l'éditeur où le rédacteur du journal. Les auteurs de la loi ont voulu créer une situation exceptionnelle pour la presse périodique, celle qu'il redoutait le plus. Cette situation exceptionnelle

consistait donc dans une violation hardie du peu qu'il restait de la Constitution. La loi ne disait rien de l'imprimeur et du distributeur, seul le rédacteur était poursuivi si l'auteur restait inconnu. C'est parce que tout comme la loi ottomane elle pensait qu'on ne serait pas obligé d'aller jusque-là pour chercher les responsables. Elle s'assura en effet comme tels deux personnes, d'abord le rédacteur responsable, et ensuite l'éditeur.

Seulement si le journal n'avait pas un rédacteur responsable l'éditeur devait être poursuivi en même temps que l'auteur. Mais il aurait été très peu dans l'intérêt du journal d'exposer à une condamnation son éditeur, personnage difficile à trouver et l'usage du rédacteur responsable par le fait qu'il était facilement remplaçable s'imposait. La pratique du reste dès le début était dans ce sens.

Voyons maintenant comment fut organisée la responsabilité pour les livres et les brochures.

C'était tout un autre système, cette fois en pleine harmonie avec la Constitution. En effet l'article 32 organisait la responsabilité successive en partant de l'auteur et en suivant l'ordre de l'article 79 de la Constitution. Si l'auteur était inconnu c'est l'éditeur qu'on devait poursuivre, à son défaut l'imprimeur, et en dernier lieu le distributeur. La loi aurait été plus harmonieuse et plus libérale, enfin conforme à la Constitution si le même régime avait été appliqué à la presse périodique.

SYSTÈME DES DÉLITS. — La loi ottomane prévoyait

seulement la provocation aux crimes contre la sécurité de l'État suivie d'effet, la nouvelle loi prévoit en plus la provocation non suivie d'effet. Dans le même article et avec la même peine sont punis les provocations aux délits qui nuisent à la sécurité et à la tranquillité d'une ou plusieurs personnes. Quels sont donc ces délits? La loi entend sûrement les crimes et délits qui sont de nature à porter atteinte soit aux personnes, soit aux biens. Mais le mot « tranquillité » peut être interprété d'une manière très large en cas de besoin.

Le délit d'outrage au prince ou à sa famille est prévu mais la rédaction de l'article est autre que celle de la loi ottomane. Au lieu de parler d'outrage la loi parle d'expressions inconvenantes employées directement ou *indirectement*. C'est qu'à partir de septembre 1882 le journal des libéraux *Svetlina* faisait paraître les fameux feuilletons de Petkoff sous le titre *Svirka* (le sifflet) où indirectement il s'attaquait au prince. Il fallait faire cesser cet état de choses, de là une rédaction nouvelle de l'ancien article 15. Ajoutons que pour ces attaques violentes Petkoff s'est vu condamner à la réclusion perpétuelle, cela ne l'empêcha point de devenir Ministre-Président vingt-quatre ans plus tard.

Un nouveau délit est prévu par l'article 18, c'est la provocation à l'inexécution des lois et à la rébellion des autorités existantes. Enfin comme délits nouveaux nous rencontrons la reproduction d'articles délictueux. La disparition de deux délits qui tenaient à

l'organisation politique de la Bulgarie est à remarquer. D'abord l'outrage au ministre, ces derniers sont considérés comme des fonctionnaires publics et la preuve des faits diffamatoires était admise. Cela s'imposait pour la Bulgarie nous l'avons vu. D'autre part l'outrage aux chefs d'États vassaux n'était plus reproduit, cela va de soi. Mais si en Turquie on faisait une situation exceptionnelle pour notre prince comme étant vassal, notre loi mettait le Sultan au rang des chefs d'États étrangers amis ou alliés. Logiquement il fallait que sa personne fût protégée par un article spécial.

SYSTÈME DES PEINES. — Parmi les peines pouvant être prononcées par l'administration il ne restait que la suppression définitive ou temporaire, qui était applicable pour certains délits graves comme ceux de l'article 15 (provocation suivie d'effet à commettre des délits contre la sûreté de l'État), article 17 (offenses au prince et à sa famille), article 18 (provocation à l'inexécution des lois et à la rébellion). La suspension par contre n'est plus prévue, on a dû la juger superflue à coté de la suppression temporaire. Mais les peines administratives ne s'arrêtaient pas là. En ce qui concerne l'imprimerie si le propriétaire s'abstenait de faire les déclarations exigées par l'article 2 son établissement pouvait être fermé administrativement et avant tout jugement, il était passible en outre d'une amende allant de 100 à 300 francs.

Dans plusieurs cas la loi ordonne la confiscation des imprimés, il ne s'agit là que de confiscations

prononcées par le jugement comme peines auxiliaires. C'est le cas de plusieurs articles, par exemple, articles 31 et 36, etc. La saisie n'est prévue que contre les livres et les brochures toutes les fois qu'un délit a été commis. La loi emploie dans ce cas toujours le mot confiscation mais il s'agit là d'une saisie, car elle ajoute que cette confiscation ne sera maintenue que jusqu'à la décision du tribunal. C'est donc une saisie préventive opérée par l'Administration seule. Ajoutons pour terminer avec les peines que les amendes sont augmentées d'une façon démesurée allant dans certains cas jusqu'à 3.000 francs. Ce n'était pas de nature à encourager la presse gênée financièrement à cette époque. Pour la diffamation ou l'injure, par exemple, contre une personne privée la peine était de cinq jours à trois mois d'emprisonnement et de 10 à 3.000 francs d'amende.

Quelle est la situation qu'on faisait à la presse étrangère ? A cet égard le chapitre V n'était que la traduction de la loi française du 29 juillet 1881.

Pour interdire l'introduction des journaux étrangers, il fallait une décision du Conseil des ministres, publiée dans le *Journal officiel*, mais un seul numéro le ministre de l'Intérieur pouvait l'interdire. Les imperfections de la loi ottomane étaient évitées par là.

Enfin, le droit de réponses est consacré avec cette modification qu'elles pouvaient être trois fois plus longue que l'article qui l'a provoquée, mais il fallait qu'elles soient conçues dans une forme convenable. Les réponses de la part des fonctionnaires ne pou-

vaient être insérées qu'avec l'autorisation ministérielle s'il s'agissait des faits concernant leurs services. Ces deux dispositions étaient opportunes, et leur raison est facile à comprendre.

Une erreur a été commise par la loi en ordonnant d'office les poursuites en cas de diffamations ou d'injures faites à un agent diplomatique. Cela pouvait souvent l'exposer à une situation embarrassante à la suite du zèle d'un Procureur trop consciencieux.

PROCÉDURE. — Nous avons eu l'occasion de parler de la saisie administrative pour les livres et les brochures et nous n'y reviendrons pas. Ce qu'il y a de nouveau et d'original dans la loi de 1883 du 6 février, c'est la juridiction exceptionnelle d'un côté et la procédure brève et expéditive de l'autre. Arrêtons-nous donc davantage sur ces deux matières. Nous avons vu que pour les délits graves, la loi ottomane instituait une commission spéciale pour instruire le procès et que sur son rapport la sentence était rendue par la Cour suprême. Cette institution ne pouvait pas s'appliquer en Bulgarie, puisque c'était une juridiction interdite par l'article 81 de la Constitution, la circulaire ministérielle du 30 mai 1881 attribuait la compétence aux tribunaux d'arrondissement, ce qui était naturel. La loi de 1883 du 6 février cependant n'a pas conservé cet état de choses.

La compétence, en effet, en matière de presse, était attribuée en première instance à la Cour d'appel et en appel à la Cour de cassation. Pourquoi cela ? C'est pour mieux garantir la liberté de la presse, nous

répond l'article 37 de la loi. Cette phrase qui devrait rester dans les motifs qui ont dû accompagner le projet nous démontre suffisamment quel a été le véritable but des auteurs de la loi qui sentaient parfaitement que par là la liberté de la presse était plutôt compromise, alors ils se sont dépêchés de proclamer leurs bonnes intentions, Il est évident que le Gouvernement cherchait par là le moyen d'influencer quand il serait nécessaire, les juges peu nombreux et aussi que tous les procès en matière de presse soient instruits dans la capitale sous sa surveillance immédiate. Il est évident qu'une telle organisation ne s'harmonisait pas du tout avec l'article 81 de la Constitution qui proscrit tout tribunal d'exception en ce qui concerne les délits de presse. Les constituants se sont méfiés justement d'un législateur trop zélé à garantir la liberté de la presse par ce moyen exceptionnel et ils ont nettement exprimé leur manière de voir à ce sujet dans l'article 81 de la Constitution. Il ne s'agit pas seulement de ne pas avoir recours à des tribunaux spécialement créés pour la presse, il faut aussi faire des juridictions existantes un usage conforme à leur attribution. Une Cour d'appel quand elle juge en première instance, est un tribunal d'exception et la Cour de cassation sort complètement de sa destination si elle se transforme en Cour d'appel. Mais à cette époque tout était permis à un Gouvernement absolu. Il faut même avouer que dans son ensemble, la loi était assez douce.

En second lieu, nous avons la création d'une procédure abrégée et expéditive, pour les procès de la presse. Cette procédure servira plus tard comme exemple et sera reproduite par plusieurs lois postérieures sur la presse. Aussi sera-t-il intéressant d'en prendre connaissance dès maintenant. Les différents délais sont réduits à un minimum indispensable, ce qui sera plutôt de nature à empêcher le journaliste à se procurer les preuves. On a objecté à cela qu'un bon journaliste doit tout d'abord s'assurer de la vérité avant d'écrire. C'est bien, mais il ne faut pas oublier qu'en fait souvent il publie en se confiant aux renseignements fournis par son correspondant qui, la plupart du temps les fait parvenir télégraphiquement, s'il est loin du lieu de l'édition. Il peut donc arriver que le rassemblement des preuves soit matériellement impossible dans un bref délai.

L'instruction de l'affaire doit se faire et le jugement doit être rendu dans les sept jours après que la Cour d'appel ou la Cour de cassation ont été saisies de l'affaire. Mais s'il s'agit de diffamation la Cour d'appel doit, dans les trois jours après que la plainte a été déposée, la notifier aux défendeurs. Celui-ci a un délai de sept jours pour présenter au Tribunal ses explications et indiquer les témoins qu'il veut citer. Certainement ces dispositions ne s'appliquaient que dans le cas où la preuve contraire était admissible. Enfin la Cour d'appel comme la Cour de cassation doit prononcer le jugement dans sa forme définitive, vingt-quatre heures après que la résolu-

tion a été prise. L'appel doit être interjeté dans les sept jours et la Cour d'appel doit le renvoyer dans les vingt-quatre heures à la Cour de cassation.

S'il est désirable que la procédure dans les procès de presse ne traîne pas longtemps et que le jugement n'intervienne pas à une époque où on est loin de l'article incriminé, il ne faut pas dans l'autre sens aller trop loin et réduire les délais en compromettant la défense. Le délai de sept jours pour présenter les preuves est tout à fait insuffisant; il faut qu'il soit au moins double. Nous réservons la question de savoir si une procédure spéciale en matière de presse n'est pas contraire à la Constitution, si l'expression « d'après la loi » de l'article 81, embrasse la procédure en même temps que la juridiction, et nous l'étudierons, lors du commentaire de la Constitution que nous ferons en étudiant dans la deuxième partie de cet ouvrage le régime actuel de la Presse.

La loi est muette en ce qui concerne le recours en Cassation. Le législateur a-t-il pensé que cette Cour n'a pas à intervenir du moment qu'elle s'est prononcée dans l'affaire. C'est peu admissible, si la Cour de cassation a jugé l'affaire en appel, cela ne peut priver les justiciables du recours en Cassation. Mieux aurait valu que la loi ne soit pas muette sur ce point.

CHAPITRE III

Lois de la presse du 14 décembre 1883 et du 18 janvier 1885.

§ 1. — Loi du 14 décembre 1883.

Le titre de la loi est suivi de la mention suivante « art. 79, 80 et 81 de la Constitution ». Les auteurs de la loi voulaient probablement par là, montrer que ce qu'ils faisaient n'était qu'un développement de la Constitution. Le titre n'était plus simplement « la loi sur la presse », mais « loi pénale sur les délits de presse ». Ne voulait-on pas par là, proscrire l'idée d'une loi spéciale sur la presse comme prohibée par la Constitution, c'est probable. Ce qui est certain c'est que cette loi est loin d'être simplement une loi pénale, elle renferme une multitude d'autres dispositions réglementant la presse.

La loi du 6 février n'a pas été de longue durée, les événements politiques se précipitèrent en 1883. Le prince Alexandre après avoir gouverné pendant deux ans sans Constitution sous l'influence russe, et ayant tourné contre lui la grosse majorité du peuple,

dut se résigner à la fin à changer de politique. Le 7 septembre 1883, il confia la présidence du Cabinet à M. Tzankoff, le chef des libéraux modérés de l'époque. Le nouveau Gouvernement se hâta, aussitôt la Chambre réunie, de changer la loi sur la presse, et pour la première fois nous eûmes une Chambre et des députés qui discutèrent une loi sur cette matière. Les débats ne furent pas très intéressants, ils ont porté sur deux points plutôt secondaires, d'une part sur la question de la liberté d'introduire des journaux étrangers, et d'autre part de savoir si les étrangers auront le droit d'éditer des journaux.

Dans son ensemble, cette loi se présente sous un aspect plus libéral que la précédente. Nombre de dispositions gênantes pour la presse n'y sont pas reproduites, mais elle est loin de réunir toutes les conditions d'une loi complètement libérale.

DISPOSITIONS PRÉVENTIVES. — L'administration n'a plus aucun droit en matière de presse, non seulement pour autoriser la fondation d'un journal, mais aussi toutes traces de peines administratives ont disparu.

La loi va plus loin et beaucoup de dispositions d'ordre préventif réglementaire comme les différentes déclarations de la part de l'imprimeur ou du fondateur du journal sont supprimées. Ni l'imprimeur pour ouvrir une imprimerie, ni le journaliste qui veut fonder un journal ne sont astreints à faire des déclarations à l'administration. Peut-être la loi

est-elle allée trop loin sur ce point. Elle exige seulement que tout imprimé porte la mention du nom de la maison dont il sort, et les éditions périodiques doivent porter de leur côté en plus le nom d'un éditeur responsable. Pour les livres et brochures, aucun éditeur n'est exigé, et nous verrons qu'à défaut de l'auteur, c'est l'imprimeur qui sera poursuivi, de sorte que la seule indication du nom de celui-ci suffit.

CONDITIONS IMPOSÉES AUX JOURNALISTES. — De même toutes les conditions gênantes que l'on exige du journaliste ont disparu. Mais en revanche le peu qu'il reste est exigé de la part de tous les journaux politiques ou non. En premier lieu l'âge est abaissé à 21 ans, l'exigence d'une instruction secondaire n'est plus renouvelée. Il y a quelque chose de plus, il n'était plus nécessaire d'avoir échappé aux condamnations pour être journaliste. Cette condition revenait au même de dire que celui qui a été puni une fois pour le moindre délit de presse, ne pourra plus être éditeur. La nouvelle loi n'exige qu'une seule condition, c'est de jouir de ses droits civils et politiques. Donc par là sont écartés seulement les condamnés à des peines entraînant la privation des droits politiques ou civiques.

La question qui a été surtout discutée dans la Chambre, c'était de savoir si les étrangers auraient le même droit que les Bulgares à cet égard. Nombre de députés, surtout ceux de l'opposition voulaient que ce droit fût accordé aux étrangers en appuyant sur l'idée qu'il s'agit là d'un droit politique qui doit

être reconnu à tout le monde, comme la liberté du travail par exemple. La question présentait un intérêt pratique, on avait relevé des cas où les étrangers renonçaient au régime de capitulation dans un contrat, mais une difficulté surgissait, qui devait être tranchée par les tribunaux bulgares, les consuls s'interposaient et ne reconnaissaient pas le droit à leurs ressortissants de renoncer aux capitulations. Le Gouvernement voulant éviter toutes difficultés sur ce point quand il s'agissait de matière de presse, n'a pas voulu reconnaître le droit aux étrangers d'être éditeurs. C'était la vraie raison pour laquelle ils ont été privés de ce droit.

La pratique des formalités avait créé le rédacteur responsable et la loi du 6 février l'a timidement admis à côté de l'éditeur. Ce personnage ne figure pas dans l'article 79 de la Constitution, elle l'ignore. La loi du 14 décembre prend le souci de s'approcher à la lettre de la Constitution en délaissant le rédacteur responsable pour le remplacer par l'éditeur responsable. Il est souhaitable que la responsabilité pèse à défaut de l'auteur sur le vrai éditeur, celui qui a engagé ses intérêts dans le journal. Mais la nouvelle loi a été loin d'atteindre ce but car elle n'exige de la part de l'éditeur que les conditions que nous avons énumérées plus haut, et en pratique, à côté du vrai éditeur les journaux devaient avoir un éditeur en second pour encourir les responsabilités, ce ne devait être autre que l'ancien rédacteur responsable.

SYSTÈME DES PERSONNES RESPONSABLES. — Après

avoir déterminé ce qu'était l'éditeur responsable nous allons voir comment fut organisée la responsabilité. On retrouve ici encore une petite distinction entre les journaux périodiques et les livres et brochures. La règle c'est la responsabilité par cascades. La loi en somme développe la formule de la Constitution. D'abord l'article 6 proclame la responsabilité exclusive de l'auteur du délit commis par n'importe quel moyen de publicité énuméré dans l'article 1^{er}, quand il est connu. Mais il faut que le véritable auteur soit connu d'une manière non douteuse, la simple déclaration de sa part ne suffirait pas.

L'article 8 passe à l'éditeur si l'auteur est inconnu mais seulement quand il s'agit de journaux périodiques ; pourquoi exclure de cette règle les autres moyens de publication tels que livres, brochures, dessins, images de toutes sortes ? On ne voit pas une raison plausible. Si en fait il y a un éditeur il faut qu'il soit poursuivi conformément à l'ordre établi par la Constitution. Les auteurs de la loi ont rédigé l'article 9 ayant en vue probablement l'hypothèse où les différents imprimés sont toujours édités anonymement quand ils ont un but délictueux et qu'en fait ils n'auraient la possibilité de connaître tout au plus que l'imprimeur. En tenant celui-ci comme principal responsable on l'oblige à être plus prudent dans ce qu'il laisse imprimer. Il fallait tout simplement laisser la règle générale de responsabilité successive s'appliquer pour toutes les sortes d'imprimeries dans l'ordre établi par la Constitution, et ne pas faire

cette distinction superflue aucunement justifiable.

Cette question pourtant non sans importance car elle faisait un régime à part aux livres et brochures dont l'édition dépendait du bon plaisir de l'imprimeur ne fut soulevée par aucun membre de la Chambre. Du reste cette distinction en pratique ne devait pas atteindre son but car l'auteur pouvait se remplacer par quelques personnages complaisants qui auraient consenti contre un dédommagement d'encourir la responsabilité en se présentant à sa place.

En dernier lieu à défaut de l'imprimeur c'était le distributeur qui était poursuivi. La loi parle de propriétaire de l'imprimerie ; il faut entendre celui qui exerce le métier. On ne comprend pas qu'un enfant qui a hérité d'une imprimerie, exploitée par le tuteur ou donnée à bail puisse être poursuivi.

DÉLITS NOUVEAUX. — L'article 1^{er} de la loi commence par une énumération de moyens par lesquels on peut commettre un délit de presse. C'est pour la première fois que le législateur prend en considération en outre des journaux, livres et brochures, les autres moyens d'exprimer la pensée comme les annonces, dessins, images, obtenus par la lithographie, l'hectographie ou la photographie. Pour qu'il y ait un délit de presse consommé il faut l'impression et la distribution ; ce que la loi dit en termes exprès.

Comme délits nouveaux nous pouvons citer l'alinéa 2 de l'art. 12. Cet article punit les injures faites au prince, à sa famille ou l'attaque à ses prérogatives constitutionnelles et à l'ordre héréditaire de la Couronne.

Et dans le deuxième alinéa si ces provocations sont suivies d'effet, les coupables sont punis comme complices. Cela est un peu incompréhensible si ces provocations ont été suivies d'effet, c'est-à-dire si le délit a été consommé et l'ordre héréditaire changé, ou les pouvoirs constitutionnels du prince diminués, le provocateur aurait eugain de cause et sûrement on n'aura pas l'idée de le poursuivre. Il ne peut s'agir donc que de tentative de révolution avortée, alors on poursuivra le journaliste provocateur. Du reste cet alinéa pouvait sans inconvénient ne pas figurer, car l'article suivant prévoit les provocations à la révolte et au délit qui compromettent la sécurité de l'État. Or quand il s'agit de diminuer les pouvoirs constitutionnels du prince, ou d'apporter du changement à l'ordre successoral de la Couronne, ce ne sera souvent pas autre chose qu'un délit qui compromet la sécurité intérieure de l'État. Mais dans cet article postérieur il est vrai que la loi ne prévoyait pas le cas où ces provocations sont suivies d'effet, comme le faisait la loi du 6 février et l'alinéa 2 devait avoir sa raison d'être.

L'article 14 prévoit aussi l'injure aux bonnes mœurs, à la morale, à la religion de même que la provocation suivie d'effet à l'inexécution des lois. Dans tous ces cas l'auteur est puni comme complice, mais si l'on comprend aisément en quoi consiste la provocation suivie d'effet à l'inexécution de la loi, cela devient difficile de savoir quand l'injure à la morale, aux bonnes mœurs ou à la religion sont suivies d'effet.

La preuve contraire pour des faits concernant la

vie privée est possible à l'aide d'une décision judiciaire ou autre acte authentique. Mais alors autant admettre la preuve par tous les moyens voire même par témoins. Sur cette question il ne peut y avoir de juste milieu, et c'est là un des grands défauts de la loi, la vie privée est exposée à des scandales inévitables.

Ce qu'il y a de plus grotesque c'est que l'injure et la diffamation quand il s'agit de personnes privées ne sont punies qu'autant qu'elles n'ont pas été provoquées. Vraiment la loi prenait peu au sérieux les intérêts des personnes privées. On favorisait d'interminables polémiques entre personnes, qui s'estimant provoquées pouvaient se livrer aux pires expressions sachant qu'elles ne seraient pas punies. C'était le meilleur moyen de favoriser le développement d'une presse inconvenante et mesquine.

Le droit de réponse était également consacré avec certaines modifications, au profit des fonctionnaires et autres services publics qui avaient droit aux communiqués gratuits en première page dans le plus proche numéro. Pour les personnes privées, c'est seulement autant que la réponse ne dépassait pas deux fois la longueur de l'article qui l'avait provoquée, que le journal était obligé de l'insérer gratuitement. Pour le surplus il fallait payer d'après les tarifs du journal pour les annonces. Une réponse pouvait donc occuper tout le journal.

Enfin la publication du jugement comme peine accessoire était de nouveau prévue. Le tribunal pou-

vait ordonner aux frais du condamné l'insertion du jugement dans un ou plusieurs journaux. Indépendamment le journal condamné devait publier le jugement en première page avec des caractères usités dans cette page et cela non pas dans le mois mais dans le numéro qui suivait toute condamnation devenue définitive.

SITUATION FAITE AUX JOURNAUX ÉTRANGERS. — Le droit du ministre de l'Intérieur d'interdire un seul numéro est supprimé. Tout est laissé au Conseil des Ministres. Cette disposition pourtant raisonnable vu l'impossibilité d'atteindre les coupables qui résident hors du pays a été vivement critiquée à la Chambre. On voulait y voir une sorte de censure et comme telle prohibée par la Constitution. Cette question sera reprise plus d'une fois dans les lois postérieures, aussi nous la discuterons dans la suite.

PROCÉDURES. — Dans son ensemble elle est la réédition de celle qu'avait organisée la loi du 6 février. On a invoqué à la Chambre la nécessité d'une prompte répression. Mais sur un point la nouvelle loi a fait un grand progrès en avant. C'est l'attribution de la compétence en matière de presse aux tribunaux de première instance, tribunaux de droit commun. La loi du 14 décembre est donc conforme à la Constitution à cet égard.

A part l'augmentation d'un à trois jours de délai dans lequel le jugement devait être lu dans sa forme définitive après que la résolution fût prise ou renvoyé au tribunal supérieur si un recours a été exercé

les autres délais sont les mêmes que dans la loi du 6 février. Pour combler la lacune que présente cette loi, le recours en Cassation est prévu, donc aucune hésitation n'était plus possible. Disons enfin que pour intenter des poursuites au cas où les agents diplomatiques seraient injuriés ou diffamés, une plainte était nécessaire de leur part. De plus les héritiers légitimes d'une personne peuvent déposer une plainte et peuvent donc poursuivre.

§ 2. — Loi du 18 janvier 1885.

HISTORIQUE. — Le 29 janvier 1884, après quatre ans d'opposition les libéraux de la gauche ont été appelés au pouvoir avec M. Karavelott à la tête. Le parti le plus fort avait obtenu gain de cause et s'étant réconcilié avec le prince, celui-ci a retrouvé la sympathie populaire. Le nouveau changement de Gouvernement devait amener un changement de la loi sur la presse dans un sens libéral. Déjà en novembre un député impatient M. Jivkoff prend l'initiative et dépose une proposition tendant purement et simplement à l'abrogation de la loi sur la presse existante. Mais du fait qu'il ne voulait pas la remplacer par une autre la question se posa de savoir si une loi est contraire ou non à la Constitution, si celle-ci prohibe une loi spéciale sur la presse. Pour la première fois cette question fut débattue par la Chambre, mais elle était maintes et maintes fois reprise sans être résolue définitivement jusqu'à présent. Chaque parti politique interprète la

Constitution à sa façon pour en tirer les conséquences qui lui seront avantageuses. Nous étudierons cette question dans notre deuxième partie en commençant par elle comme étant une question préalable.

Rapidement voyons ce qu'était cette proposition du député Jivkoff. Les principaux griefs qu'il faisait à la loi de décembre 1883 ont été d'une part le droit qu'elle donnait au Conseil des ministres d'interdire l'introduction des journaux étrangers, il y voyait une sorte de censure interdite par la Constitution, d'autre part et surtout le fait que l'article 81 ne permettait pas une loi spéciale sur la presse. Mais il trouvait inconstitutionnelle aussi la disposition qui punissaient les offenses faites au prince; l'article 8, disait-il, proclame que la personne du prince est sacrée et inviolable, toute disposition légale qui admet qu'il est possible d'en être autrement est inconstitutionnelle. Tel est le cas lorsque la loi punit les offenses faites au prince, or celui-ci ne peut pas en être l'objet. L'honorable député ne se faisait pas probablement une idée très claire de l'article 8 de la Constitution. Les lois qui garantissent ce principe loin d'être inconstitutionnelles tout au contraire sont destinées à rendre a violation de la Constitution moins fréquente, en prévoyant des sanctions. Si l'article 8 nous dit que la personne du prince est sacrée et inviolable il ne la rend pas par là intangible aux injures, d'autre part on ne peut pas faire abstraction de ces injures, autant alors renoncer au principe même de l'article 8.

Finalement la proposition fut rejetée par la Cham-

bre et le Gouvernement fut invité à présenter un projet de loi, prévoyant simplement les délits commis par la presse et qui devait former un titre complémentaire au Code pénal ottoman.

Le Gouvernement ne se fit pas attendre, le projet fut déposé dans la même session. La commission de la justice le rapporta à la Chambre le 17 janvier 1885 et le lendemain il devint une loi. Dans son rapport la commission conclut formellement au rejet de toute la partie spéciale à la réglementation de la presse qui figurait au projet et à la conservation seulement de la partie pénale. Car, dit la commission, la Constitution n'exige pas l'existence d'une loi spéciale, elle impose seulement la détermination des peines pour les délits commis par la presse. C'est donc l'adoption de la thèse que la presse ne peut être sujette à aucune réglementation qui a prévalu. Il faut seulement prévoir les différents délits et les peines respectives. La loi fut votée sous le nom de « Titre supplémentaire au Code pénal » mais la Constitution ne fut sauvegardée que dans la forme, au fond nous sommes en face d'une loi spéciale sur la presse quoiqu'elle soit conçue dans un esprit très libéral. Le Gouvernement ne pouvait se passer d'un minimum de réglementation en cette matière et les dispositions préventives tendant à faciliter la répression y figurent. Il faut reconnaître cependant que la loi se borne à prévoir le minimum nécessaire, et que nous n'y trouvons point une réglementation méticuleuse des professions d'imprimeur et de journaliste.

PRÉVENTISME RÉGLEMENTAIRE. — Voyons donc ce qu'il restait de ce préventisme réglementaire, en ce qui concerne d'abord les imprimeries. Pas d'obligation de faire des déclarations pour leurs ouvertures, mais l'article 10 interdit le fait d'exploiter une imprimerie clandestine, si l'on y fait imprimer des livres ou journaux périodiques d'éditeurs inconnus. Le deuxième alinéa punit les éditeurs ou imprimeurs qui font publier une édition quelconque sans mentionner leur nom. La peine est très forte ; en outre de l'amende ou l'emprisonnement l'établissement doit être fermé par décision du tribunal. Évidemment les auteurs de la loi ont voulu faire passer comme clandestin l'établissement qui s'abstient d'indiquer son nom sur les imprimés qui sortent de chez lui. Car ainsi qu'il est rédigé l'article 10, non seulement les établissements réellement clandestins qui ne voulaient révéler leur existence encouraient cette peine, mais même ceux travaillant au grand jour, qui par oubli et même exprès n'auraient pas mentionné leur nom sur l'imprimé. La peine n'était pas en proportion avec le délit et le législateur devait tout simplement reproduire les dispositions analogues des lois précédentes au lieu de faire une amélioration douteuse.

Des conditions sont également exigées pour pouvoir être éditeur du moins des journaux politiques. L'article 13 interdit aux mineurs jusqu'à leur émancipation, aux personnes privées de leurs droits civils et politiques, et aux étrangers qui n'ont pas renoncé

par une déclaration au bénéfice des capitulations de devenir éditeur de journaux. Remarquons que la loi ne parle pas du rédacteur responsable, elle se tient à l'éditeur qui répondra à défaut de l'auteur conformément à la Constitution.

Non seulement qu'on reconnaissait aux étrangers le droit d'éditer des journaux en renonçant au bénéfice de capitulations, mais aussi aucune réglementation n'a été faite en ce qui concerne l'introduction des journaux. C'est la liberté complète à cet égard, d'où pouvait résulter une impunité pour ces journaux non sans inconvénient.

DÉLITS NOUVEAUX. — Une disposition qui pour la première et dernière fois malheureusement a figuré dans une loi de la presse fut celle de l'article 11 qui prévoyait la publication des outrages, dont parle l'article 80 de la Constitution. Leur usage devait être interdit aux écoles par le ministre de l'Instruction publique. C'est seulement s'ils étaient contraires à une des religions reconnues ou à la morale que les coupables devaient être punis, et la confiscation prononcée par l'autorité judiciaire. La rédaction de cet article était loin d'être parfaite. Les auteurs ont voulu probablement introduire une disposition permettant de punir les outrages aux bonnes mœurs, à la morale ou aux religions, mais ils s'y sont mal pris, car il résulte de l'article 11 que seulement sont poursuivis les éditeurs d'ouvrages qui nécessitent une approbation du Saint-Synode, si leur rédaction est contraire à la morale, aux bonnes

mœurs ou à une des religions dans la principauté. Or ces ouvrages sont limitativement énumérés, et ils n'ont rapport qu'au sacerdoce, aux écritures saintes ou au catéchisme. Les bonnes mœurs, la morale, les religions pouvaient être outragées par les journaux et autres livres et brochures impunément. C'était là une lacune grave et inexcusable.

Mais cet article 11 n'était pas non plus efficace au but qu'il se proposait d'atteindre. Il voulait en somme punir les infractions à l'article 80 de la Constitution et la peine n'était autre que l'interdiction de ces ouvrages dans les écoles et églises par le ministre de l'Instruction publique. La loi attribuait mal la compétence à celui-ci en ce qui regarde les églises. Mais était-ce là une sanction efficace à l'article 80 qui impose la censure pour tous ces ouvrages? Pas du tout, et de plus c'était une sanction peu constitutionnelle car on se bornait à prohiber l'usage de ces livres, mais il était parfaitement possible de les éditer et d'en faire le commerce. C'était donc la reconnaissance par la loi que l'on pouvait se passer de l'approbation du Saint-Synode, chose inadmissible. La publication de ces ouvrages non approuvés contrevient à un article constitutionnel, il doit y avoir une peine pour les coupables, et la confiscation doit être faite. Rien de tout cela dans notre loi, il n'y a de pénalité qu'autant que ces ouvrages sont contraires à la morale, aux bonnes mœurs, ou à l'une des religions reconnues. Si les auteurs de la loi s'étaient donné la peine de lire l'article 80 de la Constitution

ils auraient vu que les ouvrages énumérés ne regardent que la religion orthodoxe et non pas les autres.

La reproduction des articles délictueux est prévue, mais elle n'est plus considérée comme complicité qu'à une double condition : 1° S'il s'agit des délits prévus par l'article 1^{er}, c'est-à-dire la provocation à la révolte et au crime pouvant compromettre la sécurité de l'État; et 2° si c'est une reproduction d'un journal étranger.

En ce qui concerne les injures et diffamations, une situation spéciale était faite aux ministres, et loin de les préserver des attaques, au contraire, elle favorisait la mauvaise foi des journalistes. Le Gouvernement a voulu favoriser, voire même encourager les attaques contre les ministres pour des faits concernant leurs services. D'une part la peine d'emprisonnement n'est point applicable, il n'y a qu'une amende de 100 à 600 francs. De plus, non seulement la preuve des faits allégués était admise, mais l'accusé n'était pas puni s'il prouvait qu'il avait eu des raisons légitimes d'attaquer les ministres. Qu'est-ce que c'était ces raisons légitimes, sinon une échappatoire pour l'inculpé, qui pouvait éviter la peine sans apporter la preuve.

Le droit de réponse était également consacré. On voit par là ainsi que par les conditions exigées des éditeurs, par la prohibition des imprimeries clandestines qu'au fond nous sommes en présence d'une loi spéciale sur la presse quoique ses auteurs n'en voulaient point. De leurs bonnes intentions on ne

peut pas douter, en face de ce fait qu'ils ont renoncé à toute procédure spéciale à la presse. Mais cela ne suffisait pas. Du moment qu'on réclamait le droit commun pour la presse, il fallait renoncer à toute réglementation tant favorable que défavorable pour la presse. De tout cela il faut retenir seulement que l'idée qu'une loi spéciale est contraire et prohibée par la Constitution, a été émise et a reçu une consécration législative quoique laissant beaucoup à désirer.

CHAPITRE IV

La loi du 16 décembre 1887 et ses modifications

§ 1. — La loi de 1887.

La loi de 1885 devait avoir une existence relativement assez longue, à peu près de trois ans. Mais il s'en fallait de beaucoup qu'elle fût appliquée pendant tout ce laps de temps, surtout à partir du mois d'août 1886. La Bulgarie traversait alors une période de crise. L'union des deux Bulgaries en septembre 1885 amena la rupture des relations avec la Russie, tout en menaçant à chaque instant d'une guerre avec la Turquie. C'est la guerre avec les Serbes ensuite au mois de novembre de la même année. La paix ne fut conclue que le 19 février 1886 à Bucarest. La même année dans la nuit du 9 août, le prince Alexandre fut enlevé de son palais par des officiers mécontents, payés par l'agent d'une puissance. Mais le pays ne manqua pas de patriotes résolus. Le Président de la Chambre Stambouloff se mit à la tête d'un contre-mouvement. Soutenu par l'armée tout entière il dispersa vite les conspirateurs qui eurent juste le temps de

s'enfuir. Le prince Alexandre revenu dans la capitale renonça peu de temps après au trône pour éviter des difficultés à la Bulgarie. C'était Stambouloff qui fut nommé régent avec le colonel Montkouroff et Karaveloff. Et durant une année il fut le vrai maître en Bulgarie. Des émeutes ont été organisées à plusieurs reprises mais furent étouffées par Stambouloff. Dans cette époque troublée, l'état de siège était l'état normal et permanent. La presse dut s'en ressentir. Sans plus de forme, Stambouloff établit en fait la censure qui du reste ne fut supprimée qu'après le mariage du nouveau prince en 1883. La mesure ne fut pas constitutionnelle. Au point de vue du droit elle n'était pas justiciable. Était-elle opportune vu les circonstances où se trouvait le pays? C'est à l'historien de nous le dire. Ce que nous voulons constater, c'est qu'en fait, à partir déjà de septembre 1885, le Gouvernement n'avait pas de loisir pour appliquer la loi de 1885 et après septembre 1886, à la suite de la censure, la loi de 1885 ne pouvait gêner le Gouvernement. Cette situation dura jusqu'au 14 décembre 1887, le jour où fut publiée une nouvelle loi sur la presse. Le 2 août 1887 le prince Ferdinand monta sur le trône vacant. Stambouloff fut chargé de la présidence du cabinet, mais la situation intérieure aussi bien qu'extérieure de la Bulgarie était loin d'être éclaircie. Le nouveau prince n'était pas reconnu par les puissances. Intérieurement des émeutes et des complots troublaient la paix. Stambouloff voulait avoir une loi sur la presse qui lui

donnât un moyen assez efficace pour poursuivre les journaux qui contrariaient son gouvernement. La loi de 1885 était loin de lui donner satisfaction, et une nouvelle loi fut élaborée par la cinquième législature, votée et publiée le 16 décembre 1887.

Avec cette loi l'idée qu'une loi spéciale n'est pas conforme à la Constitution est abandonnée. Tout au contraire nous sommes en présence d'une loi spéciale bien caractérisée. Elle commence par exiger des déclarations pour l'ouverture d'une imprimerie. Ensuite vient la réglementation du journal, une procédure spéciale est arrêtée pour les procès de presse. Cette loi fut appelée à une longue vie, c'est la loi sur la presse en effet qui a été le plus longtemps en vigueur en Bulgarie ; treize ans environ. Elle fut abrogée en 1901. Au cours de cette longue période elle fut souvent modifiée et complétée soit dans un sens libéral soit au contraire d'une manière restrictive pour la presse. Mais la base resta toujours la même, aussi l'étude détaillée de cette loi nous est-elle imposée par ce fait.

Les modifications qui furent apportées ensuite et que nous allons étudier successivement sont celles du 23 décembre 1893, du 20 décembre 1894 du 4 février 1896 et du 9 juin 1900. De plus la loi du 24 décembre 1894 sur la personne du prince, et le Code pénal ont modifié sur certains points la loi de décembre 1887 dont nous allons aborder l'étude.

DU PRÉVENTISME. — La loi en somme ne contient pas de préventisme, en fait jusqu'à la fin de 1893 la

censure fut appliquée. Lors du vote de la loi dans la séance du 12 décembre 1887 (Voir procès-verbaux des séances de la Chambre, 5^e législ., 1^{re} cession, 37^e séance) Stambouloff en répondant à une interpellation a déclaré qu'avec la nouvelle loi la censure serait supprimée. Mais l'insécurité dans laquelle se trouvait le pays ne lui a pas permis de tenir sa promesse, la censure ne fut abolie qu'après le premier mariage de Sa Majesté le Roi. Il ne faut donc pas perdre de vue l'existence de la censure en jugeant la loi.

Les mesures préventives d'ordre réglementaire sont de nouveau reproduites avec beaucoup de détails. En premier lieu viennent les déclarations exigées en vue de l'ouverture d'une imprimerie ou d'une lithographie. Ces déclarations doivent être préalables à l'ouverture et faites par une lettre adressée au parquet du tribunal d'arrondissement. On a voulu faciliter les déclarations et éviter un dérangement personnel au déclarant. Une lettre en effet simplifie bien des choses ; la loi devait ajouter que la lettre soit recommandée pour que des contestations possibles soient évitées.

La déclaration en outre des noms de l'imprimeur devait contenir l'indication de son domicile permanent et le lieu de l'imprimerie. Cette dernière mention devait figurer sur tous les imprimés qui sortaient de l'établissement. Quelles ont été maintenant les déclarations auxquelles étaient assujettis les journaux périodiques sans distinction s'ils étaient politiques

ou non ? Tout d'abord la déclaration devait se faire par l'éditeur en personne toujours au parquet, mais elle n'était pas préalable, au contraire elle devait se faire dans les vingt-quatre heures après la première édition et cela se comprend car dans le cas contraire cette déclaration aurait revêtu le caractère d'une autorisation préalable.

L'éditeur devait déclarer ses noms, son domicile le nom du journal, l'imprimerie où il s'imprime, le mode de publication. Ensuite la loi exigeait de sa part de déclarer le nom du rédacteur du journal et de présenter les certificats constatant que celui-ci remplissait les conditions que la loi lui imposait. Qu'était-ce donc que le rédacteur ? Le même terme était déjà employé par la loi du 6 février 1883, mais là il était confondu avec l'éditeur. Cette loi parlait indifféremment du rédacteur ou de l'éditeur responsable. Tout autre était le rédacteur qu'on rencontre dans la loi de 1887. C'était un personnage imposé aux journaux dont ils ne peuvent se passer. Son rôle était nettement établi, il était l'auteur présumé de tout ce qui était écrit, c'était lui qui devait être poursuivi dans tous les cas et en premier lieu. Dès le début les journaux bulgares avaient l'habitude d'annoncer le nom d'un rédacteur qui assumait la responsabilité de ce qui était écrit dans le journal et dont l'auteur ne voulait pas se faire connaître. Au début ce personnage qui s'intitulait le rédacteur ou rédacteur responsable se confondait avec l'éditeur ou le fondateur du journal. Mais par la suite les deux personnages sont

devenus distincts dans la plupart des journaux. Le rédacteur responsable devait assumer uniquement le rôle de subir les condamnations en se substituant au véritable auteur. C'était une fraude à la Constitution laquelle à défaut d'auteur tenait comme responsable l'éditeur. Mais si ce dernier devait subir les peines l'existence des journaux aurait été fortement compromise, et la pratique a dû adopter l'institution du rédacteur responsable, en imitant les autres pays. Dans tous les cas la pratique observait sinon l'esprit au moins la lettre de l'article 79 de la Constitution, et si le vrai auteur se faisait connaître il était poursuivi en première place et le rédacteur responsable n'était pas inquiété. Que vient de faire la loi de 1887? Rien de mieux que de supprimer radicalement la responsabilité de l'auteur. C'était là l'inauguration d'un système contraire à toute justice et à la Constitution. Le rédacteur donc d'après la loi de 1887 était un personnage imposé à tout journal périodique et qui était considéré l'auteur unique et exclusif de tout ce qui écrivait. En dehors de lui la loi ne reconnaissait personne autre comme pouvant être l'auteur. L'éditeur donc dans sa déclaration devait faire connaître les noms du rédacteur et présenter les pièces justifiant que celui-ci remplissait les conditions exigées par la loi. Le nom du rédacteur devait aussi figurer dans tous les numéros de l'édition, pour l'infraction à cette règle en même temps que lui l'imprimeur était responsable. Enfin pour finir avec les différentes déclarations disons que pour tout chan-

gement de l'éditeur ou de l'imprimeur le parquet devait être avisé. On s'explique mal pourquoi les changements dans la personne du rédacteur n'étaient pas soumis à cette avertissement, c'est un oubli de la part des auteurs de la loi, car le rédacteur était un personnage de première importance.

CONDITIONS EXIGÉES DES JOURNALISTES. — Les étrangers étaient exclus de ce droit toujours en raison des difficultés qui peuvent naître par suite de l'application des capitulations. Il n'y avait que les sujets bulgares jouissant de leurs droits civils et politiques donc majeurs de 21 ans qui étaient susceptibles de devenir rédacteurs ou éditeurs d'un journal périodique mais à une double condition : 1° d'avoir leur domicile permanent dans le lieu de l'édition du journal ; et 2° de n'avoir pas subi la peine de l'emprisonnement pour un délit de presse ou autre délit encourant une peine infamante.

En fait l'éditeur et le rédacteur auraient toujours eu leur domicile dans le lieu où le journal est publié, mais la loi prend la sage précaution de leur imposer un domicile fixe, cela se comprend étant donné que le système qu'organise la loi c'était d'avoir toujours à la place de l'auteur, une personne pour encourir les responsabilités. Ensuite la loi prive du droit d'être éditeur ou rédacteur d'un journal les personnes qui subissent la peine d'emprisonnement pour cause d'un délit de presse, où un délit déshonorant (entraînant une peine infamante). C'est une notable atténuation par rapport aux lois précédentes

de 1883. Là toute personne ayant été condamnée pour un délit était pour toujours privée du droit de fonder un journal. C'était excessif au plus haut point, et cette disposition ne se justifiait point. La loi de 1887 sans aller jusque-là a pourtant laissé subsister une incapacité pendant le temps d'emprisonnement seulement et cela non pas pour tous les délits indistinctement, mais seulement pour les délits de presse et les délits déshonorants. Mais cette dernière expression était peu explicite, car nulle part il n'était dit ce qu'il fallait entendre par là. Il est vrai que les contraventions de simple police ne pouvaient plus suspendre l'exercice de ce droit car ce sont des infractions non intentionnelles et ne pouvant être considérées comme déshonorantes. D'autre part toutes les peines pour des crimes graves et comportant la privation des droits politiques quoique déshonorants, ne nous intéressent pas puisque le condamné ne jouissant pas de ses droits politiques ne pouvait être rédacteur ou éditeur (1). Mais il reste un grand nombre de délits qui entraînent l'emprisonnement et il fallait savoir quand ils sont déshonorants. La question ne pouvait pas présenter de difficultés s'il s'agissait du vol ou d'attentat à la pudeur, etc., mais *quid* pour des délits d'ordre politique ? *quid* pour délit de résistance à la force publique ou autres. La loi ne se donnant pas la peine de faire une énumération tout devait être laissé à l'appréciation du juge.

1. En Bulgarie, toutes les peines privatives de liberté consistent dans l'emprisonnement plus ou moins sévère.

A la vérité ce qu'on cherchait par là c'était de priver les journaux de commettre délits sur délits sous la responsabilité d'un rédacteur qui s'était résigné de se laisser emprisonner pour quelque temps. Mais pour être logique en outre de l'incapacité résultant de l'emprisonnement à la suite d'une condamnation pour un délit de presse il fallait prévoir celle qui devait résulter d'une condamnation pour un autre délit.

Cette disposition si elle faisait encourir une incapacité jointe de plein droit à l'emprisonnement, si on peut la critiquer d'être une restriction de plus, pour la presse, était logique avec l'ensemble des autres dispositions de la loi. En effet le rédacteur, s'il était l'unique responsable, c'est parce que la loi l'obligeait à prendre régulièrement connaissance de tous les articles destinés au journal, pour qu'il ait le moyen d'écarter ceux qui ont un caractère délictueux, et s'il le laissait imprimer c'est qu'il consentait à encourir les conséquences. Or, comment aurait-il accompli sa mission une fois emprisonné ? D'autant plus que la loi le considérait comme l'unique auteur possible. Si la loi posait cette présomption il ne fallait pas se contredire, ce qui serait arrivé si l'emprisonné se trouvant matériellement dans l'impossibilité de s'occuper de la rédaction continuait néanmoins à être toujours regardé comme l'unique auteur de ce que les autres écrivaient dans le journal. Mais la loi n'a pas osé aller plus loin, logiquement la même incapacité devait atteindre les personnes se trouvant

en détention préventive car la même impossibilité subsiste, cependant nous entrons là dans l'arbitraire. Il serait très facile au Gouvernement d'intenter de mauvaise foi des poursuites contre le rédacteur d'un journal gênant, de le mettre en détention préventive, d'exiger un fort cautionnement pour qu'il ne puisse obtenir la liberté provisoire et par là en le privant de son droit d'obliger le journal à se procurer un autre rédacteur. Ce serait une grave atteinte à un droit sans aucun jugement. Mais ce qui paraissait monstrueux quelques années plus tard fut adopté comme nous le verrons par la suite.

SYSTÈME DES PERSONNES RESPONSABLES. — Le système de responsabilité successive de la Constitution a été maintenu par la loi de 1887 mais avec des modifications qu'il nous faut examiner.

L'article 13 dit : Pour tout délit commis par la presse, le rédacteur en répond. Qu'est-ce que c'est tout d'abord qu'un délit de presse ? C'est l'article 12 qui nous répond et qui énumère comme tels tous ceux qui sont commis par l'impression, lithographie, héc-tographie, des livres, brochures, journaux, affiches ou par des images ou photographies. Et dans toutes ces hypothèses c'est le rédacteur qui est déclaré responsable. Cette rédaction malheureuse de l'article 13 qui mettait à l'abri de toute poursuite l'auteur d'un délit de presse nous fait voir qu'à l'époque les délits de presse ne se commettaient pas autrement que par les journaux. Les auteurs de la loi en effet n'envisagent dans l'article 13 que cette hypothèse, car en

parlant du rédacteur, ils ont eu en vue le personnage que l'article 3 imposait seulement au journal. Ainsi, la responsabilité se trouvait par ce fait différemment organisée quand il s'agissait de délit de presse commis par un journal périodique ou par un autre moyen. Dans le deuxième cas, notamment lorsque le délit de presse a été commis par des livres, brochures, affiches, images, photographies, c'est l'éditeur qui était responsable en premier lieu, d'après la loi l'auteur ne pouvait pas être inquiété. En effet, l'article 13 déclare comme responsable pour *tout délit commis par la presse* le rédacteur. Celui-ci n'était point exigé et il n'existait pas pour les livres, brochures, images, etc. Or l'article 14 nous dit que si le rédacteur est inconnu ou absent, c'est l'éditeur qui sera poursuivi. Aux termes de la loi l'auteur restait en dehors de l'affaire, fût-il même connu. Un tel système était inadmissible en face de l'article 79 de la Constitution. Il fallait combiner sur ce point la loi de 1887 et le texte de cet article 79. De sorte que dans le cas de délit de presse commis par un livre, brochure, image, etc., on devait poursuivre l'éditeur tant que l'auteur restait inconnu.

Arrivons maintenant au délit commis par la presse périodique. Ici plus d'hésitation possible, le responsable en premier lieu c'est le rédacteur. C'est une personne que la loi présume comme unique auteur de tout ce qui est écrit dans le journal. Que le vrai auteur se dévoile, se présente preuves en mains pour démontrer sa culpabilité, peu importe, la loi ne le

connaît pas. Elle ne veut connaître qu'un seul et unique responsable, quoique ce ne serait pas le vrai coupable. Une telle présomption était-elle conforme à la Constitution? La réponse négative ne peut être mise en doute. Tout d'abord parce que si l'article 79 parle de l'auteur, de l'éditeur, de l'imprimeur ou du distributeur, il n'y est nulle part question d'un rédacteur. Cette fleur ne fleurit pas dans le jardin de notre Constitution, s'exprimait en 1894 le journal *Mir* (La Paix), organe du Gouvernement, en parlant du rédacteur dans un article sur la loi de la presse. Nous sommes d'accord pour le reconnaître. Passe encore si l'on se bornait à ajouter quelque chose à la Constitution, mais ainsi qu'il nous est présenté le rédacteur responsable par la loi de 1887, celle-là était méconnue dans son sens. L'article 79 est formel, l'auteur doit être poursuivi et la rédaction de cet article démontre suffisamment que c'est là une question qui va de soi, qui doit être envisagée en première place. Seulement si celui-ci est inconnu, qu'on passe aux actes. Or que faisait la loi de 1887? Elle exigeait des journaux qu'ils aient un auteur unique pour tout ce qui pouvait être écrit.

Cet auteur unique et exclusif elle l'appelait le rédacteur et le tenait responsable en toute hypothèse. Le véritable auteur fût-il connu, ne pouvait pas être poursuivi, la loi ne tenait aucun compte de son existence. Non seulement que c'était contraire à tout principe de droit pénal, mais cela n'était pas conforme l'article 79 de la Constitution.

Cependant au point de vue pratique on pouvait répondre que si c'était contraire à une partie du texte de la Constitution, on facilitait par là l'existence de la presse en mettant à l'abri des poursuites le véritable auteur. De telle sorte on se rapprochait vers une liberté plus grande, tout pouvait être écrit par la presse sans que le véritable auteur soit inquiété ni l'existence du journal compromise. Mais le but secret était probablement tout autre. En prévision de la suppression de la censure on voulait établir en quelque sorte une censure privée dans l'intérieur du journal lui-même. On pouvait penser à juste raison qu'en déclarant le rédacteur l'unique responsable, celui-ci n'agira pas à la légère et fera des retouches nécessaires aux articles qu'on lui présente, ne voulant pas s'exposer aux poursuites, d'autant plus que la présence de l'auteur ne le couvrirait pas. Mais la pratique déjoua les espérances du législateur. Étant donné qu'aucune autre condition que celle d'être sujet bulgare jouissant de ses droits politiques et civiques et ayant un domicile dans le lieu où le journal paraissait, n'était pas exigée des rédacteurs, ceux-ci ont été recrutés en dehors du monde des journalistes. C'étaient des gens qui ne recevaient que 40 à 50 francs par mois ou un peu plus quand ils étaient en prison. Souvent ils ne savaient ni lire ni écrire, la loi en effet n'imposait pas la condition d'être lettré, l'inconvénient ne se fit pas sentir pendant que la censure fut appliquée en fait mais après la chute de Stambouloff en 1894 les journaux d'opposition abusaient largement de cette institution de

rédacteurs responsables qui sont devenus de véritables hommes de paille. Et la presse était fort peu gênée dans son langage car le remplacement d'un tel rédacteur en cas de condamnation était chose facile. Voilà par qui la loi de 1887 commençait les poursuites et ce qu'elle entendait par auteur, quand il s'agissait de délit de presse commis par les journaux périodiques. Pour les autres personnes responsables, l'ordre établi par la Constitution était suivi par l'article 14, à défaut du rédacteur c'était l'éditeur qui était poursuivi, ensuite l'imprimeur ou à son défaut le distributeur.

Une exception à la règle peu justifiable était contenue dans l'article 3. Il s'agissait du cas où le nom du rédacteur ne figurait pas sur le journal. Une double dérogation était apportée au principe. En premier lieu l'ordre des responsabilités n'était pas suivi, en effet il fallait à défaut de rédacteur poursuivre l'éditeur. Or la loi ne s'occupait point de lui, c'était l'imprimeur qui était poursuivi en premier lieu. Mais une autre dérogation non moins grave c'était la responsabilité solidaire de l'imprimeur et du rédacteur. La loi ne se contentait pas d'un seul responsable, elle en visait deux à la fois. Ce n'était guère une application de l'article 79 de la Constitution. Cet article 3 ne peut se justifier, il n'est explicable que par le désir du législateur de toujours s'assurer un rédacteur, le meilleur moyen c'était d'intéresser dans la question l'imprimeur, personnage facile à atteindre et qui ne voudra pas facilement compromettre ses

intérêts. Nous rencontrons plus d'une fois le cas où le législateur, pour assurer l'application effective d'une règle, rend l'imprimeur le principal responsable.

Pour finir avec l'article 3 disons qu'à défaut de l'imprimeur et du rédacteur c'était le distributeur ou vendeur qui était poursuivi. L'ordre de responsabilités successives était suivi aussi pour tous les délits et contraventions de droit commun susceptibles d'être commis par la voie de la presse. C'est l'article 34 qui pose la règle et cite un exemple : celui de révélations de secret. En face d'un article général comme celui de la Constitution il était inutile de prévoir cette règle.

SYSTÈME DES DÉLITS. — La loi dit ce qu'elle entend par délit de presse et énumère les différents moyens par lesquels ils peuvent être commis ; sont réputés comme tels ceux commis par l'impression, la lithographie, l'hectographie, les livres, journaux, brochures, affiches, images ou photographies. Les termes de cet article 12 peuvent porter à croire à la première lecture, que par simple fait de l'impression le délit de presse était commis. Nous avons vu déjà que la loi de 1885 en énumérant les différents moyens par lesquels un délit de presse pouvait être commis disait que pour cela il fallait non seulement l'impression mais la distribution de l'écrit. Dans notre cas il ne s'agit que d'une mauvaise rédaction de l'article 12 car nous voyons d'autre part que pour les journaux périodiques l'objet principal de la loi, celle-ci exige de l'éditeur de se faire connaître dans les vingt-quatre heures après l'édition. Or cette dernière comprend

nécessairement la mise en vente ou la distribution. La loi démontre suffisamment par là qu'elle ne s'occupe des journaux qu'une fois édités, et autant qu'il y a eu un commencement de distributions. Seulement à ce moment on sera en présence de délits possibles.

Passons maintenant aux différents délits. En premier lieu est prévue la provocation à tout délit de Code pénal, suivi et non suivi d'effet ; dans le dernier cas le coupable est puni comme auteur principal de ce délit. Jusqu'à la loi de 1887 cette formule ne figurait pas dans les lois sur la presse. On pouvait la ramener à la disposition générale de provocation à l'inexécution des lois, tout délit étant une infraction à la loi pénale.

La provocation aux délits qui nuisent à la sécurité de l'État est reproduite et punie, on y a ajouté la provocation non suivie d'effet aux délits qui menacent la sécurité personnelle du Prince ; ces deux genres de provocation, s'ils étaient suivis d'effet, tombaient sous le coup du Code pénal ottoman en vigueur à cette époque. C'est pour cela que la loi de 1887 ne prévoit pas ce cas. Le journaliste de ce chef pouvait encourir la peine capitale.

Aux délits de provocation à l'inexécution des lois sont ajoutés ceux de provocation à l'inobéissance des ordres légaux ou à l'inconsidération de l'autorité. A proprement parler, la provocation à l'inexécution des ordres légaux de l'autorité, se confond avec la provocation de l'inexécution des lois. Car les autorités publiques tiennent leurs pouvoirs de la loi,

elles agissent en vertu de la loi, leurs ordres ont pour base la loi. Ces ordres peuvent être donnés par des règlements, des arrêtés, etc., toujours ils auront pour fondement une loi même dans le cas où ils sont donnés oralement. En cas d'infraction d'un ordre légal on contrevient nécessairement à la loi, mais le législateur a voulu être plus explicite et ne laisser aucun doute sur ce point. Moins heureuse est l'expression qui suit, à savoir : « l'excitation à l'inconsidération des autorités établies ». Ici c'est une large place laissée à l'arbitraire, car c'est une question de circonstance que de savoir quand il y a excitation à l'inconsidération. En quoi consistera celle-ci ? Le fait de relater une faute de service d'un représentant de l'autorité et de le suivre d'un commentaire peu favorable pour celui-ci, tombera-t-il sous le coup de cet article ? Ou faut-il une excitation à l'inconsidération d'un corps public dépositaire de l'autorité comme l'armée, la police, la justice, la Chambre ? La question présente un intérêt juridique et sera tranchée par le juge dans chaque cas particulier. Mais par là même cette imprécision constitue une restriction pour la presse car on peut toujours être poursuivi par un procureur zélé pour excitation à l'inconsidération de l'autorité.

La loi s'étend davantage sur les délits possibles à commettre par la presse à l'égard de la personne du Prince, mais par un oubli inexplicable la famille princière n'est pas protégée des outrages. Était-ce un désir de se conformer strictement à la lettre de la

Constitution qui ne fait une situation exceptionnelle que pour la personne du Prince (art. 8), tandis que les autres membres de sa famille ne jouissent d'aucuns privilèges. Cela est peu probable. En 1887 peut-être, en présence d'un prince célibataire venu seul en Bulgarie, le législateur n'a pas songé à sa famille. Aux attaques du pouvoir et de l'inviolabilité du Prince, on a ajouté la propagation à la trahison ou à *la trahison* envers l'État. Ces deux crimes seront déterminés par le Code pénal en 1896, mais en 1887 ce n'est pas tout à fait de la même manière qu'on les entendait. Ils avaient un sens imprécis analogue à celui de haute trahison, c'est du moins l'explication qu'a donnée en 1894 le ministre Stoïloff, l'auteur de la loi de 1887. Dans l'article 23 la loi sépare l'injure de la diffamation faite au Prince. Mieux aurait valu parler uniquement de l'offense faite à sa personne étant donnée que la preuve contraire en cas de diffamation n'est pas admissible en face l'article 8 de la Constitution. Sont reproduits les délits d'injures et diffamations faits aux chefs d'États des pays étrangers avec lesquels la Bulgarie entretient des relations amicales ainsi que les injures et diffamations aux agents diplomatiques. De même les outrages aux bonnes mœurs, à la morale publique, à une des religions reconnues sont prévus et punis; rien de nouveau sur ces points.

La loi fait la distinction classique de la diffamation et de l'injure, et nous ne nous serions pas arrêté sur ce point si elle ne définissait pas la diffamation dans

des termes qui peuvent donner lieu à des hésitations. Au lieu de reproduire les lois antérieures et de dire que toute allégation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération est une diffamation, elle ne considère comme telle que l'allégation d'un fait délictueux ou autre action infâme. Il est vrai que dans les deux cas il y a atteinte à la considération et à l'honneur, mais cette atteinte peut être le résultat non seulement d'une allégation de faits délictueux ou d'action infâme, à moins que sous l'expression infâme on n'ait pas voulu embrasser tout ce qui n'est pas honorable. Pourquoi alors le législateur n'a-t-il pas conservé la formule des lois précédentes qu'il a eu sûrement devant lui ? La réponse nous la trouvons quelques articles plus bas. C'est le fameux article 33 qui nous la donne. La vérité des faits allégués ne peut se prouver dans les cas où cela est permis qu'avec une sentence définitive, document irréfutable. Déjà dans la loi du 14 décembre 1883 on rencontre une pareille disposition ; seulement le moyen de preuves est non seulement un jugement définitif, mais toute décision judiciaire ou autre acte authentique. Cet article 33 ne parle que des faits infâmes, mais on voit que ceux-ci ne peuvent être autres que des faits délictueux susceptibles d'entraîner une condamnation, car ils ne pouvaient être prouvés que par un jugement. Du moment qu'on n'a pas voulu admettre la preuve par un jugement, il est facile de comprendre pourquoi on a renoncé à cette définition qui voit la diffamation dans tous les faits allégués qui

nuisent à l'honneur ou à la considération. Nombre de faits sans constituer un délit, sans être susceptibles d'une condamnation, peuvent parfaitement nuire à l'honneur ou à la considération d'une personne. La loi les écarte de la définition qu'elle donne de la diffamation pour ne retenir pratiquement que les faits délictueux.

Comment faut-il juger cette disposition qui exigeait pour la preuve, quand elle était possible, une sentence définitive. Pratiquement cela devait rendre toute dénonciation par la presse impossible. Encore quand il s'agissait d'un crime ou délit commis par une personne privée on pouvait espérer que la justice s'en saisirait et que l'inculpé, s'il voulait poursuivre le journal, verrait l'affaire renvoyée jusqu'à l'issue de son procès conformément à l'alinéa 2 du même article. Mais quand il s'agissait de dénonciation contre des fonctionnaires, surtout contre ces hauts fonctionnaires qu'on appelle les ministres, les choses devaient changer profondément. Le Procureur ne se serait pas empressé de poursuivre, et quand il s'agissait des Ministres disposant d'une majorité à la Chambre, celle-ci n'aurait pas eu l'idée de les mettre en accusation, de sorte que par cet article 33 on venait de supprimer toute possibilité de prouver les faits allégués dans de très rares exceptions. C'était un moyen de rendre peut-être la presse politique muette, ne pouvant dénoncer les pires des abus sans s'exposer à des poursuites et condamnations certaines. Ce moyen était trop radical : aussi fut-il supprimé après la chute de Stambouloff.

Revenons à notre définition de la diffamation, la loi dit: Quiconque attribue *faussement* à une personne un fait délictueux, etc. Donc en cas de diffamation toujours et en toute hypothèse la preuve des faits allégués devait être admissible car l'inculpé avait droit de vouloir apporter la preuve et démontrer que ce n'était pas faussement qu'il alléguait les faits déshonorants. C'est cette manière de voir que l'article 31 consacre en disant que l'inculpé ne sera pas puni s'il prouve la vérité. Il renvoie aux articles 28 et 30, le premier visant la diffamation des personnes privées, le second celle des fonctionnaires. Il semblerait que les diffamations concernant les personnes privées seront susceptibles d'une preuve mais l'article 32 vient de diminuer cette conséquence possible en interdisant la preuve dans ce cas et aussi dans le cas d'un délit ne pouvant être poursuivi qu'à la suite d'une plainte. Par là la loi précise ce qu'elle entend par la vie privée. Du moment que l'intérêt de la société sera en jeu, il ne sera plus question de la vie privée et la preuve sera possible. Mais nous avons vu que cette preuve était rendue impossible en fait par l'article 33 qui exigeait pour cela un jugement définitif.

Un délit tout nouveau qu'aucune loi précédente n'avait prévu c'était l'éloge, l'approbation et la justification des faits que la loi considère comme des crimes ou des délits. Dans les lois postérieures ce délit sera reproduit.

Le délit de fausses nouvelles est prévu mais avec des modifications par rapport aux lois précédentes.

La mauvaise intention n'est pas exigée, des nouvelles répandues de bonne foi sont répréhensibles. Ajoutons que la loi précise sur un point qui entrerait sans cela dans la catégorie des fausses nouvelles, c'est la reproduction mensongère des débats et des décisions de la Chambre. Ce n'est pas la pratique qui a dû imposer cette règle, elle est introduite probablement à l'exemple de la loi française.

La reproduction d'un article délictueux sera considérée comme complicité, même dans le cas où aucune poursuite n'est intentée contre le journal de qui elle est empruntée. Cette disposition vise les abus de reproduction des journaux étrangers, ces derniers ne pouvant être l'objet de poursuites en Bulgarie. Quelle est la situation des journaux étrangers d'après la loi ? Leur introduction est libre mais elle peut être interdite par une décision du Conseil des Ministres publiée dans le *Journal officiel*. Le Ministre de l'Intérieur n'a aucun droit particulier à ce sujet. Une amende est prévue contre celui qui introduit des journaux ou livres prohibés.

LES PEINES. — Peu de choses à dire à ce sujet. Il n'existe aucune peine administrative ni la saisie préventive. La confiscation judiciaire n'est prévue que pour les journaux étrangers introduits malgré la prohibition. Il aurait été désirable de la prévoir en ce qui concerne les outrages aux bonnes mœurs. Comme une remise en état, le droit de rectification gratuite était donné à tous services et personnes gouvernementales sans limite de la place que ces réponses

pouvaient occuper. Le droit de réponse également était consacré au profit des personnes privées ; mais, pour que les réponses fussent insérées, il fallait qu'elles soient écrites dans des termes convenables, enfin si elles dépassaient deux fois la longueur de l'article qui les avait provoquées, le surplus devait être inséré seulement si la place occupée était payée d'après le tarif du journal pour les annonces.

Comme une peine complémentaire et attachée de plein droit à toute condamnation pour délit de presse, était prévue la publicité du jugement dans le journal même en tête de la première page avec des caractères usités dans cette page, dans le premier numéro qui suit la condamnation définitive. En outre le Tribunal pouvait décider que la publication ait lieu dans d'autres journaux aux frais du condamné. Le nombre des journaux à déterminer est laissé à la discrétion du Tribunal mais dans chaque journal il ne pouvait y avoir qu'une seule insertion, ceci résulte du texte.

COMPÉTENCE ET PROCÉDURE. — Le dernier chapitre de la loi est relatif à la procédure et la juridiction en matière de presse. En ce qui concerne la juridiction, la Constitution n'était point violée. C'est le Tribunal d'arrondissement, juridiction de droit commun, qui était déclaré compétent pour le procès en matière de presse. Mais la procédure au contraire était toute spéciale.

En ce qui concerne les poursuites, la règle générale était suivie, il fallait une plainte de la personne

privée atteinte par une diffamation ou injure. La règle n'est pas appliquée pour les diffamations et injures faites aux Ministres, Députés, Fonctionnaires, etc. auxquels cas la poursuite devait être intentée d'office par le procureur même s'il s'agissait de leur vie privée.

La loi ne faisait aucune distinction. Ce n'était pas raisonnable, et il aurait été préférable qu'en fait le Procureur ne poursuive pas sans la demande de ces personnes tout au moins quand il s'agissait de leur vie privée. La situation fâcheuse dans laquelle pouvaient se trouver ces personnes en cas contraire n'est pas à démontrer.

Les différents délais pour la procédure sont réduits sensiblement. C'est le système de la loi du 6 février 1883 qui est reproduit dans ses lignes générales. Le Procureur doit faire son acte d'accusation et saisir le Tribunal dans les trois à sept jours après avoir eu connaissance de l'affaire et le Tribunal juge l'affaire dans les sept jours. Dans le cas de diffamation ou injure, le Tribunal notifie l'acte d'accusation à l'inculpé qui doit présenter des explications et indiquer des témoins dans un délai de sept jours.

Les sentences soit du Tribunal de première instance, soit celles de la Cour d'appel ou de cassation doivent être lues en forme définitive dans les deux jours qui suivent la résolution.

Le recours en appel doit être fait dans les sept jours, celui en cassation dans le délai ordinaire. Le

même reproche doit être fait en ce qui concerne l'insuffisance des délais pour rassembler les preuves. Les sept jours que l'on accorde à la défense pour rassembler les preuves sont insuffisants.

En jetant un coup d'œil d'ensemble sur la loi de 1887 on voit qu'elle contient deux dispositions importantes qui constituent ses grands défauts. C'est l'institution du rédacteur par laquelle, contrairement à toute justice et à l'article 79 de la Constitution, le véritable auteur échappe à toute responsabilité, fût-il connu, et d'autre part c'est l'article 33 qui exige une sentence judiciaire pour prouver les faits diffamatoires, mesure qui rendait impossible en fait cette preuve.

§ 2. — La loi Bacheff du 23 décembre 1893.

Malgré ces défauts la loi de 1887 devait être d'une longue durée ; mais, comme nous l'avons dit, elle a subi à plusieurs reprises des modifications dont une sous le Ministère de Stambouloff. Pendant que fut appliquée la censure, elle simplifiait bien des choses et la pratique ne pouvait relever les défauts de la loi. Mais vers la fin de son Gouvernement, les esprits de l'opposition étaient exaspérés, les journaux malgré les poursuites menaient une lutte acharnée contre un Gouvernement que la politique obligeait d'être tyranique.

Vers la fin de l'année 1893 des mesures de rigueur ont été prises à l'égard de la presse, c'est la fameuse

loi du 23 décembre 1893 dite loi Bacheff. Quoiqu'on se soit trop récrié contre cette loi, elle ne renferme à proprement parler qu'une disposition restrictive qui était comme un développement à la loi de 1887. C'est l'article 9 de celle-ci qui était complété. Nous avons vu que celui qui subissait une peine d'emprisonnement ne pouvait être rédacteur, cela se concevait étant donné que le rédacteur aux yeux de la loi était l'unique auteur.

Il était présumé de prendre une part active dans la rédaction du journal, ce qu'il ne pouvait faire s'il était en prison. Si l'on se plaçait à ce point de vue, il fallait logiquement priver du droit d'être rédacteur les individus se trouvant en détention préventive car il leur était également impossible de prendre part à la rédaction. Bien entendu, c'était une mesure grave que de faire subir des incapacités à un individu sans aucune décision judiciaire. Si des mesures préventives pour s'assurer de la personne d'un inculpé sont nécessaires en pratique, il faut qu'elles soient bornées au strict nécessaire pour ne pas faire tort aux gens qui peuvent être innocents. Les auteurs de la loi se sont sûrement rendu compte de tout cela et ils n'ont pas fait ce que la logique paraissait imposer. Il fallait que les passions politiques arrivent à leur point extrême, que le Gouvernement soit inspiré de l'unique désir de réduire au silence ses adversaires politiques par tous les moyens pour que le député Bacheff invoquât cet argument pour soutenir sa proposition de loi.

La fin des Ministères souvent est annoncée par des mesures iniques contre la presse, la loi Bacheff en était une.

La loi Bacheff comprenait deux autres dispositions, ajoutées à l'article 34 puisqu'on ne savait pas bien où les placer. L'une c'était la traduction littérale de l'article 38 de la loi française sur la presse du 29 juillet 1881 qui interdit la publication des actes de procédure criminelle avant qu'ils aient été lus en audience publique. Enfin c'est la prohibition de répéter la diffamation dans les comptes rendus d'un procès et cela sous peine d'une forte sanction allant jusqu'à dix-huit mois d'emprisonnement et 1.500 francs d'amende. Aucune distinction à cet égard n'est faite entre les différentes diffamations, or cela n'est pas du tout juste, pourquoi empêcher de répéter la diffamation, quand la preuve est admissible? C'est justement ce que cherchait le Gouvernement, faire moins de bruit sur les affaires qui le concernaient et c'est pour cela qu'une forte sanction a été prévue. A cet égard la loi française du 29 juillet 1881 est logique en prohibant tout à fait le compte rendu d'un procès en diffamation, mais seulement quand la preuve contraire n'était pas possible. Cette modification de la loi de 1887 n'a été en vigueur qu'une seule année, elle fut abrogée par la loi de décembre 1894. Mais il est certain qu'elle ne fut pas appliquée ainsi que les autres dispositions gênantes de la loi de 1887 à partir du 18 mai 1894, le jour où Stambouloff quitta le pouvoir.

§3. — **Projet de loi sur la presse du 22 novembre 1894**

Avec la chute de Stambouloff la réaction devait se produire en matière de presse comme partout ailleurs. Le nouveau Gouvernement devait donner la preuve qu'il serait tout à fait libéral. La liberté de la presse la plus chère aux politiciens devait être garantie d'une manière efficace. Dans ses discours, à la veille des élections, le Ministre Président promet l'abolition de toutes les lois draconiennes, y compris la loi sur la presse, la loi qu'il avait présentée lui-même comme ministre de la Justice en 1887. Une loi sur la presse a été annoncée dans le discours du trône prononcé à l'ouverture de la cinquième législature et le 22 novembre 1894 la Chambre a été saisie du nouveau projet du Ministre de la Justice M. Pecheff. C'était un projet-loi n'ayant qu'un seul article, accompagné d'une remarque.

Pour la première fois, nous voyons un ministre de la Justice soutenir la thèse que la Constitution s'oppose à une loi spéciale sur la presse, et que c'est le droit commun qui doit toujours, conformément à la Constitution, régler cette matière épineuse. Les motifs qui accompagnaient ce projet indiquent purement et simplement le texte de la Constitution.

Enfin, étant donné que cet article unique portait l'abrogation de la loi du 16 décembre 1887, ses modifications du 23 décembre 1893 et toutes les autres lois et règlements sur la presse, le résultat était que

désormais rien ne devait régler la presse. Quelque chose de plus grave, les délits de presse, devenaient impunissables car désormais aucune loi ne prévoyait les délits commis par la presse, et le Ministre sentant la gravité de la question promettait dans ses motifs que dans le futur Code pénal qui était en préparation, les délits de presse seraient prévus. Enfin l'article était suivi d'une remarque visant l'introduction des livres et journaux étrangers et donnant droit au Conseil des Ministres de les interdire par une décision publiée dans le *Journal officiel*.

La mesure était trop radicale, elle fut jugée pour telle par la Chambre et à bonne raison, croyons-nous. Le Ministre lui-même sentait l'insuffisance de la mesure, les lacunes qu'elle présenterait si elle avait été votée et il s'est déclaré favorable au vote d'une loi prévoyant les délits de presse, en attendant que le futur Code pénal soit voté et mis en vigueur.

Cependant il ne voyait pas là une nécessité bien grande, car d'une part pour les délits de presse contre la personne du Prince et sa famille, un projet a été déposé dans la Chambre. D'autre part, déclarait-il, le Gouvernement veut laisser entièrement libre la critique de ses actes par la presse et enfin il reste les délits commis par la presse contre les personnes privées, lesquelles seront punies conformément au « statut des peines que les juges de paix peuvent appliquer » (1).

1. Voir procès-verbaux des séances de la Chambre, 8^e législation, 1^{re} session, 28^e séance du 28 novembre 1894.

Une question qui devait nécessairement se poser c'était de savoir si en abrégeant toutes les lois et règlements sur la presse, le droit spécial de la presse représenté par la loi ottomane sur la presse restait en vigueur. Nous ne le pensons pas.

Tout d'abord il est un point certain, c'est que cette loi sur la presse ainsi que les dispositions du Code pénal ottoman contraires aux dispositions des articles 79-81 de la Constitution ont été abrégées par celle-ci, comme l'autorisation préalable par exemple. Les autres dispositions visant les réglementations des imprimeries ou des journaux ainsi que les délits commis par la presse ont été successivement abrogées par les lois sur la presse. La loi de 1887 dans son dernier article 46 le répète encore une fois de plus et le projet portant l'abrogation de la loi de 1887 ne voulait aucunement dire qu'on ferait recours à la loi ottomane sur la presse, ou autres dispositions spéciales du Code pénal ottoman, concernant les délits commis par la presse. De sorte qu'une fois le projet voté, les délits de la presse ne pouvaient plus être poursuivis et punis qu'en vertu du droit commun. Par quoi était représenté ce droit commun ? C'était par le Code pénal ottoman d'un côté et par le « statut des peines appliquées par les juges de paix » de l'autre. De là une aggravation excessive des peines, car souvent pour des délits et crimes contre la chose publique par exemple, la peine de mort devait être prononcée. Chose plus grave encore, les articles 213, 214 du Code pénal ottoman visant les dénonciations

calomnieuses et les diffamations édictent contre celui qui en était l'auteur la même peine avec laquelle on devait punir le diffamé si c'était vrai, ainsi l'accusation de l'assassinat reconnue fausse pouvait amener la peine de mort. En vérité, la Cour de cassation, par des décisions n° 326, 374 et 391 de 1891 (1), avait jugé que l'article 213 ne vise que les *dénonciations* calomnieuses et non pas les diffamations, mais les tribunaux n'étaient pas forcés de suivre la jurisprudence de la Cour suprême et en outre la lecture de cet article nous montre que c'est seulement son alinéa 1° qui visait les *dénonciations* calomnieuses et non pas les autres. Voici ce qu'il disait en effet : « Quiconque dans une réunion, par la parole ou par l'affichage et la distribution des manuscrits ou livres imprimés, attribue à quelqu'un un fait, lequel, s'il a été commis, devait être puni ; quiconque attribue à quelqu'un des faits qui l'exposent au dédain public ou quiconque diffame malicieusement les fonctionnaires du Gouvernement, le calomniateur est condamné à la même peine que devrait subir celui qui aurait commis le fait dont il est diffamé. » Si enfin nous admettons l'avis de la Cour de cassation, que l'article 213 ne vise que les *dénonciations* calomnieuses, c'est en vertu de « statut des peines que les juges de paix peuvent appliquer » que les diffamations pouvaient être poursuivies et punies. Or dans ce cas, la peine était dérisoire, 2 francs d'amende ! Donc

1. *Journal officiel* de la même année.

trop dur dans le premier cas, insignifiant dans le second, le système du droit commun à cette époque n'était pas recommandable.

En ce qui concerne les personnes responsables il fallait suivre l'article 79 de la Constitution qui pose un principe contraire à la responsabilité telle qu'elle organise le droit pénal. Pas de complicités de l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur, chacun sera poursuivi comme coupable à défaut du précédent. Naturellement que c'est la procédure ordinaire de droit commun qu'on devait appliquer aux procès de presse. Ici, une difficulté à signaler, quand ces procès ont un caractère politique. Dans le « statut des peines que les juges de paix peuvent appliquer », il est dit que les procès politiques non susceptibles de réconciliation sont de compétence du Tribunal d'arrondissement avec jury (art. 20 des règlements judiciaires provisoires). S'il n'est pas impossible, il n'est pas du moins légal pour un tribunal d'arrondissement d'appliquer des peines que seuls les juges de paix peuvent prononcer d'après la loi. Il faut ici examiner la question si la Constitution admet une loi spéciale sur la presse, mais nous le ferons dans un chapitre à part, dans l'étude sur la législation actuelle de la presse.

Quelques mots sur la remarque qu'accompagnait cet article unique. Nous étudierons ailleurs s'il est anticonstitutionnel de reconnaître le droit au Conseil des Ministres d'interdire l'introduction des journaux et livres étrangers sans autre condition qu'une déci-

sion de celui-ci rendue publique dans le *Journal officiel*.

A tant faire que d'abroger toutes les dispositions spéciales de la presse il fallait au moins être logique et se mettre entièrement sous l'empire du droit commun sans aucune réserve.

§ 4. — Loi du 20 décembre 1894.

Comme nous venons de le voir, les circonstances n'étaient pas favorables à soumettre la presse au droit commun. L'absence d'une législation pénale bonne et complète et d'un Code de procédure rendait cette mesure inapplicable, la Chambre l'a bien compris et n'est pas allée dans cette voie d'emportement, c'est-à-dire l'abrogation pure et nette de la loi de 1887.

Le projet fut renvoyé à la Commission de la Justice, laquelle le présenta tout modifié ou plutôt le remplaça par un autre. Dans son rapport, elle dit : « La Commission a conclu que le projet ne pouvait être voté tel qu'il a été présenté. Dans ce cas, nous resterons sans aucune loi sur la presse, car la loi pénale commune n'est pas suffisante pour garantir la liberté de la presse. Il aurait été nécessaire dans ce cas de faire une loi complémentaire au Code pénal ottoman sur les délits de presse. Vu le peu de temps, la Commission a décidé de modifier la loi de 1887 (1). »

1. Voir pr.-verbaux des séances de la Ch., 8^e législ., 1^{re} session, 44^e séance des 19 et 20 déc. 1894.

On est revenu à la loi pour laquelle trois ou quatre semaines auparavant on ne trouvait pas assez de mots pour la disqualifier. Cela n'est pas fait pour étonner, car il faut dire que le promoteur du projet n'était plus Ministre de la Justice.

En effet, après la validation des mandats, le Gouvernement a donné sa démission comme ayant terminé sa tâche : la constitution d'une Chambre. Dans le nouveau Ministère les libéraux dont faisait partie le Ministre de la Justice furent écartés. Le nouveau Ministère jugeait qu'il serait plus prudent d'avoir une loi sur la presse, laquelle, si elle n'était de première nécessité au début de leur Gouvernement, ne tarderait pas à devenir fort utile quand une opposition se formerait. Déjà les attaques violentes de la part de Stambouloff et ses partisans contre le Prince obligent le Gouvernement à faire voter la loi du 24 décembre 1894, pour les délits contre la personne du Prince et les membres de sa famille.

Mais avant d'analyser cette loi, voyons quelles ont été les modifications apportées par la loi du 20 décembre 1894 à celle de 1887. Tout d'abord on constate une diminution dans les peines, les amendes étaient fixées à 300 francs au maximum et le minimum d'emprisonnement abaissé à vingt-quatre heures. Mais c'est surtout l'abrogation de l'article 33 et des modifications de la loi du 23 décembre 1893 (articles 9 et 34) qui fait l'objet principal de la loi, et enfin il y a certaines modifications dans la procédure.

Donc l'article 33 qui exigeait une sentence défini-

tive pour prouver le fait diffamatoire, est supprimé. C'était un grand pas en avant car désormais l'attaque surtout des fonctionnaires devenait possible.

D'autre part, la loi du 23 décembre 1893 est abrogée et les anciens articles 9 et 34 de la loi de 1887 continuent à être en vigueur sans les modifications du 23 décembre 1893. La détention préventive ne privera plus le détenu du droit d'être rédacteur et éditeur. Ensuite les dossiers des procès pouvaient être publiés avant d'être lus en séance publique et la reproduction de la diffamation dans le compte rendu des procès ne pouvait plus constituer un délit.

En troisième lieu la procédure telle que l'organise la loi de 1887 est modifiée en ce sens que désormais c'est la procédure du droit commun qui sera appliquée.

Et cela est vrai aussi pour la compétence, le juge de paix aura sa place à côté des Tribunaux d'arrondissement. Les délais de procédure de la loi de 1887 sont remplacés par ceux du droit commun, toutefois les procès en matière de presse sont instruits d'urgence.

Il faut faire une remarque à l'article 36 qui prévoit le cas où le procès est intenté devant le juge de paix à la demande du parquet et pour décharger celui-ci de la besogne de soutenir les petits procès, il dit qu'en ce cas l'accusation est soutenue par l'autorité administrative. Dans l'espèce c'est le sous-préfet ou le maire.

§ 5. — Loi du 24 décembre 1894
sur les délits contre la personne du Prince.

Ainsi modifiée la loi de 1887 devait rester en vigueur jusqu'au 4 février 1896 lorsque de nouvelles modifications furent apportées. Mais avant d'y arriver, il faut examiner la loi du 24 décembre 1894 sur les délits contre la personne de S. A. R. le Prince et les membres de la famille princière. Jusque-là il y avait une grande lacune dans notre législation.

L'article 8 de la Constitution pose un principe essentiel de notre droit public, à savoir que la personne du chef d'État est sacrée et inviolable, principe qui est la base de toutes les monarchies constitutionnelles où le monarque doit rester toujours au-dessus de toute attaque et d'aucune façon il ne peut être responsable de ces actes. Or si le principe était posé par la Constitution, pratiquement il était mal observé pour ne pas dire point du tout. Il y avait en tout une loi du 4 mai 1883 sur la personne du Prince. Loi fort incomplète puisqu'elle ne prévoyait pas les offenses et injures faites à la personne du Prince par la presse. Rien non plus pour les offenses faites par n'importe quel moyen aux membres de la famille princière. La loi pénale de l'époque, notamment le Code pénal ottoman, ne prévoyait rien, en ce qui concerne les délits contre la personne du Prince et les membres de sa famille.

D'autre part, les articles 19, 21 et 22 de la loi de 1887 paraissaient insuffisants. Il fallait donc compléter notre législation sur ces points. On comprendra aisément pourquoi cette nécessité ne s'est pas fait sentir plus tôt. Les attaques contre les membres de la famille ne pouvaient avoir lieu pour la simple raison que le Prince Alexandre ainsi que le Prince Ferdinand jusqu'à l'automne de 1893 n'étaient pas mariés, et les autres membres de leur famille n'habitaient pas en Bulgarie. Les attaques par la presse depuis le 9 août 1886 ne pouvaient non plus avoir lieu car jusqu'au 2 août 1887 il n'y avait pas de prince, c'est la régence de Stambouloff et ensuite celui-ci introduit la censure, aucune attaque ne pouvait se produire. Mais en entrant dans la légalité le Gouvernement du 18 mai 1894 devait s'occuper de la question. Les attaques violentes dont le Prince fut l'objet de la part du *Svoboda*, l'organe de Stambouloff, ont obligé le Gouvernement à faire voter cette loi dès la première session de la Chambre.

Si tout le monde a été d'accord de punir les attaques dirigées contre la personne même du Prince, faites soit par la presse, soit autrement, comme conditions essentielles de maintenir le respect nécessaire qu'on doit au chef d'État, il n'était pas de même en ce qui concerne les membres de la famille princière. L'article 8 de la Constitution ne vise que le Prince et non les membres de sa famille. Leur personne n'est ni sacrée ni inviolable, ils n'ont pas plus de droits que les autres citoyens, donc les mettre au

même pied que le Prince c'est anticonstitutionnel. Tout au plus peut-on prévoir les peines un peu plus sévères pour les offenses contre eux. Nous ne voyons pas comment la constitution serait violée si pour un et même délit fait à la personne du Prince ou à un de ses parents la même peine est appliquée. Il est incontestable que la personne d'un membre de la famille princière n'est ni inviolable ni sacrée, que l'article 8 de la Constitution ne les vise pas, mais la question n'est pas là.

Punir les attaques contre eux avec la même peine, voire même plus sévèrement que celles dirigées contre le Prince n'est pas chose anticonstitutionnelle car avec cela leur personne ne sera pas rendue plus sacrée que celle du Prince. Et même si l'on punit les attaques contre les parents avec une peine moins grande que celle qu'on applique aux attaques dirigées contre le Prince, il y aurait une injustice en ce sens que ses parents auraient été traités comme des citoyens bulgares privilégiés. Je crois qu'en punissant les attaques contre les parents on ne défend pas ceux-là, mais le Prince lui-même, son honneur familial et dans ce sens la peine doit être la même dans tous les cas.

Il faut toutefois entendre par les membres de la famille princière les membres proches, famille en sens stricte, c'est-à-dire les descendants et les ascendants vivants, épouse, frères et sœurs. Nous excluons les autres parents ainsi que les ascendants morts qui appartiennent à l'histoire.

Dans tous les cas cette expression de la loi « membres de la famille princière » n'est pas du tout bonne et précise, mieux vaut énumérer les parents dont il s'agit, pour éviter tout malentendu.

Nous n'envisagerons que les articles 7 et suivants de cette loi, prévoyant les délits commis par la presse. Voyons quelle particularité présente cette loi à ce point de vue, en commençant par les délits qui peuvent être commis par la presse.

L'article 7 prévoit la provocation et l'excitation de la population à la trahison et l'inobéissance par la presse ou autrement. Qu'est-ce que c'est que la trahison ? C'est la haute trahison ou *hochverrath*, a dit le Ministre Président(1). Mais que dire du mot « désobéissance », peut-on parler de « désobéissance » au Prince ? Il faut distinguer. Les citoyens civils ne peuvent recevoir des ordres de la part du Prince qui n'a point de pouvoir personnel. Tous ses actes pour être valables doivent être contresignés par un Ministre. Alors ils revêtent la forme légale, ce ne sera plus la désobéissance au Prince mais la désobéissance aux lois ou aux décrets faits en vertu de la loi. A l'égard des militaires cependant on peut concevoir l'inobéissance. Car d'après la Constitution, article 11, il est le chef suprême de l'armée, comme tel il peut donner des ordres et il peut y avoir lieu à l'inobéissance. C'est dans ce sens seulement que, d'après nous,

1. Voir pr.-verbaux de la Chambre, 8^e législ., 1^{re} session, 29^e séance du 29 nov. 1894.

ce mot doit être pris, d'autant plus que la loi de 1887 ne prévoit expressément le délit de provocation des militaires à la contravention des lois et règlements militaires ; il n'y a que l'article 18 qui punit d'une manière générale la provocation à l'accomplissement d'un délit de droit commun. L'article 10, dans ses derniers alinéas, punit celui qui nuit à la considération du Prince, ou l'expose à la dérision, au dédain ou à la moquerie. Je crois que c'est du pléonasme et que dans tous ces cas, il faut voir une offense pour la personne du Prince qui étant sacrée ne peut pas être prise en ridicule. Si le législateur a énuméré ces cas, c'est plutôt pour dissiper le doute dans l'esprit du juge dans les cas d'offenses indirectes et détournées, comme par exemple les caricatures.

Dans les articles 11 et 12 la loi fait la distinction entre l'injure faite au Prince et la diffamation. Est-ce que cela est nécessaire et utile ? Oui, si l'on admet la preuve des faits allégués en cas de diffamation, si l'on considère le Prince comme un fonctionnaire suprême de l'État. Dans ce cas, à première vue cela paraîtra possible, et même jusqu'à la loi du 20 janvier 1894, les procureurs invoquaient l'article 33 de la loi de 1887 aux journalistes poursuivis pour diffamation contre le Prince, qui prétendaient faire la preuve. On exigeait d'eux pour cela une condamnation en règle contre le Prince ! Certainement, ce n'était pas facile à avoir sous la main. Mais voilà l'article 3 abrogé, alors la preuve du fait diffamatoire serait-elle

possible d'après la loi de 1887 modifiée par celle du 20 janvier 1894.

Rien n'est plus erroné à soutenir. En effet en face de ces deux lois nous avons l'article 8 de la Constitution qui domine la législation. Le juge doit appliquer les lois dans l'esprit de la Constitution ; or, admettre la preuve des faits diffamatoires c'est oublier l'article 8 de la Constitution. La personne du Prince est sacrée et inviolable, le simple bon sens ne voit pas comment un tribunal qui rend la justice au nom du Prince pourra admettre qu'on fasse devant lui la preuve de la vérité des faits diffamatoires concernant le Prince. Sous l'égide de la justice, il n'est pas permis de méconnaître un article même le moins important, de la Constitution, s'il y en a. Ce serait une anomalie si un tribunal par une sentence admet pour un seul instant que le Prince soit en faute. Pourtant dans la jurisprudence bulgare il y a eu des hésitations sur ce point à partir de 1895, si bien que dans le Code Pénal, comme nous le verrons plus loin, on a dû prévoir le cas et par un article spécial interdire la preuve du fait diffamatoire à l'égard du Prince.

Cette disposition est superflue, la simple invocation de l'article 8 de la Constitution suffit et en allant plus loin nous pensons que le législateur ne fait pas bien s'il met à part la diffamation quand il s'agit du Prince. Il ne peut y avoir qu'une offense pour le Prince, ainsi le Code pénal français ne fait pas la distinction, il ne prévoit que l'offense faite au chef d'État. Le même cas s'est présenté en France (Cours de cas-

sation, 20 janv. 1832, Cour d'assises de l'Isère, 29 nov. 1841). La loi du 26 mai 1819, art. 20, admet la preuve, mais elle est incompatible avec l'art. 12 de la charte.

Les articles 11 et 12 de la loi de 1894 mettaient au même pied le prince et les membres de sa famille. En ce qui concerne l'injure, nous avons eu l'occasion de nous expliquer plus haut, mais *quid* quand il s'agit d'une diffamation? La question ne se pose bien sûre qu'autant que des membres de la famille occupent une fonction quelconque dans l'État. Le cas ne s'est pas encore présenté, des membres de la famille princière ont des grades honorifiques dans l'armée, mais jusqu'à présent personne n'a occupé effectivement une fonction. Il nous semble que la loi du 24 décembre 1894 ne fait et ne veut faire aucune distinction. Partout elle met le prince et les membres de sa famille au même niveau. Mais malheureusement on ne peut pas invoquer l'article 8 de la Constitution et il est certain que la preuve est admissible pour des faits diffamatoires contre un membre autant qu'il remplit une fonction publique et pour des faits concernant cette fonction. Car il ne s'agit plus d'un membre de la famille princière, mais d'un fonctionnaire public et il est pour la bonne marche du Gouvernement nécessaire que cette dernière qualité prédomine. Faut-il faire une situation à part aux héritiers? Je ne crois pas, de deux choses l'une : ou l'héritier n'occupe aucune fonction dans l'État, dans ce cas jamais la preuve ne sera admissible, car être héritier ce n'est qu'une situation de

faits, ce n'est pas une fonction. La Constitution ne lui confie aucune attribution et alors on ne peut pas concevoir une diffamation contre l'héritier en tant qu'héritier. Ou bien s'il occupe une fonction dans l'État comme l'héritier grec qui était le commandant de l'armée, alors il faut appliquer le droit commun.

L'article 13 de la loi reproduit l'article 44 de la loi de 1887 sur la publication de la condamnation avec ce changement, que si le journal ne paraît plus le condamner, doit la faire publier dans un autre journal à ses frais. Le manque de précision de ce terme soulève des questions que nous nous bornons à indiquer à savoir : est-ce le condamné qui fera le choix d'un journal ? Peut-il faire choix d'un journal paraissant ailleurs qu'au lieu où il éditait le sien. Mais ces menus détails n'ont pas eu l'occasion de se poser en pratique. L'article 14 reproduit de son côté l'article 15 de la loi de 1887 en ce qui concerne la reproduction considérée comme délit indépendant, mais il précise davantage en mentionnant la traduction.

Une aggravation dans le système des peines est à signaler : 1° pour amoindrir l'inconvénient de non cumul des peines à savoir l'accusé sachant qu'il va être condamné commet délit sur délit, la loi ordonne au juge d'appliquer le maximum de la peine pour le second délit commis avant l'expiation de la première condamnation.

Quelles sont les personnes responsables d'après

cette loi quand les délits qu'elle prévoit sont commis par la Presse ? A ce sujet l'article 17 dit que la recherche des coupables se fera d'après les règles prévues par la loi de la procédure criminelle, c'est-à-dire ce sera l'application du droit commun. C'est un article qui a une importance bien grande mais qui ne la laisse pas voir à première vue. En effet, il était inutile de dire que c'est la procédure du droit commun qu'on suivra, du moment que la loi ne prévoyait rien autre, cela allait de soi. Il s'agit là de la *recherche* des coupables. Cette loi prévoit deux sortes de délits : article 3 à 7 et article 7 et suivants. Les derniers sont seulement ceux commis par la Presse, l'article 17 est fait surtout pour eux. On voulait atteindre le vrai coupable, l'auteur de l'article même quand il *n'est pas connu*, car la loi prévoit la *recherche* des coupables d'un délit, en d'autres termes la recherche de l'auteur. Voici une disposition qui sans en avoir trop l'air va droit contre l'article 79 de la Constitution, alinéa 2°. Quand l'auteur est connu et demeure dans la principauté, l'éditeur, etc., ne sont pas poursuivis. L'auteur n'est poursuivi que s'il est connu. La Constitution est très catégorique ; il faut donc qu'il soit connu et toute recherche de l'auteur paraît être anti-constitutionnelle.

Quand est-ce que l'auteur sera connu ? C'est une autre question que nous discuterons ailleurs. Le fait est que l'auteur doit être *connu* et non pas inconnu pour avoir besoin d'être recherché. Si cette disposition figure dans la loi c'est pour donner au Gouver-

nement un moyen de se servir, quand il le voudra de la perquisition des imprimeries et des rédactions des journaux avec le but de découvrir les manuscrits et le vrai coupable. C'était une bonne arme employée contre les adversaires politiques. Le Gouvernement n'a donné aucune bonne raison au profit de la loi quand on la discutait à la Chambre. Amené à défendre ce projet le Ministre Président en fait d'argument, a donné une justification de cette disposition en alléguant les circonstances exceptionnelles de l'époque. L'article 18, dit-il, contient une disposition contraire à la loi sur la Presse, mais nous nous trouvons dans une époque exceptionnelle ; donnez-nous le moyen de protéger la personne du Prince et d'atteindre les vrais auteurs (1). Ni les attaques violentes contre le Prince, par l'organe de Stambouloff, ni le fait que le Prince n'est pas encore reconnu par les puissances, c'est surtout à cela qu'on a voulu faire allusion, ne pouvant être considéré comme marquant une époque tellement exceptionnelle. Nous sommes déjà loin de 1886, or la personne du Prince pouvait être très bien sauvegardée et protégée en appliquant la loi sur la Presse sans recourir à des mesures vexatoires.

Le but caché c'était d'avoir une arme, comme la perquisition, contre les journaux d'opposition.

1. Voir procès-verbaux de la Chambre, 8^e législature, 1^{re} session, 9^e séance, 29 nov. 1894.

§ 5. — Loi du 4 février 1896.

Deux années de gouvernement au Ministère Stoïloff ont été plus que suffisantes pour lui faire sentir le besoin d'un régime restrictif pour la presse. Les journaux d'opposition augmentent et deviennent plus nombreux. A partir de 1893, les libéraux sortent du cabinet et font l'opposition au Gouvernement. En juillet, la même année Stambouloff est assassiné en plein jour dans la rue. Ses partisans accusent les agents du Gouvernement d'y être pour quelque chose, et leurs organes deviennent plus violents. Les autres journaux d'opposition ne ménagent non plus le Gouvernement. Celui-ci veut réagir mais il n'a pas le courage de prendre l'initiative d'aucune mesure restrictive et de cette façon de contredire les promesses qu'il a faites le jour de son arrivée au pouvoir. C'est encore un député de la majorité comme en 1893 qui prend l'initiative de la nouvelle loi. Qu'est-ce qu'elle nous apporte de nouveau cette loi, qu'on a critiquée comme étant restrictive et anticonstitutionnelle ?

Elle contient deux dispositions principales. Par la première elle exige une condition de plus du rédacteur de l'article 5 de la loi de 1887, qu'elle appelle par son nom usité dans la pratique : rédacteur responsable. Cette condition, c'est la nécessité du certificat d'instruction secondaire. C'est la fameuse condition du cens intellectuel pour le journaliste.

La seconde disposition c'est l'inauguration d'un nouveau système en ce qui concerne les personnes responsables. Si le délit est commis par un journal politique, le rédacteur responsable sera poursuivi à l'exclusion de l'auteur. Que l'auteur soit manifestement connu par tout le monde, malgré la disposition non équivoque de l'article 79 de la Constitution, il ne sera pas inquiété, à côté de lui on ira chercher une autre personne, un auteur présumé, un homme qu'on va punir puisque la loi n'admet pas qu'un autre puisse être coupable.

Ainsi donc examinons successivement ce qu'il y a de bon ou de mauvais dans ces deux dispositions. Commençons par la condition du savoir imposé au rédacteur responsable.

Nous avons vu que ce n'est pas là une innovation et que c'est la loi du 6 février 1883 qui a exigé pour la première fois cette condition. Mais cette loi n'a été du reste en vigueur que peu de temps, à peine une année comme nous l'avons vu déjà.

Nous ferons abstraction de l'institution de rédacteur responsable auquel cette mesure a été appliquée, quoique les deux choses soient intimement liées dans cette loi, et que ce soient les abus scandaleux avec les rédacteurs responsables qui aient provoqué l'exigence de cette condition. Nous examinons celle-ci en elle-même comme une institution à part, susceptible d'être appliquée au rédacteur responsable aussi bien qu'à l'éditeur et même si la chose était possible à l'auteur. C'est à propos de cette loi que pour la première fois

il y a eu une grande discussion à la Chambre et dans la presse au sujet de la condition de capacité intellectuelle. Quels sont les arguments qu'on présente en sa faveur ? La Constitution, dit-on, n'interdit nulle part cette condition, comme elle le fait pour la censure et le cautionnement, donc ce n'est pas une institution anticonstitutionnelle. La presse est libre, mais ce n'est pas là une liberté absolue, les abus ne sont pas permis, c'est une liberté relative, et qui dépend des besoins et des intérêts de la société. Si la société sent le besoin d'avoir une presse plus moraliste et convenable, elle est dans le droit de restreindre cette liberté pour tous les moyens, sauf la censure et le cautionnement, qui ont été interdits par l'Assemblée Constituante (1).

Ainsi sont admissibles les conditions d'âge, l'exigence de jouir de ses droits politiques et civils. Pourquoi exclure la nécessité d'une instruction quelconque, garantie intellectuelle ? Si pour les différentes fonctions de l'État on exige un cens, si pour un instituteur d'école primaire qui n'exerce son influence que sur vingt à trente enfants, on exige l'instruction secondaire, pourquoi ne pas exiger au moins la même condition de l'homme qui prétend instruire et guider la société, celui qui exerce une influence sur des milliers de lecteurs. Pourquoi laisser jouir de ce droit le premier venu ?

1. Cf. Iv. Katzaroft. Article sur la presse publié dans *Jouriditchesko spissanié* (*Journal juridique*), année 1895, p. 317 et suiv.

Tous ces arguments ne sauront nous convaincre que la condition de capacité intellectuelle imposée au journaliste n'est pas une mesure restrictive. Elle l'est, elle le sera toujours, non seulement quand la loi constitutionnelle, dans des termes exprès, a consacré la liberté de la presse, mais même dans un pays où l'ensemble des institutions et des lois sont conçues dans un esprit libéral. On a tiré un argument de ce que la Constitution ne prévoit pas, à côté de la censure et le cautionnement, la prohibition du « cens intellectuel ». Rien de plus aisé que d'expliquer la rédaction de l'article 79.

Comme nous l'avons vu, c'était la traduction de l'article 18 de la Constitution belge. Le député bulgare qui a proposé ce texte assurément n'a pas pensé qu'il pouvait exister une rédaction plus libérale que celle de la Constitution belge, et il n'a pas eu l'idée d'allonger la liste des prohibitions. Le texte a été voté tel que. Si l'énumération belge s'arrête là, c'est que les constituants belges ont rédigé cet article avec les souvenirs de la censure et le cautionnement pratiqué par le Gouvernement des Pays-Bas. En consacrant la liberté de la presse, ils ont proscrit ces deux moyens les plus oppressifs pour faire bien voir qu'ils entendaient écarter à jamais le régime préventif. La presse est libre, voilà par quelle phrase débute l'article 79. Que peuvent signifier ces mots ? C'est tout d'abord l'exclusion de la moindre ombre de préventisme. On ne peut parler de liberté de la presse que elle n'est entravée par aucune mesure préventive

sous n'importe quelle forme. Bien sûr, la liberté ne sera pas atteinte par les mesures préventives réglementaires exigées dans le but de faciliter la répression, mais nous pensons que dans un pays de libertés constitutionnelles, dans un pays où la loi fondamentale dans les termes exprès consacre la liberté de la presse, ce serait contraire à l'esprit et à la lettre de cette loi de ne laisser accès à l'exercice de cette liberté qu'à un nombre très restreint de citoyens. On ne peut parler raisonnablement de liberté de presse si ce droit pratiquement ne peut être exercé que par un nombre infime par quelques centaines de citoyens. Ici on fait objecter que cette condition n'est pas exigée des auteurs et des écrivains, elle n'est exigée que du rédacteur responsable. Avec le système de la loi de 1887 où le rédacteur responsable est une condition pour l'existence même d'un journal, c'est une singulière objection que celle de dire que les auteurs ne sont pas assujettis à cette condition. Qu'importe l'auteur quand pour faire exprimer les idées il doit passer par l'intermédiaire d'un tiers. La presse ne sera libre en effet que si son accès est ouvert à tous les citoyens sans aucune entrave.

Ne parlons pas des empêchements d'ordre économique pour l'auteur, envisageons ceux provenant de la loi. Tant que la loi pose des conditions restrictives à celui qui veut se servir de la presse, nous ne sommes pas sous un régime de liberté.

Peu importe le système adopté par la loi pour s'as-

sur un coupable, qui doit expier la peine du délit commis. Qu'elle recherche le véritable auteur ou un auteur fictif comme c'est notre cas, le propriétaire ou l'éditeur, toutes les fois qu'elle exigera une condition quelconque pour pouvoir entreprendre, éditer ou rédiger un journal, on n'est pas autorisé à parler de liberté de la presse.

On a fait une autre objection, qui paraît fort sérieuse à première vue. La loi de 1887 et presque toutes les autres lois sur la presse exigent du rédacteur responsable qu'il soit lettré. Si l'on peut exiger qu'il sache lire et écrire, pourquoi s'arrêter là ? Pourquoi ne pas aller plus loin et exiger du rédacteur responsable qu'il ait son baccalauréat ou même un diplôme si les circonstances l'exigent (1) ?

Cette objection ne vaut pas grand'chose. En effet exiger qu'on soit lettré ce n'est point là une exigence sérieuse et d'aucune façon on ne peut y voir une condition restrictive. Il va de soi que celui qui veut user de la presse, sera toujours en état de lire et d'écrire. Un illettré se risquera rarement à se servir de la presse, à la rigueur il peut le faire, il peut faire une dictée et demander qu'on la publie, quoiqu'il soit incapable de se rendre compte si l'on a transmis exactement sa pensée.

Les lois qui ont exigé ce minimum de savoir ont imposé une condition à laquelle la constitution oblige

1. Voir discours de M. Bobtcheff, 58^e séance de la 2^e session de la 8^e législ. 1^{er} févr. 1896.

tous les Bulgares, sans aller chercher s'ils veulent ou non user du droit de la presse. C'est l'article 78 qui rend obligatoire l'instruction primaire. Envisageons donc comme une sanction à cette disposition l'exigence d'être lettré par une loi quelconque toutes les fois que l'occasion se présente. Ce serait une des rares occasions de punir ceux qui n'ont pas rempli leur premier devoir de citoyen. Un autre exemple nous est donné par la Constitution elle-même quand elle exige des députés d'être lettrés.

Enfin, dit-on, si des conditions sont exigées de tous les fonctionnaires de l'État, combien doit-on être plus exigeant à l'égard d'un publiciste ? (1) Mais alors, il faut nous entendre, tout à l'heure les défenseurs de la condition de capacité intellectuelle disaient : « Nous n'exigeons pas cela des auteurs mais du rédacteur responsable. » Ce n'est pas le rédacteur responsable qui dirige l'opinion, ce sont les auteurs, c'est à eux qu'il faut imposer cette condition. Répondons à cette objection qui est dénuée aussi de toute importance.

Personne ne conteste l'influence que peut exercer un journaliste, mais faut-il encore qu'il soit en état de le faire. Qu'importe le manque d'instruction quand on a une belle plume ?

Les exemples ne manquent pas et sans aller les chercher au loin, citons le regretté Petkoff qui, sans

1. Voir discours de M. Marcoff prononcé dans la séance du 1^{er} février 1896, 8^e législ., 2^e session.

aucune instruction et grâce à cette capacité de journaliste en passant par toutes les marches de la hiérarchie politique, est arrivé à être Ministre Président lorsqu'il fut assassiné tragiquement. Pratiquement donc l'influence sera exercée par celui qui est capable de le faire et non pas par celui qui a dans sa poche un ou plusieurs diplômes. On ne peut pas faire de comparaison entre les fonctionnaires de l'État et le publiciste. Un Gouvernement est responsable des services publics desquels dépend le bon ordre dans le pays et en choisissant ses auxiliaires grands et petits, il peut exiger d'eux un minimum de capacité pour leur confier une fonction quelconque. Mais rien n'oblige un Gouvernement à exiger des conditions de capacité. Parfois même des fonctions très importantes peuvent être remplies par des personnes ne possédant aucun titre : exemple, les Ministres. Or le publiciste n'est pas un fonctionnaire public. Le Gouvernement n'est pas responsable de la mauvaise presse. Autrement il n'y aurait pas raison de ne pas le rendre responsable des discours prononcés dans une réunion publique. Or personne n'a songé à exiger des orateurs qui haranguent la foule des conditions de capacité intellectuelle et cela pour cause. Le rôle d'un gouvernement se borne à garantir la répression. Toutes les fois qu'il impose d'autres conditions à l'exercice d'un droit, il sort de son rôle. Nous pensons donc que le législateur sort de sa compétence s'il entreprend une tâche aussi rude et sujette à l'arbitraire que celle de vouloir par des dispositions

législatives moraliser la presse qui n'est que l'expression de l'éducation et l'état intellectuel d'une société à un moment donné. On entre aussitôt dans la voie des restrictions peu compatibles avec la liberté. Nous sommes donc des adversaires résolus à toutes conditions de capacité intellectuelle, conditions qui étant d'un caractère restrictif ne peuvent être libérales. C'est une anomalie de l'appliquer dans un pays où la Constitution par des termes exprès proclame la liberté de la presse.

Revenons à notre loi du 4 février 1896 et voyons quelles ont été les raisons qui ont amené le gouvernement à introduire cette mesure restrictive. Les partisans ont dit : « Nous voulons moraliser la presse. Nous voulons que celui qui sera tenu comme responsable présente au moins quelque chose et qu'il ne soit pas le premier venu. » A la vérité, le gouvernement a voulu rendre plus efficaces les poursuites contre les journaux d'opposition. Or le système de la loi de 1887 ne le permettait pas. En cas de poursuite, on avait devant soi un rédacteur responsable, véritable homme de paille, un homme payé 40 ou 50 francs par mois, qui avait pour mission d'entrer en prison toutes les fois que cela était nécessaire. Des exemples de cas vraiment scandaleux ont été cités à la tribune de la Chambre. Les rédacteurs responsables étaient recrutés un peu partout, excepté dans le monde des journalistes. C'étaient des gens sachant à peine lire et écrire.

Et les tribunaux en face des rédacteurs de ce genre

se bornaient à appliquer des peines légères pour ne pas avoir sur leur conscience d'avoir puni un homme qui n'était pas seulement en état de comprendre pourquoi on le mettait en prison. Les journaux, surtout ceux d'opposition, profitaient largement de ce côté faible de la loi. Voilà pourquoi le gouvernement voulant mettre un terme à cet état de choses exigea des garanties plus solides de la part des rédacteurs responsables. Pour que cette disposition de la loi fût efficace, il fallait admettre la responsabilité exclusive de rédacteur responsable telle qu'elle était organisée par la loi de 1887 et conserver l'ancien système non conforme à la Constitution. Cependant le projet était plus large et, pour se rapprocher à la lettre de la Constitution, à côté du rédacteur l'auteur était responsable en même temps. Si l'auteur s'était fait connaître, ou s'il était connu, il était poursuivi, mais en même temps on devait poursuivre le rédacteur responsable.

Cela était vraiment de trop, si l'on mettait l'auteur en premier lieu, il fallait au moins suivre l'esprit de la Constitution et se contenter de lui seul, poursuivre les deux à la fois cela aurait été contraire à toute justice. Aussi plusieurs membres de la majorité ont réclamé la modification de la rédaction de l'article 13. L'initiateur du projet a consenti facilement à l'amendement de l'article 13 qui fut rédigé dans le sens que pour les délits commis par les journaux périodiques en premier lieu répondra le rédacteur responsable à lui seul ; à son défaut, l'éditeur et ainsi

de suite dans l'ordre établi par la Constitution et reproduit en 1887.

A l'exception des délits commis par les journaux pour tous les autres, c'est plutôt accidentellement, pensons-nous, que le vrai système de la responsabilité a été introduit dans des termes exprès, tel qu'il est organisé par la Constitution. Comme nous l'avons vu, la loi de 1887 n'avait en vue que des délits commis par les journaux et organisait l'ordre des responsabilités dans ce cas seulement. L'article 13 de cette loi en effet commençait par des termes très généraux : Pour tout délit commis par la presse, l'auteur répond, et aussitôt l'exception est faite en ce qui concerne les journaux. Bien sûr, si pour la presse périodique la loi continuait de chercher en première place l'auteur, la condition imposée au rédacteur responsable n'aurait pas trop gêné les journaux car désormais c'étaient les auteurs qui auraient été les hommes de paille. Alors le législateur se contente d'appliquer le régime d'exception contraire à la Constitution en ce qui concerne la presse périodique.

Mais la loi de 1896 apporte une autre aggravation pour la presse et c'est là une dérogation tout à fait contraire à la Constitution, quoique en première lecture il semble qu'on se trouve en présence d'un délit spécial. Il s'agit de l'article 7 *nouveau*.

L'attention des députés était tournée surtout du côté de la condition de capacité intellectuelle. Très peu, parmi eux, ont relevé l'innovation de l'article 7, qui a passé plutôt inaperçue.

Or si avec l'exigence d'un certificat d'instruction secondaire on allait contre l'esprit de la Constitution, avec l'article 7 c'est la lettre même de cette constitution qui se trouvait violée. En quoi consistait cette violation ?

Nous avons vu ce que contenait l'article 7 de la loi de 1887. C'était le moyen par lequel le parquet prenait connaissance toutes les fois qu'une feuille périodique apparaissait, si les articles 4 et 5 de la loi étaient observés. L'éditeur devait faire connaître au parquet *dans les vingt-quatre heures après la première édition* ses qualités, de même qu'il devait joindre les certificats justifiant que le rédacteur remplissait les conditions exigées de lui par l'article 5.

C'était là, comme nous l'avons vu, une disposition d'un régime répressif. Sanctionné par une faible amende de 10 à 100 francs, cette disposition n'était pas de caractère à correspondre au but qu'on voulait atteindre avec la nouvelle loi. En effet, les journaux n'avaient qu'à continuer l'ancienne pratique et mettre pour rédacteurs des hommes qui ne remplissaient pas la nouvelle condition. La sanction était prévue par l'article 6 nouveau, un à six mois d'emprisonnement et amende jusqu'à 1.000 francs. Étant insolvable, le rédacteur ne devait subir qu'un emprisonnement qui, s'accumulant avec la peine pour le délit de presse commis, n'aurait pas été trop dur pour les journaux quand ceux-là voulaient se payer le luxe de commettre un délit. Ensuite comment le Procureur aurait-il su

qu'un tel n'a pas l'instruction voulue. Deux numéros du journal pouvaient paraître avant que le Procureur ait pu prendre ses mesures, si l'on laissait en vigueur l'article 6 ancien qui obligeait l'éditeur dans les vingt-quatre heures après la première édition de faire ses déclarations.

Au surplus, par un oubli la loi de 1887 n'exigeait pas d'avertir le parquet pour les changements de rédacteur. Alors les journaux déjà existants pouvaient se servir des rédacteurs qui n'avaient pas l'instruction secondaire.

Le Procureur devait s'informer et en être sûr avant de poursuivre, mais pouvait-il faire des recherches dans tous les lycées ? Ensuite le rédacteur a pu avoir reçu son instruction à l'étranger, de toute façon ce n'était pas commode pour le Procureur. Il fallait donc au gouvernement une mesure qui empêche le journal de paraître s'il ne satisfait pas à la loi, et l'article 7 nouveau l'a prévu. C'est à l'imprimeur que la loi impose l'obligation de vérifier si le rédacteur responsable et l'éditeur remplissent les exigences de la loi, et s'il laissait imprimer le journal dans le cas contraire c'était une amende de 1.000 francs et un emprisonnement d'un à six mois qu'il encourait. La loi chargeait donc l'imprimeur de veiller à l'exécution de la loi. C'était un moyen efficace de s'assurer de l'application de la loi en cherchant à atteindre le côté le plus sensible de la presse. En effet l'essentiel pour un journal politique, c'est d'avoir son imprimerie propre. L'imprimeur arrêté est condamné à une

forte amende et il doit la payer ou sinon ses machines seront saisies et vendues.

L'existence du journal, du coup, se trouvera compromise, ce qu'on a voulu pouvoir faire. Cependant avec cette disposition on est allé trop loin. Le système même des responsabilités organisé par la Constitution a été méconnu.

De la rédaction de l'article 7 nouveau il résulte les éléments d'un délit que peut connaître l'imprimeur.

Pour que ce délit soit commis il faut : 1° que l'imprimeur laisse imprimer un journal, et 2° par des personnes qui n'ont pas droit de devenir éditeurs.

Or, pour que cette seconde partie de ce délit puisse être consommée, l'édition du journal doit être faite. C'est alors seulement que nous serons en présence des rédacteurs et de l'éditeur qui n'ont pas satisfait à la loi.

Le fait par l'imprimeur, d'après nous, de laisser imprimer un journal, à la demande de n'importe qui, ne constitue pas le délit prévu par l'article 7 ; il faut en outre que l'édition ait eu lieu et qu'il y ait eu infraction aux articles 4 et 5, c'est-à-dire que le délit de l'article 6 soit consommé aussi. Nous voulons dire que les délits des articles 6 et 7 ne se manifestent que par l'édition du journal. C'est seulement lorsque le journal sera rendu public qu'il y a lieu de la consommation complète des délits des articles 6 et 7.

Si la disposition de l'article 7 n'existait pas, l'imprimeur le verrait poursuivi pour complicité d'après

les règles du droit pénal. Il a fourni le moyen à des gens qui sans cela sont dans l'impossibilité de contrevenir à la loi. Or notre loi de cette complicité a fait un délit propre pour l'imprimeur. Il fallait un texte exprès pour pouvoir le poursuivre, car sans cette disposition, l'imprimeur ne pouvait être poursuivi que comme complice. Or, cela aurait été impossible en face de la responsabilité successive qu'établit l'article 79 de la Constitution.

La conclusion c'est que l'article 7 introduit une autorisation préalable déguisée. On ne pouvait charger de cette mission ni le parquet, ni l'administration, on a chargé une personne qui, si elle ne veillait pas bien à l'exécution de la loi, aurait vu ses propres intérêts lésés souvent d'une manière irrémédiable. Cette personne, pour échapper au coup funeste de la loi, ne donnera son autorisation préalable à l'impression du journal que si ceux qui lui demandent son concours ne sont pas en désaccord avec les dispositions légales.

Comment donc faut-il juger cette loi du 4 février 1896 ?

La réponse est facile : elle était restrictive d'un bout à l'autre, elle introduisait un préventisme caché et son but n'était pas de moraliser la presse, mais de fournir au Gouvernement une bonne arme pour lutter contre les journaux d'opposition trop indéliçats.

Il ne faut pas perdre de vue l'organisation de nos journaux politiques. Dans la plupart des cas le journal possède son imprimerie propre car ce ne sont

pas les imprimeurs professionnels qui risqueront leur métier en consentant à imprimer un journal d'opposition. Cette imprimerie, propriété en fait du parti politique à qui appartient le journal, est achetée au prix de grands sacrifices. En général, quand le parti est en opposition, il est très difficile de pourvoir aux frais du journal, l'argent se trouve difficilement. Or notre loi, sans en avoir trop l'air, vise la bourse du journal. Elle vise tout simplement l'imprimerie et non pas l'imprimeur. Si, en effet, le journal refuse de payer l'amende et les frais de justice de l'imprimeur condamné, la vente de l'imprimerie est inévitable.

Il faut encore ajouter qu'à cette époque le nombre des personnes possédant une instruction secondaire n'étant pas suffisant, les journaux pouvaient se trouver dans l'impossibilité de se procurer un rédacteur en cas de condamnations répétées.

Cette loi resta en vigueur jusqu'en juin 1900 quand, à la suite des troubles dans la Bulgarie de l'Est, le Gouvernement par une mesure hardie a aggravé ses dispositions. Cependant la réaction s'est produite en 1901, lorsqu'on a supprimé en bloc toutes les lois sur la presse. Avant d'aborder ces changements, nous devons dire quelques mots du Code pénal, qui a été mis en vigueur à partir de mai 1896.

§ 6. — Code pénal.

Le 21 février 1896 fut publié le premier Code bulgare, le Code pénal qui fut mis en vigueur à partir

du 1^{er} mai de la même année. Pour nous, il est intéressant de savoir quels sont les changements qu'il a apportés au régime de la presse. Il faut donc se demander ce qu'il a abrogé des anciennes lois et ce qu'il a laissé subsister. C'est l'article 538-3° qui nous dit comment la question sera résolue. La présente loi, dit cet article, abroge toutes les lois et autres dispositions pénales sur les matières qu'elle ne réglemente pas. Quelles ont été les conséquences de ces dispositions pour les lois sur la presse, à savoir la loi de 1887 et celle de décembre 1894 sur les délits contre le Chef d'État et les membres de sa famille?

D'abord cette dernière loi se trouve abrogée car le Code pénal réglemente d'une façon complète cette matière. En effet, les crimes et délits dont peut être objet la personne du Chef d'État ou les membres de sa famille sont tous prévus et punis et font l'objet du chapitre I, titres 1 et 3 du livre premier.

Au contraire la loi sur la presse du 16 décembre 1887 n'a pas été abrogée, le Code pénal n'ayant pas statué d'une façon complète sur cette matière. Cette loi est restée en vigueur jusqu'au 18 avril 1901 quand elle a été expressément abrogée avec toutes ses modifications résultant des lois postérieures. De sorte qu'avec la loi de 1901 les délits de presse sont punis uniquement en vertu du Code pénal. La loi de 1901 contiendra très peu de dispositions spéciales d'ordre réglementaire, son principal objet était d'abroger la loi de 1887 ainsi que les Règlements temporaires de 1900. Ses auteurs étaient des adver-

saires à toute législation spéciale sur la presse et partisans de l'application du droit commun en cette matière. Cependant, la loi de 1901 contient plus d'une disposition spéciale. Si ses auteurs voulaient être logiques avec la thèse qu'ils soutenaient, il fallait qu'ils se bornent à abroger simplement les lois et les autres dispositions spéciales ce qui devait être l'unique objet de la loi de 1901. Quoi qu'il en soit ce régime devrait être provisoire d'après les déclarations du Gardé des sceaux ; il n'en subsista pas moins jusqu'au 17 mars 1907. Il faut dire cependant que le 16 janvier 1904 la loi spéciale sur les délits de presse contre la personne du Chef d'État et les membres de sa famille fut votée. Après les douloureux événements du début de 1907, une loi sur la presse intervint votée à la hâte : c'est la loi du 17 mars, avec laquelle le Code pénal fut mis à l'écart. Ce régime n'était pas destiné à subsister longtemps. Le changement du Gouvernement en 1908 aboutit à une loi sur la presse du 28 juillet 1909, loi modifiant et complétant le Code pénal et le Code d'instruction criminelle. A partir de ce moment, c'est le Code pénal ainsi modifié qui régleme la liberté de la presse. C'est le régime actuel, mais probablement pas le dernier. Nous en ferons donc l'examen dans la deuxième partie de notre ouvrage, nous y étudierons le régime de la presse.

Dans l'ordre chronologique nous arrivons aux rélements temporaires de juin 1900 dont nous allons aborder l'étude.

§. 7. — Règlements temporaires sur les délits de presse en vertu de l'article 47 de la Constitution, 9 juin 1900.

S'il est difficile de justifier cette mesure de rigueur prise à l'égard de la presse par un Gouvernement de libéraux, on peut au moins l'expliquer par l'état surexcité du pays qui a été la cause de troubles graves, de révoltes sanglantes dans certaines régions de l'Est. La cause en était dans la nouvelle loi de dîme en nature que le Gouvernement avait fait voter, et qu'il devait mettre en exécution. Cet impôt était mal accueilli par la population rurale. Les agents du fisc étaient empêchés par les paysans d'accomplir leur mission. Sur certains points l'intervention de l'armée a été jugée nécessaire ce qui a amené des conflits sanglants avec la population. Les journaux d'opposition profitaient largement de l'occasion pour attaquer violemment le Gouvernement. Leurs attaques ont paru excessives à celui-ci, lequel croyant se trouver dans les conditions prévues par l'article 47 de la Constitution, a pris des mesures sévères dans le but, sinon de faire cesser toutes attaques, au moins de forcer les journaux à être moins violents.

Il ne nous appartient pas d'examiner ici si les conditions prévues par l'article 47 ont existé et si le Gouvernement en prenant cette mesure n'a pas contrevenu à la Constitution. C'est une question de droit constitutionnel que nous laissons de côté.

Pour nous, ce qui est important c'est de savoir si, en vertu de l'article 47, on peut édicter des règlements qui contreviennent à la Constitution, car dans ce cas il y aura des hypothèses où, temporairement au moins, la liberté de la presse peut être suspendue. Ensuite nous examinerons les différentes dispositions de ces règlements pour voir en quoi ils restreignaient la liberté de la presse, et en dernier lieu nous verrons pendant combien de temps ils ont été en vigueur.

Un exemple de ce genre, nous l'avons vu en 1881 quand des mesures administratives ont été prises contre la presse par le ministère du Général russe Ernort. Dans son rapport au Prince, il s'appuyait sur les articles 47 et 76 de la Constitution, mais à cette époque on était à la veille de la suspension de la Constitution.

Commençons donc l'examen de la première question à savoir s'il est possible en vertu de l'article 47 d'édicter des règlements contrevenant à la Constitution. On pourrait le penser au premier abord, en songeant à un moyen donné par la Constitution au Gouvernement, de prendre dans certains cas de danger intérieur ou extérieur menaçant l'État des mesures administratives ; mais rien ne serait plus erroné. En effet, si les mesures temporaires prises en vertu de l'article 47 ont force de loi et comme telles peuvent abroger toutes dispositions légales et même une loi entière, on doit s'arrêter là et l'on ne peut aller plus loin pour vouloir supprimer certaines garanties constitutionnelles par des règlements en vertu de

l'article 47. C'est à l'opinion de M. le professeur Kiroff que nous nous rallions (1). Les articles de la Constitution dont l'effet peut être suspendu dans certains cas par le Gouvernement sont prévus par la Constitution elle-même. Tout d'abord, c'est l'article 44 qui peut être mis à l'écart en vertu de l'article 47, c'est-à-dire le Gouvernement a droit de prendre des mesures ayant force de loi sans suivre les formes prévues par l'article 44. Ensuite, toujours dans des cas exceptionnels, c'est l'article 76 qui prévoit la possibilité pour le Gouvernement de prendre des mesures contraires aux articles 73 et 74 de la Constitution concernant la liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile. Mais c'est tout, à cela se borne les exceptions et si le législateur n'a pas droit de violer la Constitution en faisant une loi dans les formes ordinaires, à plus forte raison la Constitution ne doit-elle pas être violée par ces lois exceptionnelles faites uniquement par l'exécutif. Celui-ci ne peut avoir des droits plus forts quand il agit seul en matière de législation que lorsqu'il accomplit sa part de législateur à côté de la Chambre. La Constitution serait un non-sens si le législateur ordinaire ou celui qui le remplace dans les cas exceptionnels peut la violer à tout instant en faisant une loi. Même dans ce cas le Gouvernement ne peut tout faire, l'article 48, en effet, interdit toute mesure prise conformément à l'arti-

1. Cf. sa brochure intitulée art. 47 de la Constitution (Tchl. 47 ot Constitutziata) Sofia, 1903, p. 17 et suiv.

cle 47 ayant pour but d'établir un nouvel impôt. Les droits que donnent l'article 47 sont nécessairement restreints; d'aucune façon on n'est autorisé à suspendre tel ou tel article de la Constitution et en poussant les choses plus loin si on admet la violation partielle de la Constitution, pourquoi ne pas admettre une suspension totale de celle-ci toujours en vertu de l'article 47 ?

Ayant vu qu'aucune disposition contraire à la Constitution ne peut être prise en vertu de l'article 47, examinons maintenant ces Règlements temporaires.

En somme, ce sont les dispositions de la loi du 4 février 1896 qui sont reproduites mais aggravées et rendues plus dures pour la presse. Il y a quelque chose de plus, c'est l'article 1^{er} qui introduit une responsabilité solidaire pour l'auteur et le rédacteur responsable, laquelle disposition ne figurait que dans le projet de la loi de 1896.

Ainsi, comme dans la loi de 1896, c'est le rédacteur responsable qui est particulièrement visé. La condition de capacité intellectuelle est aggravée. Ce n'est plus le certificat d'instruction secondaire qui est exigé pour le rédacteur, désormais c'est un certificat d'étude universitaire. Il n'y avait pas raison de s'en tenir au certificat d'instruction secondaire du moment que la condition de capacité intellectuelle a été admise en principe, on pouvait aller plus loin. Nous avons exposé longuement notre manière de voir à ce sujet et démontré les raisons pour lesquelles nous voyons là une mesure contraire à la Constitution.

Le même article 2 apportait une autre restriction en ce qui concerne la personne du rédacteur responsable et qui n'existait pas dans la loi de 1887. En effet, pour pouvoir devenir rédacteur, il fallait avoir droit d'éligibilité à la Chambre ; en d'autres termes, avoir l'âge de trente ans, car cette formule ne visait que la condition d'âge. C'est là une restriction digne de figurer dans la loi ottomane sur la presse comme nous l'avons vu et non pas dans un projet de loi des libéraux bulgares. Par la combinaison de ces deux dispositions c'est à peine si 200 à 300 citoyens bulgares pouvaient avoir le droit d'user de la presse. Contre l'exigence des conditions d'âge nous ferons les mêmes objections que pour la condition de savoir. C'est une mesure restrictive qui n'est point compatible avec l'esprit libérable de la Constitution. Ensuite, où sera la limite, pourquoi s'arrêter à trente ans et ne pas aller jusqu'à quarante, voire même cinquante ? En principe nous sommes pour l'application du droit commun à ce sujet, des différents personnages qui collaborent à la presse, on doit exiger l'âge que les lois en général imposent pour l'exercice soit du commerce, s'il s'agit de l'éditeur ou l'imprimeur, soit aucune condition d'âge s'il s'agit de l'auteur de l'article. A la rigueur nous admettrons de la part du législateur qui consacre l'institution du rédacteur responsable d'exiger de celui-ci l'âge de vingt et un ans, car d'une part à partir de ce moment l'individu est responsable pleinement de ses actes d'après le Code pénal, or le rédacteur est la per-

sonne que la loi destine à subir les condamnations et d'autre part, la presse étant un droit nécessaire est étroitement liée à la politique, il faut exiger au moins la majorité générale qui est de vingt et un ans, mais de là à aller jusqu'à trente ans, ce n'est plus une mesure bienveillante pour la presse.

Comme la loi de 1896, les Règlements temporaires dans l'article 3 obligeaient l'imprimeur de veiller à l'exécution de la loi en le punissant s'il laissait imprimer des journaux par des personnes ne remplissant pas les conditions légales. Nous avons critiqué ces dispositions anticonstitutionnelles reproduites maintenant de nouveau avec une aggravation excessive de la pénalité (le minimum de l'amende était de 1.000 francs et le maximum de 5.000). C'était la ruine pour les imprimeurs contrevenant, c'était la saisie suivie de vente des imprimeries de journaux qui paraissaient avec un rédacteur ne remplissant pas les conditions légales.

Enfin nous avons deux autres dispositions restrictives et qui ne figuraient ni dans la loi de 1896, ni dans celle de 1887. Ce sont les articles 1 et 4. En changeant l'ordre de la loi nous nous bornons à indiquer en premier lieu la disposition de l'article 4 qui interdit le fait d'être rédacteur à la fois de deux journaux. Cela ne doit pas surprendre. La liste des restrictions imposées aux rédacteurs n'aurait pas été assez complète, il fallait restreindre non seulement la liberté de la presse mais aussi celle du travail. Une pareille disposition ne soutient aucune critique.

Cependant, par un oubli inexplicable, cet article n'a eu aucune sanction. Est-ce qu'on a pensé que c'est toujours l'imprimeur qui sera tenu comme responsable ? Cela se peut, mais l'article 3 ne renvoie qu'à l'article 2 et non pas à l'article 4 qui reste sans sanction et pouvait être violé par les journalistes sans courir aucune peine.

Nous arrivons à une mesure bien plus grave, c'est celle de l'article 1^{er}. Ce que la Chambre en 1896 n'a pas osé faire, maintenant le Gouvernement à lui seul le fait. Pour les autres conditions exigées des journalistes il y avait déjà des précédents. Celle-ci venait d'être introduite pour la première fois. Pour des délits de presse, dit l'article 1^{er}, sont responsables solidairement l'auteur et le rédacteur, si l'auteur est inconnu c'est le rédacteur seul qui sera poursuivi. C'est donc une responsabilité solidaire pour l'auteur et le rédacteur. Vraiment, c'est à se demander si les auteurs du projet se rendaient suffisamment compte de ce qu'ils faisaient. Peut-on aller jusqu'à tel point que pour un délit dont l'auteur est connu on punisse une autre personne quand elle n'y est pour rien. C'est contraire au bon sens et à toute théorie de droit pénal. Qu'imposait la loi au rédacteur responsable ? La charge d'assumer la responsabilité pour tout ce qui est écrit dans le journal soit à défaut de l'auteur, c'est le système de la loi de 1887, soit même quand celui-ci est connu, c'est le système de la loi de 1896. Dans ce cas, le rédacteur est l'auteur présumé, c'est une fiction légale contraire à la consti-

tution, mais logique, par là on s'approche du système prussien de la négligence du rédacteur. Rien de pareil dans l'article 1^{er} : ce n'est ni l'un ni l'autre de ces systèmes qu'il consacre. C'est quelque chose de nouveau dépassant tout ce qu'on peut attendre en fait de restriction. Nous nous demandons en quelle qualité le rédacteur responsable sera poursuivi quand l'auteur est connu ? Comme coauteur, oui, si l'on arrive à prouver qu'il a participé à la confection de l'article, mais ce n'est pas l'hypothèse de la loi. La loi le distingue nettement de l'auteur et le rend responsable en sa qualité de rédacteur : sera-t-il poursuivi comme complice ? Il est difficile de voir en quoi consisterait cette complicité quand l'auteur de l'article est connu. La mission du rédacteur consiste en effet à remplacer l'auteur quand il n'est pas connu. Lui ne participe pas à la confection de l'écrit incriminé, il ne fournit non plus les moyens à l'auteur pour commettre son délit du moment qu'il ne se renferme que dans son rôle de rédacteur responsable. De plus, non seulement c'est une incohérence mais aussi c'est une grave méconnaissance du système de la constitution qui consacre la responsabilité successive en matière de presse et se contente d'un seul responsable. Dans l'autre cas, la loi s'en tient à deux et ce qui la rend d'autant plus injuste c'est qu'une de ces personnes est étrangère au délit. La loi punit, on peut dire pour le simple plaisir de punir, des gens auxquels on ne peut rien reprocher. Cela ne pouvait avoir qu'un

but : c'est de rendre la vie pénible aux journaux.

Ainsi nous arrivons au troisième point à examiner à savoir combien de temps ont été en vigueur ces règlements dits temporaires. Nous sommes dans le cas prévu par l'article 47. D'après cet article, si l'État est menacé d'un danger intérieur ou extérieur et que la Chambre ne peut être convoquée dans ce cas, le Prince sous la responsabilité de tous les ministres peut édicter des règlements et faire des dispositions qui ont la force de loi. Ces règlements extraordinaires doivent être présentés à la première session de la Chambre pour être approuvés par celle-ci. Pour nous, il est intéressant de savoir pendant combien de temps peut rester en vigueur ce genre de règlements. A moins d'être faits en vue d'un cas déterminé, les règlements tombent d'eux-mêmes si la cause qui les a provoqués n'existe plus, ce qui résulte des discussions sur l'article 47 dans l'Assemblée Constituante. Ou bien ils seront en vigueur jusqu'à leur approbation par la Chambre comme c'est dans notre cas. Mais *quid* après cette approbation ? Cela dépendra de la décision de la Chambre. La simple approbation s'entend seulement pour le passé. Il faut une décision spéciale de la Chambre pour qu'ils deviennent des lois ayant force pour l'avenir.

Voyons comment les choses se sont passées dans notre cas. Dès que la discussion a été ouverte au sujet de l'approbation de ces règlements, le Ministre de la Justice a été mis en demeure d'expliquer

nettement si les Règlements resteront applicables pour l'avenir (1). Il s'est borné à répondre d'une manière évasive. D'un côté il a déclaré qu'il ne veut pas que ces Règlements soient légalisés pour l'avenir, mais simplement approuvés conformément à la Constitution. Mais un peu plus loin il a dit : Le Gouvernement fera le nécessaire pour que ces Règlements temporaires cessent d'avoir une application en les remplaçant par une loi qui sera complètement conforme à la Constitution. Si les Règlements n'ont plus force de loi une fois approuvés, pourquoi le Ministre déclare-t-il qu'on les remplacera par une loi ? Fallait-il donc attendre une loi sur la presse ; un député a fait une proposition pour l'abrogation de ces Règlements, mais la Chambre n'a pas eu le temps de la discuter pas plus que la nouvelle loi sur la presse que le Ministre de la Justice promettait. Les circonstances politiques ne lui ont pas laissé le temps nécessaire pour cela.

L'approbation de ce Règlement par la Chambre a eu lieu le 11 novembre, le 22 le Gouvernement a donné sa démission. L'approbation de la Chambre a été signée par le Prince et publiée le 4 décembre dans *l'Officiel* mais les Règlements n'ont pas été appliqués par le nouveau Gouvernement. Finalement, quoique non appliqués, ils ont été en vigueur sous le cabinet de M. Petroff. C'est seulement le Gouvernement

1. Voir procès-verbaux de la Chambre, 10^e législ., 2^e session, séance du 10 novembre 1900, discours de MM. Daneff et Pécheff.

démocrate de M. Karavéloff qui les a abrogés expressément par la loi sur la presse du 18 avril 1901. C'est une preuve qu'ils ont été en vigueur jusqu'à ce jour contrairement au sens de l'article 47.

Comment faut-il juger ces Règlements temporaires ? Ils sont d'un bout à l'autre anticonstitutionnels et restrictifs à la liberté de la presse.

Les motifs du Gouvernement pour prendre ces mesures de rigueur à l'égard de la presse ont été exposés dans le rapport du Garde des sceaux à la Chambre, qui attribuait à la presse l'excitation de la population à la révolte et les troubles graves qui s'étaient passés. En vérité, il est peu probable que les journaux politiques si peulés par la masse agricole aient pu exercer une influence aussi considérable. Si les paysans se sont soulevés, cela était dû à l'introduction de l'impôt en nature. La presse n'a fait que saisir l'occasion de ce soulèvement pour diriger des attaques violentes contre le Gouvernement. Celui-ci sentant perdre le terrain n'a pas hésité à employer tous les moyens pour étouffer l'opposition et rester plus longtemps au pouvoir. Or le meilleur moyen d'y arriver, c'était de restreindre le plus possible la presse. Cela a été fait maintes fois en Bulgarie. Il est malheureux toutefois que dans l'espèce ces mesures restrictives aient été prises par un Gouvernement qui se prétendait libéral.

CHAPITRE V

Le régime de la presse depuis la loi du 18 avril 1901 jusqu'à 1908.

§ 1. — Loi du 18 avril 1901.

Le résultat des élections auxquelles le cabinet de M. Pétroff devait procéder permit une coalition entre les démocrates et les progressistes. Le cabinet fut formé le 19 février sous la présidence de M. Karavéloff, le chef du parti démocrate. Une des premières choses à faire c'était de rendre la liberté à la presse. Et le nouveau Gouvernement ne s'est pas fait attendre. Au début du mois de mars, la Chambre fut saisie d'un projet de loi qui devint la loi du 18 avril 1901.

Déjà sur cette question la divergence de sentiments se manifesta au sein du cabinet composé d'hommes des deux partis. Deux opinions ont été soutenues, d'un côté celle des démocrates qui ont toujours été les adversaires de toute loi spéciale sur la presse. C'est dans ce sens que le projet a été conçu. D'autre part, nous avons l'opinion du Ministre de la

Justice du parti progressiste, M. Radeff, qui tout en étant obligé de soutenir le projet, déclarait que c'était une mesure provisoire, qu'une loi spéciale sur la presse n'était pas contraire à la Constitution et que dans la prochaine session de la Chambre le Gouvernement présenterait un projet de loi sur la matière (1). En réservant la question, si une loi spéciale sur la presse est interdite, voyons comment elle se trouvait résolue par la loi qui nous occupe. Il faut dire tout de suite que c'est la seule loi qui consacre en pratique au plus haut point la thèse qui rejette toute loi spéciale sur la presse. Jamais une autre loi n'a contenu si peu de dispositions que celle-ci et si ses auteurs étaient logiques jusqu'au bout elle ne devrait renfermer qu'un seul article.

Plusieurs de ces dispositions, en effet, sont des déclarations qu'il n'était pas nécessaire de faire car elles étaient forcément sous-entendues. Mais tout en consacrant le principe que la Constitution s'oppose à une loi spéciale, les auteurs de cette loi de 1901 ont fait exception sur deux points. Le projet même tel qu'il était présenté faisait échec au principe sur quatre points. Cela n'empêche que l'économie de la loi dans son ensemble consacre le droit commun pour la presse.

La loi commence d'abord par abroger la loi de 1887 et ces modifications, c'est l'objet de l'article 1^{er}, en-

1. Voir les débats à la Chambre, 9^e législ., 1^{re} sess. extraord. 2^e séance, 12 mars 1901.

suite l'article 2 abroge expressément les règlements temporaires de 1900. Que restait-il après cette double abrogation ? C'est d'abord les dispositions constitutionnelles, c'est ensuite le droit commun. La loi se donne la peine de le proclamer dans des articles spéciaux. L'article 3, en effet, dit que les faits délictueux commis par la presse seront poursuivis et punis conformément aux dispositions de la loi pénale. D'autre part, l'article 4 dit que la juridiction et la procédure en matière de presse seront les mêmes que celles pour les autres délits. Ces deux conséquences s'ensuivaient de l'abrogation pure et simple des lois spéciales et c'est une peine bien inutile que de le répéter. C'était peut-être l'intention des auteurs de la loi, car celle-ci avait pour titre : « Loi portant l'abrogation de la Loi et des Règlements sur la presse » ; il fallait en effet se conformer strictement à ce titre. Mais n'oublions pas que le Ministre de la Justice n'était pas partisan de cette thèse et il essayait de faire glisser certaines dispositions qui ne devaient pas y figurer. De sorte que nous sommes en présence d'une loi qui, tout en consacrant le droit commun et rejetant l'idée d'une loi spéciale, contenait néanmoins des règles spéciales sur certains points.

La première de ces règles était celle qui déterminait les conditions que devaient remplir les journalistes rédacteurs ou éditeurs. Il fallait être sujet bulgare, majeur, avoir son domicile permanent en Bulgarie et jouir de ses droits civils et politiques. Cependant là s'arrête les dispositions de la loi et aucune sanction

n'est prévue contre les contrevenants à ces règles. Elles pouvaient être considérées comme non existantes, c'est un désir que la loi se bornait à exprimer. Ce qui est certain, c'est que les journalistes ne devaient pas s'empresse de se conformer à des règles non sanctionnées qui n'étaient pas à leur avantage. L'existence de cet article était donc aussi inutile qu'illogique et ne pouvait s'expliquer que comme une survivance du projet primitif qu'on avait oublié de rayer quand sa raison d'être fut supprimée. Cela nous amène à parler du système de la responsabilité.

La loi dans son article 5 reproduit le système de la responsabilité successive de la Constitution, seulement elle développe la formule que celle-ci emploie. Pour ne pas laisser subsister aucun doute sur l'interprétation stricte possible, elle dit expressément qu'à défaut de l'éditeur ce sera l'imprimeur qui sera poursuivi et à défaut de ce dernier le distributeur. Mais le texte primitif du projet n'était pas d'une si parfaite rédaction. L'article 5, en effet, rendait responsable en premier lieu l'auteur déclaré. Qu'est-ce que c'était donc que cet auteur déclaré? C'était tout simplement le rédacteur dont on avait changé le nom. C'est du reste l'explication qu'a donné lui-même le Ministre de la Justice. Le résultat de cet arrangement devait être l'exclusion de toute responsabilité pour le véritable auteur, conséquence contraire à la Constitution. La loi ne prévoyait comme premier responsable que l'auteur déclaré, s'il fallait entendre par là uniquement le rédacteur il n'y aurait pas eu

de place pour le véritable auteur. Mais le Ministre a été obligé de s'expliquer davantage et ajouter qu'on doit considérer comme auteur déclaré celui qui a signé l'article. De sorte que le système se ramène à ceci : En premier lieu, sera responsable l'auteur s'il est connu et il en sera ainsi quand l'article est signé, ou bien quand il y a une signature en bloc pour tous les articles. Pourquoi donc allait-on consacrer ce système défectueux ? C'était par souci d'échapper à une des conséquences qui auraient été trop rigoureuses pour la presse, à savoir : les perquisitions à domicile faites dans le but de découvrir l'auteur inconnu. C'est cela surtout qu'on voulait éviter et pour couper court à toute difficulté on a voulu admettre comme l'auteur connu celui qui a signé l'article. Finalement le mot déclaré fut supprimé et le texte définitif de la loi ne fut que la reddition de celui de la constitution dans une forme un peu développée. Mais on ne toucha point à l'article 6 qui perdit sa raison d'être tout au moins en ce qui concerne les conditions exigées du rédacteur.

La loi de 1901 ne connaît donc pas le rédacteur responsable, celui-ci ne peut engager sa responsabilité s'il n'est pas le véritable auteur de l'écrit. La question fut posée devant les tribunaux et tranchée dans ce sens (décision de la Cour de cassation, n° 112, 23 mars 1905 ; et n° 37 du 28 janvier 1905 (1).

Il n'y a rien de nouveau à dire sur le système des

1. Voir *Journal officiel* des mêmes années.

délits et des peines. Ces dernières sont celles du droit commun pénal.

Une discussion a eu lieu à la Chambre au sujet du droit de réponse nécessaire surtout dans le cas où la vie privée était visée par un écrit et la personne atteinte ne pouvait pas rétablir les faits, étant donné que la preuve n'était pas admissible. Ce droit cependant n'a pas été admis par la Chambre.

Le projet primitif donnait droit au Conseil des Ministres d'interdire l'introduction des journaux étrangers. On se soulevait contre cette disposition comme présentant le caractère d'une censure. Mais elle était plutôt en contradiction avec l'article 3 qui proclamait le droit commun seul applicable à la presse, il ne fallait donc pas admettre une situation à part pour la presse étrangère. On a aboli le droit donné au Conseil des Ministres mais sans aucune raison, on a laissé le premier alinéa de cet article qui est devenu l'article 7 définitif se bornant à dire que l'introduction des journaux et livres étrangers est toujours libre. Cette liberté aurait existée sans cela et la loi est allongée sans aucune utilité.

Nous avons vu déjà que l'article 4 ordonnait l'application de la procédure criminelle de droit commun en matière de presse. Plus de délais abrégés, les procès en matière de presse devaient souffrir de la lenteur de la justice. Les cas ne manquent pas où les procès ont duré trois et quatre ans, ce qui, en matière de presse, n'est pas sans inconvénient au point de vue de l'effet de la répression. Parmi les effets de l'ap-

plication de la procédure commune, il faut citer celui qui concerne la détention préventive. L'article 222 du Code d'instruction criminelle, prévoit le cas où le prévenu n'a pas un domicile fixe et admet sa mise aux arrêts même s'il s'agit des délits punis de moins de cinq ans d'emprisonnement. Cette disposition est de nature à être utilisée par un Gouvernement sévère au détriment de la presse. Dans certains cas les procès sur la presse devaient être jugés avec des jurés. C'est d'abord toutes les fois qu'il s'agit d'un délit puni de plus de cinq ans d'emprisonnement. Dans certains cas énumérés, le jury est admis même pour des délits punis de cinq ans de prison, comme par exemple, l'injure faite au chef d'État, son épouse ou l'héritier, qui est puni seulement d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans. Mais il faut dire que la garantie que présente l'institution du jury est bien mince. Au nombre de quatre, il délibère avec le Tribunal, et ses décisions ne sont pas souveraines dans tous les cas.

Une autre conséquence logique de l'application de la procédure c'était la prescription de cinq ans qui devait s'appliquer aux délits commis par la presse. On s'est rendu heureusement compte de l'inconvénient que pouvait présenter ce système et on a ajouté un article, le huitième, réduisant la prescription à six mois pour les délits commis par la presse. On voit combien il est difficile aux partisans de l'application du droit commun en matière de presse d'admettre tous les effets sans exception.

§ 2. — Loi du 16 janvier 1904 des délits commis par la presse contre la personne du Chef d'État et les membres de sa famille.

La loi de 1901 qui d'après l'intention du Ministre de la Justice ne devait être que provisoire, ayant surtout pour objet d'abroger les Règlements temporaires de 1900 et la loi de 1887 a dépassé par sa durée l'espérance du Ministre. Elle réglementa la presse pendant assez longtemps jusqu'en mars 1907 quand les circonstances politiques ont provoqué une nouvelle loi sur la presse. Mais entre temps, son effet fut atténué sur un point. Une brèche assez large fut faite au principe de l'application du droit commun par la loi du 16 janvier 1904 complétée par celle du 16 janvier 1907 qui faisait une situation à part aux délits commis par la presse contre le Chef d'État.

En décembre 1901, la coalition des démocrates et des progressistes fut dissoute et ces derniers seuls sont restés au pouvoir. Quoiqu'ils soient les partisans d'une loi spéciale sur la presse, ils n'ont pas eu le temps de s'occuper d'un projet de loi en cette matière, de sorte que la loi provisoire de 1901 devenait plutôt définitive.

Les choses changent à partir de mai 1903 quand les progressistes ont cédé le pouvoir au cabinet Pétroff-Petkoff soutenu par le parti national-libéral, les amis de Stanbouloff. Le Prince fut l'objet d'attaques fort violentes vers la fin de 1903 faites par la presse,

et le droit commun paraissait insuffisant au Gouvernement pour parer sa personne. En janvier 1904, une loi sur la presse fut votée par la Chambre mais cette loi se bornait à prévoir seulement les délits concernant la personne du Prince et sa famille.

C'était une loi votée dans un moment d'énervement. Les attaques répétées et violentes ont mis le Gouvernement hors de patience, la loi a eu pour auteurs des gens qui n'avaient pas l'esprit calme. Cela explique les sanctions rigoureuses, les amendes excessives allant jusqu'à 10.000 francs et aussi les autres dispositions restreignant la liberté de la presse. C'était déjà heureux que le Gouvernement se rendit compte de la surexcitation des esprits et n'entreprit une loi spéciale sur la presse en général laquelle aurait été une œuvre avortée dans ce moment d'énervement politique. Dans l'exposé des motifs avec lesquels le Garde des sceaux accompagnait la loi, il était fait allusion à cette situation. Après avoir rappelé l'insuffisance de la loi de 1901 il continue dans ces termes : « Le Gouvernement ne trouve pas le moment opportun pour voter une loi sur la presse. Il préfère que les passions soient calmées de sorte qu'avec du sang-froid et l'effort commun de tous les groupes politiques on élabore une loi sur la presse répondant aux besoins du pays, une œuvre définitive ne risquant pas d'être abrogée par tout nouveau Gouvernement (1). » C'est la reconnaissance officielle

1. Pr.-verbaux de la Chambre, 13^e législ., 1^{re} session, 14^e séance, 14 janv. 1904. Exposé des motifs du projet-loi.

que la loi de 1904 a été votée au milieu des passions politiques.

Les événements ultérieurs ont démenti les bonnes intentions du Gouvernement. Comme nous le verrons, la loi du 17 mars 1907 fut votée par la même Chambre à la hâte et dans une surexcitation excessive, aussi fut-elle loin d'être l'œuvre commune de tous les groupes politiques, et son abrogation fut une des premières choses dont s'occupa la législature suivante.

Revenons à la loi de 1904 pour procéder à l'analyse de ses dispositions.

Elle commence par répéter le principe de l'article 8 de la Constitution à savoir que la personne du Prince est sacrée et inviolable. Ce n'était guère utile.

Le but de la loi était d'assurer une répression sévère et rigoureuse en employant tous les moyens pour atteindre le véritable auteur. Elle reproduit avec certaines modifications les délits du Code pénal concernant la personne du Prince et les membres de sa famille.

Tout d'abord c'est l'article 2 qui reproduit l'article 105 du Code pénal punissant les provocations à la trahison. A la peine déjà très sévère (réclusion de 5 à 10 ans) est ajoutée l'amende de 5.000 à 10.000 fr. Le nouvel article 2 ne fait pas la distinction du Code pénal entre la provocation suivie ou non suivie d'effets. Une autre aggravation résulte de la définition même du délit laquelle n'est plus la même dans la loi de 1904.

L'article 105 du Code pénal indique deux moyens principaux de commettre la provocation à la trahison. D'abord par parole, ensuite en distribuant ou en exposant différents imprimés à condition d'avoir connaissance de leurs contenus ou leurs significations. A notre sens, il résulte de ce texte que la provocation à la trahison faite par l'auteur d'un article dans un journal n'est pas punissable. L'auteur n'a commis en effet aucun délit, car ce n'est pas là une provocation par parole ou par la distribution de l'imprimé. C'est l'éditeur ou le distributeur qui seuls pouvaient tomber sous le coup de l'alinéa 2 et encore fallait-il qu'ils aient agi en connaissance de cause. C'est cela que corrige d'abord la loi de 1904. Son article 2 prévoit en effet les provocations à la trahison par la presse. Il aurait été logique que la loi s'arrête là mais elle va plus loin et punit les provocations par la distribution ou exposition des ouvrages et cela sans qu'il y ait besoin de connaître le contenu et leur signification.

Cette deuxième disposition qui fait un délit spécial de la provocation par la distribution doit figurer dans la loi générale et non pas dans une loi spéciale sur la presse. De plus, elle est tout à fait anticonstitutionnelle, car le distributeur d'un imprimé, eût-il agi en connaissance de cause, ne peut être puni d'après la Constitution qu'en dernier lieu. Le texte de l'article 2 se comprendrait mieux s'il visait l'hypothèse où le distributeur serait en même temps l'auteur de l'écrit. Mais sa rédaction telle qu'elle est se trouve

défectueuse. Il fallait tout simplement dire : quiconque, par la presse, provoque à la trahison sera puni, etc... Nous avons insisté davantage à cette rédaction de l'article 2, car en séparant le cas de la provocation par distribution de celui de provocation par la presse elle permet de poursuivre séparément l'éditeur et le distributeur. Tel qu'il est, l'article 2 est contraire au système de responsabilité successive établi par la Constitution.

Le second délit que la loi de 1904 prévoyait était celui de l'article 123 du Code pénal mais autant qu'il était commis par la presse. Il s'agit là de l'intention exprimée d'attenter à la vie du Prince ou de l'héritier. Ici également la sanction est triplement aggravée :

1° Le minimum d'emprisonnement fut porté à trois ans ;

2° Le maximum fut porté jusqu'à dix ans ;

3° Une amende de 3.000 à 8.000 francs fut ajoutée.

Enfin mentionnons deux autres articles, l'un visant l'injure, l'autre la diffamation faite au Chef d'État et à sa famille. Nous avons exposé notre manière de voir à ce sujet lors de l'étude de la loi de décembre de 1894 en trouvant inutile et contraire aux principes constitutionnels (article 8) la distinction de l'injure et de diffamation quand il s'agit de la personne du Prince, celui-ci ne pouvant être sujet qu'à une offense. Cependant la loi de 1904 a reproduit cette distinction contenue par le Code pénal.

Le texte de l'article 4 est très explicite, il ne se contente pas simplement de dire : l'injure sera punie, il ajoute aussi l'attaque, le fait de nuire au prestige du Chef d'État, ou de l'exposer au ridicule, au dédain ou à la plaisanterie. Cette liste sera allongée par la loi de 1907, mais bien inutilement, croyons-nous. Que de simplifications résulteraient si on se bornait à punir simplement l'offense faite au Chef d'État. Cela aurait été le moyen le plus sûr pour atteindre toutes sortes d'offenses, la plus minime et la plus inoffensive. Le système d'énumération des manières par lesquelles le Prince peut être injurié sera forcément incomplet et les journalistes de mauvaise foi trouveront toujours un moyen de passer à côté de la loi. C'était si vrai que la loi de 1907 allongea démesurément cette liste.

Une dernière remarque à faire : comme la loi pénale, l'article 4 assimile au Prince, son épouse et l'héritier. L'injure faite à ses proches, ascendants, descendants, frères et sœurs est punie moins sévèrement. D'après l'explication du Ministre de la Justice, il ne s'agissait que des ascendants vivants.

L'article 5 prévoit et punit la diffamation en reproduisant l'article 124 du Code pénal, seulement il ajoute à la diffamation faite au Chef d'État celle faite à son épouse ou l'héritier. Si cela était désirable, cela n'était pas conforme à la Constitution qui ne fait aucune situation privilégiée à l'épouse du Chef d'État non plus à l'héritier si ce n'est que pour le titre. Pour eux on comprendrait la diffamation mais

les règles communes suffisent, tandis qu'en ce qui concerne la personne du Prince il ne peut y avoir qu'une offense. La loi en faisant la distinction entre l'injure et la diffamation n'a peut-être pas eu d'autre but que de punir plus sévèrement la dernière.

Pour terminer avec les différents délits, il nous reste à en signaler deux autres qui, contrairement à ceux que nous venons de parcourir, ne sont point une réédition des articles du Code pénal. C'est d'abord la reproduction ou traduction des articles délictueux qui sont punis comme constituant des délits indépendants, délits qui ont été souvent prévus par les lois précédentes sur la presse. C'est ensuite une innovation consistant dans la reproduction de l'article 40 de la loi française sur la presse du 29 juillet 1881 qui interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement, des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes et autres frais causés par des condamnations en matière criminelle et correctionnelle. Il est immoral, en effet, qu'un condamné ne supporte pas la peine qu'il a encourue et d'autre part, par là on évitera des manifestations d'ordre politique dirigées contre l'autorité de la justice, seulement la loi bulgare n'a pas été si logique que la loi française et au lieu d'interdire l'annonce des souscriptions publiques pour payer les amendes et autres frais en cas de n'importe quelle condamnation criminelle, elle se borne à édicter cette prohibition seulement pour les condamnations à une peine d'un délit prévu par cette loi.

SYSTÈME DES PEINES. — Il faut remarquer à ce sujet les amendes excessives que la loi prévoit de 5.000 à 10.000 francs dans la plupart des cas. Il est douteux que des pénalités excessives soient de nature à faire disparaître les délit qu'ils visent. Tout au contraire, car le juge n'appliquera que le minimum de la peine, et souvent même, une fois les passions calmées, le Gouvernement lui-même hésitera à ordonner des poursuites vu les peines excessives. La stricte exécution d'une telle loi équivaldra à la suppression en fait, de la presse si pauvre en Bulgarie, souvent une amende de 10.000 francs représentera le montant de tout le capital du journaliste... Une loi dictant des sanctions bien plus modérées, des amendes de 100 à 500 francs, par exemple, mais exécutées d'une manière stricte, produira un effet autrement plus appréciable.

L'article 7 prévoit une aggravation de la peine pour le cas de récidive, avant le commencement de l'exécution de la peine résultant d'une première condamnation. Dans un cas analogue, le juge doit prononcer le maximum de la peine prévu par le deuxième délit. Par là, on cherche à éviter autant que possible l'effet de cumul des peines, en faisant subir au journaliste de toute façon un maximum.

Comme peine obligatoirement accessoire à toute condamnation c'est la publication du jugement dans le journal même en première page, ou dans d'autres journaux, aux frais du condamné, si son journal a cessé de paraître. Les auteurs de la loi ont été très logiques en prévoyant ce cas, cela prouve qu'ils se

rendaient compte de l'effet désastreux possible des amendes excessives sur l'existence du journal.

PROCÉDURE. — Une disposition tout particulièrement grave, et qui a suscité de longs débats à la Chambre fut celle de l'article 8, qui permettait la recherche, des coupables d'un délit prévu par la loi conformément aux règles de la loi sur la procédure criminelle? A quoi bon cet article? Quelles sont ces autres règles qu'il ne fallait pas suivre? On ne les voit pas. Ce qui est clair, c'est qu'en l'absence de cet article la loi sur la procédure criminelle devait être appliquée dans toutes ces parties concernant la recherches des coupables, on pouvait parfaitement se passer de cet article 8. Mais par le fait qu'il figure dans la loi, la question se pose de savoir quel but se proposait le législateur. C'est ce qu'il nous faut voir. Hâtons-nous donc de dire qu'il ne s'agit ici que d'une interprétation de la Constitution, ce qui ne paraît pas au premier coup d'œil. Il faut que l'autorité judiciaire s'empare du vrai coupable, c'est-à-dire de l'auteur de l'article incriminé, et cela par tous les moyens permis par la loi de la procédure criminelle, et en premier lieu par la perquisition des bureaux et de l'imprimerie du journal.

Seulement quand tous les moyens pour la recherche des coupables seront épuisés et que l'auteur demeurera introuvable on ira poursuivre l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur. C'est dans ce cas seulement que l'auteur sera inconnu, condition exigée par l'article 79 de la Constitution pour que les pour-

suites puissent être exercées contre les autres personnages.

La question donc se ramène à ceci : quand est-ce que conformément à l'article 79, l'auteur d'un écrit incriminé est connu ? Faut-il qu'il soit notoirement connu par tout le monde ou qu'il soit retrouvé par l'autorité judiciaire par tous les moyens de recherche ? La solution qu'on doit admettre dans l'un ou dans l'autre sens n'est pas sans influence pour la liberté de la presse. Dans le second cas, celle-ci sera souvent l'objet de mesures vexatoires de la part du Gouvernement. Nous étudierons la question dans notre deuxième partie en interprétant le texte de la Constitution.

Si donc l'article 8 avait pour but de préciser le cas où l'auteur doit être présumé comme inconnu, il visait aussi autre chose. C'était d'éviter toute discussion sur la possibilité de faire des perquisitions à domicile, un bon moyen pour occasionner par des irruptions inopportunes de la police au bureau du journal, des perturbations et retards dans son service. Souvent on s'est servi de ce moyen pour créer des embarras aux adversaires politiques. Et nous sommes tout portés à croire que le législateur visait ce but. En décrétant l'article 8, il n'était nullement besoin en effet de spécifier que la recherche des coupables se fera par tous les moyens, cela allait de soi, seulement, un éditeur ne pouvait désormais échapper à une perquisition en disant : « Le véritable auteur est inconnu, c'est un manuscrit anonyme que

j'ai reçu et reproduit dans le journal, c'est moi qui vais répondre en vertu de l'article 79 de la Constitution, inutile de perquisitionner. »

Et c'est pour permettre dans ce cas une perquisition qu'on a mis l'article 8. L'auteur sera inconnu si toutes les recherches sont demeurées vaines, mais pas avant. Visant à une telle fin, l'article 8 n'a pas un autre but que d'armer la main du Gouvernement contre ses adversaires politiques, et lui permettre de leur occasionner tous les désagréments. Il faut toujours condamner ces procédés, qui sont loin d'adoucir les mœurs politiques dans un pays neuf.

En matière de procédure, il y a une autre aggravation. La compétence est attribuée au tribunal de première instance mais jugeant sans le concours du jury. Il est vrai qu'il ne faut pas exagérer l'importance de cette disposition car l'institution de jurys en Bulgarie n'est pas du tout pareille à celle de la France. L'influence du jury sur le jugement n'est pas aussi grande, il délibère avec les juges et il suffit qu'un seul de ces derniers soit d'un avis séparé pour que l'affaire soit portée en appel sans jurys.

En second lieu des délais très courts sont prévus dans tous les degrés de juridiction. Le tribunal doit juger l'affaire dans les sept jours après qu'elle a été saisie. Nous avons dit l'inconvénient que présente pour la défense des délais si courts. Faute d'avoir pu rassembler ses preuves pour le premier degré de juridiction, le prévenu sera obligé d'interjeter l'appel

dans la plupart des cas. Les voies de recours sont exercées dans les délais ordinaires.

§ 3. — Loi du 16 janvier 1907.

Exactement trois années après la loi de 1904 que nous venous d'examiner une autre loi sur le même objet est intervenu. Si les passions politiques en 1904, de l'aveu du Garde des sceaux fait dans son exposé des motifs, n'étaient pas calmes et apaisées, en 1907 leur exaspération était presque à leur comble.

La fin de l'année 1906 est marquée par une grave crise. Les employés du chemin de fer de l'État passant des menaces aux actes proclament la grève. La plupart des partis politiques approuvent le mouvement par un esprit étroit d'opposition, sans penser qu'un jour cela pouvait leur arriver également. Le Gouvernement était aux prises avec de grandes difficultés. Il fallait à tout prix assurer les communications et d'autre part ne pas capituler devant ces subordonnés. C'était tâche difficile.

On a mobilisé le bataillon de chemin de fer. Les grévistes devaient assurer le service comme soldats. Les sabotages commis étaient innombrables. Tout cela n'était pas suffisant. Le 3 janvier, le soir, avait lieu l'inauguration du premier théâtre bulgare à Sofia. En se rendant à la cérémonie, le Prince fut l'objet d'une manifestation hostile et violente de la part des étudiants mécontents de n'être pas invités en

nombre suffisant. Le lendemain, le Ministre de l'Instruction publique donna sa démission. L'Université fut fermée, les professeurs révoqués, les étudiants, dispensés pour leurs études du service militaire, incorporés dans les régiments. Les attaques de la presse sont des plus violentes.

La personne du Prince n'est point ménagée. Le Gouvernement s'aperçoit que la loi du 16 janvier 1904 n'est pas du tout suffisante pour protéger le Prince des attaques violentes. A la hâte un projet est élaboré qui devient la loi de 16 janvier 1907. On peut dire que c'est une loi de circonstance votée, comme nous venons de le voir, dans un mouvement de surexcitation extrême. Aussi, est-elle loin d'être une œuvre accomplie. Les dispositions restrictives nullement excusables ni justifiables ne peuvent donc s'expliquer que par les circonstances dans lesquelles la loi fut votée.

Que vient de faire la loi de 1907? D'abord elle précise d'une façon minutieuse les manières par lesquelles on peut injurier le Prince. Mais elle est remarquable surtout dans ses dispositions sur la procédure et particulièrement sur l'introduction de la saisie préventive, faite par la police. Sous ces deux aspects il faut faire l'étude de la loi.

Du moment qu'on renonce à la formule simple et explicite à la fois du délit punissant « l'offense » faite au Chef d'État et qu'on veut énumérer toutes les manières par lesquelles cette offense est susceptible de se manifester, on risquera d'être toujours incom-

plet et tout en cherchant à mettre à l'abri des attaques déguisées la personne du Prince, on laisse les moyens aux journalistes habiles d'injurier indirectement le Prince. Quelle que soit longue l'énumération des moyens par lesquels le prince peut être offensé, le législateur ne peut pas se flatter de les avoir tous prévus, surtout quand la loi a été rédigée dans un moment d'énervement politique.

C'est ce qui s'est produit dans la loi qui nous occupe. Nous avons vu que déjà l'article 4 de la loi de 1904 a été rédigé de cette façon. Il disait nettement : celui qui attaque, injurie ou nuit au prestige du Chef d'État, son épouse ou l'héritier au bien, les expose à la dérision, au dédain, ou à la plaisanterie, sera puni, etc. Nous avons fait relever le procédé défectueux d'une telle rédaction qui présentera toujours des lacunes. Il faut croire que ces lacunes étaient fort importantes à en juger par les deux nouveaux alinéas que la loi de 1907 ajoute à l'article 4. L'auteur de cette loi s'est chargé d'une tâche ardue en cherchant à énumérer tous les moyens par lesquels on pouvait injurier le Prince ; il fallait tout prévoir et rien omettre, il fallait rendre impossible en fait l'impunité de toute offense si déguisée qu'elle soit.

L'auteur de cet article 4 a déployé une habileté extrême dans les recherches des termes dont il s'est servi et il faut lui rendre justice. Si bien que nous avons rencontré pas mal de difficultés pour traduire ce texte en français, et nous sommes loin de croire que nous y sommes arrivé d'une manière irréprochable.

Les deux alinéas suivants sont donc ajoutés à l'article 4 de la loi de 1904 :

Quiconque en dehors des cas prévus par le premier alinéa de cet article, d'une manière indirecte ou cachée, dans une forme allégorique ou insignifiante, avec toute sorte d'illusions et d'insinuations, avec des expressions ou des apostrophes tendant à avertir ou à conseiller, ou dans n'importe quelle autre forme ou manière, injurie l'honneur et la considération du Chef d'État, de son épouse ou de l'héritier au bien, les critique à certains égards ou leur attribue des faits et des actions incompatibles avec leur situation ou nuisibles aux intérêts publics ou ceux de l'État, ou bien fait voir l'intention de susciter contre eux la haine, l'indignation, le blâme ou le dédain ou bien les expose aux critiques, plaisanteries, ou à la risée sera puni, etc.

Par cette rédaction longue et laborieuse on se rend compte du désir du législateur. Il a voulu fournir aux procureurs un moyen infaillible d'obtenir une condamnation, toutes les fois que dans un article il est fait directement ou indirectement une allusion au Chef d'État, son épouse ou l'héritier. Le Gouvernement pouvait espérer que désormais toute attaque devenait impossible. Est-il parvenu à ses fins ? C'est peut-être discutable. Cette loi ne fut pas de longue durée ; une fois les événements passés, les passions calmées, il était naturel que les journaux deviennent plus modérés. Cependant il faut croire que le journaliste de mauvaise foi aurait trouvé le moyen d'é-

chapper à la condamnation en s'accommodant au texte de l'article 4. Que fera le procureur en face d'un journal qui se borne à exposer un fait tout à fait compatible avec la situation du Chef d'État, un acte officiel de celui-ci, mais non contresigné par un Ministre et fait même à son insu et ensuite le journal attaque et fait une critique violente du Ministre respectif. Tout le monde saura que la critique est dirigée contre le Chef d'État et non pas contre le Ministre, lequel, s'il est critiquable sur le fait de ne pas avoir contresigné, ne l'est point sur la substance de l'acte même. Une telle critique ne pourra tomber sous le coup de l'article 4, tandis que l'offense ne sera pas moins faite au Chef d'État. De plus, si l'article 4 punit celui qui fait voir l'intention de susciter contre le Chef d'État la haine, l'indignation, le blâme ou le dédain, mais on a oublié de prévoir la pitié, il est vrai qu'elle se conçoit difficilement sans être au fond une injure ou une plaisanterie, mais enfin un journaliste habile peut toujours adresser son article de manière à susciter la pitié. Alors il sera difficile de prouver que le journaliste est de mauvaise foi et qu'il faut voir là une injure.

Si, à la suite d'un incident si pénible que celui de la soirée du 3 janvier, un journal plaint le Chef d'État d'une manière exagérée ou bien lui fait pour une autre occasion un éloge dépassant toute mesure surtout quand on connaît la tendance du journal, l'impunité sera sûre pour le journaliste, car il ne sera pas dans les termes de l'article 4 et l'offense n'existera pas

moins. Il est autrement plus préférable de donner un large pouvoir au juge pour apprécier dans chaque cas s'il y a ou non une offense. Or cela n'est pas possible avec un texte qui en se donnant mille peines pour tout prévoir, par là même limite l'appréciation du juge. La personne du Chef d'État sera mieux mise à l'abri des attaques si la loi se borne tout simplement à punir « l'offense », qu'un magistrat zélé peut trouver même là où elle n'existe pas.

Abordons maintenant la partie la plus intéressante de la loi, celle qui réglemente la procédure. Nous y trouvons en effet l'inauguration de la saisie préventive opérée par la police.

Dans la Chambre on a attaqué vivement l'article 11 qui introduisait la saisie préventive. Mais les attaques étaient mal formulées. On y a vu une confiscation prohibée par la Constitution, or il n'est point besoin de démontrer la différence entre la saisie et la confiscation.

Tel qu'il était rédigé, l'article 11 ne consacrait aucune confiscation, ce qui aurait été d'autant plus monstrueux qu'elle aurait été opérée par l'autorité administrative. Heureusement ce n'est pas notre cas. Nous sommes en présence tout simplement d'une saisie préventive. L'opportunité de cette mesure n'est pas discutable en matière de presse, où le corps du délit est d'une nature toute spéciale étant donné la facilité d'être multiplié presque infiniment. Toute la question est de savoir quelle sera l'autorité qui doit prononcer la saisie, est-ce qu'il faut laisser ce

droit à l'autorité judiciaire comme dans les autres délits ou, au contraire, à l'autorité administrative ? Il est vrai que l'action de celle-ci sera toujours bien plus efficace car l'écrit incriminé n'aura pas le temps d'être distribué complètement, mais c'est un système très dangereux et qui peut amener les pires des abus au préjudice de la presse s'il n'est pas entouré par les précautions nécessaires.

Dans tous les cas, un pays où la liberté de la presse est un principe constitutionnel, ne doit pas avoir recours à des mesures d'ordre préventives sous n'importe quelle forme qu'elles soient présentées.

Enfin s'il y a un désir sincère d'assurer une répression efficace par ces mesures préventives, il faut qu'elle soit entourée de toutes les garanties nécessaires pour ne pas dégénérer à des abus. Malheureusement, ce n'est point le cas de la loi de 1907.

Lisons d'abord l'article 11 pour nous rendre compte de la portée de cette saisie.

Pour tout délit contre la présente loi, les autorités administratives locales font le procès-verbal nécessaire. Ils ont le droit de procéder tout de suite à la saisie des objets qui servent à l'accomplissement du délit, n'importe où ils se trouvent comme les numéros des journaux qui contiennent les articles ou images incriminés, ouvrages ou brochures avec un contenu délictueux, etc. Le procès-verbal avec un exemplaire des preuves matérielles est envoyé aussitôt au parquet afin que les poursuites contre les

coupables soient intentées. Le procureur peut poursuivre sans ce procès-verbal.

Quel sera le résultat de l'application de cet article ? C'est qu'une saisie non justifiée sera exercée en fait au plus grand préjudice du journal jusqu'à ce que l'affaire soit jugée au fond et qu'une sentence définitive soit intervenue. En supposant que le procès se fera très vite dans les délais abrogés, il ne faudra pas moins d'un mois, voire un mois et demi avant que la décision de la Cour d'appel soit connue. Alors, par le simple caprice de la police, une saisie pratiquée arbitrairement sera maintenue pendant tout ce temps. C'était le défaut capital de la loi. Les députés, adversaires politiques du Gouvernement, devraient insister sur ce point et non pas se lamenter d'une confiscation imaginaire.

Ce droit reconnu à l'autorité administrative sans plus de garantie que cela, était loin de présenter des avantages pour la presse bulgare.

On n'a pas à cacher les mœurs politiques chez nous, où tous les moyens sont bons lorsqu'il s'agit de rester le plus longtemps au pouvoir. Qu'une part de la presse politique à certains moments ne connaisse point de limite dans ses attaques, c'est incontestable, mais le Gouvernement qui s'est acharné à la réduire au silence par des mesures vexatoires n'a fait qu'une chose, c'est de la rendre plus violente.

Le fait de donner un droit de saisie à la police, un droit arbitraire et discrétionnaire en pratique ne peut avoir qu'un but c'est de donner au Gouvernement

une arme redoutable contre les journaux de ses adversaires politiques. Le Garde des sceaux cherchait de son mieux à présenter l'article 11 sous un aspect acceptable. Il a dit que sur cette question on ne faisait que suivre l'exemple de l'Autriche et de l'Allemagne où la saisie préventive est admise en matière de presse (1). Mais l'exemple n'a été suivi que dans la mesure, où cela a été avantageux pour le Gouvernement. Nous ne pouvons pas admettre que les auteurs de la loi n'aient pas eu sous leurs yeux les lois allemandes, c'est donc intentionnellement que toutes les garanties que prévoient la loi allemande et la loi autrichienne, ne sont pas reproduites, et cela se comprend autrement : le Gouvernement aurait manqué son but qui était de pouvoir mettre la main sur tout écrit qui ne lui était pas agréable sans plus de forme. Nous ne sommes pas en principe contre toute idée de saisie préventive en matière de presse, mais faut-il au moins que cette mesure soit entourée de toutes les garanties désirables. Si comme en Allemagne le Ministère public est averti dans les douze heures qui suivent la saisie, et que de son côté il se prononce dans les douze heures suivantes, et le jugement est rendu en vingt-quatre heures, si comme en Autriche une poursuite purement objective contre l'écrit lui-même est exercée aussi à plus brefs délais, alors nous serons parmi ceux qui approuve-

1. Voir le discours de M. Panaïodoff dans la séance du 15 janvier 1907. Procès-verbal de la Chambre, 13^e législ., 4^e session, 56^e séance.

ront une pareille mesure. Tel qu'il était rédigé, l'article 11, répétons-le encore une fois, ce n'était qu'un arbitraire administratif pouvant donner lieu à des abus très graves.

D'autres modifications à signaler dans la procédure, c'est la réduction à sept jours du délai dans lesquels les voies de recours doivent être exercées. De même la sentence devait être lue dans les sept jours après que la résolution avait été prise par le tribunal. Sur ce point donc la loi de 1904 fut complétée, nous avons vu qu'elle imposait au tribunal de s'occuper de l'affaire dans un délai de sept jours, après qu'il en était saisi. En abrégant les différents délais, on pouvait par contre, doubler ce dernier et tout en obtenant une prompte justice, accorder des facilités à la défense pour rassembler ses preuves.

Dans son article 5, la loi de 1904 interdit la preuve des faits diffamatoires concernant le Chef d'État, son épouse et l'héritier. Il était peut-être inutile de statuer expressément sur cette prohibition, car le Code pénal, article 40, troisième alinéa, interdit déjà la preuve dans ce cas. Notre loi va plus loin, et pour remédier à un abus de la pratique interdit au journaliste poursuivi, de prouver que l'article ou image incriminé ne vise pas le Chef d'État et ses proches. En effet, pour éviter la peine, les accusés prétendaient toujours que leur écrit ne concernait pas le Chef d'État. Il faut croire qu'ils réussissaient parfois et que le tribunal se laissait convaincre. Aussi le dernier article de la loi de 1907 interdit expressément ce

genre de preuve, et ordonne au tribunal de décider uniquement en vertu de l'écrit incriminé. C'est une rigueur peu explicable et qui pourrait priver un journaliste non coupable de donner des explications au tribunal. Celui-ci pour rendre la justice doit être bien éclairé, pourquoi lui interdire d'entendre l'accusé ? De plus la décision du tribunal est toujours motivée, le procureur peut toujours faire appel et si vraiment l'écrit est d'une nature délictueuse, il est peu probable qu'il restera impuni. Cette disposition constitue une atteinte au droit de la défense ; la loi n'ayant point confiance dans la capacité des juges, cherche à rendre certaine la condamnation de l'accusé.

Faite à la hâte, cette modification de la loi de 1904 ne pouvait pas être parfaite, nous venons de le voir. Son grand défaut était naturellement la saisie préventive, faite par l'administration et cela sans aucune garantie pour la presse. Il y a eu des exemples à ce sujet, plusieurs fois des journaux paraissant à Sofia ont été saisis, et particulièrement le journal *Balkanska Tribouna* (la Tribune des Balkans) le plus violent de l'époque.

§ 4. — Loi sur la presse du 17 mars 1907.

Le louable désir de M. Guénadieff, le Garde des sceaux en 1904, qu'il exprimait dans l'exposé des motifs de la loi du 16 janvier 1904, à savoir qu'une loi sur la presse doit être faite par les efforts communs

de tous les groupes politiques en un moment où les passions sont calmes, enfin qu'elle soit une œuvre parfaite et durable et qu'elle ne soit pas abrogée par le Gouvernement suivant, malheureusement n'a pas pu s'accomplir. C'est tout le contraire qui est arrivé avec la loi de mars 1907 qui nous reste à examiner avant d'arriver à la situation actuelle faite à la presse. Rarement une loi a été faite dans des conditions si défectueuses. L'effervescence des passions politiques devait atteindre son plus haut degré à la suite de la mort tragique du regretté Petkoff, Ministre Président de l'époque, assassiné le 27 février. Un journaliste fut accusé d'être mêlé de près ou de loin à l'assassinat. Quelques jours avant, son journal, dans une caricature, prédisait la fin tragique du Ministre Président. L'ensemble des journaux d'opposition par leur langage violent avaient créé une atmosphère lourde, les esprits étaient très tendus, tous les torts étaient attribués à Petkoff, présenté comme le mauvais génie de la Bulgarie. Dans de telles circonstances, il n'était pas étonnant qu'un exalté ait conçu l'idée criminelle d'attenter à la vie de cet homme d'État. On comprend combien ont dû être émotionnés ses amis politiques et la majorité de la Chambre qui le soutenait. Des lois rigoureuses furent aussitôt votées : d'une part celle des anarchistes, d'autre part celle de la presse. On peut comparer les circonstances dans lesquelles étaient votées ces lois à celles qui ont provoqué les lois scélérates en France en 1893.

Ainsi non seulement que les passions politiques

étaient loin d'être calmes mais ces lois furent l'œuvre exclusive de la majorité ou plutôt du Gouvernement, car le projet présenté fut noté presque sans modification. C'était une œuvre hâtive, élaborée au milieu des passions et comme telle, elle était loin d'être parfaite.

En la votant, la majorité se rendait compte qu'elle faisait une loi temporaire, une loi qui ne devait pas lui survivre de beaucoup. Ainsi les circonstances n'ont pas laissé le loisir au Gouvernement du parti libéral-national, durant son long passage au pouvoir, de doter la Bulgarie d'une loi sur la presse présentant toutes les perfections voulues. Les moments de calmes n'ont pas manqué ; peut-être le Gouvernement craignait-il d'être accusé par ses adversaires politiques de vouloir opprimer la presse, et alors il laissait durer l'ancien état de chose. Quoi qu'il en soit, il fut forcé par les circonstances de faire une loi éphémère et mauvaise.

Avec la loi de 1907 c'est la thèse de la nécessité d'une loi spéciale sur la presse qui est reprise, sur beaucoup de points la loi de 1907 s'inspire de la loi de 1887. Il faut reconnaître que bien des défauts de celle-ci sont évités et quoique dans son ensemble elle soit mauvaise, sur bien des points elle ne manque pas de bonnes dispositions.

La loi commence par la réglementation de l'imprimerie. Elle met beaucoup de soin pour que ces établissements soient connus, ce n'est pas sans raison, nous verrons dans la suite que d'après le système des

responsabilités, ce sera l'éditeur qui sera poursuivi. La loi ne fait presque aucun cas de l'auteur, elle cherche surtout à atteindre l'éditeur, et à son défaut bien entendu, l'imprimeur. Pour cela elle édicte des mesures afin de s'assurer ces deux personnages.

DISPOSITIONS PRÉVENTIVES D'ORDRE RÉGLEMENTAIRE.

— L'imprimeur et l'éditeur devaient faire des déclarations à l'autorité administrative, soit que le premier procède à l'ouverture d'une imprimerie, soit que le second fonde un journal. Un nouveau système est introduit par la loi de 1907 pour assurer la publicité à cet égard.

Chez l'imprimeur et même chez l'éditeur, ce qui n'est pas régulier, la loi voit des commerçants. Et alors tout devient simple, la loi les oblige à enregistrer leur raison sociale près du tribunal de première instance, conformément à l'article 23 du Code de commerce. De telle sorte, sont évitées les déclarations habituelles faites devant l'autorité administrative et en même temps la publicité la plus large est établie, car ces registres non seulement sont à la portée de tout le monde, mais tout ce qu'on y enregistre est publié par le *Journal officiel*. Là ne s'arrête pas la portée de la loi en ce qui concerne l'imprimeur. Le Code de commerce dans l'article 280, cinquième alinéa, déclare expressément celui-ci commerçant et comme tel, en toute hypothèse, il doit faire enregistrer sa raison sociale au tribunal sous peine d'une amende. La loi va plus loin et déclare clandestine toute imprimerie dont le propriétaire n'a pas rempli cette for-

malité, or l'article 13 fait un délit de l'ouverture d'un établissement clandestin, et le punit d'une amende. L'imprimeur peut, d'une part, se voir infliger une amende allant jusqu'à 1.000 francs, si malgré l'injonction du tribunal il s'obstine à enregistrer sa raison sociale dans la quinzaine, conformément à l'article 28 du Code de commerce, mais du fait qu'il n'a pas procédé à enregistrement il a commis un délit consistant dans l'ouverture d'une imprimerie clandestine, pour laquelle indépendamment de l'amende précédente il en encourra une autre allant de 100 à 1.000 francs.

Tout autre était la situation de l'éditeur qui d'après le Code de commerce n'entre pas dans les catégories des commerçants par suite de son métier. Le Code ne considère comme tel que l'éditeur du livre et non pas celui du journal. Néanmoins la loi de 1907 l'astreint à procéder au même enregistrement, il est donc traité comme un commerçant et dans tous les cas par là il se fera connaître à l'autorité et au public. Il faut ajouter que c'est le seul moyen par lequel on peut connaître l'éditeur du journal, car aucune obligation n'est imposée pour faire imprimer son nom sur chaque numéro. Cette obligation n'existe qu'à l'égard de l'imprimeur dont le nom, plutôt la raison sociale de sa maison, doit figurer sur tout imprimé sortant de chez lui.

Toutes les fois que l'éditeur change, il faut un nouvel enregistrement. Quant il s'agit enfin de l'édition d'un appel ou manifeste quelconque, pour chaque cas

particulier, l'éditeur doit faire une déclaration au président du tribunal, qui lui délivre un certificat. Les affiches électorales sont dispensées de cette déclaration.

CONDITIONS POUR ÊTRE ÉDITEUR. — A part le but de faciliter la répression, le Gouvernement laissait voir un autre désir dans son journal officieux *Nov Vek*. On voulait que celui qui assumait la noble tâche d'éclairer et garder l'opinion publique soit quelqu'un et non pas le premier venu. Or, à part les conditions que la loi exigeait de lui et que nous allons voir tout à l'heure, une condition préalable et fondamentale lui était imposée, c'était de devenir commerçant, d'engager ses intérêts, de courir le risque d'une faillite. On pouvait espérer alors que les journalistes seraient des gens qui feraient honneur à leur métier et qu'en cas de poursuite on pouvait atteindre une personne présentant quelques garanties.

En lisant les nombreuses conditions exigées de la part de l'éditeur, on voit quelle importance la loi attribue à la personne de celui-ci.

A ce sujet, plusieurs innovations sont à signaler qui ne manquent pas d'originalité. En effet, en outre des conditions ordinairement exigées comme la nationalité bulgare, la majorité, la jouissance de ses droits civils, civiques et politiques, on trouve l'obligation pour l'éditeur d'avoir fait son service militaire ou d'en être exempté. Cette disposition peut-être a été dirigée contre les rédacteurs de certains journaux qui s'at-

taquent violemment à l'armée sans jamais avoir passé par ses rangs. Du reste d'autres articles de la loi cherchent à protéger spécialement l'armée des attaques des journaux qui ont dû être assez violentes à cette époque.

Une condition que nous avons eu maintes fois l'occasion de relever dans les autres lois et que nous retrouvons de nouveau, c'est l'obligation pour l'éditeur d'avoir son domicile permanent dans le lieu où le journal est édité, nous n'y insistons pas davantage.

Au point de vue de capacité intellectuelle que devait posséder l'éditeur, nous sommes en présence de la condition la plus restrictive qu'on pouvait lui imposer à savoir une instruction supérieure constatée par un diplôme universitaire. Nous savons que ce n'était point une innovation. Le principe a été admis en 1896 lors des modifications apportées à la loi de 1887. A cette occasion nous avons exposé notre manière de voir en nous prononçant catégoriquement contre toute condition de ce genre. Les Règlements temporaires de 1900 avaient même imposé la nécessité d'instruction supérieure, de sorte que sur ce point la loi de 1907 ne présente rien de mauvais.

Pour que cette condition très restrictive ne constituât pas une grande gêne pour le journalisme, une exception fut admise. On pouvait être éditeur en possédant l'instruction de 3^e classe de gymnase mais à condition de payer un impôt direct de 100 francs autre que la patente pour le journal.

On pourrait voir là une porte largement ouverte à un grand nombre de personnes pour devenir éditeur. Il est vrai que c'est déjà plus libéral que la condition pure et simple d'instruction supérieure, mais il ne faut pas exagérer l'importance de cette exception, car la nécessité de payer un impôt direct de 100 francs suppose une personne déjà respectable, âgée, qui par son travail est arrivée à une situation assez bonne, qu'elle risquera difficilement dans une entreprise aléatoire.

D'autre part, personne ne peut être éditeur de plus d'un journal, condition facilement explicable par le désir d'éviter les abus possibles qui pouvaient résulter de l'entente des journaux politiques, mais il est difficile de justifier une pareille mesure qui ne constitue ni plus ni moins qu'une violation du principe de liberté du travail. Comment peut-on empêcher un homme d'entreprendre deux commerces à la fois si cela lui plaît? Cette question ne fut pas soulevée pendant les courts débats, qui eurent lieu à la Chambre. Peut-être que les députés de l'opposition y ont vu quelque chose de très naturel. Si c'est indispensable pour éviter les abus, il est préférable de chercher un autre remède et non pas se servir des moyens qui portent atteinte à un droit fondamental.

On ne retrouve pas dans la loi de 1907 la privation du droit d'être éditeur pour les personnes qui ont subi des condamnations comme dans la loi de 1887 et celle de janvier 1904, sur les délits commis par la presse contre la personne du Chef d'État. Mais il y

a autre chose en place, qui est peut-être aussi grave, étant donné le système général que la loi a inauguré pour obtenir en pratique une efficacité dans la répression.

Sont privés du droit d'être éditeur tous ceux qui ont été en déconfiture, faillite ou dans l'impossibilité de payer les amendes encourues à la suite d'une condamnation ou décision quelconque. Examinons cela attentivement.

Tout cela s'harmonise très bien avec les dispositions de la loi visant comme nous l'avons dit, la répression efficace. D'abord de l'éditeur la loi en a fait un commerçant susceptible d'être mis en faillite. Pour plus de sûreté la loi va encore plus loin, la déconfiture d'un non commerçant, et même le simple fait de l'impossibilité de payer une amende prononcée par la justice seront également la cause de l'incapacité de devenir éditeur. Si l'on ajoute à cela les amendes excessives qu'on rencontre aussi bien dans la loi de 1904 que dans celle qui nous occupe en ce moment, des amendes allant jusqu'à 5.000 et même 10.000 fr., si l'on ajoute d'autre part la disposition de l'article 12 qui en dérogeant gravement aux principes du droit pénal impose le cumul des amendes, il sera facile d'apercevoir quel sera le résultat pratique. Les amendes excessives accumulées mettront dans la majorité des cas, l'éditeur dans l'impossibilité de les payer, or s'il veut qu'il ne perde à jamais le droit d'être éditeur en vertu de l'alinéa 3 de l'article 4, il faut qu'il les paie. D'autre part, s'il entamait nota-

blement son capital déjà modeste dans la plupart des cas chez ces petits journaux politiques de combat, ne courrait-il pas le risque à chaque moment d'être obligé de faire cesser ses paiements, et par là de perdre son droit d'être éditeur à un journal. Autrefois en pratique les amendes étaient toujours remplacées par la prison, laquelle, dans le cas le plus grave et pour l'amende la plus forte, ne dépassait pas six mois conformément à l'article 28 du Code pénal. Il était plus facile à un journal de faire entrer en prison son éditeur que de payer 10.000 francs d'amendes, par exemple, d'autant plus que l'éditeur condamné et en prison, ne perdait point ses droits. Le journal pouvait continuer à paraître à son nom. C'est ce résultat que voulait éviter la loi de 1907. Si l'éditeur ne voulait pas être privé de son droit il devait acquitter l'amende. Ne le faisait-il pas dans les délais habituels, la simple constatation de ce fait suffisait pour lui enlever son droit.

Pratiquement cela reviendra presque dans tous les cas de priver de leurs droits les éditeurs condamnés pour un délit de presse. Si déjà on peut critiquer l'incapacité consistant à priver du droit d'être éditeur toute personne qui a subi une condamnation quelconque pour délit ou contravention, comment faut-il juger l'alinéa 3^o de l'article 40? Ne parlons pas de cas de cessation de paiements où l'éditeur mis en faillite ne pourra, bien entendu, entreprendre une nouvelle édition, mais il est surprenant que le fait de ne pas payer l'amende soit suffisant par lui-même

pour priver l'éditeur de son droit. L'article 28 du Code pénal donne la faculté au condamné, de remplacer l'amende par la prison, de sorte que cela ne doit pas être de nature à entraîner des incapacités pour celui qui ne veut pas payer l'amende.

Le désir de la loi est d'avoir des personnes solvables, qui puissent ressentir l'effet de la répression, cela n'est pas une raison pour en imposer une incapacité s'ils elles veulent user d'un droit que le Code pénal leur donne.

Ainsi, par de nombreuses conditions qu'elle impose la loi de 1907 rend difficile la jouissance de la liberté de la presse. Il faut remarquer cependant que toutes ces conditions ne sont exigées que de la part des éditeurs des journaux politiques, exception toutefois sur l'interdiction d'être éditeur à la fois de deux ou plusieurs journaux qui est édicté par un article à part (art. 7) sans distinguer les journaux littéraires des journaux politiques.

C'est de ces derniers que le gouvernement se méfie. Sont assimilées à des journaux politiques toutes les feuilles qui paraissent dans le format d'une gazette, de même que tous les journaux littéraires ou professionnels qui ont un chapitre ou une rubrique réservée aux questions politiques. Si ces derniers journaux sont considérés comme politiques, cela n'a rien d'extraordinaire. On voit cependant plus difficilement comment le format d'un journal peut lui donner un caractère politique s'il n'en a pas, tel un journal de sports ou de théâtres. Le législateur a

probablement compté que le cas ne se présenterait pas en Bulgarie et qu'il fallait se méfier de cette sorte d'édition.

Aucune loi sur la presse n'a imposé autant de conditions au journaliste, les restrictions qu'elle apporte à cet égard sont particulièrement graves quand on les combine avec les autres dispositions de la loi ; nous sommes loin d'une loi libérale. Si graves qu'elles soient, toutes ces restrictions sont cependant en harmonie avec le système d'une efficace répression que la loi poursuit.

Il faut éviter la pratique des rédacteurs responsables, hommes de paille. Le journal doit ressentir les effets de la condamnation prononcée. Comment obtenir cette efficacité dans la répression ? En cherchant à atteindre l'auteur, le vrai coupable ? Partout la pratique a démontré que, quand celui-ci ne veut pas divulguer sa personne, il est fort difficile de le connaître. Du reste, la loi de 1904 désirant faire supporter au véritable auteur la peine qu'il mérite en cas de délit, n'ordonnait-elle pas la recherche de celui-ci par tous les moyens de la procédure ? Son résultat pratique a dû être bien mince car nous voyons le même gouvernement renoncer à ce système irréalisable, qui ne pouvait qu'occasionner des vexations inutiles à la presse. La loi de 1907 proscriit même expressément la perquisition à domicile en matière de presse.

Elle ne fait presque aucun cas de l'auteur. Celui qu'elle cherchera à tenir effectivement pour respon-

sable, ce sera l'éditeur, personnage qui ne peut pas se dissimuler. Alors, dans ce but, la loi de 1907 prend toute cette série de mesures que nous avons déjà vues pour que l'éditeur soit une personne présentant le plus de garanties possibles, surtout au point de vue pécunier. Avant tout, il doit être commerçant, et un commerçant solvable, de sorte que le cas échéant il puisse être atteint dans ses intérêts pécuniaires, point le plus sensible pour les hommes.

On pouvait espérer que les délits de presse ne seraient pas désormais commis si facilement.

L'application exacte du système de la responsabilité par cascade de la constitution est reproduite par la loi dans son article 9. C'est l'auteur qui est donc poursuivi en premier lieu, à son défaut l'éditeur, et ainsi de suite dans l'ordre établi par l'article 79 de la Constitution.

Si l'auteur ne veut pas se faire connaître, tout le poids de sa responsabilité doit être supporté par l'éditeur. Cependant, si d'un côté le législateur en 1907 a renoncé au système de rédacteur responsable, et s'il cherche à établir la responsabilité de l'éditeur, il fallait prendre certaines précautions.

En effet, ne pouvait-on se servir de prête-noms des hommes de paille qui signent l'article et qui se déclarent en être l'auteur? Il est vrai que le procureur pouvait faire la preuve contraire, mais cela sera généralement très difficile, et dans la loi de 1907 d'autant plus difficile que les perquisitions sont prohibées. Il sera donc impossible en pratique au procu-

reur d'apporter une preuve matérielle, alors la loi a recours à un autre expédient.

Si l'article est signé, mais il y a un doute que cela soit le véritable auteur, dans ce cas l'accusateur a le droit de poursuivre à la fois la personne qui a signé et l'éditeur du journal. C'est à celui-ci s'il veut se décharger de la responsabilité de prouver que la personne qui a signé est l'auteur de l'article incriminé. L'accusateur a droit de faire la preuve contraire par tous les moyens sans cependant recourir à la perquisition. Étant donné que toujours il sera permis de douter sur la qualité d'auteur de la personne qui a signé l'article, pratiquement l'éditeur sera toujours mis en cause.

Bien entendu, il ne peut y avoir qu'un seul condamné, la loi du reste nous le dit expressément dans l'article 32. Il aurait été plus logique que la preuve de qualité d'auteur, soit exigée de la personne qui a signé, qui se déclare coupable. Cependant, en matière de presse cela ne sera pas rationnel, la substitution d'une personne au véritable auteur est toujours très facile. Voilà pourquoi la loi de 1907 désirant obtenir une répression efficace pour tout simplifier met en cause l'éditeur.

Ou bien celui-ci arrive à démontrer le véritable auteur, alors tant mieux on tiendra le vrai coupable, ou bien il veut supporter la responsabilité et alors on obtient une efficace répression. Dans les deux cas, le but du législateur recevra satisfaction, car on évite

la déplorable pratique des rédacteurs responsables, hommes de paille.

Un tel arrangement cependant nous semble peu conforme à la constitution qui, dans son article 79 dit exactement ceci : « Si l'auteur est connu et habite la principauté, l'éditeur etc., ne seront pas poursuivis. »

Il s'agit donc de la poursuite, elle ne peut être pratiquée à la fois contre deux personnes pour un et même délit de presse, comme le permet l'article 32 de la loi de 1907. De deux choses une, en effet, ou bien la personne qui a signé est l'auteur, alors il ne faut pas mettre en cause l'éditeur, ou bien elle n'est pas l'auteur, alors il faut s'en tenir à l'éditeur seul. Mais le doute qui peut exister sur l'auteur n'autorise pas à méconnaître le texte formel de l'article 79 de la Constitution et poursuivre deux personnes à la fois. Si l'auteur est connu et demeure dans la principauté, il faut s'en tenir à lui, mais voilà la difficulté qui surgit, la question se pose à savoir quand l'auteur sera-t-il connu ? Faut-il se contenter de la signature ou de la déclaration du premier venu ? Il faut donc convenir ce qu'on entendra par les mots « auteur connu ». Nous avons déjà dit que nous ferons l'examen de cette question dans la deuxième partie générale en commentant la constitution.

Sauf cette imperfection consistant dans la possibilité de poursuivre deux personnes à la fois, et d'autre part mettre à la charge de l'éditeur de prouver que la personne qui a signé l'article en est l'auteur ; il faut reconnaître que tel qu'il est organisé, le sys-

tème de la responsabilité par cette loi est le seul qui à la fois est efficace et conforme à la Constitution. A défaut du véritable auteur, personnage difficile à atteindre, il ne faut pas aller chercher la responsabilité là où elle ne se trouve pas. Il ne faut pas faire supporter la responsabilité à des hommes de paille, mais se tenir à l'éditeur, que la Constitution nous indique elle-même.

SYSTÈME DES DÉLITS. — A cet égard c'est la réédition à peu près complète de la loi de 1887, accompagnée de quelques innovations que les circonstances de l'époque ont provoquées.

Ainsi nous retrouverons la provocation aux délits prévus dans le Code pénal, suivie ou non d'effet. D'autre part le délit consistant dans la provocation aux crimes et délits qui sont de nature à compromettre la sécurité extérieure ou intérieure est reproduit par la loi de 1907, mais pas de la même manière. Ce qui sera désormais puni, c'est la provocation à commettre des faits et actions de nature à compromettre la sécurité de l'État et non pas des crimes et des délits. Formule bien imprécise et qui facilitera des poursuites mal intentionnées. En effet si c'est la provocation à un délit ou crime qui est punie, il faut que dans l'article incriminé, ce délit ou crime soit mentionné, chose facile à constater. Par contre, quand est-ce qu'on sera en présence des faits et actions de nature à compromettre la sécurité de l'État. C'est laissé à l'appréciation discrétionnaire du juge. De même nature sont les

excitations ou les provocations par la presse avec l'intention de créer du désordre dans le pays, délit qu'on trouve dans le même article 17. Que faut-il entendre par désordre ? L'excitation à une grève des ouvriers électriciens, par exemple, sera-t-elle punissable ? Bien sûr qu'il y aura des cas où on ne peut douter du désordre, mais tout cela est incertain. La qualification d'un délit de presse ne doit jamais présenter ce caractère d'incertitude dont un Gouvernement peut faire, à chaque instant, une arme contre ses adversaires. Il est vrai que l'article 17 exige la mauvaise intention, ce qui sera facile à démontrer ; de ce fait, son importance est un peu réduite.

Si toutes ces provocations sont suivies d'effet, l'auteur sera considéré et poursuivi comme complice.

Dans le même ordre d'idées il faut parler d'un autre délit spécial à la loi de 1907 (1) et qui se trouve un peu plus loin dans l'article 21, 2^e alinéa. Sont punis notamment les propagandes des actions dirigées contre la patrie ou contre l'organisation existante de l'État. Ce délit ne fait-il un double emploi avec celui de l'article 17 qui punit les provocations à commettre des faits et actions de nature à compromettre la sécurité du pays ? Peut-être jusqu'à certains points, mais pas tout à fait. Remarquons d'abord l'expres-

1. Nous traduisons littérairement le texte où il est dit : quiconque propage des actions, mais il nous semble que le sens est le même que de dire : quiconque provoque à commettre des actions, etc.

sion « contre la patrie », suivie de celle d' « organisation d'État ». C'est un article plutôt dirigé contre les écrits socialistes, qui, chez nous, loin de présenter une valeur doctrinale quelconque, consistent surtout à attaquer à tort et à travers tout pouvoir, l'État, l'armée ou la religion. Cependant l'alinéa 2 de l'article 21 est conçu d'une telle façon que toute doctrine politique, sociale ou économique, concernant l'organisation actuelle de l'État consistera un délit. C'est excessif au plus haut point, car cette disposition est de nature à porter de grandes entraves à la liberté de l'opinion. On ne pouvait désormais propager des idées socialistes, républicaines, sans tomber sous le coup de la loi.

Il aurait toujours été possible au Gouvernement de faire poursuivre, rien n'est plus facile en effet dans ces cas de propagande pour des faits dirigés contre l'organisation de l'État. En somme, le texte tel qu'il est conçu, présente un caractère d'imprécision et peut-être aurait-il fallu un long laps de temps avant que la pratique de la jurisprudence fût arrivée à une interprétation bien précise.

Heureusement pour la presse, cela n'est pas arrivé et pendant l'année que la loi a été en vigueur il est probable que ces articles ne furent pas appliqués. Indiquons, pour mémoire, certains délits comme l'injure aux bonnes mœurs, à la morale, à la religion, ou encore la provocation à l'inobéissance, à l'inexécution et l'inconsidération de la loi ou aux dispositions légales de l'autorité, délit qui figure aussi dans la loi

de 1887. De même l'apologie approbation ou justification des faits que la loi considère comme délictueuse.

Un autre délit qui caractérise bien l'époque où fut votée la loi est celui de l'article 19 qui punit tous ceux qui, par la presse, portent à la haine contre l'armée et le service militaire, ou portent atteinte à la discipline. Les attaques contre l'armée que l'on confondait souvent avec la personne du Ministre de la Guerre furent en effet une des plus violentes. Pour certains journaux tout ce qui touchait de près ou de loin à l'armée n'était point épargné. Un tel état de chose ne devait pas durer, cependant avec cet article nous sommes toujours dans cette incertitude et impression que présente la plupart des dispositions de la loi. Si la loi n'a pas été élaborée à la hâte et dans le déchaînement des passions politiques, si le législateur s'était donné la peine de faire une œuvre accomplie, bien des imperfections, surtout incertitude dans la qualification des délits pouvaient être évitées.

En ce qui concerne l'injure et la diffamation, la loi de 1907 se borne à reproduire les dispositions correspondantes du Code pénal avec cette différence toutefois, que les sanctions prévues sont bien plus sévères. Ainsi ne prenons comme exemple que l'injure faite à une personne privée, tandis que le Code pénal prévoit emprisonnement jusqu'à six mois ou amende jusqu'à 500 francs. La loi de 1907 punit la même injure d'un emprisonnement allant à deux ans et d'une amende de 100 à 2.000 francs. Il est inutile de s'arrêter davantage sur ce point.

SYSTÈME DES PEINES. — On ne rencontre pas des dispositions préventives à cet égard, il n'y a aucune peine prononcée administrativement, pas même la saisie préventive opérée par voie administrative comme celle qu'on avait organisée quelques semaines plus tôt avec la loi de 1907. Rien de tout cela, et cependant nous rencontrons certaines dispositions de nature à aggraver singulièrement le système pénal de la loi. Le législateur a toujours eu en vue le même désir, une efficace et sérieuse répression. Ce désir, nous l'avons vu reparaitre dans les autres dispositions de la loi, visant nettement la personne de l'éditeur. Au sujet de la manière dont les peines doivent être supportées, c'est toujours la même préoccupation de la part du législateur.

D'abord pour le paiement des amendes, l'éditeur est considéré comme propriétaire de l'édition dite la loi, et le changement de sa personne ne dispense pas les éditeurs suivants de paiement des amendes prononcées.

On peut douter de la légitimité d'une pareille disposition. L'amende, c'est une peine, et, comme telle, doit être encourue personnellement par celui qui l'encourt. Une seule exception est admise à cette règle si l'on peut dire par le dernier alinéa de l'article 29 du Code pénal qui permet d'exiger le paiement de l'amende par la succession seulement dans le cas où la condamnation a été devenue exécutoire avant la mort du condamné. On peut se demander à quel titre la loi oblige-t-elle le nouvel éditeur à payer

l'amende de son prédécesseur ? En déclarant celui-ci propriétaire ? Cela ne change rien à la situation. Supposons que la loi ne voit qu'un seul propriétaire, à savoir l'éditeur condamné, c'est du reste ce qui résulte du texte. Eh bien, comment peut-on obliger l'éditeur postérieur au paiement des amendes dues par le propriétaire du journal ? En sa qualité de préposé ! C'est inadmissible. Si l'on suppose d'autre part que la loi considère le nouvel éditeur comme copropriétaire, ce qui ne résulte nullement du texte même dans ce cas il ne peut être responsable du paiement de l'amende, peine nécessairement personnelle de l'éditeur primitif.

Le seul moyen logique d'obtenir le paiement de l'amende c'est de s'en tenir uniquement à l'éditeur condamné et le mettre dans l'alternative d'acquiescement de l'amende sur la faillite, celle-ci entraînant la liquidation du journal. Pour cela, il fallait contrevenir d'un autre côté à la loi pénale en interdisant substitution de l'emprisonnement aux amendes prononcées à la suite d'un délit de presse. Cela aurait été moins injuste que de faire supporter la peine par une autre personne.

Le dernier alinéa de ce même article 12 du texte ne consacre-t-il ce système par une manière un peu détournée en disposant qu'en cas de faillite ou déconfiture les amendes sont remplacées par l'emprisonnement ? Il en résulte que l'éditeur condamné est privé de la faculté de faire de la prison s'il le préfère au lieu d'acquiescer l'amende. Le refus de payer celle-ci

est donc considéré comme une cessation des paiements entraînant la faillite. Or, il est inadmissible d'accepter de pareilles solutions vu l'article 29 du Code pénal d'après lequel le condamné à une amende qui obtient un délai par le tribunal pour le paiement a la faculté néanmoins à tout moment de subir l'emprisonnement au lieu et place de l'amende. Non seulement que le refus de payer l'amende ne peut constituer une cessation de paiement mais le condamné a le droit de se présenter à tout moment pour subir l'emprisonnement en place de l'amende. Le seul moyen, comme nous l'avons dit, pour obtenir le paiement des amendes, aurait été de priver l'éditeur condamné de la faculté de remplacer l'amende par l'emprisonnement. Cette solution, quoique portant atteinte à la disposition du Code pénal, est moins exorbitante que celle consistant à obliger l'éditeur postérieur au paiement des amendes que la loi a consacrée.

Continuons l'examen de cet article 12. L'alinéa 2° nous dit que le changement du nom du journal ne dispense point les éditeurs du nouveau journal des paiements des amendes dues par les éditeurs du journal précédent. Les mêmes raisons s'opposent à admettre cette solution car le résultat est pareil à celui de l'hypothèse précédente, le paiement de l'amende est exigé d'une personne étrangère à toute condamnation; que le journal change ou non son nom, cela n'empêche que toutes les fois que l'éditeur change, nous sommes en présence d'une nouvelle entreprise commerciale.

Pour finir avec l'article, 12 il reste à parler de son avant-dernier alinéa, d'une importance capitale. Il y est dit que les amendes sont cumulées.

Les principes de droit pénal s'opposent tout à fait au cumul des peines, peu importe leur nature, le condamné ne doit subir en définitive que la peine la plus élevée. De sorte que cet alinéa est en plein désaccord avec le principe le plus élémentaire du droit pénal et ne comporte aucune critique.

A ce sujet, les auteurs de la loi ont dépassé toute limite raisonnable, au délinquant de la presse il a été fait une situation pire qu'au plus grand criminel. L'application pure et simple du droit commun à cet égard aurait été plus que suffisante.

En effet, si la peine consiste uniquement en amende ce que peut faire le tribunal, c'est en prononçant une amende doublée, d'ajouter en plus l'emprisonnement jusqu'à six mois, mais d'aucune façon l'amende ne peut être augmentée au delà de ce maximum. Nous remarquons encore une fois de plus que ce ne sont point les pénalités excessives qui donneront les meilleurs résultats en matière de Presse. Du reste, des lois pareilles sont condamnées à une vie très courte.

Il faut noter l'article 27 qui dit que les délits qui ne sont pas prévus par cette loi sont punis en vertu des lois pénales. C'est-à-dire qu'ils encourent les peines prévues par des lois pénales. Il ne peut être question des personnes qui les ont commis, elles ne peuvent être poursuivies et punies qu'en observant

l'ordre établi par l'article 9 qui n'est que la réédition de l'article 79 de la Constitution.

Enfin, comme peine supplémentaire de plein droit attachée à toute condamnation, c'est la publication de celle-ci dans le journal même. Le tribunal peut en outre ordonner que des publications aient lieu aux frais du condamné dans d'autres journaux.

COMPÉTENCE ET PROCÉDURE. — Il n'y a pas grand chose à dire à cet égard. La loi de 1887 est reproduite dans ses traits généraux, la particularité consiste principalement dans les délais abrégés. Ce qu'il faut constater, c'est que la saisie préventive opérée par l'administration seule, que la loi du 16 janvier 1907 avait inauguré, n'est pas produite en mars 1907.

Il faut revenir à l'article 32 qui permet la poursuite à la fois contre l'éditeur et contre la personne qui a signé l'article incriminé dans le cas où il y a doute sur le véritable auteur de l'écrit. Nous avons vu que cette disposition est manifestement contraire à l'article 79 de la Constitution qui établit l'ordre dans lequel doit avoir lieu les poursuites. La portée pratique de cette disposition nous l'avons fait voir plus haut, il n'est plus nécessaire de s'y arrêter.

En ce qui concerne la mise en mouvement de l'action publique, la loi de 1907 est mieux conçue que ne l'était celle de 1887, où, en dehors du cas d'un délit privé ou d'un délit contre un chef d'État étranger ou agent diplomatique, les poursuites avaient lieu d'office. Cela ne pouvait pas manquer d'inconvénient. Aussi la loi de 1907 impose-t-elle au parquet de ne

pas poursuivre sans une autorisation en cas de diffamation ou injure en vertu des articles 24 et 25.

Il faut l'autorisation du Conseil des ministres pour que des poursuites soient intentées dans le cas de diffamation ou injure contre la Chambre, une commission ou députation élue par elle ou contre le gouvernement bulgare en général.

De même il faut l'autorisation du Ministre respectif si la diffamation ou l'injure le concernent ou un des services ou organes de son département, et enfin si c'est un agent quelconque du pouvoir public qui est l'objet d'une diffamation ou une injure, il faut l'autorisation de son chef direct. Ainsi on évitait les inconvénients qui pouvaient résulter d'une poursuite empressée intentée par un magistrat trop zélé. C'est en somme le système du Code pénal qui est reproduit sur ce point.

La loi de 1907 est plus large en ce qui concerne les délais dont la défense dispose pour rassembler ses preuves. Il est vrai que l'accusé n'a que trois jours après la notification de la plainte ou l'acte d'accusation pour présenter ses preuves, et les débats doivent avoir lieu dans les dix jours au plus tard. Cependant le tribunal peut renvoyer l'affaire pour des raisons justifiées et particulièrement quand il s'agit de reproduction des preuves. Dans ce dernier cas, l'affaire peut être renvoyée à plus d'une semaine. La loi se borne à dire simplement que ce délai doit être assez court. Le défaut principal des délais abrégés a donc été écarté.

Tous les autres délais de procédure, soit devant la Cour d'appel, soit devant la Cour de cassation sont également abrégés. La plupart des actes de procédure doivent se faire dans la huitaine.

Avec la procédure, nous terminons ce que nous avons à dire au sujet de la loi de 1907. En résumé, il faut reconnaître qu'elle consacrait un excellent système pour obtenir une efficacité dans la représentation en cherchant par de nombreuses dispositions à atteindre effectivement l'éditeur qui devrait être un personnage présentant des garanties à tous points de vue.

Cependant, votée dans un moment où les passions politiques étaient déchaînées, cette loi ne pouvait pas présenter une œuvre réfléchie et perfectionnée comme doit être une loi sur la presse, matière si délicate à réglementer. Les défauts étaient nombreux, nous avons essayé de les relever.

Parfois, des principes fondamentaux furent méconnus par le législateur. En définitive, cette loi fut classée parmi toutes celles dont l'abrogation était inscrite au premier plan par le fameux « bloc », union de presque tous les partis politiques en vue de combattre le Gouvernement. Dans ces conditions, cette loi de 1907 était nécessairement appelée à une existence très courte. Un changement de Gouvernement était impatiemment attendu par l'opposition d'un jour à l'autre. Après l'expiration en fait du mandat de la Chambre des députés en janvier 1908, le Gouvernement donna sa démission. L'abrogation de la loi de

1907 n'était plus qu'une question de temps, ce fut l'une des besognes de la session extraordinaire de la nouvelle Chambre dans le mois de juillet. Jusque-là, la loi ne fut pas appliquée en pratique.

Le nouveau cabinet fut formé par le chef du parti démocratique. Les élections ont donné une majorité imposante au Gouvernement. Or nous avons vu que les hommes politiques de ce parti étaient toujours les grands adversaires de toute loi spéciale sur la presse.

La loi de 1901 ne fut-elle pas votée sous le Gouvernement du même parti ? Le Ministre Président actuel, M. Malinoff, le chef du parti, dans son discours qu'il prononça à la Chambre lors du vote de la loi de 1901 (1), se déclarait nettement contre toute loi spéciale sur la presse qui n'était pas possible d'après la Constitution. Aussi les nouvelles dispositions législatives qui réglementent la presse actuellement et qu'on a substituées à la loi de 1907 excluent-elles l'idée d'une loi spéciale.

Après avoir donné une idée des différents régimes de la presse, appliqués depuis 1878, voyons maintenant quelle est la situation légale faite à la presse, examinons ses défauts et ses avantages, et faisons les conclusions qui s'imposent à l'occasion des différentes dispositions qui devraient réglementer la presse en Bulgarie.

1. Procès-verbaux de la Chambre, 11^e législ., 1^{re} sess. extraord., 12^e séance, 12 mars 1910.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE CRITIQUE DU RÉGIME ACTUEL DE LA PRESSE

Les dispositions législatives qui réglementent actuellement la liberté de la presse en Bulgarie sont d'un côté le chapitre VIII de la Constitution du 19 avril 1879 et d'autre part ce sont le Code pénal du 20 février 1896 et le Code d'instruction criminelle du 7 avril 1897, modifiés et complétés par la loi du 28 juillet 1908.

Il est inutile de revenir sur les circonstances dans lesquelles sont intervenues toutes ces dispositions législatives, ce qui a été fait dans la première partie de cet ouvrage.

Dans un chapitre premier, nous étudierons d'abord la question de savoir si une loi sur la presse est possible en Bulgarie d'après la Constitution. Après avoir vu quelle est la solution que comporte cette question dans les chapitres suivants nous ferons l'examen du régime actuel de la presse qui se dégage à la fois des articles 79-81 de la Constitution, du Code pénal et de celui d'instruction criminelle, modifiés par la loi du 28 juillet 1908.

CHAPITRE PREMIER

De la question si une loi spéciale sur la presse
est contraire ou non à la Constitution. .

Il est facile de se rendre compte des conséquences diamétralement opposées auxquelles doit conduire la solution qu'on peut donner à cette question, dans un sens ou dans un autre. Si en effet on admet qu'il est impossible d'avoir une loi spéciale sur la presse, cela revient à dire que c'est le droit commun qui doit seul régir cette matière. Or, il est évident que l'effet ne sera pas le même dans les deux cas. Sans doute, une fois le principe d'une loi spéciale admis on peut tout en restant dans les termes de la Constitution, restreindre plus ou moins par bien des manières la liberté de la presse. Celle-ci subira nécessairement les vicissitudes de la vie politique, mais d'autre part l'application pure et simple du droit commun à la presse ne sera pas toujours à son avantage. Certaines règles de procédure par exemple les plus ordinaires comme la détention préventive, la saisie, la prescription, seront de nature à empiéter singulièrement sur la liberté de la presse.

Mais tout cela présente relativement peu d'inconvénients et il serait souhaitable d'après bien des théoriciens que le droit commun soit le régime applicable à la presse.

C'est sous cet aspect que cette thèse a été défendue chez nous. La liberté de la presse dit-on ne peut exister réellement qu'en dehors de toute réglementation spéciale, donc le droit commun seul doit être appliqué.

Il faut dire que le seul parti politique qui a défendu et appliqué cette thèse c'est celui des démocrates qui prétendent être les partisans des idées libérales avancées.

Pour la première fois, cette question fut débattue à la Chambre le 30 novembre 1884 à l'occasion de la proposition de M. Jivkoff, laquelle tendait à l'abrogation pure et simple de la loi sur la presse existante à cette époque. Un de ses motifs fut en effet que la Constitution s'oppose à toute loi spéciale sur la presse.

Cependant, les débats les plus importants ont eu lieu lors du vote de la loi du 19 avril 1901. Ces débats sont d'autant plus curieux qu'ils avaient lieu entre les deux groupes politiques composant le gouvernement, lesquelles étaient en désaccord sur cette question. La thèse de l'application du droit commun fut défendue par les démocrates, tandis que les progressistes avec le garde des sceaux, se prononçaient pour une loi spéciale sur la presse. Enfin, en 1908, le pouvoir étant détenu par les démocrates, la thèse

du droit commun devait nécessairement prévaloir.

Après ces aperçus, il faut voir en quoi consiste cette thèse et quels sont les arguments qu'on a invoqués en sa faveur.

Disons d'abord que ce ne sont pas les avantages d'un pareil système que les partisans de cette thèse ont invoqué pour la soutenir. Ils ont toujours insisté sur ce point à savoir, qu'avec la prohibition des lois spéciales sur la presse on pouvait rendre impossible les abus qui ont eu lieu à cet égard. Là, ils voyaient l'unique avantage et ils se rendaient parfaitement compte des inconvénients que pouvait présenter un pareil système.

Les seuls arguments donc qu'on fait valoir pour défendre cette thèse ont été tirés du texte même de la Constitution.

On a invoqué d'abord les travaux parlementaires notamment les discussions qui ont eu lieu dans l'Assemblée constituante lors du vote du chapitre VIII sur la liberté de la presse. Le projet en effet dans l'article 74 devenu plus tard article 79 disait : La presse est libre, mais celui qui abuse de cette liberté répondra d'après une loi spéciale à cet effet. Là-dessus, M. le Dr Stranski après avoir déclaré que cela était imprécis et pas clair et que jusqu'à ce chapitre la Constitution était conçue dans un esprit libéral, a proposé le texte que nous connaissons, car c'est sa proposition qui a été votée et qui est devenue l'article 79 (1).

1. Voir Procès-verbal de la première Grande Chambre, séances du 7 et 13 avril 1879.

En effet, cet article 79 qui a remplacé celui du projet ne fait aucune allusion à une loi spéciale. De même, le député M. Tzankoff a critiqué le projet qui, dit-il, prévoit une loi spéciale, alors jusque-là comment la presse sera-t-elle régie? Donc, conclut-on, le projet primitif prévoyait la loi spéciale sur la presse, mais il a été rejeté, ce qui prouve que les constituants ne voulaient point de lois spéciales sur la presse, et que c'est dans ce sens que l'article 79 de la Constitution a été voté.

C'est cet argument qu'a invoqué lors des débats de la loi de 1901 M. Malinoff ministre président actuel (1).

D'autre part, on tient le raisonnement suivant: Partout, dit-on, où la Constitution a voulu des lois spéciales, elle l'a dit dans des termes exprès. Ainsi dans l'article 3 elle demande une loi spéciale sur la division administrative de la principauté. De même, que l'article 24, en disant que l'ordre héréditaire de la couronne aura lieu par ordre de primogéniture, ajoute qu'une loi spéciale interviendra à ce sujet. L'exemple peut être multiplié à volonté. C'est le cas également des articles 42, 52, 64, 67, 71, 77, etc. Il faut conclure que si les auteurs de la Constitution ont voulu qu'une loi fût faite sur la presse, ils l'auraient dit comme dans tous ces cas. Une telle loi spéciale n'étant pas prévue, elle ne peut être faite d'aucune façon par le

1. Voir Procès-verbal de la Chambre, 11^e législ., 1^{re} session extraordinaire, 12^e séance du 12 mars 1901.

législateur sans contrevenir à la Constitution (1).

Enfin, dit-on, que signifient les mots « d'après la loi » qu'on rencontre dans l'article 81, sinon d'après la loi commune » (2). Nous lisons dans cet article en effet que les procès sur la presse sont jugés « d'après la loi » dans les institutions judiciaires communes. Ces deux mots « d'après la loi » qui ne figuraient pas dans le projet primitif furent introduits à la suite d'un amendement. Ne fallait-il pas voir là le désir d'insister particulièrement afin que la presse soit régie par la loi commune, aussi bien la loi pénale que celle de la procédure commune. Ce sont en somme les seuls arguments que l'on a tiré du texte de la Constitution pour défendre la thèse du droit commun seul applicable à la presse. Il faut examiner de près tous ces arguments et voir leur valeur respective.

Revenons donc au premier. On ne peut nier le fait que l'article 74 du projet ne fut pas rejeté et remplacé par une autre formule où on ne lisait plus l'obligation de faire une loi spéciale. Mais en faisant cela, quelle a été la véritable intention du législateur ou plutôt de M. Stranski qui faisait la proposition? Voilà ce qu'il est important de savoir. Est-ce que la proposition de M. Stranski fut dirigée contre cette loi spéciale que prévoyait le texte primitif? C'est peu probable d'après nous, car il ne faut pas retenir simplement le rejet de l'article 74 du projet pour en

1. Voir Procès-verbal. de la Chambre, 4^e législ., I^{re} session, 15^e séance du 30 novembre 1884, Discours de M. Jivkoff et M. D. Micheff.

2. V. Discours de M. D. Micheff dans la même séance.

conclure que les constituants ne voulaient point d'une loi spéciale sur la presse. En effet, il faut voir si dans les débats qui ont eu lieu, l'intention du législateur n'a pas été autre. Les motifs avec lesquels M. Stranski appuya sa proposition furent, que la rédaction du projet n'était pas assez claire et d'autre part elle présentait trop d'élasticité. Ce fut tout, en aucun moment l'honorable député ne s'est soulevé contre l'idée même qu'il faut proscrire toute loi spéciale sur la presse. Il l'aurait probablement dit. Ce qu'il a trouvé de mauvais dans le projet qui disait seulement que la presse est libre, mais que celui qui abuse de cette liberté répondra d'après une loi spéciale, c'est que cette rédaction était très élastique (c'est le mot qu'il a employé lui-même), n'était pas claire et s'écartait de l'esprit libéral d'après lequel ont été notées les autres dispositions de la Constitution. Pour lui, il fallait donner plus de garanties à la presse ; se remettre à une loi postérieure sans d'autres précautions que cette déclaration idéologique : « la presse est libre », constituait un danger pour celle-ci. Cette expression n'étant en effet ni claire ni précise, il propose un texte qui évite ce défaut et qui précise en quoi consiste cette liberté. Ce sera le nouvel article 79, le texte définitif, où on voit comment il faut entendre la liberté en matière de presse.

D'abord on ne peut imposer la censure, ensuite on ne peut exiger le cautionnement de la part des auteurs éditeurs et imprimeurs. Ce n'est pas tout, une règle sera posée en ce qui concerne les poursui-

tes. Quand l'auteur est connu et habite la principauté, l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne seront pas poursuivis. Ainsi présenté, le texte précise suffisamment en quoi consistera la liberté de la presse.

Pourquoi alors M. Stranski n'a-t-il pas ajouté : celui qui abuse de cette liberté répondra d'après une loi spéciale ? L'explication est simple. M. Stranski ne proposait pas une rédaction à lui. Il avait tout simplement présenté la traduction de l'art 18 de la Constitution belge. Il avait jugé ce texte parfait et peut-être, par modestie, s'est-il abstenu d'ajouter quoi que ce soit.

Mais précisément, le fait de proposer un texte où des garanties spéciales sont prévues pour la presse, ne démontre-t-il pas suffisamment que M. Stranski, a eu surtout le désir de mettre à l'abri des atteintes possibles de la part du législateur la liberté de la presse ? Il est évident qu'il a agi avec cette intention, et il n'a pas eu dans l'esprit de proscrire toute réglementation spéciale pour la presse, tout au contraire, il admet cette hypothèse. Il faut croire d'autre part que M. Stranski avait connaissance de la législation belge, et qu'il savait dans quelles conditions a été voté ce texte en Belgique, ou tout au moins qu'une loi spéciale sur la presse a été en vigueur dans ce pays depuis 1831. Du reste, après la proposition de M. Stranski c'est M. Tzankoff qui a pris la parole. Qu'est-ce qu'il a objecté au projet ? Simplement qu'il ne prévoyait que la loi spéciale sur la presse. Mais

jusqu'à ce qu'elle intervienne, comment allait-on faire ? Voilà la question que posait M. Tzankoff. C'est-à-dire qu'il ne voyait rien d'anormal à ce qu'une loi réglementa postérieurement le régime de la presse. Il se préoccupait surtout de ce qui allait se passer jusqu'à ce moment-là et il craignait que le Gouvernement n'en abusât dans l'absence des garanties prévues par la Constitution.

Voilà comment les hommes qui ont discuté l'article 79 comprenaient les choses. C'est en se méfiant des lois spéciales sur la presse qui pouvaient intervenir plus tard, qu'ils ont voulu, par des dispositions constitutionnelles, empêcher le législateur d'apporter des restrictions à la presse. Dès lors on ne voit pas comment on peut interpréter ces débats pour en tirer un argument au profit de la thèse qui soutient que les auteurs de l'article 79 ont eu l'intention de proscrire toute loi spéciale sur la presse. Il ne faut pas s'impressionner de ce fait, que le projet prévoyant expressément une loi spéciale fut remplacé par une autre rédaction et conclure de là que le législateur n'a pas voulu une pareille loi.

Tout au contraire, le nouveau texte de loi qu'on a préparé suppose implicitement la possibilité de réglementer la presse par une loi spéciale et pour cela y sont énumérées les restrictions qu'on ne pourra pas apporter à cette liberté.

Nous n'attachons donc aucune importance sérieuse à ce premier argument qui n'en est pas un si l'on examine les choses d'un peu plus près pour se ren-

dre exactement compte de la véritable intention du législateur.

Mais que faut-il penser des deux autres ? Partout où la Constitution a voulu l'intervention d'une loi spéciale elle l'a dit expressément, or on ne trouve rien de pareil en ce qui concerne la presse, donc une loi spéciale sur ce sujet est inadmissible. Ce raisonnement n'est pas sérieux. Quand la Constitution dans certains articles dit qu'une loi doit intervenir sur certaines matières, on peut voir là une obligation pour le législateur d'en faire une. Mais il sera téméraire d'en conclure que dans les cas comme le nôtre où la Constitution ne dit rien, il faut voir une interdiction pour le législateur de faire une loi. Il faut croire que les constituants se rendaient suffisamment compte de ce qu'ils faisaient et que s'ils voulaient que ce soit le droit commun qui régie la presse, ils l'auraient dit. On peut citer bien des exemples où la Constitution ne prévoit pas de lois spéciales et néanmoins le législateur en a fait. Tel est le cas de la liberté de réunion consacré par l'article 82, or que fait-il aujourd'hui le parti démocrate ? Il fait une loi sur les réunions publiques qui est loin d'être libérale. L'article 83 de son côté consacre le droit aux citoyens de se grouper en société sans ajouter qu'une loi doit réglementer la question. C'est le cas également de l'article 78 qui pose le principe de l'instruction primaire obligatoire. Or, personne n'osera soutenir que le législateur n'a pas droit de réglementer par des lois spéciales toutes ces questions. Pourquoi donc

faire une exception pour la liberté de la presse ? On ne voit pas la raison. Le législateur peut tout faire sauf contrevenir à la Constitution. Celle-ci est faite justement pour indiquer les limites dans lesquelles il peut se mouvoir. Du moment qu'il se conforme aux articles 79 à 81 de la Constitution, il peut faire une loi spéciale sur la presse. De sorte qu'on ne peut retenir ce silence de la Constitution comme un argument. Au contraire, on l'explique facilement par ce fait que le texte définitivement voté fut une traduction littérale de l'article 18 de la Constitution belge, on s'est gardé d'y toucher.

Il nous reste à examiner le dernier argument, celui qui consiste à dire que les mots « d'après la loi » qu'on trouve dans l'article 81 de la Constitution veulent dire « d'après la loi commune », donc si la Constitution impose uniquement l'application des lois communes de la presse, il est impossible de régler celle-ci par une loi spéciale. Ici encore il faut chercher quelle a été la véritable intention des constituants. Le projet primitif ne contenait pas ces mots dont on veut tirer une grande conséquence. Dans le projet il était dit : les délits de presse sont jugés dans les institutions judiciaires communes. Le but du législateur en ressort nettement, on voulait simplement prohiber la juridiction d'exception en matière de presse. C'est une preuve de plus qui nous révèle la véritable intention des constituants. Ils n'excluaient pas la possibilité d'une loi spéciale sur la presse, au contraire, car en prévision de cette hypo-

thèse on a pris toutes les précautions : interdire la censure, le cautionnement, et enfin la juridiction d'exception. Voilà comment les choses se seraient présentées si l'on n'avait pas voté un amendement qui intercalait les mots « d'après la loi ». Malheureusement cet amendement ne fut aucunement discuté, du moins les procès-verbaux de la séance ne nous révèlent rien (1). Quoi qu'il en soit c'est mots donnent lieu à douter sur le véritable sens du texte. Cependant il nous semble qu'on exagère la portée de ces mots en concluant à l'impossibilité d'une loi spéciale sur la presse. Cet article 81 régleme la juridiction, il est plus que probable que le député qui proposait qu'on ajoute ces mots, ne visait que la question de procédure en matière de presse. Le texte dit ceci : les délits de presse sont jugés d'après la loi, dans les institutions judiciaires communes. D'abord, comme certains l'ont prétendu cela voulait dire que les délits sont jugés d'après la loi des institutions judiciaires communes (2). C'est forcer un peu les choses, mais ce qu'on est autorisé à conclure, c'est que le texte veut dire que les procès sont jugés d'après la loi de procédure dans les institutions communes. C'est d'après nous le sens le plus vraisemblable qu'il faut donner, attendu qu'à ce moment il

1. Les procès-verbaux de l'Assemblée Constituante ne sont pas sténographiés, on n'en possède que des relevés fort incomplets.

2. Voir J. Katzaroff. D'après la Constitution une loi spéciale sur la presse est possible. Article publié dans *Jouriditchesko spissanié* (*Journal juridique*) année 1895, p. 317 et suiv.

s'agissait de la discussion sur la juridiction en matière de presse, question de procédure. Si l'on a ajouté les mots « d'après la loi » il est plus naturel de penser qu'on voyait la loi sur la procédure et pas une autre. En admettant même que ces mots comprennent non seulement la loi sur la procédure mais aussi la loi pénale, il est difficile de prétendre que toute réglementation quelconque de la presse par une loi spéciale se trouve prohibée. Nous sommes ainsi amenés à expliquer ce qu'on a entendu chez nous par loi spéciale sur la presse. D'après les adversaires d'une telle loi ce ne serait qu'une question de forme. Une loi séparée sur la presse est prohibée, mais si les mêmes dispositions sont contenus par les différents Codes alors la Constitution n'est pas violée. L'application du droit commun que la Constitution impose, ne résulterait pas d'après eux de l'assimilation des délits commis par la presse aux autres délits et crimes, mais simplement de ce fait que ces délits de presse ne sont pas contenus dans une loi spéciale. Mais alors quel intérêt trouvent-ils dans l'absence d'une loi spéciale sur la presse ? Ils pensent qu'en l'absence d'une telle loi il n'y aura pas la place de toute une série des dispositions restrictives pour la presse, dispositions par exemple d'ordre préventif réglementaire. Ces sortes de dispositions ont donné souvent lieu à des exagérations comme par exemple les différentes conditions qu'on a imposées aux journalistes. D'autre part, dans une loi spéciale sur la presse, il est plus facile d'introduire certains délits

spéciaux ou certaines règles de procédure restrictives. Tout cela n'a pas été de nature à donner satisfaction aux idées avancées de certains politiciens, et pour mieux manifester leurs idées libérales, ils se sont déclarés nettement adversaires à toute loi sociale sur la presse.

Or, que peut-on tirer logiquement de l'article 81 de la Constitution ? D'abord, ce qui est incontestable c'est que la juridiction en matière de presse doit être attribuée uniquement aux tribunaux de droit commun. En second lieu, c'est que la loi de procédure du droit commun doit être seule applicable au procès de presse, ensuite à la rigueur, quoique nous ne le croyions pas, on peut admettre que l'expression « les délits de presse sont jugés, d'après la loi » veut dire « d'après la loi commune ». Eh bien quelles seront les conséquences de cette interprétation ? Tout simplement qu'aux délits commis par la presse il faut appliquer le droit commun. C'est donc de n'avoir pas distingué entre le droit applicable aux délits commis par la presse, et celui qui doit régir la presse en tant que liberté de droit public, qu'une thèse aussi bizarre a pu être soutenue. La Constitution, dit on dans son article 81 impose le droit commun, représenté par le Code pénal et celui de l'Instruction criminelle, donc toute loi spéciale, c'est-à-dire séparée, se trouve prohibée en matière de presse. C'est une thèse tout à fait erronée. Si la Constitution impose l'application du droit commun aux délits de presse dans son article 81 elle n'a nullement entendu

prohiber toute réglementation de la presse en tant qu'une liberté de droit public. Cela n'a pas été interdit d'aucune façon, au contraire, le soin que la Constitution prend dans l'article 79, d'interdire la censure et le cautionnement, fait voir que les constituants ont eu dans l'esprit la possibilité d'une réglementation postérieure.

Ainsi se trouvent réfutés les trois arguments dont on a voulu tirer partie pour prouver qu'une loi spéciale est inadmissible pour la presse. Cette thèse n'a de portée qu'en ce qui concerne le régime pénal applicable à la presse, et non pas quand il s'agit de réglementer celle-ci en tant que droit public, dont l'exercice peut donner lieu à des abus. Non seulement qu'une telle réglementation est conforme au texte de la Constitution, mais elle est indispensable dans un pays bien organisé. La nécessité d'un minimum de réglementation de l'exercice de ce droit est reconnu par tout le monde. Si l'on doit condamner toute disposition d'ordre préventif en matière de presse surtout dans un pays où le principe de la liberté est proclamé par un texte constitutionnel, il faut d'autre part admettre toutes les mesures qui tendent à assurer la répression. Et ces mesures sont d'autant plus indispensables dans un pays où l'on prétend que le droit commun pénal doit être seul applicable aux délits commis par la presse, et où aucune différence n'est faite entre les délits commis par la presse et ceux commis par tout autre moyen. Personne ne conteste la gravité que présente un délit de presse.

Son effet est autrement plus étendu que si le même délit a été commis par la parole, par exemple. Dans tous les pays, à l'exception du Vénézuëla, la presse est l'objet de lois spéciales, non seulement en ce qui concerne les différentes mesures tendant à assurer la répression, mais aussi les délits de presse qui encourrent toujours des pénalités plus fortes. La presse choisie comme moyen de commettre un délit présente une circonstance aggravante dont on ne peut pas faire abstraction. Enfin, si l'on se rapporte à la législation belge d'où l'article 79 a été emprunté, on voit que la même disposition contenue dans la Constitution belge n'a pas fait obstacle à la loi du 18 juillet 1831 sur la presse. Pourquoi déduire une autre conséquence de l'article 79 en Bulgarie.

Pour terminer ce chapitre, il nous reste à examiner comment cette question est résolue actuellement par le législateur. Les dernières lois sur la presse du 28 juillet 1908, nous l'avons déjà dit, sont l'œuvre du parti démocrate, l'adversaire de toute loi spéciale sur la presse.

En effet nous sommes en présence de deux lois, dont l'une apporte des modifications et compléments au Code pénal, et l'autre ajoute un chapitre nouveau au Code d'instruction criminelle. Plus de loi spéciale sur la presse; enfin, pour une fois, la Constitution n'est pas violée. Malheureusement ce n'est que dans la forme, car nous sommes en présence de lois tout à fait spéciales dans certaines de leurs dispositions, mais qui ont été ajoutées aux différents Codes. Ne som-

mes-nous pas en présence de dispositions tout à fait spéciales pour la presse avec l'article 13 ? Il punit en effet celui qui imprime ou intentionnellement distribue n'importe quel imprimé qui ne porte le vrai nom de l'auteur, de l'éditeur, ou de l'imprimeur. Ne voyons-nous pas ici cette mesure indispensable à faciliter la répression en cas d'un délit ? Croient-ils, les auteurs de cette loi, qu'en plaçant cette disposition dans un chapitre du Code pénal ils lui ont fait changer sa nature ? Pour le croire, il faut qu'ils y mettent beaucoup de bonne volonté, car on ne peut pas voir comment la Constitution sera méconnue si cette disposition est l'objet d'une loi séparée.

Et ici encore il s'agit d'une disposition préventive réglementaire. Mais comment peut-on expliquer de la part des partisans de l'application du droit commun à la presse, cette autre disposition de l'alinéa 2, article 1^{er}, laquelle assimile la reproduction d'un écrit délictueux au délit même qui y est contenu. C'est une atteinte autrement plus grave au droit commun. La reproduction, en effet, ne peut être poursuivie que d'après les règles de la complicité, tandis que la loi de 1908 en fait un délit séparé. Or, en combinant l'effet du droit pénal commun avec la responsabilité successive de l'article 79 de la Constitution, on arrivera à ce résultat que du moment que l'auteur est connu, aucun des éditeurs des journaux qui ont reproduit l'article délictueux ne sera poursuivi. Tandis que d'après le système de la loi c'est une situation toute spéciale qui est créée.

Notamment personne ne peut se soustraire aux poursuites en prétendant que l'écrit n'est autre chose que la reproduction d'un article déjà publié. Le résultat c'est que tous les éditeurs qui ont reproduit cet écrit seront responsables, quoique l'auteur est connu et même condamné. Voilà justement un cas spécial à la presse qui peut faire l'objet d'une loi spéciale, mais que le législateur, en 1908, par scrupule de ne pas violer la Constitution a placé dans le Code pénal. Enfin n'est-ce pas là une procédure spéciale qui est admise par le nouveau chapitre qu'on a ajouté au Code d'instruction criminelle. Pour celui qui voit dans l'article 81 une obligation d'appliquer la procédure de droit commun aux procès de presse, comment justifier toutes ces dispositions dérogatoires à ce droit commun ? Ici il n'est pas question si ces dérogations sont à l'avantage de la presse, ce qu'il faut retenir c'est que nous sommes en face d'une législation spéciale. Ainsi donc le fait d'avoir fait entrer toutes ces dispositions spéciales à la presse dans les Codes qui contiennent les règles de droit commun n'empêche pas qu'elles apportent de graves dérogations à ce droit. De sorte qu'aux délits sur la presse une situation toute spéciale a été créée. Et les auteurs de la loi du 28 juillet 1908 croient s'être conformés à la Constitution en ne faisant pas une loi séparée sur la presse ! Ce qui est plus vraisemblable, c'est qu'ils ont voulu se conformer à la tradition de leur parti au moins dans la forme, sinon dans le fond. Cette loi de 1908 démontre combien

peu croient dans leur propre thèse les adversaires d'une loi spéciale sur la presse.

En résumé, une loi spéciale sur la presse n'est pas prohibée par la Constitution, et il faut au plus vite combler la lacune que présente notre législation sur ce point.

Il faut dire que la question de l'application du droit commun perd beaucoup de son intérêt, étant donné que l'article 79 de la Constitution pose le principe des responsabilités successives. Il faut y voir même une indication de la part des constituants de la possibilité de s'écarter du droit commun, d'autant plus que le projet primitif prévoyait expressément une loi spéciale. D'autre part, tout le monde est d'accord d'aggraver les peines pour les délits commis par la presse, étant donné l'étendue de leurs effets. Le seul point digne à retenir c'est l'application du droit commun pour la qualification des délits de presse. Dans ce cas, certains faits ne pourront être considérés comme des délits, par exemple, les provocations à un crime non suivies d'effet. Mais précisément le législateur ne doit-il pas les comprendre dans l'ensemble des délits de droit commun? Incontestablement oui, car ces délits intéressent autant la société que n'importe quels autres, et un Code pénal sera forcément incomplet s'il ne les prévoit pas. Les adversaires d'une loi spéciale sur la presse nous ont donné eux-mêmes un exemple dans la loi de 1908. Dans l'article 1, alinéa 2, la reproduction d'un écrit délictueux est considérée comme un délit indépen-

dant. Si les adversaires les plus marqués d'une loi sur la presse nous donnent l'exemple du contraire sur le point le plus important de la question à savoir : la possibilité d'existence des délits spéciaux, il nous semble que cette question si débattue ne présente en réalité qu'un intérêt minime. Elle ne comporte qu'une seule solution : la nécessité d'une loi spéciale, chose conforme aussi bien avec le texte de la Constitution, qu'aux besoins de la pratique. Or la manière dont on a résolu la question en 1908 est très défectueuse et illogique. Défectueuse, parce qu'aucune des dispositions tendant à assurer la répression n'est prévue, à l'exception des mentions de certains noms sur l'imprimé, et illogique, car les auteurs de la loi de 1908 tout en étant les adversaires d'une loi spéciale, c'est-à-dire loi contenant des dispositions spéciales, ne se sont pas gênés d'en faire insérer dans le Code pénal. C'est une manière singulière de mettre en pratique la thèse qu'on défend.

CHAPITRE II

Du préventisme prohibitif dans le régime actuel de la presse.

§ 1. — De la censure.

Une Constitution qui consacre toutes les libertés publiques et politiques aurait été en grand désaccord avec elle-même si elle avait fait un régime spécial et exclusif de liberté pour la presse. Il est donc tout naturel que la censure soit prohibée par la Constitution. C'est l'objet de l'article 79. Nous avons eu déjà maintes fois l'occasion de parler de cet article. Nous savons comment il a été voté à la suite de la proposition de M. Stranski (1). Le projet primitif disait simplement : la presse est libre mais qui abusera de cette liberté répondra d'après une loi spéciale. Cette formule n'a pas satisfait M. Stranski, il l'a trouvée insuffisante et surtout laissant une grande latitude au gouvernement. Les mots « la presse est libre » il les considérait comme élastiques et pas clairs.

1. Voir Procès-verbaux de la 1^{re} grande Chambre, séances des 7 et 13 avril 1879.

Pour lui, il fallait une formule plus précise expliquant suffisamment en quoi devrait consister cette liberté. Il la trouva dans l'article 18 de la Constitution belge.

Lors du vote de la Constitution bulgare, on empruntait aux autres nations les institutions les plus libérales. On s'est servi largement de la Constitution belge et rien de plus naturel que son article 18 fût proposé par M. Stranski sans aucun changement, de sorte que la censure s'est trouvée prohibée.

Mais cette prohibition n'était-elle pas superflue, à côté du principe même de liberté que proclamait l'article 79 dans son premier alinéa ? En effet, du moment qu'on avait dit la presse est libre, cela supposait l'exclusion de tout préventisme et l'application d'un régime répressif. La censure, institution préventive par excellence, était inadmissible. Il nous semble, en effet, que quand une Constitution consacre expressément la liberté de la presse sans ajouter rien de plus, cela suffit pour que toutes les mesures préventives d'ordre prohibitif et la censure en premier lieu deviennent d'une application impossible. Autrement, ce serait la méconnaissance des notions les plus élémentaires du droit public. Cependant, les circonstances expliquent suffisamment cette formule chez les Belges qui venaient de subir un régime tyrannique pour eux, ils voulaient la liberté de la presse, et pour être plus sûrs de l'avoir, ils la faisaient inscrire dans leur Constitution. Le même fait s'est produit pour la Bulgarie, il n'est pas étonnant qu'on ait

suivi l'exemple des Belges, et peut-être les circonstances ont-elles donné raison aux constituants ?

N'avons-nous pas assisté à une série de mesures des plus restrictives qu'on a appliquées à la presse. Il est probable que si le texte constitutionnel se bornait simplement à proclamer la liberté de la presse, la censure aurait été pratiquée plus d'une fois. Bien mieux, n'a-t-on pas vu Stambouloff appliquer en fait la censure malgré la Constitution ? Les constituants avaient juste raison de se méfier d'atteintes pareilles, car dans les luttes politiques tous les moyens sont bons, on ne s'arrête pas devant cette objection que l'idée de liberté de presse exclut toute notion de préventisme, donc une simple proclamation de la liberté, pratiquement, ne suffirait pas pour exclure la censure. Les faits nous l'ont prouvé en Bulgarie. Si, scientifiquement, la prohibition expresse de la censure après une proclamation de liberté pour la presse, peut être considérée comme superflue, pratiquement on ne doit pas regretter cette formule.

CE QUI RESTE DU PRÉVENTISME. — a) *Préventisme tenant à la nature de l'écrit.* — Voilà comment la question fut résolue au sein de l'Assemblée constituante. Ce n'était pas de nature à plaire aux représentants de l'Église, car nous voyons qu'un des évêques, Mgr Milletti, a fait une proposition qui tendait à l'introduction de la censure en ce qui concerne les ouvrages religieux, ceux-ci devaient être soumis à l'autorisation préalable du Saint-Synode. Une lon-

gue discussion eut lieu, car les députés aux idées avancées ne voulaient pas qu'on fasse une dérogation au principe sous n'importe quelle forme. Du reste, telle que la proposition fut faite par Mgr Milletti, elle avait une portée très étendue. Il y était dit, en effet, que la censure serait appliquée à tous les ouvrages religieux. N'allait-on pas par là imposer à l'autorisation préalable du Saint-Synode; la publication des différents livres de nature confessionnelle des autres religions reconnues en Bulgarie? C'est cela qui pouvait résulter d'une interprétation stricte du texte du projet. Une pareille conséquence aurait été aussi illogique qu'attentatoire au principe de la tolérance des cultes, inscrit au traité de Berlin et imposé aux Etats balkaniques. Aussi, ne manqua-t-on pas de relever cette imperfection pour la supprimer. La grande majorité des constituants étaient pour l'Eglise. On était d'accord à lui faire cette concession. Le rôle actif que celle-ci joua pour l'émancipation spirituelle et politique des Bulgares était présent à toutes les mémoires. On ne voulait pas se montrer méfiant à l'égard des Chefs de l'Eglise. En votant cette dérogation à la règle, l'Assemblée constituante voulait souligner le respect qu'elle avait pour l'Eglise nationale et ses chefs. Cependant le texte, tel qu'il a été présenté, ne pouvait subsister pour les raisons que nous venons d'exposer. Aussi l'amendement de M. Tzankoff qui limitait l'effet de la censure aux ouvrages religieux destinés à l'usage des Eglises et écoles orthodoxes, fut-il adopté par tous. Ainsi, aujour-

d'hui, la censure n'existe que pour les livres et ouvrages dogmatiques destinés à l'usage des écoles et églises orthodoxes. Mais tout autre ouvrage religieux qui n'est pas destiné à cet usage peut être publié sans l'autorisation préalable du Saint-Synode.

Cette censure cependant ne comporte aucune sanction. Aucun article du Code pénal ne punit le fait d'avoir publié un ouvrage de ce genre sans l'autorisation préalable du Saint-Synode. Il ne peut y avoir que des mesures d'ordre disciplinaire si le contrevenant est un membre du clergé, ou bien le refus du ministre de l'Instruction publique ou du Saint-Synode de recommander l'usage de ces livres aux écoles et églises orthodoxes. Cela n'empêche que ces livres restent destinés à l'usage des écoles et églises, et comme tels devraient être publiés avec l'approbation du Saint-Synode. Autrement, il y a une infraction à la Constitution qui ne devrait pas rester impunie.

b) *Préventisme tenant à la qualité du sujet du droit.* — *Militaires.* — Nous voulons parler des militaires en activité auxquels la loi militaire interdit d'éditer un livre ou écrire dans un journal sans l'autorisation préalable de ses chefs. En fait, il y a là une sorte de censure car l'autorisation est donnée par le chef après avoir pris connaissance de l'écrit, Cela se comprend, car, en l'espèce, il s'agit de sauvegarder la discipline. Il est inadmissible qu'un militaire attaque ses supérieurs. Dans les pays où l'on tient à une armée forte, les militaires subissent des

incapacités politiques. Rien d'étonnant qu'on leur impose des restrictions en ce qui concerne le droit d'exprimer librement leur opinion.

Cependant, en fait, les militaires qui voudraient écrire quelque chose contre leurs supérieurs peuvent toujours le faire sans prendre l'autorisation préalable en gardant l'anonymat bien entendu. De sorte que cette censure ne présente pas une grande importance pratique pour la liberté d'écrire.

ÉTRANGERS. — Dans la plupart des lois sur la presse, nous avons rencontré une autre incapacité, tenant à la qualité d'étranger. Ceux-là ont été toujours privés du droit d'être, soit éditeurs soit rédacteurs responsables, et à bonne raison, croyons-nous. Ce n'est pas parce que nous considérons la liberté de la presse comme devant être réservée uniquement pour les nationaux qui, seuls, jouissent des droits politiques, étant donné d'autre part que la liberté de la presse est un droit qui est un accompagnement nécessaire aux droits politiques. Cela est vrai, mais il est préférable d'accorder la liberté de la presse aux étrangers surtout dans une époque comme la nôtre, où par suite du développement des communications, les individus plus que jamais se déplacent et cherchent un nouveau pays pour s'y fixer. Comme d'autres libertés individuelles, on doit accorder la liberté de la presse aux étrangers, car elle ne sert pas uniquement à un but politique, au contraire, c'est le moyen le plus appréciable pour exprimer des opinions, des idées scientifiques, littéraires, etc. De

plus, un gouvernement a toujours le moyen de se débarrasser des étrangers gênants par l'expulsion. La liberté de la presse comme la liberté de la réunion doivent être accordées aux étrangers, avec la restriction du droit de l'expulsion pour le Gouvernement. Cependant, en ce qui concerne la Bulgarie, il y a une autre raison qui s'oppose à ce qu'on accorde la liberté de presse aux étrangers, ce sont les capitulations, héritage peu honorable qui nous vient de la Turquie, grâce auxquelles les étrangers poursuivis pour un délit se mettant à l'abri de la protection consulaire, jouiront d'une impunité. C'est inadmissible. On a bien essayé un autre système que la loi ottomane sur la presse de 1868 a donné comme exemple, à savoir l'obligation pour les étrangers de renoncer aux bénéfices des capitulations, c'est-à-dire un engagement de se soumettre à la loi pénale et à la compétence des tribunaux bulgares. Cependant les consuls étrangers n'ont pas reconnu ce droit à leurs ressortissants. De là, souvent des difficultés ont surgi. Du reste, les auteurs du droit international reconnaissent que l'étranger ne peut pas renoncer dans un acte au bénéfice des capitulations. C'est une protection qu'on lui impose, en effet, elle aurait perdu sa raison d'être s'il avait été loisible à l'étranger d'y renoncer.

En 1908 le législateur a mal fait de ne pas interdire aux étrangers de devenir éditeurs de journaux. C'est du reste un des inconvénients de l'application du droit commun en matière de presse, d'où résulterait

une inégalité entre les nationaux et les étrangers au profit de ces derniers que seule une loi spéciale sur la presse pourra supprimer.

RÉGIME FAIT AUX JOURNAUX ÉTRANGERS. — Actuellement c'est la liberté d'introduction des journaux étrangers. La conséquence c'est que les seules personnes que l'on pourrait atteindre comme responsables seraient les distributeurs. Cela fait une situation privilégiée pour les journaux étrangers, car les principaux coupables : auteurs, éditeurs échappent aux poursuites, et cependant c'est le seul système logique et conforme à la Constitution.

La plupart des lois sur la presse, comme nous l'avons vu, inspirées surtout de la loi française du 29 juillet 1884, ont donné droit au Conseil des Ministres d'interdire l'introduction des journaux étrangers. On a prétendu que c'est une censure prohibée par la Constitution. A proprement parler, ce n'est pas une censure mais plutôt une mesure qui s'approche, si l'on peut s'exprimer ainsi, de la suppression administrative. Dans tous les cas cette mesure présente un caractère de préventisme incompatible avec l'esprit libéral de la Constitution. D'autre part la liberté complète d'introduction des journaux, telle qu'elle résulte de la législation actuelle, n'est pas non plus sans inconvénient, tout au moins il en résulte une impunité pour les vrais coupables. On pourrait concevoir une combinaison de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire à cet égard, de sorte que tout en respectant la liberté de presse, une répression efficace

soit obtenue. Ne peut-on, en effet, suivre le système autrichien pratiqué dans le cas d'une saisie, où les poursuites sont exercées contre l'écrit même. Si le tribunal juge la saisie régulière, elle sera maintenue. On peut même concevoir une pénalité contre le journal étranger, prononcée par le tribunal et consistant dans l'interdiction d'introduire le journal pendant un à trois mois par exemple. Ou bien encore, suivre le système allemand consistant dans le droit, pour le Gouvernement, d'interdire l'introduction d'un journal étranger si celui-ci a été objet de deux condamnations au cours d'une même année. En Bulgarie cependant, le seul système conforme à la Constitution c'est la poursuite des distributeurs.

PRÉVENTISME TENANT AUX CIRCONSTANCES DU TEMPS. — Aucune loi ne réglemente les effets de l'état de siège. La seule chose que peut faire le Gouvernement et qui résulte de l'article 76 de la Constitution, c'est de suspendre l'application de certaines garanties individuelles, notamment celles prévues par les articles 73 et 74 de la Constitution. L'article 73 prévoit que personne ne peut être puni sans une condamnation définitive du tribunal compétent, de son côté l'article 74 dit : Les arrestations et les perquisitions à domicile ne peuvent avoir lieu que conformément aux lois. L'effet de ces deux articles peut être écarté en cas d'événements présentant un danger pour la sécurité publique. Les dispositions des articles 73 et 75 ne visent que la répression des délits, à ce point de vue aucune situation exceptionnelle ne sera faite

à la presse en cas d'état de siège. Dans ce cas le Gouvernement peut éditer des règlements ayant force de loi, cependant aucune mesure d'ordre préventive n'est possible vis-à-vis de la presse, même par application de l'article 47. Que le Gouvernement se base sur l'article 77 ou 76, il ne peut violer les autres dispositions de la Constitution. Ni la censure, ni le cautionnement, ni l'autorisation préalable ne sont possibles en cas d'état de siège. Les seules restrictions que la presse peut subir sont d'ordre répressif. Perquisitions, détentions préventives, peines prononcées par l'administration ou un tribunal d'exception : voilà ce qui est possible. On ne peut même prononcer des peines qui ne sont pas prévues par les lois. Ce principe est contenu dans l'article 75 de la Constitution dont l'application ne peut être écartée en vertu de l'article 76. Il est donc impossible de prononcer la suppression ou la suspension d'un journal.

En fait les Gouvernements ont souvent dépassé leurs droits lors des déclarations d'état de siège. Ainsi le règlement pour l'état de siège du 9 juin 1900 dans le paragraphe 4 *d*) dit (1) : L'autorité militaire a le droit d'interdire les réunions publiques ou l'impression et l'introduction des livres et journaux jugés dangereux pour la sécurité publique. Aucune sanction à cette règle n'est prévue par le règlement. Dans

1. Voir *Journal officiel* de la même date.

tous les cas cette disposition est d'ordre préventif, prohibitif, contraire à l'article 79 de la Constitution.

Pour éviter l'intervention de pareils règlements, une loi sur les effets de la déclaration de l'état de siège est nécessaire.

CHAPITRE III

Dispositions d'ordre préventif réglementaire.

§ 1. — Garanties exigées des auteurs, éditeurs, imprimeurs et distributeurs.

GARANTIES D'ORDRE PÉCUNIAIRE. — En premier lieu parmi les garanties d'ordre pécuniaire, il faut placer le cautionnement qui se rapproche des mesures d'ordre prohibitif quand il dépasse les limites raisonnables. Il a toujours été difficile de justifier son existence. D'abord lors de son invention, sous la Restauration, on prétendait qu'il était de toute logique d'exiger un cens pécuniaire d'un journal politique du moment qu'on est sous un régime électoral censitaire. Mais ce raisonnement n'est plus possible et est sans valeur s'il s'agit d'un journal non politique, ou d'un pays à suffrage universel.

D'autre part on a prétendu que le journal doit assurer par le cautionnement le paiement des amendes auxquelles il peut être condamné, mais comme l'a judicieusement fait remarquer Benjamin Constant, personne ne doit en général donner cautionnement qu'il ne violera pas la loi. C'est le principe qui régit toutes les actions de l'homme. A ces raisons théori-

ques, il faut ajouter une conséquence pratique à savoir : les restrictions qui peuvent résulter de l'exigence des cautionnements surélevés, d'autant plus qu'il n'y a aucune limite à cet égard pour un Gouvernement peu scrupuleux. Aussi on comprend que les constituants belges, qui ont connu une pareille mesure, ont tout simplement proscrit le cautionnement. En empruntant l'article 18 de la Constitution belge, notre Constitution a prohibé également, dans des termes exprès, le cautionnement que l'on ne peut exiger ni des auteurs, ni des éditeurs, ni des imprimeurs. Cette prohibition a rendu un grand service à la jeune presse bulgare, car aucun Gouvernement n'a tenté d'introduire le cautionnement. Si la Constitution avait été muette sur ce point, il est plus que certain que nous aurions connu le cautionnement.

Pour finir avec les garanties d'ordre pécuniaire, remarquons qu'en Bulgarie aucun impôt spécial sur la presse n'a existé. On est même allé plus loin, et quoique la loi sur les patentes impose les éditeurs des livres et journaux, en pratique les journalistes n'ont pas été soumis à l'impôt. On s'est basé sur une décision de la Chambre par laquelle elle a fait remise de l'impôt à un rédacteur responsable ; cet argument est inadmissible, en effet une décision de la Chambre sur un cas déterminé ne peut suffire pour écarter l'application d'une loi (1). Les journalistes doivent

1. Voir M. Konstantinoff; L'impôt sur les professions. Article publié dans *Spissanié na balgarskoto ekonomitchesko droujestvo* (Journal de Société économique bulgare), 1909, n^{os} 4 et 5.

payer l'impôt et s'ils ne le paient pas, c'est qu'aucun gouvernement n'a voulu risquer de s'attirer les récriminations inévitables de la part des journaux. S'il faut condamner tout impôt spécial sur la presse, il est plus que juste que celle-ci subisse l'impôt auquel est astreint tout le monde.

GARANTIES D'ORDRE MORAL IMPOSÉES AUX JOURNALISTES. — La liberté la plus complète existe actuellement en Bulgarie à cet égard. Aucune condition n'est imposée aux journalistes pour exercer leur profession. Tout le monde peut être éditeur sans différence de nationalité, sexe, âge, capacité. La loi de 1908 présente donc un aspect tout contraire sur ce point si on la rapproche à la loi de 1907 où toutes les conditions imaginables ont été prévues et imposées aux journalistes. Ses systèmes sont également imparfaits. Si l'excès des dispositions sur ce point est condamnable, l'absence de toutes conditions ne saurait être l'idéal.

En effet, n'est-il pas préférable que celui que la loi indique comme devant éventuellement répondre à la place du véritable auteur remplisse un minimum de conditions. On n'a jamais imposé de conditions à l'auteur pour la simple raison qu'il aurait été impossible de les faire observer grâce à l'organisation de la presse actuelle. Mais cette organisation elle-même nécessite le concours de personnages qui sont plus faciles à atteindre. Notre Constitution établit un ordre dans lequel ils seront recherchés. Après l'auteur, en premier lieu est placé l'éditeur. Si l'on veut

obtenir un minimum d'efficacité dans la répression sans laquelle cette liberté de la presse dégénérerait en abus, il faut imposer à l'éditeur un minimum de conditions, de sorte qu'au cas de poursuites on se trouve en face d'une personne qui se rend au moins compte de sa situation de responsable. Autrement ce serait une plaisanterie avec la justice au détriment du bon ordre qui doit régner dans toute société civilisée. Il faut au moins que des conditions d'âge et l'exercice de certains droits soient imposés, dans ce minimum il y aura une grande lacune comme dans la loi de 1908.

Une autre condition qui tient au régime des capitulations c'est d'exiger la qualité de sujet bulgare aux éditeurs de journaux. Nous avons indiqué l'inégalité qui résulterait au profit des étrangers si ceux-ci avaient le droit d'être éditeurs. Ils jouiraient en fait d'impunité pour le délit qu'ils auraient commis en qualité d'éditeurs grâce aux capitulations. Il est donc préférable d'exiger la qualité de sujet bulgare de la part de l'éditeur. Mais une fois les étrangers soumis au même régime pénal que les nationaux, cette condition perdra beaucoup de sa valeur, et il sera préférable de les assimiler aux nationaux.

A part cela, il faut exiger un âge minimum de la part de l'éditeur que la loi indique en premier plan comme responsable. N'est-il pas logique de lui imposer au moins la majorité pénale à savoir : dix-sept ans révolus ? Nous comprenons les bonnes intentions qu'ont voulu témoigner à l'égard de la presse les

auteurs de la loi de 1908, mais il semble que les intérêts des personnes qui pourraient être lésées par la presse, sont non moins respectables ; or quelle garantie auront-elles avec une loi d'après laquelle un mineur, au point de vue pénal, peut être éditeur. Certes nous sommes le premier à condamner des excès à cet égard, que plusieurs fois on a commis en portant jusqu'à trente ans l'âge exigé de la part de l'éditeur comme l'ont fait les règlements de 1900, la loi de 1907 et d'autres, car alors on ne voit pas la raison de ne pas exiger cinquante ou soixante ans ? On comprend que les lois qui exigent la jouissance des droits politiques et civils sont obligées d'imposer l'âge de vingt et un ans pour ne pas manquer de logique. On comprendrait aussi qu'une loi comme l'est celle de 1908 qui n'exige pas les conditions de jouir de ses droits pour être éditeur impose au moins l'âge de dix-sept ans à partir duquel moment commence la majorité pénale. Mais il est difficile de comprendre le silence absolu sur ce point : cela équivaut à l'absence de répression. Le distributeur est le plus souvent un mineur, l'imprimeur peut l'être également (enfant qui a hérité de son père) l'auteur n'étant pas connu, que deviendrait en effet la répression si l'on se trouve en présence d'un éditeur mineur ? Qu'on ne nous objecte pas que c'est de la fantaisie, les journaux, s'ils veulent échapper aux poursuites, ne se gêneront pas pour recourir à ce moyen. Pendant que la loi de 1887 a été en vigueur et qu'elle n'imposait presque pas de conditions au rédacteur responsable, n'a-t-on

pas signalé des cas où, devant des tribunaux, on a fait venir des rédacteurs qui non seulement ne savaient ni lire ni écrire, mais exerçaient des métiers très éloignés du journalisme. C'étaient des abus scandaleux qui ont amené une réaction et la loi du 4 février 1896. Le système actuel présente toutes les facilités pour abuser de la liberté de la presse.

D'autre part, pour éviter des abus, en outre d'un minimum d'âge, il faut exiger que l'éditeur jouisse de ses capacités intellectuelles, c'est-à-dire qu'il ne soit ni interdit ni interné. De même toutes les lois précédentes ainsi que la plupart des législations étrangères imposent à l'éditeur ou au gérant la condition de jouir de ses droits civils et politiques. C'est un minimum de garantie d'ordre moral qu'une bonne législation doit exiger. Cette condition implique en outre la nécessité d'avoir l'âge de vingt et un ans, c'est-à-dire la majorité civile et politique. Rien ne s'oppose chez nous à l'existence de cette condition, sinon les mots par lesquels débute l'article 79 : « la presse est libre », mais on ne voit pas comment cette liberté sera méconnue en privant les incapables de ce droit. Il est vrai que des majeurs peuvent être privés de leurs droits civils, civiques ou politiques, mais ces incapacités résultent de condamnations pour des crimes et délits, on peut en faire abstraction ; d'autre part, les femmes ne peuvent pas grâce à ces conditions être gérantes ou éditeurs. Cependant si le législateur tient à ce qu'elles puissent l'être, il peut le dire expressément.

A ce sujet il faut faire une remarque : les différentes lois bulgares qui ont prévu cette condition parlent toujours des droits civils et politiques, et non pas civiques, cela tient à ce que le même mot est employé pour exprimer en même temps civil et civique. Donc quand la loi parle des droits « Grajdanski » il faut entendre civil aussi bien que civique.

C'est le minimum de moralité qu'on exige généralement des éditeurs. Or des lois bulgares souvent sont allées plus loin, et une autre condition de moralité bien plus restrictive a été exigée. Nous voulons parler de l'interdiction d'être éditeur faite au condamné pour n'importe quel délit et même contravention prévus par la loi pénale. C'est le système de la loi du 6 février 1883. D'autres lois plus généreuses ne privent de ce droit que les condamnés à un délit de presse, parfois seront privés les condamnés qui subissent l'emprisonnement (loi de 1887). La loi Bacheff de 1893 en poussant plus loin a interdit même aux simples prévenus en détention préventive d'être rédacteurs ou éditeurs. Nous avons jugé toutes ces différentes dispositions dans la première partie en démontrant l'injustice qu'elles contenaient et en démontrant combien elles sont excessives. Ce n'est pas là une préoccupation de la moralité des éditeurs ou rédacteurs. Le but surtout que voulaient atteindre ces différentes lois, c'était d'empêcher qu'une même personne pût continuer à être le rédacteur responsable malgré une condamnation pour un délit de presse, et par là obliger les journaux toutes les fois

qu'ils auraient commis des délits, à remplacer le rédacteur, ce qui leur aurait rendu l'existence difficile. Car si ce n'est que la moralité qu'on avait en vue, il suffisait de s'en tenir à l'obligation, pour le rédacteur responsable, de jouir de ses droits civils, civiliques et politiques, lesquels droits sont enlevés par les condamnations pour un crime et souvent aussi pour les délits correctionnels importants.

Ici il faut rapprocher la faillite qui entraînait l'incapacité d'être éditeur d'après la loi de 1907. Du moment que la loi exige la jouissance des droits civils, civiliques et politiques, il est superflu de mentionner la faillite, celle-ci entraîne la privation de la plupart de ces droits. Mais la loi de 1907, comme nous l'avons vu, va bien plus loin; à la faillite et la déconfiture, elle assimilait le fait d'impossibilité de payer les amendes encourues. Nous avons examiné ce point pour ne pas y revenir de nouveau.

CONDITIONS DE DOMICILE. — La plupart des lois assignent un domicile permanent à l'éditeur et au rédacteur. Parfois ils doivent avoir leur domicile en Bulgarie, mais le plus souvent c'est dans le lieu où se fait l'édition. S'il est préférable que l'éditeur soit facile à trouver en cas de poursuite, l'obligation pour lui d'avoir son domicile permanent dans un lieu déterminé est difficile à justifier. Disons que par domicile la loi entend la résidence réelle. Souvent elle précise en disant domicile permanent, il s'agit là de la résidence.

Les règlements temporaires de 1900, ainsi que la

loi de 1907, interdisent à une et même personne d'être l'éditeur ou le rédacteur responsable de deux ou plusieurs journaux à la fois, c'est une atteinte à la liberté du travail peu justifiable et constituant une grande restriction pour la presse.

Enfin nous rencontrons la loi de 1907, l'obligation pour l'éditeur d'avoir accompli son service militaire ou d'en être régulièrement exempté. C'est une mesure de circonstance dirigée plutôt contre certains rédacteurs en 1907 mais qui se soutient difficilement. Dans les débats qui ont eu lieu sur ce point dans la Chambre, on n'a donné aucune raison.

Pour terminer avec toutes ces différentes conditions, rappelons la plus discutée de toutes, celle d'un minimum de savoir. Nous avons fait longuement l'examen de cette condition lors de l'étude de la loi du 4 février 1896 (loi Papantcheff) et dit pour quelles raisons nous croyons qu'elle ne doit pas être exigée de la part des journalistes. Nous voyons combien est longue la liste des conditions imposées à différentes époques aux journalistes. Le minimum qu'on doit exiger des éditeurs, à notre avis, c'est de jouir de leurs droits civils, civiques et politiques; toutes les autres conditions constituent des restrictions plus ou moins grandes, il est préférable de ne pas les imposer aux journalistes.

§ 2. — Mesures préventives réglementaires organisant la publicité des différents agents de la Presse.

La loi de 1908 se contente d'une publicité peu sérieuse à cet égard. D'abord elle a renoncé aux déclarations que les autres lois imposaient soit à l'éditeur, soit à l'imprimeur. Rien de tout cela, elle ne demande que la mention du vrai nom et du domicile, soit de l'auteur, soit de l'éditeur, soit enfin de l'imprimeur. Le nom et le domicile d'un de ces personnages, ont pensé les auteurs de la loi de 1908, seraient suffisants pour garantir la répression. Ils ont voulu éviter l'obligation pour le journaliste de faire des déclarations préalables qu'ils ont jugées peu en harmonie avec un régime libéral pour la presse. Les lois bulgares sur la presse n'ont jamais posé des règles pour organiser la publicité, soit autour de la personne de l'auteur, soit autour de celle du distributeur, les raisons sont faciles à comprendre. Dans le premier cas, on se trouvera en présence de grandes difficultés ; en effet, exiger la signature de l'auteur, c'est chose désirable peut-être, mais difficile à sanctionner, aussi n'a-t-on jamais songé à organiser cette publicité au nom de l'auteur, c'est donc l'anonymat qui a été admis. D'autre part, quand il s'agit du distributeur on a jugé que sa personne a trop peu d'importance pour qu'on s'en occupe, de sorte qu'aucune loi n'a astreint ces personnes à des déclarations quelconques pour pouvoir exercer leur métier. Tout

autre est la question où l'on envisage l'éditeur ou l'imprimeur.

Il n'y a que la loi de 1901 qui n'organise aucune publicité ni autour du nom de l'éditeur, ni autour de celui de l'imprimeur. Parmi les autres lois, la plupart exigent de l'imprimeur, non seulement la mention de son nom sur les imprimés, mais aussi l'astreignent à des déclarations préalables, telles sont les lois du 6 février 1883, du 16 décembre 1887 ; il faut ajouter aussi la loi de 1907 qui leur impose l'enregistrement de leur maison au tribunal d'arrondissement, ce qui tiendra lieu d'une déclaration. En ce qui concerne l'imprimeur, il est peut-être excessif de l'astreindre à des déclarations préalables, la simple mention de son nom sur tout imprimé qui sort de son établissement est suffisante, d'autant plus que comme commerçant il doit enregistrer sa maison. Les déclarations de la part de l'éditeur se comprennent mieux, car elles permettent d'agir vite et sûrement en cas d'un délit commis. On ne trouve pas d'arguments sérieux contre cette exigence et la plupart des lois la prévoient en même temps que l'obligation pour l'éditeur de faire mention de son nom sur le livre ou le journal.

Nous avons dit que la loi actuelle n'exige aucune déclaration de la part de l'éditeur. Remarquons qu'il en était ainsi toutes les fois que le parti démocrate faisait une loi sur la presse, en 1883, en 1901 comme en 1908. Les démocrates ont vu, dans l'obligation de faire des déclarations, une mesure de caractère pré-

ventif, tout au moins vexatoire. Cependant, quand il s'agit de l'éditeur, il ne faut pas s'arrêter devant cette objection que la déclaration est un dérangement, pour oublier les intérêts non moins respectables de la société qui demande une répression prompte et efficace en cas de délit.

La loi actuelle se contente d'exiger la mention du nom et du domicile sur les livres, journaux, etc. Mais elle n'exige que le nom d'une seule personne sans distinction ; pourvu qu'il y ait un nom mentionné, peu importe que cela soit celui de l'auteur, de l'éditeur ou de l'imprimeur. La responsabilité en cas de non-observation de cette disposition incombe à celui qui imprime, dit la loi, c'est-à-dire l'imprimeur, et en outre à celui qui intentionnellement fait la distribution de ces imprimés.

Sur ce point, il aurait mieux valu exiger des déclarations de la part de l'éditeur, tout en obligeant celui-ci, ainsi que l'imprimeur, à faire mention de leurs noms sur les imprimés.

Ce système n'est nullement restrictif ni vexatoire et d'autre part, il présente l'avantage de faciliter la répression et par là donne des garanties suffisantes aux personnes lésées par la presse.

§ 3. — De la détention préventive.

Aucune situation exceptionnelle n'a été faite aux délinquants en matière de presse, c'est toujours le droit commun qui est appliqué à cet égard. Souvent

la question a été soulevée à la Chambre. On a proposé de se contenter de la signature du prévenu en matière de presse comme garantie qu'il se tiendra à la disposition de la justice. Mais le législateur n'a pas cru utile d'aller jusque-là. Le droit commun a été maintenu pour les délinquants en matière de presse, il faut reconnaître que le système du droit commun n'est pas très rigoureux. En effet, toutes les fois qu'il s'agit d'un délit n'entraînant que cinq ans d'emprisonnement au maximum, on ne peut demander au prévenu comme garantie que le cautionnement. Ce qui arrivera le plus souvent, car les délits de presse dont la peine dépasse cinq ans d'emprisonnement sont plutôt rares, c'est la provocation à la trahison et certains délits contre la personne du Chef d'État. Même pour ces délits, la détention préventive n'est pas obligatoire, pour le juge d'instruction qui peut se contenter d'exiger seulement un cautionnement. Cependant deux autres articles du Code de procédure criminelle viennent de diminuer la portée de ces dispositions. D'un côté, la détention préventive est possible dans tous les cas où le prévenu n'a pas un domicile fixe. Mais c'est surtout l'article 228 qui réduit sensiblement l'importance de cette règle.

En effet, aux termes de cet article, l'inculpé est détenu jusqu'à ce qu'il fournisse le cautionnement.

Or, il n'y a aucune limite pour le juge d'instruction, à cet égard, il peut exiger un cautionnement très fort.

De sorte que pratiquement on peut toujours s'as-

surer de la personne de l'inculpé pour un délit de presse par la détention préventive. Il serait préférable qu'on fasse une situation plus douce pour les délinquants en matière de presse, au moins dans le cas des délits moins graves, et ne pas les détenir préventivement dans le cas où ils ne peuvent fournir le cautionnement demandé. Par exemple, toutes les fois qu'il s'agit d'un délit de presse entraînant moins de cinq ans d'emprisonnement, il serait désirable que la seule garantie exigée soit celle de la signature. En effet, on ne peut pas comparer la perversité du délinquant de presse avec celle d'un voleur ou d'un assassin; d'autre part, le délinquant de presse est peu disposé à prendre la fuite et s'éloigner du lieu où il exerce son métier, surtout quand il s'agit d'un délit de moindre importance. Mais surtout par là, seront écartés les abus possibles de la part d'un Gouvernement peu scrupuleux. Le cautionnement que peut exiger le juge d'instruction n'ayant aucune limite, peut être fixé dans de telles proportions qu'il sera impossible au prévenu de le fournir, et alors il sera mis en détention préventive. En même temps on ne peut pas objecter que les intérêts de la société sont méconnus car, pour les délits d'une importance plus grande, les règles du droit commun continueront d'être appliquées. Il est même étonnant que les démocrates (auteurs de la dernière loi) n'aient pas amélioré le sort des délinquants en matière de presse sur ce point.

§ 4. — De la saisie préventive en matière de presse.

En règle générale la saisie n'est pas possible. La loi de 1908 dans l'article 642, qu'elle ajoute au Code de procédure criminelle, prohibe expressément la saisie en même temps que la perquisition à domicile quand il s'agit d'un délit de presse. C'était une réaction par rapport à la loi du 16 janvier 1907, laquelle introduisait les saisies administratives pour les délits de presse contre la personne du Chef d'État ou les membres de sa famille. Les auteurs de la loi de 1908 pour mieux marquer leur esprit libéral en matière de presse ont voulu rompre nettement avec une mesure qui soulevait la désapprobation générale. En étudiant la loi du 16 janvier 1907 nous avons exprimé notre sentiment à cet égard. Ce n'est pas le principe même de la saisie en matière de presse qui est condamnable, c'est surtout sa mauvaise organisation qui peut donner lieu à des abus scandaleux de la part d'un Gouvernement peu scrupuleux. Le système de la loi de 1907 présentait justement ce grand défaut. Aucune mesure n'était prise pour garantir les droits et les intérêts des journalistes dont les éditions étaient saisies. Mais si, au contraire, on entoure la saisie en matière de presse d'une série de mesures telles que, par exemple, une poursuite purement objective contre l'écrivain lui-même comme en Autriche, ou l'intervention des décisions judiciaires dans des délais très

brefs comme en Allemagne, ou enfin une juste indemnité dans le cas d'une saisie injustifiée, alors celle-ci changera de caractère. Elle ne sera plus une arme dans les mains d'un Gouvernement contre les journaux de ses adversaires politiques. Par contre, l'inconvénient que peut présenter une législation où les saisies en matière de presse sont complètement interdites sera évité. Rappelons à ce sujet ce qui s'est passé en France avec la loi du 29 juillet 1881, qui justement ne permettait les saisies qu'à la suite d'une condamnation judiciaire. En 1893, on a dû revenir en arrière et permettre la saisie préventive telle qu'elle est réglée par le Code d'instruction criminelle, dans certains cas d'inculpation à des délits jugés graves et attentatoires à la sécurité publique.

L'exemple n'a pas manqué au législateur en 1908 et cependant il a introduit un système à cet égard qui ne peut pas être qualifié comme étant parfait. Quand des préoccupations d'ordre politique s'en mêlent, forcément l'œuvre du législateur est médiocre. Le système de la loi de 1907 à ce sujet était mauvais mais les démocrates en 1908 en passant à une autre extrémité n'ont pas résolu la question d'une manière satisfaisante. Remarquons en passant que les démocrates adversaires résolus de toute loi spéciale en matière de presse ne le sont plus quand il s'agit de créer une situation avantageuse pour la presse, comme c'est le cas de la prohibition de la saisie. C'est un manque de logique peu justifiable.

Une seule exception à cette règle a subsisté en

vertu de l'article 230 du Code pénal qui prévoit la confiscation des images ou autres imprimés obscènes. Or, conformément à l'article 171 du Code d'instruction criminelle, la saisie des objets qui doivent être confisqués est possible.

La saisie en matière de presse, entourée des garanties nécessaires, doit donc être admise au moins pour des délits présentant une certaine gravité. A la saisie préventive, il faut rapprocher la perquisition à domicile ayant pour but de découvrir soit le coupable, soit l'objet du délit, soit enfin les preuves matérielles. Ici encore de grands abus ont eu lieu de la part de certains Gouvernements : envahissement de l'administration ou des imprimeries des journaux par la police et mise sous scellés des caractères, avec le but non pas d'aider la justice mais de causer un préjudice moral et matériel au journal. Se plaçant à ce point de vue, il faut que la prohibition de la perquisition à domicile en matière de presse soit une heureuse mesure tout au moins jusqu'au jour où les mœurs politiques rendront impossible le retour d'abus de ce genre.

CHAPITRE IV

Du répressisme dans la législation actuelle sur la presse.

§ 1. — Personnes responsables.

Le système des responsabilités successives se trouve consacré par l'article 79 de la Constitution. Ce n'est pas cependant ce système qui résulterait d'une interprétation stricte de l'alinéa 2 de l'article 79 qui dit : si l'auteur est connu et habite dans la principauté, l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne seront pas poursuivis. Il en découlerait une responsabilité solidaire pour l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur à défaut de l'auteur. On ne peut cependant pas accepter une telle interprétation qui se dégage forcément du texte. Les origines de l'article 79 ne laissent aucun doute à cet égard. Nous avons dit comment fut voté l'article 79 à la suite de la proposition de M. Stranski. Celui-ci, en effet, se bornait à présenter la traduction de l'article 18 de la Constitution belge.

Et nous sommes loin de croire que M. Stranski en

traduisant cet article 18 ait eu l'intention d'en changer le sens en traduisant la conjonction *ou* du texte belge par *et*. C'est un défaut de traduction auquel on n'a fait aucune attention au moment du vote de l'article 79, d'autant plus qu'il n'y a pas eu de si grands débats au sein de la Constituante. Les deux ou trois députés qui ont pris la parole sur l'article 79; se sont bornés à parler sur le fond de l'article 79; sa rédaction n'a pas été discutée un seul moment. Ainsi donc on n'est pas autorisé à donner une interprétation stricte d'un article grâce à un défaut de traduction. M. Stransky voulait implanter le système belge des responsabilités en matière de presse et pas autre chose. C'est donc le système de responsabilité par cascade qui est la base du régime de la presse en Bulgarie (1). Du reste toutes les fois que le législateur a fait une loi sur la presse c'est dans ce sens qu'il a interprété la Constitution. Même souvent pour dissiper tout doute sur ce point il a développé la rédaction de l'article 79 au lieu de reproduire son texte exact comme le fait la loi de 1908.

Telles sont, par exemple, les lois de 1887 (art. 13-14), de 1901 (art. 5) et de 1907 (art. 9). La loi actuelle, dans l'art. 56A ajouté au Code pénal, reproduit exactement le texte de la Constitution par peur de la violer. Cependant l'interprétation stricte ne

1. Voir sur ce point C. Kiroff. Aperçu critique sur le texte de la Constitution. Article publié dans *Godichnik na Sofiiskia Oniversitet* (Annuaire de l'Université de Sofia), 1905, p. 249 et suiv.

s'impose pas aux tribunaux, autrement ils seraient contraires à toute évidence et équité.

Le vrai système que la Constitution consacre est celui de la responsabilité successive, en premier lieu l'auteur est poursuivi. C'est la confection de l'écrit qui constitue le point de départ du délit. Si l'auteur est inconnu ou n'habite pas dans le royaume, c'est l'éditeur qui sera poursuivi, à son défaut l'imprimeur et à défaut de celui-ci le distributeur.

L'article 642 que la loi de 1908 ajoute au Code d'instruction criminelle dit à quelles conditions les poursuites exercées contre un de ces personnages pourront être arrêtées. Il faut que celui qui est poursuivi indique une personne quelconque qui doit être poursuivie avant lui. Ainsi, par exemple, l'imprimeur ne sera pas poursuivi s'il indique le nom du véritable auteur ou de l'éditeur. Mais cela doit se faire lors du premier interrogatoire. Pourquoi ne pas permettre cette dénonciation à tout état de la procédure? C'est probablement le désir d'éviter la lenteur des procès, car si celui qui est poursuivi ne fait savoir le nom de l'auteur que très tard, alors il faudrait recommencer la procédure; et cependant serait-on autorisé à continuer les poursuites dans ce cas? Nous ne le croyons pas, car le texte de l'article 79 établit un ordre de responsabilité, de sorte que jamais deux personnes ne peuvent être poursuivies à la fois; la loi de 1907 allait même plus loin en obligeant l'éditeur, s'il voulait se soustraire aux poursuites, à prouver que la personne qui a signé l'article est

le véritable auteur, si un doute subsistait à cet égard.

Il s'en faut cependant de beaucoup que le législateur ait observé toujours strictement l'ordre établi par la Constitution. Par plusieurs reprises deux personnes ont été déclarées responsables en même temps pour le même délit. C'est le cas notamment de l'article 3 de la loi de 1887 punissant le propriétaire de l'imprimerie en même temps que le rédacteur responsable si le nom de ce dernier n'est pas mentionné sur le journal. Mais ce sont surtout les règlements temporaires de 1900 qui contreviennent à la règle des responsabilités successives dans son article 1^{er} en déclarant responsables deux personnes à la fois pour les délits commis par la presse : à savoir l'auteur de l'article incriminé et le rédacteur responsable du journal. Il est vrai que la Constitution ne connaît pas ce dernier personnage, cependant il n'en est pas moins vrai que son esprit se trouve gravement faussé du moment que la loi ordonne la poursuite de deux personnes pour un même délit, d'autant plus que dans l'espèce le rédacteur responsable a été intercalé par la loi de 1887 entre l'auteur et l'éditeur, or, n'oublions pas qu'en 1900, c'est la loi de 1887 qui était en vigueur.

Le système des responsabilités successives n'est pas sans inconvénient. Il présente même des difficultés pratiquement indissolubles. D'abord légalement il n'y a qu'un délinquant, et quand il est poursuivi, les autres sont mis hors de cause, cela peut être

en contradiction avec les faits s'il peut y avoir plus d'un coupable.

D'autre part, ce système présente une grande difficulté quand il s'agit de connaître le véritable auteur. La difficulté a apparue telle au regard du législateur, que celui-ci a essayé de la tourner en imposant aux journaux d'avoir un rédacteur que la loi considérerait comme l'auteur présumé de tout ce qui s'écrit dans le journal. Ainsi fut inventée par la loi de 1887 l'institution du rédacteur responsable, lequel devait répondre aux lieu et place du véritable auteur, celui-ci n'étant jamais poursuivi quand il s'agissait d'un délit commis par un journal. Cette institution était manifestement contraire à la Constitution. Non seulement celle-ci n'y faisait aucune allusion, mais le fait de soustraire le véritable auteur à toute poursuite, s'il était connu, contrevenait gravement au texte de l'article 79, qui déclare comme premier responsable et avant tout autre l'auteur de l'écrit.

Il est évident qu'au point de vue pratique les difficultés ont été évitées, cependant cela a été fait au détriment de la justice et du principe de la Constitution. Ce système a donné lieu à de grands abus, de la part des journalistes. Ces rédacteurs responsables étaient de véritables hommes de paille destinés à être emprisonnés à chaque instant, aussi étaient-ils choisis dans un monde spécial. De bonne heure le législateur a voulu y remédier ; mais s'il a cherché à apporter des améliorations, il a maintenu l'erreur initiale. C'est ainsi que la loi du 4 février 1896 main-

tient le rédacteur responsable, et lui impose des conditions sévères, de même les règlements temporaires de 1900. Ce n'est qu'à partir de 1901 qu'on se tient strictement à l'ordre des responsabilités de l'article 79. Depuis, la loi de mars 1907 ainsi que celle de 1908 ont maintenu cet ordre, et l'éditeur a remplacé le rédacteur responsable. Quoiqu'il soit difficile de connaître le véritable auteur d'un article, dans le cas où il ne veut pas se dévoiler, on n'est pas autorisé à faire abstraction de sa personne comme la loi de 1887. Les poursuites ne peuvent être exercées contre l'éditeur ou une des personnes suivantes, que si l'auteur est inconnu ou n'habite pas dans le royaume. La difficulté est donc de savoir quand l'auteur sera connu ou inconnu.

Deux systèmes peuvent se soutenir : L'éditeur sera poursuivi, lorsque, en dépit de toutes recherches faites par l'autorité judiciaire, l'auteur demeure introuvable, ou bien on va considérer comme auteur celui qui a signé l'article incriminé. Le premier système a été employé par la loi du 16 janvier 1904, l'article 8 disait que la recherche des coupables se fera par tous les moyens de la procédure criminelle. L'autre système a été celui du projet de la loi de 1901. Il était dit dans l'article 5 : en premier lieu sera poursuivi l'auteur déclaré, et le rapporteur a expliqué que l'auteur déclaré serait celui qui signe l'article. Le but désiré était de rendre impossible les perquisitions à domicile en matière de presse. Cependant on s'est aperçu de l'inconvénient de ce système, c'était le

maintien des rédacteurs responsables hommes de paille sous une autre forme, ce qu'on cherchait justement à éviter, de sorte que le mot « déclaré » fut supprimé. Le premier de ces deux systèmes favorisait les abus des Gouvernements, l'emploi de tous les moyens pour la recherche des coupables serait souvent pratiqué non pas tant dans l'intérêt de la justice que pour occasionner des pertes et des désagréments aux journaux d'opposition. Le second système n'est pas non plus satisfaisant comme nous venons de le voir. Il faut un juste milieu, c'est à cela que tend la loi de 1908. D'abord on poursuivra celui qui a signé l'article ou le livre. Si personne n'a signé, les poursuites seront exercées contre l'éditeur et ainsi de suite dans l'ordre établi par l'article 79. Cependant si l'éditeur indique le véritable auteur dans le premier interrogatoire, il sera relâché et on poursuivra la personne indiquée.

Bien entendu l'aveu n'est pas péremptoire, celui qui se déclare comme auteur ne peut pas s'imposer aux juges. Non plus la première personne indiquée par l'éditeur ne sera considérée comme le véritable auteur. Les poursuites cependant seront exercées d'abord sur ces personnes, soit contre celui qui a signé, soit contre celui qui est indiqué. Tous les moyens de recherche prévus par le Code de procédure en principe sont possibles pour déterminer la qualité d'auteur chez l'inculpé et convaincre le juge qu'il se trouve en présence du vrai coupable. Si les recherches demeurent vaines et qu'on ne puisse pas

établir la qualité d'auteur chez la personne poursuivie, alors seulement l'auteur demeurera inconnu et les poursuites seront exercées contre l'éditeur ou les autres personnes. Il est donc tout à fait naturel et conforme au principe de droit pénal, que l'emploi de tous les moyens prévus par le Code d'instruction criminelle soit possible pour découvrir le véritable auteur. D'après Schuermans, « l'aveu même de l'auteur et la reproduction des manuscrits signés par lui pourraient ne pas être insuffisants. La responsabilité en matière de presse, pesant en premier lieu sur l'auteur, la justice peut, pour le découvrir, recourir à tous les moyens de preuve autorisés par le droit commun » (1). C'est dans ce sens qu'est conçu l'article 8 de la loi belge sur la presse du 19 juillet 1831. « Lorsqu'il s'agira des délits politiques ou de la presse, il sera procédé à l'instruction et au jugement comme en matière criminelle. » La recherche du véritable auteur par tous les moyens de la procédure est donc incontestable, mais nous estimons que cette recherche ne peut se faire si personne ne se déclare comme étant auteur, ou si l'éditeur poursuivi ne l'indique pas. Si malgré l'absence de toute indication, des recherches sont faites en outre que cela sera de nature à favoriser des abus, il nous semble que le texte constitutionnel ne sera pas respecté.

En effet, la Constitution ne veut pas dire que, seulement à la suite des recherches si l'auteur demeure introuvable, seront poursuivis l'éditeur, etc. Dans

1. Voir Schuermans, *Code de la Presse*, t. II, p. 448.

l'absence de toute indication sur la personne de l'auteur, on doit être autorisé à poursuivre l'éditeur, cependant celui-ci doit être mis hors de cause s'il fait connaître le véritable auteur. L'auteur donc sera inconnu : 1° si l'écrit incriminé n'est pas signé et si l'éditeur refuse de faire connaître son nom et 2° si les recherches faites ont démontré que le prétendu auteur de l'écrit, celui qui l'a signé ou celui que l'éditeur a indiqué, n'en est pas le véritable auteur. Dans ce cas seulement les poursuites peuvent être continuées dans l'ordre établi à l'article 79, c'est cela qui résulte de la loi de 1908. L'éditeur, s'il veut se soustraire aux poursuites, doit indiquer le véritable auteur. Cela suppose que les autorités judiciaires n'ayant aucune indication sur la personne de l'auteur ont mis en cause l'éditeur. Si cependant il résultait des recherches judiciaires que la personne indiquée n'est pas l'auteur, la poursuite serait de nouveau exercée contre l'éditeur. Comment pourra-t-on établir la qualité d'auteur ? Assurément en employant tous les moyens que le Code d'instruction criminelle permet, cependant le législateur en 1908 a jugé prudent d'interdire la perquisition, mesure très mal vue et pouvant donner lieu à des abus policiers.

Il faut accepter l'inconvénient que présente le système des responsabilités successives, consistant dans la difficulté de connaître et poursuivre toujours le véritable auteur. La personne qu'on doit tâcher d'atteindre, c'est l'éditeur, non seulement parce que la Constitution le place en second lieu, mais parce que

c'est un personnage bien facile à connaître. Il faut résolument rejeter tout système qui consiste à intercaler entre l'auteur et l'éditeur un autre personnage, un auteur fictif qu'on appellera rédacteur responsable. A défaut du véritable auteur, il faut poursuivre l'éditeur. Voilà le seul système conforme à la Constitution, et ne présentant pas d'inconvénients sérieux en pratique. Si on l'oblige à faire des déclarations pour faire connaître son nom, son domicile et le nom du journal, il est à peu près certain qu'il y aura toujours quelqu'un pour répondre. C'est de cette façon que la loi de mars 1907 entendait la chose, et organisait avec beaucoup de détails et très sagement un système ayant pour but de faire supporter la responsabilité efficace sur la personne de l'éditeur. Rappelons à ce sujet qu'elle faisait de lui un commerçant, en l'obligeant à enregistrer sa maison au tribunal.

En ordonnant d'autre part que les amendes déjà excessives soient cumulées, elle cherchait surtout à atteindre les intérêts pécuniaires du journal, à rendre sa vie sinon impossible, du moins très difficile. A défaut de l'éditeur, c'est l'imprimeur qui est poursuivi. N'oublions pas cependant que les journaux politiques sont le plus souvent les propriétaires de l'imprimerie et que soi-disant l'imprimeur est un prête-nom. Souvent des lois, comme par exemple celle de 1887, parlent de propriétaire de l'imprimerie, ce langage est défectueux. Quand la Constitution parle de l'imprimeur, elle entend celui qui exerce le métier, la profession et non pas le propriétaire qui

peut être un mineur ou une société. Il faut donc s'en tenir à l'expression de l'imprimeur, c'est-à-dire celui qui exerce le métier, soit en son propre nom, soit comme tuteur ou administrateur d'une société.

L'imprimeur étant personnage facile à atteindre sinon personnellement, au moins dans ses biens, l'idée est souvent venue au législateur de le tenir comme responsable séparément pour un délit ou une infraction de presse où régulièrement on ne pouvait le poursuivre qu'en dernier lieu. C'est le cas de l'article 3 du règlement temporaire de 1900 où l'imprimeur est responsable s'il laisse imprimer un journal politique par des personnes qui ne remplissent pas les conditions d'âge, de capacité, etc. Si un journal politique a été édité par une personne ne remplissant pas les conditions nécessaires pour être éditeur, il y a une contravention non intentionnelle de presse pour laquelle l'ordre des poursuites doit être appliqué conformément à l'article 79. C'est seulement à son défaut que l'imprimeur pourrait être poursuivi. Or les Règlements temporaires de 1900, méconnaissant cet ordre, ont rendu responsable l'imprimeur en cherchant par là à assurer l'exécution de la loi en pratique.

En dernier lieu dans l'ordre des responsabilités successives sont placés les distributeurs, vendeurs, etc. Il est rare que ces poursuites soient exercées contre ces personnes et les lois sur la presse généralement ne s'en occupent point. Toutefois, il faut faire deux remarques résultant de la législation actuelle. D'abord

la loi de 1908 ne prévoit aucune mesure contre les journaux étrangers, leur introduction est libre. Dans le cas où un délit y est commis, il n'y a qu'une personne qu'on pourrait poursuivre, c'est le distributeur. D'autre part, la rédaction de la plupart des articles du Code pénal prévoyant le délit qui peut être commis par la Presse, est conçue de manière à atteindre les distributeurs et personne autre, et punit généralement celui qui commet le délit soit en vendant, distribuant ou exposant ostensiblement des livres, brochures, images, etc. C'est le rôle en effet du distributeur et pour celui qui tient à une interprétation stricte du texte, cet agent sans importance devra être le seul responsable.

§ 2. — Système des délits.

Le droit commun est-il applicable aux délits de presse ?

La question : si une loi spéciale est possible en Bulgarie ou bien s'il faut appliquer strictement le droit commun aux délits de presse, nous l'avons examinée dans le chapitre premier de cette partie. Nous avons montré le raisonnement défectueux que font les adversaires d'une loi spéciale pour défendre leur thèse. Ils croient trouver des arguments en faveur de l'application du droit commun en matière de presse. Après avoir réfuté leurs arguments, nous avons dit que même si l'on admet l'application du droit com-

mun il ne s'ensuit pas que la presse ne doit pas être réglementée en tant qu'en liberté de droit public, c'est cela surtout que cherchent à éviter les partisans du droit commun. Car dans les différentes mesures d'ordre réglementaire, ils voient le pire des maux pour la presse. En se déclarant partisans du droit commun, ils veulent éviter la possibilité d'une loi spéciale qui peut seule contenir des dispositions préventives d'ordre réglementaire. De sorte que pour eux le droit commun c'est toutes les dispositions du Code pénal, on peut donc y faire entrer toutes sortes de délits susceptibles d'être commis par la presse, pourvu qu'ils ne soient pas l'objet d'une loi séparée. Du moment qu'il n'y a qu'un Code pénal, peu importe ce qu'il contient, le législateur en 1908 a procédé de cette manière. C'est une conception en tous points erronée.

Quand on parle de l'application du droit commun à la presse, on voit dans celle-ci simplement un moyen de commettre l'action répréhensible, laquelle doit se concevoir et se définir, abstraction faite des moyens qui servent à l'accomplir. Ainsi les règles de droit commun soit pour la complicité, soit pour la tentative, ou encore le principe de dommages et intérêts doivent suffire pour atteindre tous les délits commis par voie de la presse. Le principe même de l'application du droit commun à la presse est insoutenable. On ne voit pas bien comment en faisant intervenir l'idée de tentative on arrivera à atteindre une provocation à un délit fait par la presse et non suivi d'effet. La tentative suppose un commencement

d'exécution en plus de la volonté de commettre le délit. Supposons que la provocation ait été suivie d'effet, ne voit-on pas la grande difficulté qui surgirait si l'on ne voulait faire l'application du droit commun de la théorie de complicité par provocation. Il faut en effet établir qu'il est un lien de cause à effet, entre l'écrit et l'acte délictueux accompli, ce qui serait très difficile en pratique. Enfin il ne faut pas perdre de vue la répression excessive qui résulterait de l'application du droit commun : la peine de mort pouvait être appliquée.

Ce n'est pas de cette façon que les partisans du droit commun l'entendent chez nous. La loi de 1908 en est la preuve, elle ne contient que des délits spéciaux. Non seulement théoriquement l'application du droit commun en matière de presse est insoutenable, mais si nous nous reportons à la Constitution bulgare, nous sommes obligés d'avouer qu'il faut beaucoup de bonne volonté pour conclure à un régime de droit commun en matière de presse. Le seul argument ayant certaine valeur c'est l'article 81 où on lit ceci : Les procès de délit de presse sont jugés « d'après la loi » dans les institutions judiciaires communes. C'est sur ces mots « d'après la loi » qu'on se base pour prétendre que cela veut dire d'après la loi pénale commune. Cependant cette prétention n'est pas fondée, l'article 81 concerne uniquement la juridiction et la procédure. Nous avons vu que ces mots ne figuraient pas dans le projet primitif, qu'ils étaient ajoutés lors de la discussion de

l'article 81. Il est difficile d'admettre que, lorsque l'on était en train de discuter la juridiction en matière de délit de presse, quand on était sur le terrain de procédure, on a eu l'idée de statuer sur le fond. Le fait que le projet primitif contenait une disposition spécifiant expressément que les tribunaux de droit commun seront seuls compétents en matière de presse, ne prouve-t-il pas suffisamment que dans l'esprit de ses auteurs la possibilité d'une législation spéciale était en vue, et que justement pour écarter l'application de celle-ci en ce qui concerne le juridiction, l'article 87 a été voté. Ces considérations nous empêchent d'admettre l'application du droit commun en Bulgarie.

LES DÉLITS DE PRESSE DANS LE RÉGIME ACTUEL. — Disons d'abord que la législation bulgare sur la presse si féconde et si variée n'a jamais connu les délits de tendance. Ce genre de délits, nous ne le rencontrons dans aucune des lois si nombreuses pourtant en cette matière. Par contre, les délits d'opinion composent la majeure partie d'une loi. On en rencontre en toute époque. Ce sont les deux lois de 1887 et de mars 1907 qui sont bien caractéristiques sur ce point. Dans cette dernière loi, nous avons rencontré l'attaque aux bonnes mœurs, à la morale, la propagation d'idées tendant à des faits contre l'organisation existante de l'État, l'excitation à la haine du service militaire et de l'armée, etc.

Les délits d'opinion se retrouvent en grand nombre dans la législation actuelle de la presse, c'est-à-

dire dans le Code pénal modifié et complété par la loi de 1908. Et il est probable que ces délits d'opinion continueront à persister encore longtemps. Nous ne pouvons pas nous prononcer contre ce genre de délit en principe. Dans un pays en voie de formation, les esprits s'influencent facilement et ne sont pas en état d'assimiler sans danger certaines idées trop avancées, telles que l'attaque contre la famille, la propriété, la religion, la patrie.

Le maintien de délits d'opinion est même nécessaire sur ces points. Tout ce qu'on peut désirer c'est que le législateur n'abuse pas et dans les cas où il juge pour utile de prévoir un délit d'opinion, qu'il lui donne une rédaction aussi précise que possible, quoique ce soit ordinairement difficile.

Examinons successivement les différents délits susceptibles d'être commis par la presse. Une remarque préalable s'impose. La plupart des articles prévoyant des délits susceptibles d'être commis par la presse sont d'une rédaction défectueuse que nous avons eu déjà l'occasion de signaler. Comme type, il faut prendre l'article 172 auquel d'autres articles renvoient. Voilà comment est conçu son alinéa 1° : Celui qui provoque indirectement à un délit et cela, soit par une propagande publique dans une réunion ou par la distribution ou l'exposition ostensible des images ou ouvrages imprimés, sera puni, etc. Cette formule sera répétée plus d'une fois. La loi de 1908, loin de la rejeter, l'emploiera également. Quel peut être le sens de cette rédaction ? Ce qui résulte de la

lecture c'est qu'on punit celui qui, par la distribution ou par l'exposition ostensible des images ou autres ouvrages imprimés, commet un délit. On punit donc le fait de la distribution. Ce serait en premier lieu la distribution, ce serait aussi l'éditeur dont le métier consiste justement à faire distribuer, mais pourra-t-on atteindre l'auteur de l'écrit ? C'est difficile de l'admettre. L'auteur d'un article ne prendra généralement aucune part dans la distribution, c'est pourtant celle-ci qui est l'élément nécessaire pour le délit.

Il aurait mieux valu que cette expression soit remplacée avec « par la presse », comme cela est dit dans l'article 123 ou 112 par exemple. Toute difficulté d'interprétation sera ainsi évitée. Après cette remarque, nous allons parcourir les différents délits susceptibles d'être commis par la voie de la presse que le Code pénal renferme.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LE CHEF D'ÉTAT OU LES MEMBRES DE SA FAMILLE. — L'importance de ces délits a paru telle au législateur que souvent cette matière a été l'objet d'une loi spéciale. C'est ainsi que nous avons eu d'abord la loi du 24 décembre 1894 et qui fut abrogée par le Code pénal en 1896 qui statua sur la matière. En 1904 cependant, on a dû revenir de nouveau à une loi spéciale qui fut complétée et modifiée en 1907. Cette dernière loi, nous l'avons vu, a été très mal accueillie, ses dispositions étaient d'une sévérité excessive. Aussi devait-elle disparaître avec le changement de Gouvernement. La loi

de 1908 abrogea ces lois spéciales des délits de presse contre le Chef d'État, et depuis c'est le Code pénal complété et modifié qui est en vigueur. A notre avis, la question ne présente pas une grande importance. Que la matière soit l'objet d'une loi spéciale ou qu'elle soit contenue dans le Code pénal, il importe peu. Ce qu'il faut voir c'est la nature des dispositions, si elles sont plus ou moins sévères. L'unique avantage de l'absence d'une loi spéciale peut consister en ceci : c'est que le législateur sera moins tenté, il lui sera moins commode de faire intercaler des règles de procédure restrictives, comme la saisie ou autre. Cependant, un Gouvernement, s'il le veut, pourra sans une loi spéciale faire voter telle modification, soit au Code pénal, soit au Code d'instruction criminelle, comme il lui plaira. L'exemple a été donné en 1908.

Les délits et crimes contre le Chef d'État sont de deux sortes : ceux qui sont dirigés contre sa vie et ensuite ceux qui le sont contre sa dignité.

Avec l'article 105 modifié en 1908 la provocation à commettre la trahison est punie. L'article 98 nous dit ce qu'est la trahison : 1° c'est le meurtre et tentative de meurtre sur la personne du Chef d'État ou l'héritier du trône ; 2° le fait de compromettre leur santé ou les rendre incapables de régner ; 3° le fait de livrer le Chef d'État ou l'héritier à l'ennemi, ou le fait de les priver de leur liberté individuelle par la force ou la menace, ou empêcher le Chef d'État d'exercer ses droits de souverain. L'article 99 continue cette énumération, il contient surtout des délits d'opinion.

D'après cet article la trahison consiste aussi dans les actions qui ont pour but :

1° Le changement par la force, l'ordre de succession au trône; 2° le changement par la force de l'organisation ou l'intégrité de l'État; 3° de porter atteinte à l'intégrité du territoire de l'État par la cession forcée d'une partie à un État étranger.

L'article 105 donc punit la provocation à tous ces faits en distinguant si les provocations ont été ou non suivies d'effet.

Ici il faut rapprocher l'article 123 qui punit celui qui exprime par la presse l'intention d'attenter à la vie du Chef d'État ou de l'héritier. Point n'est besoin de provocation, le simple fait d'exprimer cette intention est punissable. Remarquons que dans cet article le défaut de rédaction qu'on rencontre dans l'article 105 par exemple n'est pas répété. Est puni celui qui exprime *par la presse* l'intention et non pas, comme dans l'article 105 et bien d'autres, celui qui par la distribution des écrits commet le délit.

Des délits contre la dignité du Chef d'État et les membres de sa famille. — Le Code pénal distingue entre l'injure et la diffamation dont peut être l'objet le Chef d'État ou les membres de sa famille. En étudiant la loi de 1894, nous avons dit l'inconvénient et l'inutilité de cette distinction surtout quand il s'agit du Chef d'État. C'est l'avis qu'a exprimé le Garde des sceaux, M. Kresfeff, dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre lors de la discussion de la loi de

1908 (1). Malgré cette distinction, la preuve de la vérité des allégations diffamatoires est inadmissible. C'est incontestable en ce qui concerne le Chef d'État. Des difficultés peuvent se présenter pour les membres de sa famille. L'article 240, 3^e alinéa du Code pénal, interdit la preuve dans tous les cas, cependant c'est très contestable. Pourquoi ne pas admettre la preuve des faits qu'un membre de la famille royale ait pu commettre à l'occasion du service d'une fonction publique dont il est investi ? Le contraire ne constituera-t-il pas un privilège incompatible avec l'esprit général de la Constitution ? Il sera même indispensable aussi bien pour le bon ordre dans l'État que pour la bonne considération de la famille royale que ses membres ne jouissent pas de privilèges du moment qu'ils occupent une fonction publique. La Constitution ne fait aucune situation privilégiée aux membres de la famille royale. Apart le titre d'Altesse Royale qu'elle confère à l'héritier, les autres membres, même la reine, n'ont aucun titre ou autre privilège. Cela peut être regrettable dans un pays neuf, où la dynastie a besoin d'être solide, et il serait souhaitable que dans une révision constitutionnelle une situation privilégiée soit créée au moins à S. M. la Reine.

Faisons la même remarque ici. Tandis que l'article 124 punit la diffamation contre le Chef d'État

1. Voir procès-verbaux de la Chambre, 14^e législ., 1^{re} sess. extr. Séance de juillet 1908.

faite par la presse, l'article 120 ne punit l'injure qu'autant qu'elle est faite par la distribution ou l'exposition de l'écrit.

L'article 236, premier alinéa, prévoit et punit l'injure et la diffamation faite aux Chefs d'États étrangers ou à leur agent diplomatique. Dans les deux cas, la preuve de la vérité des faits allégués est interdite par l'article 240, troisième alinéa, le contraire étant de nature à compromettre les bonnes relations. Certaines lois sur la presse, comme par exemple celles de 1887, ne punissaient que les injures et diffamations faites aux Chefs d'État des pays avec lesquels la Bulgarie était en relations amicales. Cette distinction n'est plus faite par le Code pénal, cependant il est certain que le procureur s'abstiendra de poursuivre quand l'injure est faite à un Chef d'État d'un pays qui a interrompu les relations diplomatiques avec la Bulgarie, et si on se trouve en état de guerre.

LA PROVOCATION AUX CRIMES ET DÉLITS. — C'est l'article 172 qui statue sur ce point. Il englobe les provocations à tous les délits et crimes suivies et non suivies d'effet. Dans le premier cas, le coupable est puni comme complice. Toutefois, il faut accepter les cas spéciaux prévus par certains articles et où cette complicité est punie comme un délit propre. C'est le cas de l'article 108 que nous avons vu et qui punit la provocation à la trahison. Il faut citer également la provocation à commettre la trahison par le même moyen prévu dans l'article 108. Les articles 109, 110 et 111 nous précisent en quoi consiste

la trahison. Ces deux articles prévoient des peines moins fortes que celles que pouvaient encourir le provocateur comme complice. L'alinéa 20 de l'article 172 punit sans distinction toutes les provocations non suivies d'effet. Ces provocations constituent en elles-mêmes des délits. Peut-être qu'il est excessif de punir les provocations non suivies d'effet quand il s'agit des délits de minime importance ; quoi qu'il en soit, le Code ne fait aucune distinction, ne sont exclues que les provocations à commettre des contraventions.

Cet article 172 est un de ceux dont la rédaction est défectueuse, et qui consiste à dire que sera puni celui qui provoque à commettre un délit par la distribution ou l'exposition ostensible d'images et autres ouvrages imprimés, au lieu d'ajouter ou dire simplement par la presse. Plusieurs articles suivants comme 173, 174, etc., renvoient à l'article 112 en ce qui concerne les moyens dont on s'est servi pour commettre le délit, de sorte que cette défectuosité se trouve répétée plusieurs fois.

On rencontre dans l'article 173 suivant plusieurs délits d'opinion. Sont punies : 1° les provocations à l'inobservation et à l'inobéissance à la loi ou aux dispositions et règlements faits par l'autorité dans les limites des lois ; 2° excitations à la haine et au mépris des confréries religieuses, des nationalités, de certaines classes de la population, des règles légales de la propriété et du mariage ; 3° les attaques de l'inviolabilité de la personne du Chef d'État, l'ordre de la

succession au trône, l'organisation de l'État, l'intégrité ou l'unité de l'État ou la force obligatoire des lois. L'apologie des crimes et délits ou de celui qui les a commis est prévue et punie par l'article 174. De même est punie la justification des délits. Et ici, comme pour la provocation, l'apologie de tous les délits sans exception est répréhensible, peu importe l'importance du délit. Un seul adoucissement est fait à ces apologies dans la réduction de la prescription à trois mois au lieu de six que l'article 56 modifié par la loi de 1908 appliquera aux autres délits de presse.

A cet ordre d'idées se rattachent la provocation et l'excitation des militaires à commettre des délits ou contraventions prévus et punis par les lois militaires, statuts ou règlements de discipline. Dans cette disposition nous voyons qu'une différence est faite si ces provocations ont lieu par la presse ou bien par la distribution secrète de toutes sortes d'imprimés. Les peines sont plus sévères, si le délit a été commis en temps de guerre ou d'état de siège.

DÉLITS SPÉCIAUX DE PUBLICATION. — La publication par la presse des renseignements sur l'état des forces armées bulgares est considérée comme un délit et punie par l'article 163. Mais pour cela il faut que la publication de ces renseignements soit interdite ou que, par leur caractère ou par suite d'autres circonstances, ils soient de nature à nuire aux intérêts de l'État.

A cet égard il faut rappeler la loi de 1887 qui punis-

sait les comptes rendus des procès pour diffamation si celle-ci était rejetée.

L'outrage aux bonnes mœurs est prévu et puni par l'article 230. L'alinéa premier de cet article punit celui qui distribue ou expose ostensiblement des imprimés ou images obscènes. L'alinéa deuxième en punit l'auteur ou préparateur. C'est une preuve que l'auteur de la loi se rendait compte de l'insuffisance de la formule défectueuse de l'alinéa premier qui punit celui qui vend, distribue ou expose des ouvrages obscènes. Voyant que cette rédaction ne sera pas suffisante pour atteindre l'auteur de ces ouvrages, ils ont ajouté le deuxième alinéa et ils ont bien fait. Autrement le texte aurait présenté une lacune. L'outrage à Dieu par un des moyens de l'article 172 constitue également un délit.

PUBLICATION DE FAUSSES NOUVELLES. — Ce délit n'est pas reproduit tel qu'il existait dans les lois sur la presse antérieure. Il y a quelque chose de ressemblant dans l'article 243 qui punit la publication faite consciemment d'un fait mensonger qui est de nature à porter atteinte au crédit commercial ou industriel ou au nom d'une personne, société ou établissement, ou à la confiance des capacités d'une personne d'exercer sa profession ou son métier. Ce n'est pas, proprement dit, le délit de fausse nouvelle.

INJURE ET DIFFAMATION. — Dans deux articles séparés (art. 234 et 235) le Code pénal donne la définition de l'injure et de la diffamation. D'après l'article 234, il y aura injure dans toute expression outra-

geante portant atteinte à l'honneur et à la considération, non seulement de la personne visée, mais aussi à ses proches parents : enfants, mari, femme, frère ou sœur, même décédés.

Il y aura diffamation dans l'allégation ou imputation des faits déshonorants ou délictueux. C'est en somme ce qu'on doit entendre par injure et diffamation.

D'après le cinquième alinéa de l'article 236 modifié par la loi de 1908, quand l'injure et la diffamation sont faites par la presse, il y a une aggravation dans la peine qui est portée de six mois à un ou deux ans d'emprisonnement et une amende de 50 à 1.000 francs.

La preuve des faits diffamatoires n'est pas admise dans tous les cas. Cependant, le système du Code pénal à cet égard n'est pas bien parfait. D'abord, la diffamation n'est pas punie si le coupable fait la preuve non seulement de la vérité des faits allégués, mais aussi s'il prouve qu'il a fait la diffamation pour le bien de l'État ou de la société, ou encore pour défendre son honneur personnel ou celui de sa famille. Du moment qu'il s'agit de se défendre, on a droit de diffamer impunément tout le monde. Cette disposition n'est vraiment pas de nature à contribuer à la paix publique.

Heureusement que l'article suivant vient de réduire la portée de cette disposition jusqu'à un certain point, en interdisant ces deux genres de preuves quand il s'agit de la vie privée ou familiale du diffamé. C'est

en cela que consiste le principal défaut de la loi. Parler de la vie privée, ce n'est pas suffisant. D'abord, il est difficile de savoir ce qu'il faut entendre par la vie privée ou familiale. Ce ne seront pas, dans tous les cas, les faits délictueux commis au sein de la famille, car tous les délits en général intéressent la société. L'individu en les commettant n'est pas admis à prétendre qu'il se renferme dans sa vie privée. Telle est la manière de voir du Code pénal lui-même, car il interdit la preuve des faits délictueux qui ne peuvent être poursuivis qu'à la suite de la plainte de la personne lésée, si cette dernière s'est abstenue de porter plainte. Par contre, il faut conclure que toutes les fois qu'il s'agit d'un fait délictueux que le ministère public peut poursuivre d'office ainsi que dans le cas où la personne lésée a porté plainte, la preuve est admise. Du reste, l'article 247 interdit les poursuites, ou si elles sont commencées, il faut qu'on les arrête, si le fait diffamatoire a déterminé des poursuites criminelles jusqu'à ce qu'une sentence définitive intervienne. Avec ce système, toutes les fois qu'une personne a subi une condamnation aussi minime qu'elle soit, on peut la lui reprocher durant toute sa vie à l'exception, bien entendu, du cas très rare d'amnistie. Quelle est l'utilité d'un pareil système pour la société? Évidemment, il n'y en a aucune; au contraire, ce serait une source de troubles pour la paix qui doit exister entre les habitants d'un pays. Il serait autrement plus désirable si, comme le fait la loi française du 29 juillet 1881 on n'admettait la

preuve que pour des faits relatifs aux fonctions publiques ou des personnes occupant certaines situations touchant de près à la vie publique.

Qu'on limite au moins la possibilité de preuves de faits délictueux qui sont prescrits, ou lorsque les peines qu'ils ont entraînées ont été subies ou bien que le condamné a bénéficié de la loi de sursis, de sorte que les inconvénients de ce système soient évités le plus possible.

§ 3. — Système des peines.

Suppression et suspension. — Ces peines ne sont plus connues en Bulgarie depuis la loi du 14 décembre 1883. Elles ne figuraient, en effet, que dans la loi ottomane, et aussi dans la loi du 6 février 1883, faite par le Conseil d'État de cette époque. En somme, ces peines n'ont été appliquées que pendant les deux années que le prince Alexandre a gouverné en monarque absolu aidé par les généraux russes. Depuis, aucune des lois sur la presse n'a prévu ce genre de peine. Le législateur s'est contenté des peines privatives de liberté et des peines pécuniaires.

Il ne faut pas cependant oublier que la peine capitale peut être encourue, le cas échéant, par application de l'article 172, provocation à un crime suivie d'effet. Le coupable est puni comme provocateur, nous dit la loi. Or, l'article 52 du Code pénal punit,

avec la même peine que l'auteur principal, le provocateur.

Il est vrai qu'il ne faut pas trop exagérer cette conséquence, car la peine capitale est rarement prévue par le Code pénal. Dans le cas de trahison, nous avons vu qu'un article spécial punissait à part les provocations à commettre ce crime, de sorte que l'application de la peine de mort se trouve écartée. Mais il reste toujours le cas de meurtre prémédité et à la rigueur, le provocateur par la presse peut encourir la peine capitale, s'il ne bénéficie des circonstances atténuantes.

Le principe des peines privatives de liberté sera excellent, si en matière de presse on pouvait atteindre et punir le véritable auteur de l'écrit. Malheureusement, ce serait difficile s'il ne veut pas lui-même se dévoiler. Le plus souvent, la peine sera subie par un éditeur ou encore mieux par un rédacteur responsable, homme de paille, qui ne saura même bien pourquoi on le met en prison. Aussi, remarque-t-on une tendance chez le législateur à augmenter surtout les peines pécuniaires et à atteindre le côté matériel du journal. A ce point de vue, la loi de mars 1907 est remarquable. Toute son économie tendait à atteindre pécuniairement le journal. L'éditeur devait être un commerçant susceptible d'être mis en faillite. Les amendes malgré le principe de droit pénal étaient cumulées, d'autre part elles ne pouvaient être remplacées par l'emprisonnement qu'après la faillite du journal. Il fallait ou acquitter les amendes, ou arrêter

l'édition ; si l'on ajoute le taux excessif des amendes, on se fera une idée de la préoccupation du législateur de rendre la vie matérielle du journal excessivement difficile. La loi de 1907 dans son ensemble était excessive, c'était une loi provoquée par les circonstances politiques, faite dans un moment de surexcitation. Cependant, le principe qu'elle oppose n'est pas mauvais. En face des difficultés que l'on éprouve pour atteindre l'auteur, il est préférable qu'on organise un système faisant supporter le poids de la répression par l'éditeur. Cependant dans ce cas, les peines pécuniaires doivent être préférées aux peines privatives de liberté, étant donné qu'il s'agit de punir une personne qui, la plupart du temps, ne sera pas le vrai coupable.

RÉPARATIONS CIVILES. — Il est incontestable que la personne qui éprouve un dommage quelconque par un délit de presse est fondée à demander la réparation conformément aux principes généraux. Cependant, en pratique, on se contente de la répression pénale et en fait de dommages et intérêts, on ne réclame que quelques francs. Une autre réparation du dommage causé consisterait dans la publication de la condamnation. D'après certaines lois sur la presse comme celle de 1887, cette publication était de plein droit attachée à toute condamnation pour un délit de presse.

De plus, le tribunal pouvait ordonner l'insertion du jugement aux frais du condamné dans d'autres journaux. Généralement, le jugement devait être inséré

en première page et avec des caractères usités dans cette page. Rien de tout cela ne subsiste aujourd'hui. La publication du jugement n'est pas de plein droit. En cas de diffamation ou injure, il faut que la personne lésée la demande pour que le tribunal ordonne l'insertion du jugement.

Une autre forme de réparation civile c'est le droit de réponse. C'est un moyen très efficace pour réparer le dommage causé. Il y a là une sorte de remise en état très appréciable, et souvent on évitera un procès. Les lois précédentes sur la presse, en particulier celle de 1887, donnaient ce droit aux particuliers et aux services gouvernementaux. Souvent des conditions étaient posées pour l'exercice de ce droit. D'abord la place qu'elle pouvait occuper ne devait pas dépasser deux ou trois fois la longueur de l'article qui la provoquait. Le surplus devait être payé. Parfois la loi exigeait que la réponse fût écrite en termes convenables. Le Gouvernement avait le droit aussi de demander l'insertion gratuite des avis.

Ce droit malheureusement n'existe pas aujourd'hui ni au profit des particuliers, ni à celui du Gouvernement. Nous sommes les premiers à condamner les abus et les excès à cet égard que faisaient certaines lois en donnant droit au Gouvernement de demander une insertion gratuite et sans limite de l'emplacement des avis et rectifications. Cependant l'avantage de droit de réponse au profit des particuliers, réglementé de manière à éviter des abus, est incontestable, c'est la plus efficace des réparations

que peut obtenir une personne diffamée. On ne peut pas comparer la publication tardive d'une condamnation avec une réponse faite au lendemain même de la diffamation. Il faut reconnaître qu'en pratique les journaux ne refusent pas d'insérer une réponse ou une rectification au moins quand ils ont été induits en erreur et sont de bonne foi.

§ 4. — Système des poursuites.

Juridiction. — La question de juridiction en matière de presse a été tranchée par l'Assemblée Constituante ; l'article 81 de la Constitution dit dans des termes exprès que les délits de presse sont jugés dans les institutions judiciaires communes. Il en résulte qu'on ne peut instituer : ni une juridiction spéciale, ni une juridiction exceptionnelle pour les délits de presse. Remarquons en passant que l'article 81 est très mal rédigé. Il commence par une expression incompréhensible, il y est employé le mot « delata » ce qui signifie « les procès » ou « les faits » à la fois. Mais les deux significations s'adaptent mal. Toutefois, pour que cet article ait un sens quelconque, il faut par ce mot « delata » entendre les faits et traduire « les délits sur les faits de la presse sont jugés », etc. Probablement que les auteurs du procès ont voulu dire : les procès sur les délits de presse, ce qui est une bonne rédaction. Pour nous, il est suffisant de retenir qu'il s'agit de la juridiction en matière de presse qui sera celle du droit commun,

à savoir le tribunal de première instance jugeant avec ou sans jury, d'après le délit. La Constitution ne sera pas respectée sur ce point si l'on attribue les procès de presse sans distinction et dans tous les cas au tribunal de première instance avec jury. Inversement, si l'on attribue la connaissance de ces procès au tribunal de première instance sans jury, ainsi que le fait la loi du 16 janvier 1904, on sort de la règle constitutionnelle. Il ne faut pas en effet interpréter d'une manière stricte l'article 81. En disant que les délits de presse sont jugés dans les institutions judiciaires connues, cela ne veut pas dire qu'on peut choisir n'importe quels degrés de juridiction, ou dans la même juridiction faire des changements quand il s'agit de délit de presse. La Constitution veut dire qu'aux délits de presse seront appliquées les mêmes règles de juridiction qu'aux autres délits criminels.

Autrement, l'article 81, au lieu de spécifier que les délits de presse seront jugés dans les juridictions communes, devrait dire que ces délits ne peuvent pas être jugés par des tribunaux d'exception. Alors on pouvait être autorisé à prétendre que du moment qu'on attribue la connaissance des procès de presse à une juridiction ordinaire, la Constitution ne serait pas violée. Telle qu'elle est rédigée article 81, il est inconstitutionnel d'attribuer les délits de presse à une juridiction de première instance, mais dans des conditions différentes à celles qu'on applique aux autres délits.

Une fois, la connaissance des délits de presse a été attribuée à la Cour d'appel en première instance par la loi du 6 février 1883, mais c'était une époque où l'on se souciait fort peu de ce que disait la Constitution. De son côté, la loi du 16 janvier 1904 attribuait les délits de presse contre la personne du Chef d'État ou les membres de sa famille au tribunal de première instance sans jury. Aujourd'hui, aucune situation exceptionnelle n'est faite aux délits de presse. Comme tous les autres délits, ils sont de compétence des tribunaux de première instance avec ou sans jury suivant le cas.

L'institution du jury est différente de celle de la France. Les jurés, au nombre de 4, se réunissent au tribunal pour statuer sur les questions de fait. En outre si l'un des juges reste à un avis motivé, l'appel est interprété et le procès est jugé en deuxième instance sans jury. L'appel est possible, aussi en cas de condamnation, à la juridiction des tribunaux de première instance avec jury, sont soumis tous les délits qui entraînent la réclusion de plus de cinq ans, ainsi que les délits prévus par les articles 102, deuxième alinéa, 104, 110, 113, 120, 121, 123, 126, 128, 138 et 139 du Code pénal.

De tous ces articles, c'est l'article 120 (les injures au Chef d'État, l'héritier ou son épouse) et l'article 123 (l'intention exprimée d'attenter à la vie du Chef d'État ou l'héritier) qui nous intéressent.

On peut désirer une exécution de la compétence de jury en matière de presse, surtout quand il s'agit

des infractions dirigées contre la chose publique. L'avantage que présentera un jury sera appréciable. On peut espérer que l'influence du Gouvernement ne pourra pas se faire sentir. De plus, l'accusé sera jugé par ses pairs, ce qui est une garantie pour lui. En effet, dans le cas de délit contre la chose publique, il y a d'un côté le Gouvernement et de l'autre des hommes qui prétendent exprimer l'opinion de la société. Seul le jury sera bien placé pour juger comme il faut, étant donné qu'il fait partie de cette société.

Pour cela, il faut un remaniement complet de l'institution du jury chez nous, car elle n'est pas ce qu'elle doit être. L'action du jury est à peu près nulle ou au moins très infime. Le tribunal pourra toujours, en fait, faire prévaloir son opinion.

En somme, en ce qui concerne la juridiction en matière de presse, l'article 81 de la Constitution impose que ces délits soient soumis aux mêmes règles que les autres délits criminels. Aucune situation meilleure ou moins bonne ne peut être faite au délit confirmé par la presse.

Tel est le principe et cependant il comporte une exception par application de l'article 76 de la Constitution.

Il s'agit des cas d'état de siège. Le Gouvernement peut suspendre alors par un ukase l'application de l'article 73 de la Constitution qui dit que personne ne peut être puni sans une sentence du tribunal compétent. En cas de déclaration d'état de siège, les délits de presse peuvent être justiciables des cours

martiales comme tous les autres crimes et délits.

COMPÉTENCE. — Les règles de droit commun sont applicables à cet égard au délit de presse. Le tribunal compétent sera celui dans le ressort duquel le crime a été commis, où l'inculpé a été arrêté et où il a sa résidence. Le résultat sera que le procès de presse pourra être intenté partout où le journal ou le livre a été mis en vente ou distribué. Cette conséquence s'impose en l'absence d'un texte exprès, qui attribue la compétence exclusive des délits commis par la presse au tribunal du lieu où l'édition est faite. Le même résultat existe en France avec la loi de 1881. (Sirey, 1897, I, p. 24. Cass.).

De même ce système présente des inconvénients, d'abord l'accusé doit se déplacer et faire des frais. Ensuite, un écrit peut être jugé plus ou moins sévèrement d'après le pays où le procès est jugé. Il est incontestable que le procès peut avoir des résultats tout à fait différents, suivant qu'il est jugé par tel ou tel tribunal.

Le système de la loi du 26 mai 1819 est préférable sur ce point. En effet, la compétence du tribunal de domicile est admise si la poursuite a lieu à la suite de la plainte de la personne lésée. Dans le cas où c'est le ministère public qui poursuit, le tribunal compétent est celui du lieu de l'impression de l'écrit incriminé.

Cette question de compétence en matière de presse a été discutée dans le VIII^e Congrès international de la presse, en juillet 1902, tenu à Berne. Deux rap-

ports ont été lus, celui de M. A. Osterriett de Berlin et celui de M. J. Répond de Berne. Ce dernier conclut que la compétence du tribunal du lieu où le journal a pu parvenir est contraire à une notion juste de liberté de la presse et demande l'abolition en Suisse. Ce genre de compétence a été supprimé par une décision de la Cour fédérale du 14 novembre 1901. De même, en Allemagne, on a renoncé à ce système pour accepter celui de la loi française du 26 mai 1819. Un alinéa a été ajouté à l'article 7 du Code d'instruction criminelle en 1902. Cependant la compétence du tribunal du lieu de l'édition n'est applicable que pour les journaux périodiques. D'autre part, si la distribution de l'écrit a été faite sans la volonté de l'éditeur, il ne peut y avoir lieu de compétence du tribunal du domicile du plaignant.

Avant le Code d'instruction criminelle, la question a été différemment résolue par les tribunaux. La Cour de cassation, toutes chambres réunies, s'est prononcée en attribuant la compétence dans tous les cas de délit de presse au tribunal du lieu où se fait l'édition. Décision du 14 octobre 1892. (Voir *Journal Officiel* de la même année.)

Cela présentait des inconvénients dans le cas d'une injure ou d'une diffamation faite à une personne privée.

LES POURSUITES. — Le Code pénal distingue, d'une part, les délits ou crimes contre la chose publique qui sont toujours poursuivis par le ministère public, conformément aux règles générales, et d'autre part l'in-

jure et la diffamation pour lesquelles il faut soit la plainte de la personne lésée, soit certaines autorisations si cette personne est l'autorité publique ou un de ses organes.

Dans ce dernier cas, les poursuites sont intentées d'office, mais avec l'autorisation :

1° Du conseil des ministres :

a) Si l'injure et la diffamation sont faites contre la Chambre des députés ou contre une de ses commissions ou députations ;

b) Si l'injure et la diffamation sont faites au Gouvernement bulgare en général.

2° Du ministre lui-même si l'injure et la diffamation sont faites à sa personne ou à des services et établissements sous ses ordres.

3° Du Chef direct de l'agent de l'autorité publique diffamé ou injurié.

Pour des injures et diffamations faites contre la personne des Chefs d'États étrangers, ou d'un agent diplomatique d'un pays étranger, les poursuites sont intentées d'office, mais avec l'autorisation du Ministre des Affaires étrangères. Bien entendu, celui-ci se gardera de donner l'autorisation sans connaître le sentiment de l'agent diplomatique respectif. Au début même, le Code pénal exigeait que les poursuites ne fussent intentées qu'à la demande faite par voie diplomatique.

Si les injures ou les diffamations concernent une personne décédée, les poursuites ne peuvent avoir

lieu qu'à la demande des enfants, parents, frères et sœurs ou le conjoint du défunt.

DÉLAIS DE PROCÉDURE. — Nous ferons une dernière observation sur les différents délais de procédure. Il est incontestable que la lenteur des procès en matière criminelle n'est pas souhaitable, cela présente beaucoup d'inconvénients. Une peine qui intervient trop longtemps après que le délit a été commis manque beaucoup de son effet. Cette observation est encore plus vraie en matière de presse, il est donc préférable que les procès en cette matière soient jugés le plus vite possible. Cependant, en présence de l'article 81 de la Constitution, ne doit-on pas conclure à l'application de la procédure de droit commun avec ses délais tels qu'ils sont organisés pour l'instruction des procès de tous les autres crimes et délits?

Ceux qui se basent sur les mots « les délits de presse sont jugés *d'après la loi* » pour réclamer l'application du droit commun, à plus forte raison doivent-ils prétendre à l'application de la procédure ordinaire. Ce n'est pas cela cependant qu'ils ont fait. En effet, la loi de juillet 1908 ajoute tout un chapitre nouveau au Code d'instruction criminelle, réglant surtout les délais à suivre dans les procès de presse. Nous savons ce qu'entendaient par l'application de droit commun à la presse les auteurs de la loi de 1908, c'est tout simplement la prohibition d'une loi spéciale, ces dispositions spéciales pouvant être contenues dans les différents Codes.

Les délais abrégés en matière de presse ne sont

souhaitables qu'autant qu'ils ne portent pas préjudice à la défense.

Certaines lois, comme nous l'avons vu, contenaient des excès à cet égard en ne laissant que trois à sept jours à la défense pour citer les témoins et recueillir les preuves.

APPENDICE

TEXTE DES LOIS BULGARES SUR LA PRESSE

Constitution du 16 avril 1879

CHAPITRE VIII

79. — La presse est libre, aucune censure n'est permise, de même aucun cautionnement n'est exigé de la part des auteurs, des éditeurs et des imprimeurs.

Quand l'auteur est connu et demeure dans la Principauté, l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas poursuivis.

80. — Les Écritures saintes, les livres de sacerdoce et ouvrages dogmatiques, destinés à l'usage des églises orthodoxes, ainsi que les traités de catéchisme destinés à l'usage des écoles orthodoxes sont soumis à l'approbation préalable du Saint-Synode.

81. — Les délits de presse sont jugés d'après la loi dans les institutions judiciaires communes.

Loi ottomane sur la Presse, du 19 décembre 1865.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER

Art 1. — Aucun journal politique, quelle que soit la langue dans laquelle il est édité, qu'il soit publié régulièrement et

dans des jours fixes, en brochures ou irrégulièrement, ne peut être fondé et publié sans permission spéciale du Gouvernement.

La demande pour la permission doit être faite au Ministère de l'Instruction publique, si le demandeur est sujet ottoman et au Ministère des Affaires étrangères, s'il est étranger.

Les Ministères saisis de la demande et après avoir vérifié si les conditions de l'article 3 sont remplies donneront la permission. L'autorisation sera délivrée par le bureau de la Presse.

Art. 2. — Si le journal est édité dans une province, la demande doit être faite au Gouverneur général qui l'enverra au Ministère de l'Instruction publique si le demandeur est sujet ottoman et au Ministère des Affaires étrangères s'il est étranger. L'autorisation sera renvoyée au Gouverneur général après la constatation que les conditions prévues par l'article 3 sont remplies.

Art. 3. — Celui qui fonde un journal s'il est sujet ottoman doit avoir 30 ans et n'avoir subi aucune condamnation pour des délits ou contraventions prévus par le Code pénal et jouir pleinement et réellement de ses droits civils.

Si la personne est sujet étranger, la permission sera délivrée à la condition qu'elle se soumettra comme les sujets ottomans à tout ce qui regarde les obligations qui résultent de la présente loi, aussi, en ce qui concerne la procédure qui lui sera appliquée en cas de délits ou contraventions sur la presse, et à la compétence exclusive des tribunaux et autorités turques.

Art. 4. — Comme il est dit dans l'article premier, toute demande sera accompagnée d'une déclaration signée par l'éditeur ou gérant responsable, où sera mentionné le nom

du journal, où il sera imprimé et le mode de publication.

Le propriétaire ou gérant responsable doit présenter à la direction de la presse dans la Capitale ou au Gouverneur général dans la Province lors de l'édition un exemplaire signé de chaque numéro du journal. Toutes les feuilles du journal porteront imprimée la signature du gérant ou propriétaire responsable.

Art. 5. — Lorsque le gérant ou le propriétaire d'un journal voudra céder à un autre la permission que le Gouvernement lui a donnée, il doit avertir l'autorité qui a délivré la permission.

Le nouveau propriétaire ou éditeur doit recevoir une nouvelle permission conformément aux articles 1, 2 et 3.

Toutes les fois qu'il sera changé, soit le nom du journal, soit le mode de publication, ou l'imprimerie où il est imprimé, le propriétaire ou gérant avertira qui de droit.

Art. 6. — Les journaux politiques existants sont dispensés de l'autorisation exigée par cette loi, et les avertissements qu'ils ont reçus sont considérés comme non avenue, mais pour l'avenir tous ces journaux continueront à paraître en remplissant toutes les conditions prévues par cette loi.

Art. 7. — Quand un article a paru dans un journal sans la signature de l'auteur, la responsabilité tombe sur le journaliste. Si l'article est contraire aux règlements et aux lois alors même qu'il est signé par l'auteur, le journaliste en est responsable en même temps.

Art. 8. — Tout journal doit insérer, dans un de ses deux plus proches numéros, les avis officiels qui lui seront envoyés par la direction de la Presse et par les autorités locales des provinces. L'insertion sera gratuite.

Tout journal doit de même insérer, dans un de ses deux numéros les plus proches, la réponse de toute personne mentionnée par le journal. La réponse ne peut dépasser plus de deux fois la longueur de l'article qui l'a provoquée.

Art. 9. — Il est interdit l'introduction et la distribution dans l'État de tout journal d'une rédaction politique édité dans un État étranger, avec un but hostile envers le Gouvernement.

CHAPITRE II

Dispositions pénales.

Art. 10. — Toute édition ou publication d'un journal sans permission préalable du Gouvernement sera punie d'une amende de 10 livres pour chaque numéro ou livre et l'édition en sera arrêtée.

Art. 11. — Celui qui, contrairement aux dispositions de l'article 4, n'envoie pas un exemplaire signé et publié son journal sans signature sera puni de 10 livres d'amende.

Art. 12. — Le refus de publier des avis officiels qui, d'après l'article 8, auraient été envoyés pour l'insertion sera puni d'amende de 2 à 25 livres, sans préjudice des dommages-intérêts qui résultent de l'insertion de l'article publié.

Art. 13. — Quiconque par un journal provoque à commettre un délit qui, d'après le chapitre I, partie II, articles 55, 66 du Code pénal ottoman, nuit à la sécurité ou à la tranquillité de l'État sera réputé comme complice dans le délit et sera puni ainsi que le journaliste d'après la gravité du délit autant que les auteurs, le journal provisoirement

ou pour toujours sera arrêté par le Gouvernement par mesure administrative.

Art. 14. — Un journaliste qui aurait publié quelque chose contre la morale ou les bonnes mœurs, ou aurait injurié quelques-unes des religions, sera puni d'amende de 1 à 25 livres et d'emprisonnement d'une semaine à trois mois.

Art. 15. — Le journaliste qui aurait employé des expressions outrageantes contre le Roi ou la famille royale, ou qui aurait attaqué son pouvoir, sera puni d'amende de 25 à 150 livres et d'emprisonnement de six mois à trois ans.

Art. 16. — Celui qui aurait écrit des mots outrageants contre les Chefs d'État des pays vassaux ou contre les Ministres de Sa Majesté, sera puni d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 5 à 50 livres.

Art. 17. — Celui qui aurait employé des expressions outrageantes contre les Chefs d'États amis et alliés, sera puni d'emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 50 à 150 livres.

Art. 18. — L'attribution à une personne ou établissement privé d'un fait qui nuit à l'honneur et diminue la considération de la personne ou établissement est appelée diffamation; toute expression outrageante avec laquelle est exprimé le mépris est appelée injure.

Art. 19. — La diffamation contre un conseil, un tribunal, ou autres services d'État, est punie avec emprisonnement de quinze jours à un an et amende de 2 à 50 livres.

Art. 20. — La diffamation contre les fonctionnaires publics est punie avec emprisonnement de dix jours à dix mois et amende de 1 à 40 livres.

Art. 21. — La diffamation par les journaux contre les Am-

bassadeurs, Ministres plénipotentiaires et autres fonctionnaires des Etats étrangers près du Gouvernement sera punie d'emprisonnement de huit jours à huit mois, amende de 1 à 50 livres.

Art. 22. — La diffamation par les journaux contre les personnes privées sera punie d'emprisonnement de cinq jours à cinq mois, amende de 50 piastres à 15 livres.

Art. 23. — En cas de diffamation d'une personne privée ou publique pour des faits accomplis dans sa vie privée, la peine prévue par la loi est appliquée sans aucune condition. Mais lorsque à un fonctionnaire ou toute autre personne qui agit comme organe de l'autorité, on attribue un fait diffamatoire à l'occasion de leurs services, la peine n'est pas prononcée si les faits allégués sont prouvés, mais si, avec cela, il y a une injure qui vise la personne seulement, la peine pour l'injure est prononcée.

Art. 24. — L'injure contre les fonctionnaires dont il est parlé dans les articles 19 et 20 est punie avec emprisonnement de cinq jours à cinq mois.

Art. 25. — L'injure faite aux personnes privées est punie avec emprisonnement de deux jours à deux mois et amende de 30 piastres à 5 livres.

Art. 26. — Le journaliste qui, avec mauvaise intention, imprime ou reproduit des articles d'autres journaux, des fausses nouvelles, ou contrefait des papiers et documents sera puni avec emprisonnement d'un mois à un an et une amende de 10 à 50 livres.

Art. 27. — Les peines prévues par les articles 15, 16, 17 et 21 peuvent être remplacées par la suspension administrative du journal d'un mois.

Art. 28. — Les journalistes doivent, dans le mois du jour où on a notifié la condamnation, l'insérer intégralement dans un numéro du journal.

La condamnation pourra être publiée dans un ou plusieurs journaux aux frais du condamné.

Art. 29. — Quand dans l'espace de deux ans, un journal a été condamné trois fois, il ne peut être arrêté administrativement, temporairement ou pour toujours.

Art. 30. — Lorsqu'il arrive que le gérant ou propriétaire responsable est arrêté, le journal peut être édité par un autre gérant provisoire qui se soumettra à toutes les dispositions et obligations prévues par cette loi.

Art. 31. — La poursuite n'est intentée pour les délits commis par la presse qu'à la suite de la plainte des personnes atteintes, mais dans le cas où le Roi et sa famille sont outragés, de même que les Ministres, les autorités, la morale, la poursuite est intentée par le Gouvernement et si l'injure concerne la religion, il faut, en outre de la plainte du Chef de l'Église, que l'autorité juge utile que la poursuite ait lieu.

Art. 32. — La prescription est de six mois à partir de la publication.

Art. 33. — En cas de récidive, la peine peut être tout au plus doublée.

Art. 34. — Les délits prévus par les articles 15 à 21 et 24 sont instruits par une commission de cinq membres nommés par la Sublime Porte et sur son rapport sont jugés par la Cour Suprême. Les autres délits sont instruits par les tribunaux de police.

Art. 35. — Toutes dispositions légales contraires à la présente loi sont abrogées.

Ukase du 25 mai 1881, n° 416.

NOUS, ALEXANDRE I^{er},
PAR LA GRACE DE DIEU ET LA VOLONTÉ DU PEUPLE,
PRINCE DE BULGARIE

Sous la proposition de notre Conseil des Ministres, exposée dans son rapport du 24 mai, n° 306, avons ordonné et ordonnons :

Comme mesure extraordinaire notre Ministre de l'Intérieur est investi du pouvoir de prendre des mesures administratives contre les coupables d'un délit sur la presse jusqu'à ce que la question soit tranchée par la Cour de cassation, à savoir si la loi ottomane sur la presse est en vigueur. Si la Cour de cassation rend une décision négative, notre Ministre de l'Intérieur pourra pour l'avenir prononcer des pénalités par voie administrative pour les délits de presse.

Notre Ministre de l'Intérieur pour le délit commis par le numéro 69 du journal *Nezavisimoste* est investi du pouvoir de prendre des mesures administratives contre les personnes coupables, lesquelles il remettra à l'autorité judiciaire si la Cour de cassation décide que la loi ottomane est en vigueur.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en notre palais de Sofia le 24 mai 1881.

L'original est signé de la main de Son Altesse Alexandre I^{er}.

Contresigné : Président du Conseil des Ministres, Ministre de l'Intérieur, Général Ernort.

*Ukase, n° 804.*NOUS, ALEXANDRE I^{er},

PAR LA GRACE DE DIEU ET LA VOLONTÉ DU PEUPLE,

PRINCE DE BULGARIE

Après avoir entendu le rapport de notre Directeur du Ministère de l'Intérieur du 13 septembre 1881, n° 6535, avons ordonné et ordonnons :

I. — Les affaires de presse seront sous le Ministère de l'Intérieur qui se guidera d'après la loi ottomane sur la presse traduite en bulgare et publiée dans le *Journal Officiel* du 30 mai 1881, conformément à la décision de la Cour de cassation du 26 mai 1881 avec les modifications suivantes :

Dans l'article 1^{er}, les demandes pour obtenir la permission d'éditer des journaux sont faites de la part des Bulgares et des sujets étrangers au Ministère de l'Intérieur.

II. — A la demande doivent être joints tous les documents qui établissent la qualité de la personne, exigés par l'article 3 de la loi sur la presse.

La demande doit être signée par le rédacteur respectif du journal pour l'édition duquel on demande la permission.

Dans l'article 4, les éditeurs de tout journal sont obligés d'envoyer au Ministère de l'Intérieur un exemplaire de chaque numéro, lequel leur sera payé.

Dans l'article 6, les journaux édités actuellement ne feront pas de demande, mais ils doivent envoyer au Ministère de l'Intérieur une déclaration écrite conformément à l'article 4 de la loi sur la presse.

Pour l'inobservation de cette condition, la rédaction est

exposée au maximum de la peine prévue dans l'article 10 de la loi sur la presse.

III. — De l'exécution du présent décret, nous chargeons notre Directeur du Ministère de l'Intérieur.

Fait en notre Palais de Sofia, le 14 septembre 1881.

L'original est signé de la main de Son Altesse : Alexandre I^{er}.

Soussigné : Directeur du Ministère de l'Intérieur.

Lieutenant-colonel Remlingen.

Loi sur la presse du 6 février 1883.

CHAPITRE PREMIER

Des Imprimeries.

Art. 1. — L'ouverture d'une imprimerie est libre.

Art. 2. — Quiconque veut ouvrir une imprimerie ou une lithographie doit avertir le Préfet en indiquant l'endroit où sera établie l'imprimerie; dans le cas contraire, l'imprimerie est fermée administrativement et la personne qui l'a ouverte sera punie d'amende de 100 à 300 francs.

Art. 3. — Tout ce qui est imprimé dans l'imprimerie doit porter le nom et l'adresse de celle-ci, en cas contraire, le propriétaire de l'imprimerie est puni d'amende de 50 à 500 francs et d'emprisonnement de cinq jours à trois mois et l'édition est confisquée.

Art. 4. — Pour tout déménagement de l'imprimerie son propriétaire doit avertir le Préfet, en cas contraire il sera puni d'amende de 100 à 300 francs.

CHAPITRE II

De la presse périodique.

Art. 5. — La presse périodique est libre, elle n'est soumise à aucune censure, ni autorisation préalable.

Art. 6. — La personne qui fonde un journal doit être sujet bulgare, avoir l'âge de 30 ans, avoir un certificat pour l'instruction secondaire, n'avoir subi aucune peine pour délits ou crimes et jouir complètement et réellement de ses droits civils et civiques.

Art. 7. — La personne qui fonde un journal politique doit présenter au Ministère de l'Intérieur une déclaration signée par elle, où il sera mentionné le nom du journal, combien de fois il paraîtra et l'imprimerie où il sera imprimé.

Art. 8. — Toutes les feuilles du journal porteront le nom du rédacteur responsable.

Art. 9. — Pour tout changement du rédacteur responsable, on doit préalablement avertir le Ministère de l'Intérieur.

Art. 10. — Pour tout article qui contient un délit de presse, non seulement l'auteur en répond, mais aussi l'éditeur ou le rédacteur responsable.

Lorsqu'un article n'est pas signé par l'auteur, la responsabilité tombe au rédacteur responsable ou à l'éditeur.

Art. 11. — Tout journal doit insérer les avis officiels du Gouvernement dans un des deux plus proches numéros ainsi que la réponse de toute personne désignée ou mentionnée dans le journal. La réponse peut être trois fois plus longue que l'article qui l'a provoquée et doit être faite dans une

forme convenable. Les avis officiels et les réponses provoquées sont insérés sans frais.

Remarque. — Les réponses des fonctionnaires pour des faits concernant leur service peuvent être publiées seulement avec l'autorisation du Ministre respectif.

CHAPITRE III

Dispositions pénales.

Art. 12. — Toute personne qui commence l'édition d'un journal sans avertir au préalable le Ministère de l'Intérieur sera punie de 100 francs d'amende pour chaque numéro du journal ou livre.

Art. 13. — Si le journaliste refuse d'insérer les avis officiels ou les réponses qu'on lui envoie en vertu de l'article 11 de la loi il sera puni d'amende de 100 à 500 francs indépendamment des autres suites légales de l'article publié.

Art. 14. — Celui qui, par la presse, provoque à commettre un délit, soit qu'il nuit à la sécurité et à la tranquillité de l'État, soit contre une ou plusieurs personnes, sera puni d'emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 200 à 2.000 francs.

Art. 15. — Lorsque dans le cas prévu à l'article précédent, le délit a été commis à la suite de provocations faites par la presse, l'auteur, le rédacteur responsable ou l'éditeur seront punis comme complices du délit et le journal sera arrêté provisoirement ou définitivement par mesure administrative.

Art. 16. — Le rédacteur responsable ou l'éditeur qui aurait

publié quelque chose de contraire à la morale ou aux mœurs publiques, ou aurait injurié quelques-unes des religions, sera puni d'une amende de 20 à 500 francs et d'un emprisonnement d'un à trois mois.

Art. 17. — Le rédacteur responsable ou l'éditeur qui aurait employé directement ou indirectement des expressions inconvenantes contre le Prince, ou la famille princière, ou aurait attaqué son pouvoir, sera puni avec emprisonnement de six mois à trois ans et amende de 300 à 500 francs; le journal est arrêté définitivement ou provisoirement par voie administrative.

Art. 18. — Quiconque par la presse excite à l'inexécution des lois existantes ou à la rébellion des autorités établies sera puni ainsi que le rédacteur responsable ou l'éditeur avec une amende de 300 à 2.000 francs et un emprisonnement d'un à six mois, et le journal est arrêté temporairement ou définitivement par mesure administrative.

Art. 19. — Celui qui aurait employé par la presse des expressions outrageantes à l'égard des Chefs de l'État, amis ou alliés, sera puni d'amende de 300 à 2.000 francs et d'emprisonnement de deux mois à deux ans.

Art. 20. — Pour diffamation, ou injure, contre conseils, tribunaux ou autres établissements d'État, les auteurs sont punis d'une amende de 50 à 1.000 francs et d'emprisonnement de quinze jours à un an.

Art. 21. — Pour la calomnie des fonctionnaires du Gouvernement, à l'occasion de leur service, ou pour l'injure à eux faite, les auteurs sont punis d'amende de 20 à 500 francs et d'emprisonnement de dix jours à cinq mois.

Art. 22. — Pour diffamation et injure par le journal con-

tre les agents diplomatiques et autres fonctionnaires étrangers près du Gouvernement bulgare, le coupable sera puni d'amende de 20 à 3.000 francs et d'emprisonnement de huit jours à six mois.

Art. 23. — Pour injure et diffamation contre une personne privée, le coupable est puni d'amende de 10 à 3.000 francs et d'emprisonnement de cinq jours à trois mois.

Art. 25. — Pour l'injure contre une personne privée, le coupable est puni de quatre jours à deux mois d'emprisonnement.

Art. 26. — Pour tous les articles reproduits des autres journaux, le rédacteur responsable ou l'éditeur répondent comme pour un délit indépendant.

Art. 27. — En cas de diffamation d'une personne privée ou publique pour des faits accomplis dans sa vie privée, la peine prévue par la loi est appliquée sans condition, mais quand à un fonctionnaire ou à toute autre personne qui agit comme l'organe de l'autorité, il aurait été attribué des faits déshonorants, accomplis dans leur service, la peine n'est pas prononcée si les faits allégués sont prouvés mais si outre cela, il y a une injure pour la personne, la peine pour l'injure est prononcée.

Art. 28. — Personne ne peut être poursuivi pour des délits de presse, s'il n'y a pas une plainte de la personne lésée. Mais dans les cas prévus par les articles 2, 4, 12, 20, 22, 24, la poursuite est intentée par le Ministère de l'Intérieur ou le Parquet.

Remarque. — Les délits de presse ne sont pas poursuivis six mois après la publication.

CHAPITRE IV

Des livres et brochures.

Art. 29. — L'édition de livres et brochures est libre, et n'est soumise à aucune censure.

Art. 30. — Sur chaque livre ou brochure doit être mentionné le nom de l'éditeur et de l'imprimeur.

Art. 31. — Pour la contravention à l'article 30, les coupables sont punis de 50 à 300 francs d'amende et l'édition est confisquée.

Art. 32. — Si dans les livres ou brochures il est contenu un des délits prévus pour cette loi, sont responsables : si l'auteur est inconnu, l'éditeur, à son défaut le propriétaire de l'imprimerie, et enfin à son défaut le vendeur ou le distributeur ; l'édition est saisie jusqu'à la décision du tribunal.

CHAPITRE V

De la presse étrangère.

Art. 33. — L'introduction de journaux et livres est libre.

Art. 34. — L'introduction de n'importe quel journal ou livre peut être interdite seulement par une décision du Conseil des Ministres publiée dans le *Journal Officiel*.

Art. 35. — L'introduction d'un seul numéro d'un journal peut être interdite par une disposition publiée du Ministre de l'Intérieur.

Art. 36. — Quiconque introduit des journaux ou livres interdits sera puni de 50 à 500 francs d'amende et les journaux ou livres seront confisqués.

CHAPITRE VI

De la compétence des procès de presse.

Art. 37. — Pour mieux garantir la liberté de la presse, la compétence en matière de presse sera en première instance la Cour d'appel; en deuxième, la Cour de cassation.

Art. 38. — La Cour d'appel instruit le procès dans les sept jours après la déposition de la demande mais la plainte est pour calomnie ou diffamation en ce cas :

a) Le tribunal communique la plainte au défendeur dans les trois jours de sa déposition ;

b) Le défendeur doit, dans les sept jours après la notification de la plainte présentée au tribunal, les explications et indiquer les noms et domiciles des témoins qu'il veut citer ;

c) Le tribunal dans les sept jours après la réception des renseignements du défendeur doit s'occuper du procès.

Art. 39. — La sentence, dans sa forme définitive, est lue par le tribunal dans les vingt-quatre heures après qu'il aura pris la résolution.

Art. 40. — L'appel peut être porté en règles générales dans les sept jours après la lecture de la sentence dans sa forme définitive et est envoyé à la Cour de cassation dans les vingt-quatre heures après sa déposition.

Art. 41. — La Cour de cassation s'occupe de l'appel dans les sept jours après qu'elle a été saisie.

Art. 42. — La sentence de la Cour de cassation est lue dans sa forme définitive dans les vingt-quatre heures après la résolution.

CHAPITRE VIII

Dispositions générales.

Art. 43. — Les éditeurs des journaux périodiques ou non, ou de n'importe quel livre, doivent envoyer à la Bibliothèque nationale à Sofia deux exemplaires gratuitement et au Ministère de l'Intérieur un exemplaire seulement des journaux politiques.

Art. 44. — La présente loi abroge la loi du 14 septembre et autres dispositions du Gouvernement à ce sujet.

Loi pénale sur les délits de presse du 14 décembre 1883
(Art 79, 80 et 81 de la Constitution.)

Art. 1^{er}. — Sont réputés délits de presse ceux qui sont commis par l'impression et la distribution des livres, brochures, journaux, annonces, prospectus ou par des images, dessins par lithographie, hectographie ou photographie.

Art. 2. — L'ouverture d'une imprimerie est libre, tout ce qui s'imprime dans l'imprimerie doit porter le nom de la maison. Dans le cas contraire, le propriétaire de l'imprimerie sera puni de 20 à 200 francs d'amende et d'emprisonnement de cinq jours à un mois.

Art. 3. — Toute édition périodique doit porter la signature d'un éditeur responsable. L'éditeur doit être sujet bulgare, majeur de 21 ans, et jouir de ses droits civils et politiques. Ceux qui contreviennent à cet article seront punis de 20 à 200 francs d'amende.

Art. 4. — Tous les services, personnes et établissements

du Gouvernement peuvent exiger des éditions périodiques la publication des rectifications des articles publiés auparavant par le journal et concernant leur fonctionnement. Le communiqué sera inséré en première page dans le numéro le plus proche ou celui qui suit l'envoi avec les caractères usités pour cette page. Les contraventions à cet article sont punies de 10 à 100 francs d'amende.

Art. 5. — Toute personne ou établissement privé dont parle un journal a le droit d'exiger de l'éditeur l'insertion d'une réponse dans la forme établie par l'article précédent. La réponse doit être rédigée dans une forme convenable.

Pour que la réponse puisse être insérée gratuitement, elle ne doit pas dépasser deux fois l'article qui l'a provoquée.

Pour le surplus, il sera payé d'après les tarifs du journal pour les annonces. Si l'éditeur refuse d'insérer la réponse, il est puni de 10 à 50 francs d'amende, sans préjudice des autres conséquences légales de l'article publié.

Art. 6. — Lorsque les auteurs des éditions énumérées dans l'article 1^{er} sont connus, ils sont responsables eux-mêmes pour les délits commis par ces éditions.

Art. 7. — La reproduction d'un article délictueux est considérée comme complicité même dans le cas où aucune poursuite n'est intentée contre l'édition de laquelle l'article a été emprunté.

Art. 8. — Lorsque l'auteur de l'ouvrage ou de l'image qui contient un délit est inconnu, s'il s'agit d'un journal périodique, c'est l'éditeur qui sera poursuivi comme l'auteur d'un délit.

Art. 9. — Quand il ne s'agit pas d'une édition périodique ou quand un journal qui contient des articles délictueux est

publié sans la signature de l'éditeur et en même temps l'auteur de l'article délictueux est inconnu, c'est le propriétaire de l'imprimerie qui est réputé auteur principal. Quand le propriétaire est inconnu, les vendeurs ou les distributeurs répondent devant la loi.

Art. 10. — L'introduction dans la Principauté des journaux et livres étrangers est libre.

L'introduction de tout livre ou journal dans lesquels il y a des délits prévus par la présente loi, peut être interdite par décision du Conseil des Ministres publiée dans le *Journal officiel*.

Art. 11. — Quiconque introduit ou distribue des livres ou journaux interdits en vertu de l'article 10 de la présente loi sera puni de 20 à 200 francs d'amende et les journaux et livres seront confisqués.

Art. 12. — L'injure faite à la personne de Son Altesse le Prince ou à l'un des membres de sa famille par l'un des moyens prévus par l'article 1^{er} de la présente loi, l'attaque contre le pouvoir constitutionnel de Son Altesse le Prince ou contre l'ordre successoral de ce pouvoir sont punies d'emprisonnement de deux mois à un an ou de 200 à 2.400 francs d'amende.

Quand ces provocations sont suivies d'effet, les auteurs des livres délictueux sont punis comme complices dans les délits commis.

Art. 13. — L'excitation à la révolte ou aux délits qui compromettent la sécurité ou la tranquillité de l'État sera punie de trois mois à deux ans et demi d'emprisonnement, et de 500 à 5.000 francs d'amende.

Art. 14. — Les injures faites par l'un des moyens prévus

dans l'article 1^{er} de la présente loi, aux bonnes mœurs, à la morale publique ou à l'une des religions reconnues dans la principauté, la provocation ou l'inexécution des lois existantes, seront punies d'un mois à un an d'emprisonnement et de 50 à 500 francs d'amende.

Quand les délits prévus par cet article ont été commis à la suite de l'excitation par la presse, les auteurs sont punis comme complices du délit.

Art. 15. — Les injures faites à la personne des Chefs d'États étrangers avec lesquels la Bulgarie se trouve en relations amicales seront punies d'emprisonnement de quinze jours à quatre mois et de 100 à 1.000 francs d'amende.

Art. 16. — L'injure faite aux diplomates et crédités auprès de Son Altesse le Prince ou aux autres fonctionnaires des États étrangers dans la Principauté sera punie de 20 à 200 francs d'amende et de trois à trente jours d'emprisonnement.

Art. 17. — L'injure, l'attribution d'un fait déshonorant ou l'attaque par la presse à l'occasion de leurs qualités ou leurs fonctions contre les ministres députés, contre une personne, un service ou établissement gouvernemental ou public, sera punie de 50 à 500 francs d'amende et de sept jours à trois mois d'emprisonnement.

Art. 18. — L'injure ou l'attribution d'un fait déshonorant par la presse adressée à des personnes privées et non provoquées par des injures ou mauvaises paroles sera punie de 20 à 200 francs d'amende, et de sept jours d'emprisonnement.

Art. 19. — La vérité sur les faits déshonorants qui sont attribués aux fonctionnaires à l'occasion de leur service ou à une personne qui agit comme organe du pouvoir, peut être

prouvée conformément aux règles de procédure ordinaire et aussitôt prouvée, le coupable est libéré.

Si le fait déshonorant concerne la vie privée soit d'un fonctionnaire, soit d'une personne privée, la peine prévue par la loi est applicable sans autres conditions.

Le coupable dans ce cas peut se justifier seulement s'il présente comme preuve ou une décision judiciaire ou un autre acte authentique.

Art. 20. — En outre des délits prévus par la présente loi, seront punies comme délits de presse les infractions prévues par la loi pénale et qui sont commises par l'un des moyens prévus dans l'article 1^{er}, comme révélation des secrets, etc.

Art. 21. — Dans les cas prévus par les articles 2, 3, 12, 13, 14 et 21 la poursuite a lieu de la part du parquet.

Dans les cas prévus dans l'article 18, la poursuite a lieu seulement à la suite de la plainte de la part de la personne atteinte ou de ses héritiers légitimes.

Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 17, la poursuite a lieu après la décision ou la plainte de la personne ou de l'établissement atteint.

Art. 22. — Dans les cas prévus par l'article 15 et l'article 16, la poursuite a lieu seulement à la demande de l'agent diplomatique ou par voie diplomatique.

Art. 23. — La plainte et la demande prévues par les articles 21 et 22 peuvent être retirées, et la poursuite supprimée avant cependant la décision du tribunal sur le procès.

Art. 24. — La prescription pour les délits de presse est de six mois.

Art. 25. — Toute condamnation définitive contre un journal est publiée dans le même journal, en tête du premier nu-

méro à la première page, en caractères usités dans cette page.

Art. 26. — Dans toute condamnation sur un délit de presse, le tribunal peut ordonner qu'en outre de la publication prévue par l'article précédent, la condamnation soit publiée dans d'autres journaux aux frais des condamnés.

Art. 27. — Les délits de presse sont de la compétence des tribunaux ordinaires.

Les délits de presse sont jugés par les tribunaux avant les autres procès criminels.

Art. 28. — Le tribunal d'arrondissement juge le procès dans les sept jours au plus tard après la déposition de la plainte ou de l'acte d'accusation. Mais si le procès est pour diffamation ou injure dans ce cas :

a) Le tribunal fait notifier à l'accusé le contenu de la plainte ou de l'acte d'accusation dans les trois jours au plus tard après leur déposition ;

b) L'accusé doit dans les sept jours au plus tard après qu'il a reçu la notification de l'acte d'accusation ou de la plainte, présenter devant le tribunal des explications et indiquer les noms et les domiciles des témoins qu'il veut citer ;

c) Le tribunal doit juger l'affaire dans les sept jours au plus tard après la réception des dits renseignements de la part de l'accusé.

Art. 29. — La sentence, dans sa forme définitive, est prononcée dans les trois jours après que la résolution a été prise.

Art. 30. — L'appel peut être porté conformément aux règles générales dans les sept jours qui suivent la lecture de la sentence, et est envoyé à la Cour d'appel deux jours après sa déposition.

Art. 31. — La Cour d'appel juge l'affaire dans les sept jours au plus tard après qu'elle a été saisie.

Art. 32. — La sentence de la Cour d'appel est prononcée dans les trois jours après que la résolution a été prise.

Art. 33. — La sentence de la Cour d'appel peut être attaquée devant la Cour de cassation et le pourvoi en cassation est envoyé trois jours au plus tard après sa déposition.

La Cour de cassation juge l'affaire dans les sept jours au plus tard après la réception du pourvoi et la sentence dans sa forme définitive est lue dans les trois jours après que la résolution a été prise.

Art. 34. — La présente loi abroge toutes les autres lois et règlements sur la presse existant actuellement.

Loi du 18 janvier 1885.

TITRE COMPLÉMENTAIRE AU CODE PÉNAL

DES DÉLITS DE PRESSE

Art. 1^{er}. — La provocation par la presse à la révolte ou à commettre des délits qui nuisent à la sécurité ou à la tranquillité de l'État est punie :

a) Si elle n'est pas suivie d'effet, de 300 à 2.000 francs d'amende ou de deux à six mois d'emprisonnement ;

b) S'il y a eu des conséquences, avec trois à dix ans d'emprisonnement.

Art. 2. — L'injure faite à la personne de Son Altesse le Prince ou à un membre de la famille princière ainsi que toute attaque à son pouvoir sera punie de 300 à 2.000 francs d'amende ou de deux à six mois d'emprisonnement.

Art. 3. — L'injure faite à la personne des Chefs d'États

étrangers, avec lesquels la Bulgarie se trouve en relations amicales sera punie de 200 à 600 francs d'amende ou d'un à trois mois d'emprisonnement.

Art. 4. — L'injure faite aux agents diplomatiques accrédités auprès de Son Altesse le Prince sera punie de 50 à 500 francs d'amende.

Art. 5. — L'injure, l'attribution d'un fait déshonorant, ou toute attaque par la presse aux Ministres à l'occasion de leur service sera punie de 100 à 600 francs d'amende.

Si cependant l'accusé prouve le fait déshonorant et de même qu'il a eu des raisons légitimes d'attaquer le ou les Ministres, il ne sera pas puni.

Avec la même peine sera punie l'injure, l'attaque ou l'attribution d'un fait déshonorant à un député, à l'occasion de son service pendant les sessions de la Chambre ou en dehors d'elle comme membre d'une commission parlementaire.

Art. 6. — La diffamation par la presse, soit contre des fonctionnaires ou établissements du Gouvernement, soit contre des serviteurs publics ou des personnes privées, sera punie de 100 à 1.000 francs d'amende ou d'un à six mois d'emprisonnement.

Art. 7. — L'injure ou l'attribution d'un fait déshonorant à un fonctionnaire du Gouvernement sera punie de 50 à 400 fr. d'amende.

Art. 8. — L'injure ou l'attribution d'un fait déshonorant par la presse faite à des personnes privées, et qui n'est pas provoquée par des injures et mauvaises paroles, sera punie jusqu'à quinze jours d'emprisonnement et de 50 à 300 francs d'amende.

Art. 9. — La vérité sur les faits déshonorants qui sont

attribués à des fonctionnaires à l'occasion de leur service ou à une autre personne qui agit comme organe du pouvoir peut être prouvée, dans les formes judiciaires ordinaires, et dès qu'elle est prouvée, l'accusé est libéré.

Si le fait déshonorant concerne la vie privée, la peine prévue par la loi est administrée sans autres conditions.

Le coupable dans ce cas peut se justifier seulement s'il présente en fait de preuve une décision judiciaire ou un autre acte authentique.

Art. 10. — La tenue d'imprimeries clandestines et l'impression dans ces imprimeries de livres et journaux périodiques par des éditeurs et imprimeurs inconnus ou des pseudonyms ne sont pas permises.

Les éditeurs et les imprimeurs qui auraient publié un journal ou n'importe quelle autre édition, livre, brochure, annonce, affiche etc., sans mention de leurs noms seront punis de 20 à 200 francs d'amende et d'un à six mois d'emprisonnement, et l'imprimerie sera fermée par décision du tribunal compétent. Si un délit de presse a été commis par un journal ou toute autre édition imprimé dans une imprimerie clandestine et si l'auteur ou l'éditeur ne sont pas connus, l'imprimeur est condamné en plus à la peine prévue par cette loi pour ces délits.

Art. 11. — Si les livres imprimés sans l'approbation du Saint-Synode dont parle l'article 30 de la Constitution sont dirigés contre quelques religions dans la principauté ou contre la morale, ils sont confisqués par les autorités judiciaires et leurs auteurs ou les imprimeurs ou les distributeurs, quand les premiers ne sont pas connus, sont punis de 50 à 500 francs d'amende. En cas contraire, leur usage est interdit

seulement dans les églises et les écoles par le Ministère de l'Instruction publique.

Art. 12. — La reproduction d'un journal étranger, d'un article contenant ce délit qui est prévu et puni par l'article 7 de la présente loi, est considérée comme complicité au délit même dans le cas où aucune poursuite n'a eu lieu contre l'édition de laquelle on a emprunté l'article.

Art. 13. — Les éditeurs mineurs des journaux et d'autres éditions périodiques avec une rédaction politique, ainsi que les personnes privées de leurs droits civils et politiques, par une condamnation définitive, ainsi que les sujets étrangers qui, avant l'ouverture de l'imprimerie ou de commencer l'édition de n'importe quel journal, n'ont pas présenté au préalable au Préfet respectif une déclaration par l'intermédiaire du Gouvernement dont ils sont sujets, à ce qu'ils renoncent aux droits que les capitulations leur donnent et qu'ils se soumettront complètement aux lois bulgares et que toute condamnation qui leur sera administrée par les tribunaux ils la subiront dans le territoire de la Principauté, seront punis de 50 à 300 francs d'amende. En outre, il est interdit de continuer l'édition du journal, aux mineurs jusqu'à leur majorité ou leur émancipation, et les sujets étrangers jusqu'à ce qu'ils présentent la déclaration exigée. En cas de récidive, les coupables sont punis de 100 à 600 francs d'amende ou de sept à trente jours d'emprisonnement.

Art. 14. — Les délits commis par des images séparées ou dans des journaux satiriques ou humoristiques sont punis comme les délits commis par les articles écrits dans la presse.

Art. 15. — Toutes les personnes et services du Gouvernement ont droit d'exiger l'insertion sans frais dans les journaux

et autres écrits périodiques, la publication des rectifications et réponses nécessaires aux articles écrits au préalable dans le journal et concernant leur service ou leur personne. Le communiqué est inséré dans le plus proche numéro ou le premier suivant sa réception et avec les mêmes caractères avec lesquels ont été écrits les articles injurieux ou attaquants.

L'éditeur qui refuse d'insérer la rectification qu'on lui a envoyée et qu'il a reçue, est condamné à payer les frais pour l'insertion dans un autre journal. En outre, il est puni d'une amende de 50 à 300 francs.

Art. 16. — Tout établissement ou personne dont parle un journal a droit d'exiger de l'éditeur l'insertion d'une réponse dans la façon établie l'article précédent. La réponse doit être rédigée dans une forme convenable.

Pour que la réponse puisse être insérée gratuitement, elle ne doit pas dépasser deux fois la longueur de l'article qui l'a provoquée.

Pour le surplus, il est payé d'après le tarif du journal pour les annonces.

Si le journaliste refuse d'insérer la réponse qu'on lui envoie, il est puni d'après l'article précédent.

Art. 17. — Dans le cas prévu par les articles 1, 2, 5, 12 et 21, la poursuite est intentée par le Parquet.

Dans les cas prévus par l'article 8, la poursuite a lieu à la demande de la personne atteinte ou ses héritiers légitimes. Dans les cas prévus dans les articles 6 et 7, la poursuite a lieu seulement à la demande de la personne, service ou lieu atteints.

Dans les cas prévus par les articles 10, 11, 13 et 14, la

poursuite a lieu soit directement par le Parquet, ou après la dénonciation de l'autorité administrative et policière.

Art. 18. — Dans les cas prévus par les articles 3 et 4 la poursuite a lieu seulement à la demande faite par l'agent diplomatique ou par voie diplomatique.

Dans tous les autres cas, la poursuite a lieu seulement à la suite de la plainte de la personne ou établissement atteint.

Art. 19. — La plainte ou demande prévue par les articles 17 alinéas 2 et 3, et 18 peut être retirée et la poursuite arrêtée.

Art. 20. — Les délits de presse ne sont pas poursuivis six mois après la publication de l'écrit qui constitue le délit ou après le dernier acte de procédure s'il y a eu des poursuites.

Art. 21. — Toute condamnation définitive contre un journal est publiée dans le journal même, l'éditeur qui refuse de publier une condamnation contre lui ou contre un rédacteur de son journal est condamné à payer deux fois les frais pour la publication dans un autre journal.

Art. 22. — La présente loi abroge toutes les lois et dispositions pénales relatives aux délits de presse y compris la loi du 14 décembre 1883.

Loi sur la presse du 16 décembre 1887.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — L'ouverture d'une imprimerie est libre. Quiconque veut ouvrir une imprimerie ou une lithographie doit aviser par lettre le Parquet du tribunal d'arrondissement en lui donnant son nom ou prénom, son domicile permanent ainsi que le lieu où se trouve l'imprimerie.

Pour l'infraction de cette disposition le propriétaire de l'imprimerie sera puni de 100 à 1.000 francs d'amende.

Art. 2. — Tout ce qui s'imprime dans l'imprimerie ou la lithographie doit porter mention du nom et du lieu de la maison. En cas contraire, le propriétaire sera puni de 50 à 500 francs d'amende.

Art. 3. — Tout journal doit porter en outre du nom de l'imprimerie le nom d'un rédacteur. Pour l'inobservation de cette disposition, le propriétaire de l'imprimerie sera puni de 20 à 500 francs d'amende : de la même amende sera puni le rédacteur. A défaut de ces personnes, la même peine est appliquée au distributeur ou au vendeur.

Art. 4. — L'éditeur doit être sujet bulgare, majeur et jouir de ses droits civils et politiques, et avoir un domicile permanent en Bulgarie.

Art. 5. — Le rédacteur doit être sujet bulgare, majeur, jouir de ses droits civils et politiques et avoir son domicile permanent dans le lieu où paraît le journal.

Art. 6. — Tous ceux qui, sans avoir rempli les conditions des articles 5 et 6, deviennent éditeurs ou rédacteurs seront punis de quinze jours à deux mois d'emprisonnement.

Art. 7. — L'éditeur d'un journal périodique doit, dans les vingt-quatre heures après la première édition, déclarer au Parquet près du tribunal d'arrondissement, ses nom et prénoms, son domicile permanent, le nom du journal, dans quelle imprimerie et dans quel lieu il s'imprime, le mode de la publication, le nom et le prénom du rédacteur ainsi que des certificats constatant qu'il a rempli les conditions de l'article 5. Pour l'infraction à cette disposition l'éditeur sera puni de 10 à 100 francs d'amende.

Art. 8. — Pour tout changement de l'éditeur du journal périodique ou de l'imprimerie où il s'imprime, le Parquet près du tribunal d'arrondissement doit être averti.

Pour l'infraction à cette disposition, l'éditeur sera puni, ou à son défaut le propriétaire de l'imprimerie, d'une amende de 10 à 100 francs.

Art. 9. — Aucune personne ne peut être éditeur ou rédacteur d'un journal pendant qu'elle subit l'emprisonnement pour délit de presse ou délits infamants.

Pour l'infraction à cette règle, les coupables seront punis d'une amende de 50 à 500 francs.

Art. 10. — Tous les services, établissements gouvernementaux, peuvent faire publier sans frais, dans les éditions périodiques, les rectifications nécessaires aux articles déjà publiés par le journal concernant leur service. La notification est imprimée dans le plus proche numéro ou celui qui suit son envoi en caractères ordinaires à la première page.

Les infractions à cet article seront punies de 50 à 200 francs d'amende.

Art. 11. — Tout établissement ou personne privée dont parle un journal, a le droit d'exiger de l'éditeur qu'il insère une réponse de la manière établie par l'article précédent. La réponse doit être écrite dans une forme convenable.

Pour que la réponse soit insérée gratuitement, elle ne doit pas dépasser deux fois l'article qui l'a provoquée. Pour le surplus de la réponse, il sera payé d'après les tarifs du journal, pour les annonces. Si l'éditeur refuse d'insérer la réponse qu'on lui envoie, il sera puni de 20 à 500 francs d'amende sans préjudice des autres conséquences légales par suite de la non-publication.

Art. 12. — Les délits de presse sont ceux qui sont commis par l'impression, la lithographie des livres, brochures, journaux, annonces, ou bien par des dessins ou photographies.

Art. 13. — Pour tous délits commis par la presse, c'est le rédacteur qui est responsable.

Art. 14. — Si le rédacteur est inconnu ou absent, c'est l'éditeur du journal qui sera poursuivi. A son défaut sera responsable le propriétaire de l'imprimerie, et à défaut de celui-ci, le distributeur ou le vendeur.

Art. 15. — La reproduction d'un article délictueux sera considérée comme une coopération au délit même dans les cas où aucune poursuite n'est intentée contre l'éditeur de qui il est emprunté.

Art. 16. — L'introduction dans la Principauté de journaux et livres étrangers est libre.

L'introduction de tous livres et journaux, lesquels contiennent des délits prévus par la présente loi, peut être interdite par décision du Conseil des Ministres, publiée dans le *Journal Officiel*.

Art. 17. — Quiconque introduit ou répand des livres et journaux interdits, sera puni de 50 à 500 francs d'amende, et les livres et journaux seront confisqués.

Si les livres et journaux répandus contiennent des délits prévus par la présente loi, l'importateur et le distributeur sont punis comme des auteurs.

Les délits.

Art. 18. — Quiconque par la presse provoque l'accomplissement des délits prévus par la loi pénale commune, sera puni d'emprisonnement de trois mois à trois ans. Si le délit a été

commis à la suite d'une telle provocation, le coupable est puni comme auteur principal de ce délit.

Art. 19. — Pour la provocation par la presse aux délits qui nuisent à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État ou à la sécurité personnelle du Prince, le coupable sera puni d'un à cinq ans d'emprisonnement.

Art. 20. — Quiconque provoque par la presse à l'inobéissance ou à l'inexécution des lois ou des ordres légaux de l'autorité ou à l'inconsidération de l'autorité sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

Art. 21. — Quiconque attaque le Pouvoir ou l'inviolabilité du Prince sera puni d'un à cinq ans d'emprisonnement.

De la même peine seront punis ceux qui propageront la trahison envers l'État.

Art. 22. — Quiconque par la presse injurie le Prince ou répand des calomnies à son compte, sera puni d'un à trois ans d'emprisonnement.

Art. 23. — Quiconque par la presse fait l'éloge, approuve ou justifie des faits que la loi considère comme des délits, sera puni d'un à six mois d'emprisonnement.

Art. 24. — L'injure ou la diffamation faite par la presse aux Chefs d'États étrangers avec lesquels la Bulgarie est en relations amicales, sera punie d'un mois à un an d'emprisonnement.

Art. 25. — L'injure ou la diffamation faite par la presse aux agents diplomatiques étrangers, accrédités auprès de Son Altesse le Prince dans la principauté sera punie d'un mois à un an d'emprisonnement.

Art. 26. — Quiconque par la presse attaque les bonnes mœurs, la morale ou l'une des religions reconnues dans

la principauté, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

Art. 27. — Quiconque par la presse répand de fausses nouvelles, dénature les faits et les accidents ou bien reproduit faussement les débats et les décisions de la Chambre, sera puni de 10 à 300 francs d'amende.

Art. 28. — Quiconque attribue faussement à autrui quelques faits délictueux ou autres actions infâmes, est réputé diffamateur et sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et jusqu'à 1.000 francs d'amende.

Art. 29. — Quiconque porte atteinte à l'honneur d'autrui, en lui attribuant des qualités qui l'abaissent ou l'exposent au dédain public est coupable pour l'injure et sera puni de quinze jours à six mois d'emprisonnement et jusqu'à 500 fr. d'amende.

Art. 30. — Quiconque par la presse diffame un Ministre, un député, un fonctionnaire d'État ou communal, un Ministre du Culte d'une religion reconnue en Bulgarie, un officier en service gouvernemental ou communal à l'occasion des faits de leur service, sera puni d'un mois à deux ans d'emprisonnement.

Pour l'injure faite à ces personnes à l'occasion de leur action, le coupable sera puni de deux à trois mois d'emprisonnement.

Art. 31. — L'accusation pour diffamation, d'après les articles 28 et 30 de cette loi, ne sera pas punie si l'accusé prouve que les faits déshonorants ou délictueux qu'il a attribués à autrui sont vrais.

Art. 32. — La presse n'est pas admise pour les faits déshonorants qui concernent la vie privée de la personne diffamée

ou bien qui constituent des délits privés et que la personne lésée n'a point intenté de poursuites pénales ou, si elle en a intenté, elle a renoncé à la suite.

Art. 33. — La vérité des faits délictueux peut être prouvée seulement avec une sentence définitive, document irréfutable.

Si pour ces faits il y a un procès en cours au criminel depuis que la diffamation a été faite par la presse, la procédure est suspendue jusqu'à la décision du tribunal de répression.

Art. 34. — En outre, les délits prévus par la présente loi sont punis comme délits de presse, les contraventions prévues dans la loi pénale, commis par une des manières indiquées dans l'article 13 du Code pénal, comme révélation des secrets, etc...

COMPÉTENCE ET PROCÉDURE

Art. 35. — Les procès de presse sont de la compétence du tribunal d'arrondissement de première instance.

Art. 36. — La poursuite des délits prévus par les articles 28 et 29 de cette loi est intentée à la suite de la plainte de la personne lésée.

La poursuite des délits prévus dans les articles 24 et 25 de cette loi s'intente seulement à la demande faite par l'agent diplomatique ou son remplaçant ou par voie diplomatique.

La poursuite pour les autres délits a lieu d'office de la part du parquet.

Art. 37. — Le parquet, dès qu'il en a eu connaissance ou dès qu'on lui a dénoncé le fait délictueux, doit, dans l'espace de trois à sept jours, faire un acte d'accusation sans aucune

instruction préalable et le tribunal d'arrondissement juge le procès dans les sept jours au plus tard après la déposition de la plainte ou l'acte d'accusation. Mais si dans le procès il s'agit de diffamation ou injure, dans ce cas :

a) Le tribunal fait notifier le contenu de la plainte ou de l'acte d'accusation dans les trois jours au plus tard après leur déposition ;

b) L'accusé doit, dans les sept jours au plus tard après qu'il a reçu notification de la plainte ou l'acte d'accusation, présenter devant le tribunal des explications et indiquer les noms et les domiciles des témoins qu'il veut citer ;

c) Le tribunal, dans les cinq jours au plus tard après le délai ci-dessus, doit commencer à juger le procès.

Art. 38. — La sentence dans sa forme définitive est lue par le tribunal deux jours après la résolution prise.

Art. 39. — L'appel peut être fait d'après les règles générales dans les sept jours qui suivent la lecture de la sentence dans sa forme définitive et est renvoyé à la Cour d'appel deux jours après sa déposition.

Art. 40. — La Cour d'appel juge l'affaire dans les sept jours au plus tard après qu'elle en a été saisie.

Art. 41. — La lecture de la sentence définitive de la Cour d'appel a lieu deux jours après que la résolution est prise.

Art. 42. — Le recours en cassation est admis d'après les règles générales et doit être envoyé à la Cour de cassation trois jours au plus tard après sa déposition.

La Cour de cassation juge l'affaire dans les sept jours au plus tard après qu'elle a été saisie et la lecture de la sentence dans sa forme définitive a lieu dans les deux jours après que la résolution a été prise.

Art. 43. — La prescription pour les délits de presse est de six mois à partir de la publication ou à partir du dernier acte de procédure s'il y a eu des poursuites.

Art. 44. — Toute condamnation définitive contre un journal est publiée dans le même journal en tête du premier numéro en première page avec des caractères usités dans cette page si le journal paraît encore.

Pour le refus de publier la sentence, l'éditeur est puni d'après l'article 11 de la présente loi.

Art. 45. — Dans chaque condamnation, le tribunal peut décider qu'en outre la publication prévue dans l'article ci-dessus, la condamnation soit publiée dans d'autres journaux et aux frais du condamné.

Art. 46. — La présente loi abroge toutes les autres lois ou dispositions sur la presse en vigueur actuellement.

Loi du 23 décembre 1893 portant complément à la loi sur la presse du 16 décembre 1887.

L'article 9 est modifié ainsi qu'il suit :

Personne ne peut être rédacteur ou éditeur (art. 3) pendant qu'il subit dans la prison une peine ou pendant qu'il se trouve en détention préventive.

Pour l'infraction à cette règle, l'éditeur du journal ou à son défaut l'imprimeur sera puni d'un à trois mois d'emprisonnement et de 100 à 1.000 francs d'amende.

A l'article 34 il est ajouté :

Art. 34 A. — Les actes d'accusation et tous les autres papiers d'instruction des procès criminels ne peuvent pas être publiés avant d'être lus en séance judiciaire sous la peine de 50 à 1.000 francs d'amende.

Art. 34 B. — Si dans la publication du compte rendu des procès pour diffamation celle-ci est répétée, le coupable sera puni de deux mois à un an et demi d'emprisonnement et jusqu'à 1.500 francs d'amende.

*Projet pour l'abrogation de la loi sur la presse du
16 décembre 1887.*

Article unique. — La loi sur la presse du 16 décembre 1887 ainsi que ses modifications du 23 décembre 1893 et toutes les autres lois et règlements sur la presse sont abrogés.

Remarque. — L'introduction dans la principauté de n'importe quels livres, journaux, avec un contenu délictueux, peut être interdite, par décision du Conseil des Ministres publiée dans le *Journal Officiel*.

22 novembre 1894.

*Loi du 20 décembre 1894 portant modification à la
loi sur la presse du 16 décembre 1887.*

Art. 1^{er}. — Les amendes prévues par les articles 1, 2, 3, 9, 11, 17 et 27 de la loi sur la presse sont fixées jusqu'à 300 francs.

Art. 2. — Le minimum de toutes les peines d'emprisonnement sera de vingt-quatre heures.

Art. 3. — Dans l'article 7 de la loi sur la presse, les derniers mots : « ainsi que des certificats constatant qu'il a rempli les conditions de l'article 5 » sont supprimés.

Art. 4. — L'article 33 de la loi sur la presse est abrogé.

Art. 5. — Est abrogée la loi portant complément à la loi sur la presse sanctionnée par décret princier du 23 décembre

1893 et publiée dans le *Journal Officiel*, numéro 13 du 19 janvier 1894, avec laquelle sont modifiés les articles 9 et 34 de la loi sur la presse.

Art. 6. — L'article 35 de la loi sur la presse est remplacé comme suit : « Les procès sur la presse sont de la compétence des juges de paix et des tribunaux d'arrondissement sans jury en première instance conformément au droit commun. »

Remarque à l'article 36. — Les procès de la compétence des juges de paix sont intentés à la suite de la plainte privée ou à la demande du Parquet. Dans ce cas, l'accusation est soutenue par l'autorité administrative.

Art. 7. — Les délais prévus par les articles 37 jusqu'à 43 de la loi sur la presse sont abrogés et sont remplacés par les délais conformément au droit commun, mais les procès sont instruits d'une manière urgente.

Loi sur les délits contre la personne de Son Altesse Royale le Prince et les membres de la famille princière du 24 décembre 1894.

Art. 8. — Quiconque provoque la population, à la trahison ou à l'inobéissance au Chef d'État publiquement, soit par écrit, soit par la distribution de différents ouvrages, sera puni jusqu'à dix ans de réclusion.

Si la provocation n'est pas suivie d'effet, l'emprisonnement peut aller jusqu'à trois ans.

Art. 9. — Celui qui exprime publiquement, par parole ou par la presse, l'intention d'attenter à la vie du Prince ou aux membres de la famille princière sera puni jusqu'à cinq ans d'emprisonnement.

Art. 10. — Quiconque par n'importe quel moyen par la presse, par l'édition et la distribution des images, attaque et injurie le Prince ou nuit à sa considération ou à quelques membres de sa famille, ou bien les expose à la dérision, au dédain ou à la moquerie, sera puni jusqu'à trois ans d'emprisonnement.

Art. 11. — Quiconque, par n'importe quel moyen, injurie le Prince ou un membre de sa famille, sera puni jusqu'à deux ans d'emprisonnement.

Art. 12. — Quiconque par la presse ou par un autre moyen diffame le Prince ou quelques membres de sa famille, sera puni jusqu'à trois ans d'emprisonnement.

Art. 13. — Toute condamnation définitive contre un journal pour les délits prévus par les articles 9 et 11 de cette loi sera publiée dans le numéro le plus proche du journal en première page, avec les caractères usités dans cette page.

Pour le refus de publier la condamnation, l'éditeur est puni jusqu'à 500 francs d'amende.

Indépendamment, le tribunal peut ordonner que la condamnation soit publiée dans d'autres journaux aux frais des condamnés.

En cas où le journal ne paraîtrait plus, les coupables doivent faire publier la condamnation dans un autre journal à leurs frais sous peine d'une amende de 500 francs.

Art. 14. — La reproduction d'autres éditions ainsi que les traductions sont punies comme des délits indépendants, si un délit y est contenu.

Art. 15. — Si, pour un ou plusieurs délits, une personne est condamnée définitivement et ensuite on voit qu'elle est passible de la peine pour un autre délit commis avant l'exé-

cution de la première condamnation, dans ce cas elle est punie avec le maximum de la peine prévue pour ce délit par la loi.

Art. 16. — Les condamnés pour les délits des articles 3 et 7 de cette loi sont privés après l'expiration de leur peine de leurs droits civils ou politiques d'un an à cinq ans.

Art. 17. — La recherche des coupables accusés des délits prévus par la présente loi se fait d'après les règles prévues par les lois de procédure ordinaire.

Art. 18. — La présente loi abroge la loi sur les délits contre la personne de Son Altesse le Prince du 4 mai 1883.

Loi du 4 février 1896 portant modification de certains articles de la loi sur la presse du 16 décembre 1887.

L'article 5 de la loi sur la presse est modifié comme il suit :

Art. 5. — Le rédacteur doit être sujet bulgare, majeur, jouir de ses droits civils et politiques, avoir son domicile permanent dans le lieu et posséder au moins le certificat d'instruction secondaire.

L'article 6 est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 6. — Ceux qui, sans remplir les conditions des articles 4 et 5, deviennent éditeurs ou rédacteurs responsables d'un journal, seront punis d'un à six mois d'emprisonnement et jusqu'à 1.000 francs d'amende.

Art. 7 nouveau. — Le propriétaire d'une imprimerie qui laisse imprimer un journal par des personnes qui ne remplissent pas les conditions prévues par les articles 4 et 5

sera puni d'un à six mois d'emprisonnement et d'amende jusqu'à 1.000 francs.

L'article 13 est modifié comme il suit :

Art. 13. — Pour tous délits commis par la presse, l'auteur en répond ; s'il est commis par un journal, alors le rédacteur en répond.

Art. 14. — Si l'auteur d'un imprimé ou le rédacteur responsable d'un journal sont inconnus ou absents, l'éditeur sera poursuivi, à son défaut le propriétaire de l'imprimerie, et à défaut de celui-ci, le distributeur ou le vendeur sera puni.

Règlements temporaires sur les délits de presse en vertu de l'article 47 de la Constitution, 6 juin 1900.

Art. 1^{er}. — Pour les délits de presse, l'auteur et le rédacteur sont responsables ensemble, si l'auteur est inconnu, l'éditeur responsable sera seul poursuivi.

Art. 2. — Peut être rédacteur d'un journal tout sujet bulgare qui jouit du droit d'égalité pour être député, qui a son domicile permanent dans le lieu où le journal est édité et possède le diplôme des études universitaires.

Art. 3. — Le propriétaire d'une imprimerie qui laisse imprimer journal, brochures ou autres imprimés d'un contenu politique par des personnes qui ne remplissent pas les conditions de l'article 2, sera puni de deux à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 1.000 à 5.000 francs.

Art. 4. — Personne ne peut être éditeur responsable de plus d'un journal.

Art. 5. — Toutes les dispositions de la loi sur la presse

qui ne contreviennent pas au présent règlement sont en vigueur.

Art. 6. — Le présent règlement entre en vigueur du jour de sa publication dans le *Journal Officiel*. Il est applicable aux journaux paraissant actuellement.

*Loi du 18 avril 1901, portant l'abrogation de la loi
et des Règlements sur la presse.*

Art. 1^{er}. — La loi sur la presse du 16 décembre 1887 et ses modifications faites par la 7^e législature, 1^{re} session, et 8^e législature, 1^{re} et 2^e sessions ordinaires, sont abrogées.

Art. 2. — Les règlements temporaires sur la presse du 13 décembre 1900 sont abrogés.

Art. 3. — Les faits délictueux accomplis par la presse ou un imprimé sont poursuivis et punis conformément aux dispositions de la loi pénale commune.

Art. 4. — La compétence et la procédure sont déterminées et faites conformément aux règles de la procédure criminelle.

Art. 5. — Pour les faits délictueux accomplis à l'aide de la presse ou d'un imprimé quelconque, sont poursuivis et punis :

- a) L'auteur, s'il est connu et habite la principauté ;
- b) L'éditeur, si l'auteur est inconnu ou n'habite pas la principauté ;
- c) L'imprimeur, si l'éditeur est inconnu ou n'habite pas la principauté ;
- d) Le distributeur, si l'imprimeur est inconnu ou n'habite pas la principauté.

Art. 6. — Tout sujet bulgare majeur qui jouit de ses droits civils et politiques et qui a son domicile permanent en Bulgarie peut être rédacteur ou éditeur d'un journal périodique.

Art. 7. — L'importation des journaux ou livres étrangers est toujours libre.

Art. 8. — Les délits sur la presse ne sont plus poursuivis après six mois du jour de la publication qui constitue le délit ou du jour du dernier acte de procédure.

Loi du 16 janvier 1904 sur les délits commis par la presse contre le Chef d'État et les membres de sa famille.

Art. 1^{er}. — La personne du Prince est sacrée et inviolable (art. 8 de la Const.).

Art. 2. — Quiconque par la presse ou par la distribution d'ouvrages provoque directement à la trahison, sera puni de cinq à dix ans de réclusion et de 500 à 1.000 francs d'amende.

Art. 3. — Quiconque par la presse exprime le désir ou l'intention de priver de vie le Prince ou son héritier, sera puni de trois à dix ans de réclusion et de 3.000 à 8.000 francs d'amende.

Art. 4. — Quiconque par la presse, par la distribution ou l'exposition ostensible d'ouvrages ou gravures, attaque, injurie ou nuit au prestige du Chef d'État, de son épouse ou de l'héritier ou bien l'expose à la dérision, au dédain ou à la plaisanterie, sera puni d'un à trois ans d'emprisonnement et de 2.000 à 5.000 francs d'amende.

Si tout cela est fait contre les proches du Chef d'État, ascendants ou descendants, frères et sœurs, la punition est de six mois à deux ans et de 1.000 à 3.000 francs d'amende.

Art. 5. — Quiconque par la presse calomnie ou diffame le Chef d'État, son épouse, ou l'héritier, sera puni de deux à cinq ans de réclusion et de 500 à 1.000 francs d'amende.

Art. 6. — La reproduction d'autres imprimés, ainsi que la traduction des imprimés étrangers sont punies comme des délits propres, si ce qui est reproduit ou traduit constitue un délit d'après la présente loi.

Art. 7. — Si pour un ou plusieurs délits sur la presse une personne est condamnée et la sentence est définitive et si on découvre qu'elle est passible d'une punition pour un autre délit sur la presse, accompli avant le commencement de l'exécution de la première condamnation, alors elle est punie avec le maximum de la peine prévue pour le second délit.

Art. 8. — La recherche des coupables des délits prévus par la présente loi se fait conformément à la procédure criminelle.

Art. 9. — Toute condamnation définitive des délits prévus par la présente loi est publiée dans le plus proche numéro du journal qui avait écrit l'article délictueux en première page avec les caractères qu'on emploie pour cette page.

Pour le refus de publier la condamnation, l'éditeur est puni de 500 à 2.000 francs d'amende? Dans ce cas, le tribunal peut ordonner la publication aux frais du condamné dans d'autres journaux.

Si l'édition du journal est arrêtée, le condamné est obligé de publier la condamnation à ses frais dans un autre journal sous peine de 300 à 1.000 francs d'amende.

Art. 10. — Il est interdit d'ouvrir et annoncer des souscriptions publiques avec le but de payer les amendes prononcées en vertu de cette loi sous peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et de 500 à 2.000 francs d'amende.

Art. 11. — Les procès pour les infractions à la présente loi sont de la compétence du tribunal d'arrondissement sans jury et sont jugés dans les sept jours au plus tard après que le procureur a saisi le tribunal de première instance. Les Cours d'appel et de cassation instruisent ces procès dans les sept jours après qu'elles sont saisies.

Loi du 16 janvier 1907 pour la modification de certains articles de la loi sur les délits commis par la presse, contre le Chef d'État et les membres de sa famille du 16 janvier 1904.

1. — Les deux alinéas suivants sont ajoutés à l'article 4 :

Quiconque, en dehors des cas prévus par le premier alinéa de cet article d'une manière indirecte ou cachée, dans une forme allégorique ou insignifiante avec toutes sortes d'allusions et d'insinuations, avec des expressions ou des apostrophes tendant à avertir ou à conseiller ou dans n'importe quelle autre forme ou manière, injurie l'honneur et la considération du Chef d'État, de son épouse ou de l'héritier, ou bien les critique à certains égards, ou leur attribue des faits et des actions incompatibles avec leur situation, ou nuit aux intérêts publics ou à ceux de l'État, ou bien fait voir l'intention d'exciter contre eux la haine, l'indignation, le blâme ou le dédain ou bien les expose aux critiques, plaisanteries ou à la risée, sera puni d'emprisonnement d'un à trois ans et de 1.000 à 5.000 francs d'amende.

Si tout cela est fait contre les proches du Chef d'État ascendants ou descendants, frères et sœurs, la peine est de six mois à trois ans et de 500 à 3.000 francs d'amende.

2. — L'article 11 devient 13 et est remplacé par le nouvel article 11.

Pour tous délits contre la présente loi, les autorités administratives locales font le procès-verbal nécessaire. Elles ont le droit de procéder tout de suite à la saisie des objets qui servent à l'accomplissement du délit, n'importe où ils se trouvent, comme :

Les numéros des journaux dans lesquels sont contenus les articles ou images incriminés, ouvrage ou brochure, avec un contenu délictueux, images, cartes, etc... Le procès-verbal et un exemplaire des preuves matérielles sont envoyés aussitôt au Parquet pour commencer les poursuites contre les coupables. Le procureur peut poursuivre sans ce procès-verbal.

3. Art. 12. — Quiconque empêche la saisie prévue dans l'article 11, soit par résistance ouverte, soit par recel ou enlèvement secret des objets passibles de la saisie, soit de toute autre manière, sera puni d'emprisonnement, pas moins de trois mois, et d'une amende de 500 à 5.000 francs. Si par la résistance ouverte un délit plus grave a été commis, il sera puni pour ce dernier.

4. Art. 13. — Les voies de recours doivent être interjetées dans les sept jours qui suivent la lecture de la sentence dans sa forme définitive par le tribunal de première instance ou la Cour d'appel, laquelle doit être faite dans les sept jours après la résolution.

5. Art. 14. — Aucune preuve n'est admise pour prouver ce qui est écrit dans les procès, en vertu de l'article 5 de la présente loi.

6. Art. 15. — Dans les procès en vertu des alinéas 3 et 4 de l'article 4, aucune preuve n'est admise pour prouver qu'il ne s'agit pas des personnes visées dans cet alinéa. Le tribunal décide uniquement en vertu de l'écrit.

Loi sur la presse du 17 mars 1907.

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — D'après la présente loi, un imprimé, c'est tout produit de la pensée exprimée par l'impression, la lithographie, différents dessins, images, tableaux et autres emblèmes symboliques.

Art. 2. — Quiconque veut ouvrir une imprimerie ou autre établissement d'impression doit enregistrer sa raison sociale au tribunal de première instance, d'après les règles de la loi de commerce. En cas contraire, l'imprimerie ou l'établissement seront réputés clandestins.

Art. 3. — Tout ce qui sort d'un établissement, d'imprimerie, doit porter la raison sociale enregistrée de leur propriétaire.

Art. 4. — Tout sujet bulgare, majeur, peut être l'éditeur d'un journal politique s'il remplit les conditions suivantes :

a) Jouir de ses droits civils et politiques et avoir fait son service militaire ou en être exempté ;

b) Avoir son domicile permanent dans le lieu où se fait l'édition du journal ;

c) Ne pas avoir été en faillite ou ne pas avoir été quelquefois dans l'impossibilité de payer les amendes, qu'on lui a infligées par des condamnations ou décisions quelconques ;

d) Avoir le diplôme de l'instruction universitaire, ou au moins avoir le certificat de troisième année d'instruction

secondaire, mais dans ce dernier cas il faut qu'il paye un impôt direct de 100 francs non compris la patente pour le journal.

Rem. I. — Les feuilles qui paraissent dans la forme des journaux sont regardées comme telles et doivent remplir les mêmes conditions.

Rem. II. — Les journaux littéraires ou professionnels qui ont des rubriques et chapitres politiques sont réputés politiques.

Art. 5. — Tout éditeur avant d'éditer un journal doit enregistrer sa raison sociale dans le tribunal de première instance conformément à la loi de commerce.

Dans ce but, il présente devant le tribunal les pièces nécessaires pour établir les qualités positives et négatives énumérées dans l'article ci-dessus.

Art. 6. — Tout changement de la personne de l'éditeur se fait dans l'ordre ci-dessus établi.

Art. 7. — La même personne ne peut pas être à la fois éditeur de deux journaux.

Art. 8. — Quiconque veut éditer un appel quelconque, doit, pour qu'on sache que c'est lui qui en répond, pour chaque cas particulier faire une déclaration au Président du tribunal, lequel ordonne qu'il soit joint au dossier de l'affaire et au déclarant à sa demande délivre le certificat nécessaire. Exception est faite pour les appels faits pendant les élections.

Art. 9. — Pour tous délits de presse, l'auteur répond quand il est connu et demeure dans la principauté; s'il est inconnu, l'éditeur répond. Si celui-ci est inconnu, c'est l'imprimeur qui répond et à son défaut le distributeur ou le vendeur.

Art. 10. — Si l'article est signé et s'il y a un doute que la personne qui a signé n'est pas le véritable auteur de l'article, l'éditeur pour se décharger de la responsabilité doit prouver que cette personne en est l'auteur.

L'accusateur a le droit de prouver le contraire, avec tous les moyens légaux sans cependant recourir à la perquisition.

Art. 11. — La reproduction des écrits délictueux est considérée comme un délit nouveau, s'il y a ou non des poursuites intentées contre l'éditeur qui les a imprimés le premier.

Art. 12. — Au point de vue des paiements des amendes, l'éditeur est considéré comme propriétaire de l'édition et le changement de sa personne ne dispense pas les éditeurs suivants du paiement des amendes dues par les précédents en cette qualité.

De même, le changement de nom du journal ne dispense pas les éditeurs de la nouvelle édition du paiement des amendes dues par les éditeurs de la première édition.

Les amendes sont cumulées.

En cas de faillite, les amendes sont remplacées par l'emprisonnement conformément au droit.

CHAPITRE II

Les peines.

Art. 13. — Quiconque tient une imprimerie clandestine ou autre établissement d'imprimerie secret sera puni de 100 à 1.000 francs d'amende.

Art. 14. — Les contraventions à l'article 3 de la présente loi seront punies de 100 à 1.000 francs d'amende.

Art. 15. — Quiconque avant l'enregistrement de sa maison

devant le tribunal d'arrondissement commence l'édition d'un journal ou bien devient l'éditeur des journaux déjà existants, sera puni d'un à six mois d'emprisonnement et de 1.000 à 5.000 francs d'amende. La même peine est applicable à celui qui commence à éditer un journal sans posséder les qualités énumérées dans l'article 4.

Quiconque, sans déclaration devant le tribunal d'arrondissement, édite un appel quelconque, sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois et de 100 à 1.000 francs d'amende.

Art. 16. — Quiconque par la presse provoque à l'accomplissement des délits prévus par le Code pénal, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement et de 500 à 5.000 francs d'amende.

Si cette provocation est suivie de délit, il sera puni comme provocation.

Art. 17. — Pour la provocation par la presse avec le but de créer des désordres dans le pays ou bien d'accomplir des faits et actions qui mettront en danger la sécurité intérieure et extérieure de l'État, la peine sera de trois mois à trois ans d'emprisonnement et de 500 à 5.000 francs d'amende.

Dans ce cas, l'alinéa 2 de l'article précédent est aussi applicable.

Art. 18. — Quiconque, par la presse, provoque à l'inobéissance, à l'inexécution des lois, et des dispositions légales de l'autorité, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et de 100 à 1.000 francs d'amende.

Art. 19. — Quiconque par la presse excite à la haine contre l'armée et le service militaire, cherche à détruire la discipline sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement et de 300 à 3.000 francs d'amende.

Art. 20. — Quiconque, par la presse, fait l'éloge, approuve ou justifie des faits que la loi considère comme délictueux, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et de 100 à 1.000 francs d'amende. De la même peine, est puni celui qui fait l'éloge, approuve ou justifie celui qui a commis le délit et la raison pour laquelle il a commis le délit.

Art. 21. — Quiconque par la presse injurie ou attaque les bonnes mœurs ou la morale publique, sera puni d'emprisonnement d'un mois à un an et de 100 à 1.000 francs d'amende.

Quiconque par la presse propage des idées tendant à des actions dirigées contre la Patrie ou contre l'organisation existante de l'État, sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 500 à 5.000 francs d'amende.

Art. 22. — Quiconque par la presse injurie quelqu'un, sera puni jusqu'à deux ans d'emprisonnement et de 100 à 2.000 francs d'amende.

Remarque. — L'injure est définie dans l'article 234 du Code pénal.

Art. 23. — Quiconque par la presse calomnie ou diffame quelqu'un, sera puni jusqu'à deux ans d'emprisonnement et de 200 à 2.000 francs d'amende.

Remarque. — La calomnie ou diffamation est définie dans l'article 235 du Code pénal.

Art. 24. — Pour injure et diffamation faite par la presse :

1. — Contre le Chef d'État ou agent diplomatique étranger.
2. — Contre l'autorité publique ou l'organe de cette autorité en cette qualité.

La peine est jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 300 à 5.000 francs d'amende.

Art. 25. — L'accusé de diffamation en vertu des articles 23 et 24 ne sera pas puni s'il fait la preuve de la vérité des faits, circonstance ou action.

Art. 26. — L'accusé ne peut pas se servir des dispositions de l'article précédent :

a) Si les faits ou circonstances visent la vie privée de la personne diffamée ;

b) Si ces faits constituent des délits par lesquels une autre personne a été lésée, mais qui n'a intenté aucune plainte devant le tribunal compétent.

Art. 27. — Les délits qui ne sont pas prévus dans cette loi seront punis en vertu des lois pénales.

CHAPITRE III

De la compétence et de la procédure.

Art. 28. — Les procès sur la presse sont de la compétence des tribunaux d'arrondissement.

Art. 29. — La poursuite pour l'injure et la diffamation en vertu des articles 23 et 24 est intentée à la demande de la personne diffamée ou injuriée.

Art. 30. — La poursuite pour injure et diffamation en vertu des articles 24 et 25 a lieu d'office mais avec la permission :

1. — Du Conseil des Ministres :

a) Si la diffamation ou l'injure sont faites contre la Chambre ou contre une commission ou députation élue par elle ;

b) Si l'injure ou la diffamation regardent le Gouvernement bulgare en général.

2. — Du Ministre lui-même si l'injure ou la diffamation

sont faites contre sa personne ou contre des organes en service sous ses ordres immédiats.

3. — Du chef direct de l'organe du pouvoir public diffamé ou injurié.

4. — Du Ministre des Affaires étrangères dans le cas prévu de l'article 24, alinéa 1.

Art. 31. — La poursuite dans tous les autres cas s'intente d'office par le Parquet et l'autorité d'instruction criminelle, soit par suite de leurs propres constatations, soit à la suite de dénonciations des autorités administrées.

La prescription en matière de presse est de six mois.

Art. 32. — Dans le cas prévu de l'article 10, l'accusateur a le droit de poursuivre à la fois l'éditeur et celui qui a signé l'article mais il ne sera puni que l'un d'eux d'après ce qui sera établi si celui qui a signé est le véritable auteur.

Art. 33. — Après la déposition de l'acte d'accusation ou de la plainte privée au tribunal, le Président ordonne qu'il en soit notifié copie dans les deux jours à l'accusé qui a le droit, dans les trois jours après la réception de la copie, de présenter ses preuves si l'accusation porte sur les faits dont parle l'article 26 de la présente loi.

En même temps que la notification de la copie de l'acte d'accusation ou de la plainte privée, le Président détermine dans les dix jours au plus tard le jour des débats.

Si le procès doit être renvoyé pour des raisons plausibles, le tribunal peut le renvoyer au lendemain, ou dans trois jours ou au plus tard dans une semaine, sauf dans des cas extraordinaires quand un délai plus long pour la production des preuves est nécessaire. Même dans ce cas, le délai doit être assez court.

Le tribunal prend des mesures pour faire amener par la police les témoins qui ont reçu une fois l'amende pour défaut.

Art. 34. — Contre le jugement du tribunal de première instance, l'appel doit être fait dans les sept jours de sa lecture, laquelle doit se faire dans les sept jours au plus tard, à partir de la résolution sur le procès.

Art. 35. — Après la déposition de l'appel, le dossier est envoyé à la Cour d'appel dans les trois jours au plus tard sans attendre le récépissé de la notification de l'appel. Les délais pour l'instruction du procès dans la Cour d'appel sont les mêmes qu'en première instance.

La lecture de la sentence et la voie de recours contre elle sont faites dans les mêmes délais que devant la première instance.

Après la déposition du recours en cassation, le dossier est envoyé dans les trois jours à la Cour de cassation sans attendre le récépissé pour la réception de la copie du recours en cassation.

Le Président de chambre ordonne dans le troisième jour de la réception du dossier que le procès soit jugé dans les deux semaines au plus tard, pour cela il est annoncé dans le *Journal Officiel*.

Art. 36. — Toute condamnation contre un journal, laquelle est devenue définitive, est publiée en caractères ordinaires dans le même journal, en première page, s'il continue à paraître.

Le refus de publier la condamnation est puni de 100 à 1.000 francs d'amende.

Art. 37. — Le tribunal peut ordonner qu'en outre de cette publication elle soit faite dans d'autres journaux aux frais du condamné,

CHAPITRE IV

Dispositions transitoires.

Art. 38. — A l'égard des procès en cours il ne sera appliqué que la partie sur la procédure de la présente loi et les dispositions pénales ne seront appliquées que dans la mesure où elles ne contreviennent pas aux lois existantes sur cette matière.

Art. 39. — Un délai de quinze jours est accordé aux imprimeries et éditions actuellement existantes pour se conformer avec la présente loi à partir de sa promulgation.

Dispositions concernant la presse dans le Code pénal complétées et modifiées par la loi du 19 juillet 1908.

LIVRE I. — CHAPITRE V

Art. 56 A (Loi de 1908). — Pour des délits commis par la presse quand l'auteur est connu et habite la principauté, l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne seront pas poursuivis. Personne ne peut excuser ou justifier qu'un imprimé qui est l'objet de poursuites ne soit autre chose qu'une production d'un imprimé déjà publié en Bulgarie ou à l'étranger.

CHAPITRE VIII

Art. 72-6° (Loi de 1908). — La prescription est de six mois pour les délits qui sont commis par la distribution des imprimés.

LIVRE II. — PARTIE I

DES DÉLITS ET DES PEINES QUI LEUR SONT APPLIQUÉES

CHAPITRE PREMIER

De la trahison.

Art. 105 (Loi de 1908).— Quiconque indirectement excite ou provoque à la trahison soit ouvertement et par la parole, soit en distribuant ou exposant ouvertement des ouvrages, images et autres imprimés dont il connaît la signification et la rédaction, sera puni de réclusion de cinq à dix ans et d'une amende de 800 à 1.000 francs. Si l'excitation ou la provocation restent sans effet, ce sera avec emprisonnement et amende de 50 à 500 francs.

CHAPITRE II

De la trahison.

Art. 116. — Quiconque, par des moyens prévus par l'article 105, excite ou provoque à la trahison prévue par les articles 109, 110 et 111, est puni de réclusion jusqu'à dix ans.

CHAPITRE III

Voies de fait et offenses au Chef d'État et aux membres de sa famille.

Art. 120 (l. de 1908).— Pour l'offense faite au Chef d'État, à son épouse ou à l'héritier, par la distribution ou l'exposition

ostensible des ouvrages, images et imprimés, la peine est au moins de six mois d'emprisonnement et de 100 à 500 francs d'amende.

Art. 122 (l. de 1908). — Pour l'offense faite aux ascendants et descendants autres que l'héritier et l'épouse, ou aux frères et sœurs, par la distribution ou l'exposition ostensible des ouvrages, images ou imprimés, la peine est de six mois à deux ans d'emprisonnement et de 100 à 300 francs d'amende.

Art. 123 (l. de 1908). — Pour celui qui exprime publiquement par la parole, ou par la presse, ou par une autre action l'intention d'attenter à la vie du Chef d'État ou de l'héritier, la peine sera jusqu'à cinq ans de réclusion et de 300 à 1.000 fr. d'amende.

Art. 124 (l. de 1908). — Celui qui, par la presse ou d'autres manières, diffame le Chef d'État, sera puni de réclusion jusqu'à quinze ans et de 100 à 1.000 francs d'amende.

Art. 125. — Pour les délits énumérés dans les articles 120, 122 et 124, le condamné peut être privé des droits énumérés dans l'article 30, alinéas 1 et 2.

(L'art. 30, 1°. — D'occuper des fonctions d'État ou publiques en général ou certaines fonctions déterminées; 2° de porter les distinctions.)

CHAPITRE VI

Des délits sur le service militaire et contre la force armée publique.

Art. 163. — Quiconque publie par la presse des renseignements sur l'État, la disposition, les mouvements et opérations

des forces armées bulgares, sur l'état des armes, objets et matériaux militaires, nécessaires à l'armée, sur les prévisions, la quantité et le transport de la nourriture, s'il est interdit de publier ces renseignements ou si par nature même des renseignements ou d'autres circonstances, il est évident que leur publication peut nuire aux intérêts de l'État, sera puni de réclusion jusqu'à cinq ans et en temps de guerre jusqu'à dix ans.

Art. 167 (l. de 1907). — Quiconque par la presse, discours publics, écrits ou autres en lieux publics, avec des tableaux, images, emblèmes, photographies et autres, excite les militaires aux délits ou contraventions interdits par les lois militaires, statuts ou règlements disciplinaires, sera puni :

En temps de paix d'emprisonnement d'un à trois ans, en temps de guerre et en temps d'état de siège de réclusion jusqu'à quinze ans.

Quiconque fait les mêmes choses par distributions secrètes de lettres, ouvrages ou imprimés manuscrits, ou lithographie, ou par la propagande, ou promesses sera puni.

En temps de paix, de réclusion de un an à trois ans, et en temps de guerre ou état de siège jusqu'à quinze ans.

CHAPITRE VII

Des délits contre l'ordre public.

Art. 172 (l. de 1908). — Celui qui, indirectement excite à commettre un délit et cela par une propagande dans une réunion ou par la distribution et l'exposition ostensible d'images ou imprimés, sera puni :

1° Comme provocateur, s'il résulte un délit à la suite de cette provocation;

2° D'un emprisonnement d'au moins trois mois et de 50 à 500 francs d'amende si la provocation n'est pas suivie d'effet.

Art. 173 (l. de 1908). — Sera puni celui qui, par les moyens exposés dans l'article 172, avec le but de commettre un délit :

1° Incite directement à l'inobéissance à la loi ou aux règlements et dispositions prises par le pouvoir dans les limites des lois.

2° Incite à l'hostilité ou à la haine contre les confréries religieuses, nationalités ou certaines classes de la population ou contre les règles de droit du mariage et de la propriété.

3° Attaque l'inviolabilité de la personne du Chef d'État, l'intégrité ou l'unité de l'État, l'ordre successoral, l'organisation de l'État ou la force obligatoire des lois.

Art. 174 (l. de 1908). — Quiconque, par le moyen exposé dans l'article 172, fait l'éloge d'un délit, ou de son auteur, justifie la raison pour laquelle il a été commis, sera puni de un mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de 25 à 300 francs. Dans ce cas, la prescription de la poursuite pénale est de trois mois.

CHAPITRE XI

Des outrages et autres délits contre la religion.

Art. 204. — Quiconque outrage Dieu par les manières prévues par l'article 172 sera puni jusqu'à un an d'emprisonnement.

CHAPITRE XIV

Outrages aux bonnes mœurs.

Art. 230 (l. de 1908). — Quiconque vend, distribue ou expose ostensiblement des images ou imprimés obscènes sera puni jusqu'à six mois d'emprisonnement et de 25 à 200 francs d'amende.

L'auteur de ces images ou imprimés qui sont distribués ou exposés ostensiblement avec sa connaissance sera puni jusqu'à un an d'emprisonnement et de 50 à 500 francs d'amende ; ces imprimés seront confisqués.

CHAPITRE XV

Art. 236 (l. de 1908). — Pour injure et diffamation :

1. — Contre le Chef d'État ou l'agent diplomatique d'un État étranger ;
2. — Contre un Ministre du Culte lorsqu'il fait un office, ou des cérémonies religieuses ;
3. — Contre le pouvoir public ou l'organe de ce pouvoir pendant le temps ou à l'occasion de son service ;
4. — Contre la mère, le père légitime ou père illégitime, si le coupable lui doit l'entretien ;
5. — Pour un imprimé, image ou lettre répandue avec la connaissance du coupable ;
6. — Publiquement ;
7. — De la part du fonctionnaire ou organe du pouvoir public quand il accomplit ses fonctions,

La peine est d'un mois à deux ans d'emprisonnement et l'amende de 50 à 1.000 francs.

Si l'organe du pouvoir public est une personne qui occupe une fonction qui est congédiée par un ordre, la peine est jusqu'à six mois d'emprisonnement et d'une amende jusqu'à 500 francs.

Art. 243. — Quiconque publie sciemment un fait qui est faux et qui nuit au crédit commercial ou industriel d'une personne, d'une société ou d'un établissement ou qui nuit à la confiance dont jouit quelqu'un, à ses facultés d'exercer son métier ou sa profession, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et jusqu'à 1.000 francs d'amende.

Si cela est fait publiquement par imprimé, image ou lettre, répandu avec la connaissance du coupable, la peine est d'un mois à deux ans d'emprisonnement et jusqu'à 2.000 francs d'amende.

(Loi 1908) § 13. — A la partie II du livre II, il est ajouté le chapitre nouveau XI :

La publication ou la distribution des imprimés sans qu'il soit mentionné dessus le nom et le domicile de l'auteur ou l'imprimeur avec les deux articles suivants :

Art. 538. — A) Quiconque imprime ou intentionnellement répand n'importe quel imprimé qui ne porte pas le vrai nom et domicile de l'auteur ou l'éditeur ou l'imprimeur est puni jusqu'à deux mois d'emprisonnement, et jusqu'à 200 francs d'amende.

S'il s'agit d'un numéro d'une édition déjà existante, la peine est jusqu'à 1.000 francs d'amende.

Art. 538. — B) Ne sont pas punis de la peine prévue par l'article précédent : Ceux qui indiquent l'imprimeur, le ven-

deur, le distributeur ou l'afficheur, s'ils dénoncent la personne dont ils ont reçu l'imprimé.

§ 14. — Les lois 1-0 sur la presse du 14 mars 1907, 2-0 sur les délits commis par la presse contre la personne du Chef d'État et les membres de sa famille du 16 janvier 1904, 3-0. Les modifications sur cette dernière loi du 16 janvier 1907 sont abrogées.

Loi qui complète la procédure pénale du 19 juillet 1908.

Au livre V de la procédure pénale, il est ajouté un chapitre nouveau : Règles particulières sur l'instruction des procès sur la presse avec les articles suivants :

Art. 641. — Les procès sur la presse sont instruits d'après la procédure pénale en observant les règles de ce chapitre.

Art. 642. — Les perquisitions et les saisies ne sont pas permises. L'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas poursuivis, si dans leur premier interrogatoire de la part des autorités judiciaires ils indiquent : le premier, le véritable auteur ; le second, l'éditeur ou l'auteur ; et le troisième l'imprimeur, l'éditeur ou l'auteur.

Art. 643. — Le parquet fait l'acte d'accusation dans les cinq jours au plus tard, et saisit le tribunal du procès, qui l'instruit aussitôt et dans les trois jours au plus tard notifie à l'accusé la copie de l'acte d'accusation.

Le tribunal doit s'occuper du procès dans les dix jours au plus tard après le délai dans lequel l'accusé a droit d'indiquer des témoins.

Dans les mêmes délais sont instruits et jugés les procès sur des délits de caractère privé.

Art. 644. — Si, pour des raisons justifiées, le procès est

ajourné, le tribunal le renvoie dans une semaine au plus tard, à moins qu'il ne soit renvoyé pour la présentation des preuves et pour cela il est nécessaire d'un délai plus long.

Art. 645. — La sentence prononcée peut être attaquée devant la Cour d'appel dans les deux semaines après sa prononciation dans sa forme définitive, laquelle doit être faite dans une semaine au plus tard après la décision du procès.

Art. 646. — Après la déposition du recours en appel ou de la protestation en appel, le procès est renvoyé au tribunal respectif dans les trois jours au plus tard.

Si la Cour d'appel instruit et juge le procès dans les mêmes délais que devant le tribunal d'arrondissement.

La sentence est prononcée dans sa forme définitive dans les trois jours après la résolution du procès.

Art. 647. — Contre la sentence de la Cour d'appel, le recours en cassation doit être fait dans les deux semaines après sa lecture et le dossier du procès est envoyé dans les trois jours à la Cour de cassation.

Art. 648. — La Cour de cassation s'occupe du procès dans les deux semaines au plus tard après la déposition du recours en cassation et de la protestation et doit préparer la résolution dans les trois jours.

Vu : le Président de la thèse

LARNAUDE

Vu le Doyen :

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD



NOMENCLATURE DES JOURNAUX POLITIQUES BULGARES

A. — Journaux organes des partis politiques

PARTI	NOM DU JOURNAL		FONDÉ EN
Démocrate	Praporetz	(L'Etendard)	1895
National-libéral	Nov Vek	(Nouveau Siècle)	1899
Libéral	Narod ni Prava	(Les Droits du Peuple)	1890
Jeune-libéral	Svobodno Slovo	(La Libre Parole)	1901
National	Mir	(La Paix)	1894
Progressiste	Balgaria	(La Bulgarie)	1895
Socialiste	Kambana	(La Cloche)	1907

Tous ces journaux sont édités en 4 pages, petit format au prix de 0 fr. 10 le numéro, à l'exception du « Mir » et « Kambana » qui sont vendus 0 fr. 05 le numéro. Ces deux journaux sont également quotidiens, les autres sont publiés 3 fois par semaine.

B. — Journaux politiques indépendants quotidiens publiés à Sofia.

NOM DU JOURNAL		FONDÉ EN	PAGES	PRIX
Vétchérna Pochta	(Le Courrier du Soir)	1900	6	0.05
Dnevnik	(Le Journal)	1900	6	0.05
Den	(Le Jour)	1903	4	0.05
Balkanska Tribouna	(La Tribune des Bal- kans)	1906	4	0.05
Retch	(Le Discours)	1907	4	0.05
Tchasse	(L'Heure)	1908	4	0.05
Vrémé	(Le Temps)	1908	4	0.05

Remarque : Tous les journaux sont publiés le soir.

TABLE ANALYTIQUE

Age, 38, 51, 63, 145, 242.
Amende, 189, 199, 282.
Annonce, 66, 87, 88.
Assemblée Constituante, 10, 22, 210.
Assemblée Régionale de R. O., 18,
Autorisation préalable, 20, 35, 36, 46, 137.
Auteur, 39, 52, 121, 147, 155, 168, 193, 247, 257, 259, 263.
Bonnes mœurs, 41, 67, 74, 197, 278.
Brochures, 35, 53, 65, 66, 87, 88.
Capacité intellectuelle, 126, 186, 243.
Capitulation, 64, 38, 74, 84, 241.
Cautionnement, 22, 213, 238, 250.
Censure, 10, 22, 81, 213, 227.
Chef d'État, 41, 113, 271.
Code pénal, 107, 138, 222.
Code d'Instruction criminelle, 222, 290, 292.
Code pénal ottoman, 25, 32, 34, 107.
Comité permanent de R. O., 17.
Compétence, 57, 69, 100, 112, 169, 203, 289.
Condamnation, 38, 44, 126, 283.
Conditions exigées, 37, 50, 60, 73, 84, 185, 241.
Confiscation, 56, 74, 99, 254.
Conseil d'État, 48.
Constitution, 24, 39, 211, 216.
Contraventions, 38, 51.
Crimes, 38, 51.

- Cumul, 188, 202.
Déclarations, 47, 49, 50, 62, 73, 80, 183.
Déconfiture, 188.
Décret (voir Ukase).
Délais, 60, 69, 101, 169, 179, 204, 292.
Délits, 40, 54, 66, 74, 92, 195, 266, 269.
Dénonciation, 45, 108.
Détention préventive, 87, 103, 112, 249.
Diffamation, 41, 68, 76, 95, 118, 163, 198, 273, 278.
Dispositions préventives, 62.
Distributeur, 35, 39, 48, 92, 162, 247, 265.
Distribution, 66, 93, 162, 270.
Domicile permanent, 81, 84, 154, 186, 245.
Droits civils, civiques et politiques, 38, 51, 63, 73, 154, 185, 243.
Droit commun, 105, 209, 219, 268.
Éditeur, 18, 63, 65, 82, 162, 184, 192, 248, 264.
État de siège, 235, 236, 288.
Étrangers, 38, 51, 64, 73, 84, 232.
Faillite, 188, 245, 282.
Fausses nouvelles, 42, 98, 278.
Fondateur, 7, 36.
Garanties, 238, 240.
Images, 66, 87, 88.
Impression, 88, 92.
Imprimerie, 35, 48, 63, 66, 80, 138, 182.
Imprimeur, 39, 50, 62, 91, 135, 146, 248, 264.
Injure, 41, 68, 76, 95, 118, 163, 198, 273, 278.
Instruction, 51, 123, 144, 186.
Journaux étrangers, 42, 56, 69, 71, 99, 106, 157, 234.
Jugement, 68, 100.
Jurisdiction, 57, 45, 46, 154, 285.
Jury, 169, 28, 287.
Librairie, 35.
Lithographie, 66, 92.
Livre, 35, 48, 53, 65, 87.
Loi spéciale, 22, 71, 77, 80, 105, 152, 182, 208.

- Majeur, 154.
Membres de la famille du Chef d'État, 41, 55, 114, 271.
Militaires, 231.
Mineur, 73, 113, 242.
Ministres, 41, 55, 76.
Morale, 41, 67, 74, 197.
Offense, 41, 71, 118, 165, 171.
Opinion (délits d'), 197, 269, 276.
Outrage, 46.
Ouvrage religieux, 23, 229.
Peines, 43, 55, 99, 120, 166, 199.
Personnes responsables, 39, 52, 64, 87, 104, 118, 121, 255.
Perquisitions, 156, 167, 254.
Plainte, 45, 98.
Poursuites, 28, 45, 100, 131, 194, 285, 290.
Prescription, 158, 277.
Préventisme, (prohibitif) 35, 49, 80, 127.
Preuve, 41, 67, 96, 179, 274, 279.
Procédure, 45, 57, 59, 69, 100, 109, 112, 159, 167, 203.
Proposition, 70, 71.
Provocation, 40, 55, 67, 93, 116, 161, 195, 272, 275.
Publication, 104, 166, 277, 278.
Publicité, 247.
Rédacteur responsable, 50, 53, 64, 82, 87, 144, 147, 156, 259.
Règlements, 141, 149.
Religion, 41, 45, 67, 74, 197.
Réparation civile, 283.
Répressisme, 255.
Répression, 161, 241.
Reproduction, 76, 99, 165.
Responsabilité successive, 33, 65, 87, 133, 155, 192, 225, 255, 263.
Roumélie Orientale, 9, 14.
Saint-Synode, 23, 74, 231.
Saisie, 175, 252.
Service militaire 185, 246.
Signature 250, 251.

Sublime Porte, 17.

Suppression, 20, 43, 55, 281.

Suscription, 165.

Suspension, 20, 43, 44, 55, 281.

Statut organique de R. O. 16, 19.

Tendance (délits de), 269.

Ukase (décret), 28, 29, 46.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	III
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

Histoire de la liberté de la presse en Bulgarie depuis 1878	14
 CHAPITRE I. — <i>Du régime de la presse en Roumélie Orientale.</i>	14
CHAPITRE II. — <i>Le régime de la presse en Bulgarie jusqu'à la loi du 17 décembre 1883 . . .</i>	21
§ 1. — Régime de la presse jusqu'au 24 mai 1881.	21
§ 2. — La loi ottomane sur la presse de décembre 1865	26
§ 3. — La loi du 6 février 1883	47
CHAPITRE III. — <i>Lois de la presse du 14 décembre 1883 et du 18 janvier 1885.</i>	61
§ 1. — Loi du 14 décembre 1883.	61
§ 2. — Loi du 18 janvier 1885.	70
CHAPITRE IV. — <i>La loi du 16 décembre 1887 et ses modifications</i>	78
§ 1. — La loi de 1887.	78
§ 2. — La loi Bacheff du 23 décembre 1893 . .	102
§ 3. — Projet de loi sur la presse du 22 novembre 1894	105

§ 4. — Loi du 20 décembre 1894.	110
§ 5. — Loi du 24 décembre 1894 sur les délits contre la personne du Prince.	113
§ 6. — Loi du 4 février 1896	123
§ 7. — Code pénal	138
§ 8. — Règlement temporaire sur les délits de presse en vertu de l'article 47 de la Constitu- tion, 9 juin 1900	141
CHAPITRE V. — <i>Le régime de la presse depuis la loi du 18 avril 1901 jusqu'à 1908</i>	152
§ 1. — Loi du 18 avril 1901.	152
§ 2. — Loi du 16 janvier 1904 des délits commis par la presse contre la personne du Chef d'État et les membres de sa famille.	159
§ 3. — Loi du 16 janvier 1907.	170
§ 4. — Loi sur la presse du 17 mars 1907	180

DEUXIÈME PARTIE

Étude critique du régime actuel de la presse . .	207
---	------------

CHAPITRE I. — <i>De la question si une loi spéciale sur la presse est contraire ou non à la Constitution.</i>	208
CHAPITRE II. — <i>Du préventisme prohibitif dans le ré- gime actuel de la presse.</i>	227
§ 1. — De la censure.	227
CHAPITRE III. — <i>Dispositions d'ordre préventif régle- mentaire</i>	238
§ 1. — Garanties exigées des auteurs, éditeurs, imprimeurs et distributeurs	238
§ 2. — Mesures préventives réglementaires organi- sant la publicité des différents agents de la presse	247
§ 3. — De la détention préventive.	249
§ 4. — De la saisie préventive en matière de presse	252
CHAPITRE IV. — <i>Du répressisme dans la législation ac- tuelle sur la presse</i>	255